

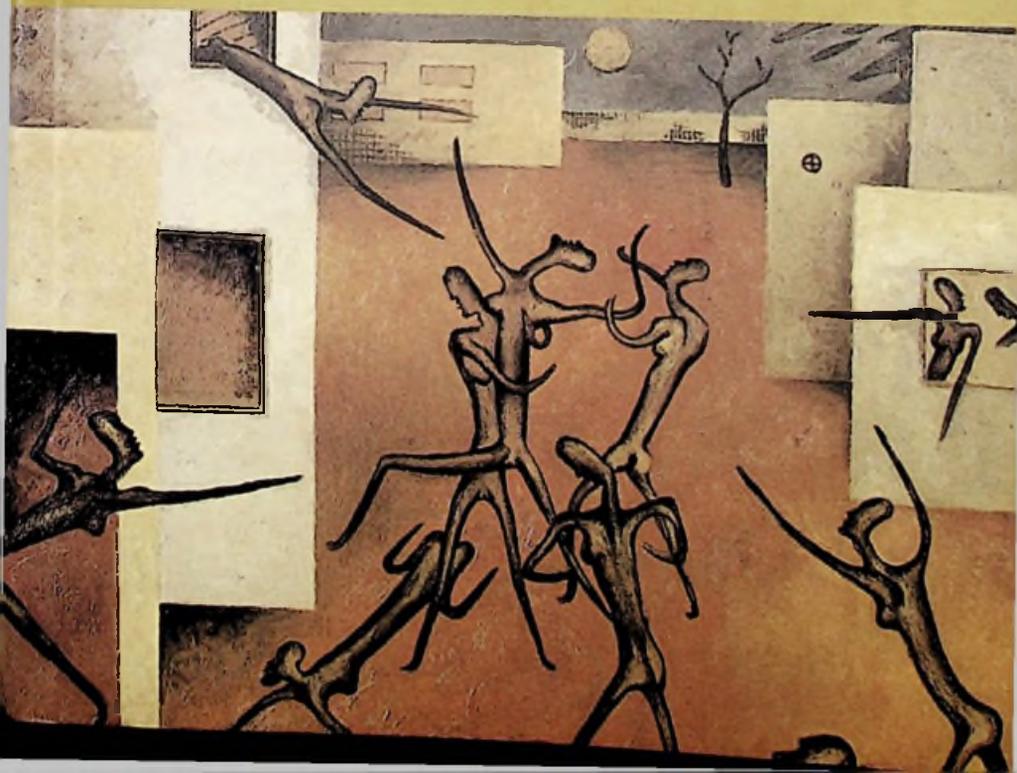
Pierre Piérart

EPO 

Wies Jaspers

D'Hiroshima à Sarajevo

La bombe, la guerre froide et l'armée européenne



24 \$ CAN

D'Hiroshima à Sarajevo
La bombe, la guerre froide et l'armée européenne

Fierre Pierrat

Vies d'espers

D'Hiroshima
à Sarajevo

*A la mémoire des 800.000 victimes d'Hiroshima,
de Nagasaki et des essais nucléaires.*

*A la mémoire des victimes de la guerre froide et du
dépeçage de la Yougoslavie.*

Dans la même collection:

Rik Devillé

La maladie catholique • Un diagnostic

Maurice Verzele

La mort en douceur • Le suicide et l'euthanasie

Pierre Piérart



Wies Jaspers

D'Hiroshima à Sarajevo

La bombe, la guerre froide et l'armée européenne

Couverture: Compagnie Paul Verrept
Illustration: Pierre Louis Flouquet
«Le massacre des Innocents», 1931-1932
Photocomposition: EPO
Impression: EPO

© 1995 Auteurs et éditions EPO
Editions EPO
20A rue HouzEAU de Lehaie
1080 Bruxelles – Belgique
Tél: 32 (0)2/414.29.88

Lange Pastoorstraat 25-27
2600 Anvers – Belgique
Tél: 32 (0)3/239.68.74
Fax: 32 (0)3/218.46.04

ISBN 2-87262-073-7
D 1995/2204/19

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 7

D'HIROSHIMA... 15

1. ALAMOGORDO 16

Les préparatifs 16

La réalisation à tout prix 22

La bombe sera destinée au Japon 26

Les préparatifs pour Potsdam 27

Alamogordo 31

La nouvelle diplomatie américaine à Potsdam 38

2. HIROSHIMA 46

Les préliminaires 46

La tragédie 49

Les suites 55

Hiroshima en ruines 57

3. NAGASAKI 64

Les préparatifs 64

Le bombardement 65

La fin de la guerre 66

Pourquoi après Hiroshima y a-t-il eu Nagasaki? 67

4. LA BOMBE ATOMIQUE, CATALYSEUR DE LA GUERRE FROIDE 71

Les origines de la guerre froide 71

La bombe atomique, catalyseur de la guerre froide et arme
politique de déstabilisation 76

L'Allemagne et la bombe 80

L'encerclement de l'URSS 82

La diplomatie de la bombe 88

Séquelles de la guerre froide 89

Conclusions 96

5. EPILOGUE 101

6. ALTERNATIVES À L'ESCOQUERIE DE LA DISSUASION 106

Le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires 108

Quelles sont les raisons ou les prétextes qui ralentissent les négociations du comité Ad Hoc à Genève? 116

Le Traité de non-prolifération nucléaire 118

L'interpellation auprès de la Cour internationale de justice sur l'illégalité de l'arme nucléaire 126

La réduction des matières fissiles à usage militaire (uranium enrichi et plutonium) 129

La dénucléarisation de la planète (zones dénucléarisées) 132

↑
Pine
...À SARAJEVO 137

7. EN ROUTE VERS UNE PUISSANCE MILITAIRE NUCLÉAIRE EUROPÉENNE 138

↓
Jesper
Sous tutelle américaine (nucléaire) 140

Vers une puissance nucléaire en Europe occidentale? 154

La longue marche vers Maastricht 156

8. L'ALLEMAGNE, UNE GRANDE PUISSANCE NUCLÉAIRE? 175

Introduction 175

Un mythe: l'Allemagne ne veut pas d'armes nucléaires 179

Recherche nucléaire pour les nazis 180

1954: déclaration de renoncement aux armes atomiques 181

1957: Franz-Joseph Strauss à la recherche d'armes nucléaires pour l'Allemagne 182

1960-1965: les forces nucléaires multilatérales 183

CHRONOLOGIE 196

NOTES 210

BIBLIOGRAPHIE 216

INTRODUCTION

«Il n'y avait aucune nécessité à faire éclater le soleil au-dessus de nous. Vous aurez rallongé la guerre, uniquement pour avoir des cobayes.» Armand Gatti, *La Cigogne*.

Le 5 août 1945, la guerre était sur le point de se terminer au Japon en dépit des lenteurs diplomatiques des Soviétiques et des Américains à répondre à l'offre nipponne de reddition. Le feu nucléaire perpétré les 6 et 9 août essentiellement sur les populations civiles de Hiroshima et de Nagasaki et sans aucune raison acceptable est un crime contre l'humanité. Cette infraction à la déclaration de La Haye de 1899, à plusieurs traités et au protocole de Genève de 1925, a modifié radicalement les relations entre les États dont la diplomatie est pervertie par cinquante années consacrées à la course aux armements de destruction massive. Les armes chimiques et biologiques sont considérées comme illégales, seul le nucléaire est toujours officiellement légal, du moins pour les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies (États-Unis, Russie, Grande-Bretagne, France et Chine).

Dès le 16 juillet 1945, jour de l'essai nucléaire réussi de Alamogordo au Nouveau Mexique, et surtout à partir du 21 juillet, lorsque le président Truman dispose à Potsdam du rapport détaillé sur l'explosion, la politique américaine devient subitement provocante vis-à-vis de l'URSS. En maintenant le secret atomique et en mettant un terme à la coopération avec l'URSS, les États-Unis vont déclencher la course aux armements et la guerre froide.

Aujourd'hui en 1995, la puissance des arsenaux nucléaires représente toujours plusieurs centaines de milliers d'Hiroshima; ces arsenaux restent supérieurs à ce qu'ils étaient en 1970, date de l'entrée en vigueur du Traité de non-prolifération nucléaire dont l'extension a été acceptée le 12 mai 1995 à New York de

façon illimitée et quasi inchangée malgré quelques améliorations structurelles.

Parmi les physiciens qui ont travaillé à la première bombe atomique, plusieurs étaient des anti-fascistes, convaincus qu'ils portaient ainsi le coup décisif au régime nazi. Plus tard, des chercheurs comme Oppenheimer et Sakharov étaient sincèrement persuadés qu'ils contribuaient au maintien de la paix par la dissuasion. Tous les deux, après quelques années, ont pris conscience de l'absurdité de la guerre froide et l'ont manifesté de différentes manières par des critiques ou même des refus de coopération. Tous les deux ont été placés en résidence surveillée, le premier sur le territoire des Etats-Unis, le second à Gorki.

Aujourd'hui encore, une partie importante des chercheurs en physique qui amalgament le nucléaire civil et militaire sont toujours persuadés qu'il faut conserver la bombe pour le maintien de la paix. Ils prétendent qu'il est impossible de réaliser un désarmement nucléaire global parce que toutes les nations devraient y être impliquées et que les moyens de vérification sont aléatoires. On invoque le cas d'un pays hypothétique – en fait Israël – qui serait menacé par un bloc militaire réunissant plusieurs pays ligués contre lui. Dans ce cas, dit-on, une attaque généralisée ne pourrait être neutralisée que par une riposte nucléaire (dans une telle hypothèse, les Etats-Unis interviendraient immédiatement en faveur de leur allié privilégié: Israël).

L'on insiste également sur le coût relativement modeste, sur les pays possesseurs, d'une riposte nucléaire et puis, comble de l'hypocrisie, sur son effet dissuasif vis-à-vis d'une attaque chimique ou biologique. Le maintien d'un arsenal nucléaire serait en outre une mesure de prudence vis-à-vis de pays qui pourraient acquérir un tel équipement. L'on imagine même des usines «ennemies» souterraines produisant des matières fissiles à usage militaire et des armes nucléaires. En résumé, cette panoplie d'arguments sert uniquement à démontrer qu'il faut conserver son armement nucléaire et donc qu'il serait impardonna-
ble de trahir le dogme sacré de la dissuasion.

De tels principes ne peuvent que stimuler une course aux armements sans fin. La production d'armements hypersophistiqués et nucléaires n'a aucun impact sur le maintien de la paix. Bien au contraire elle attise les conflits et incite à la reprise de la guerre froide.

Le Traité de non-prolifération nucléaire qui vient d'être reconduit en mai de cette année à New York consacre non seulement l'apartheid entre détenteurs et non détenteurs de la bombe mais encore la légalité de ce type d'armement... Quelques améliorations structurelles y ont été apportées grâce aux interventions des organisations non gouvernementales, de quelques rares gouvernements et du Parlement européen, à l'exclusion du Conseil des Ministres qui s'est contenté d'entériner les directives de l'OTAN et de l'UEO.

Le traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TITEN) sera-t-il signé en 1996? Nul ne le sait, bien que les Etats-Unis fassent apparemment un certain effort dans cette direction. Il est manifeste que les diplomates américains cherchent à figer la situation étant donné leur supériorité acquise dans les nouvelles techniques (simulations, etc...) qui doivent supplanter celle des explosions souterraines. La récente décision du gouvernement français de procéder à de nouveaux essais souterrains montre la détermination de Paris de rattraper son retard dans ce domaine. L'année 1996 pourrait bien être une répétition de 1963 qui a vu le passage des essais atmosphériques aux essais souterrains. La signature prochaine d'un TITEN ne prépare-t-elle pas une ère d'expériences centrées sur des essais hydrodynamiques ou hydronucléaires, sur la fusion en confinement inerte ainsi que sur une multitude de techniques couplées à des simulations sur ordinateurs?

La convention sur les armes chimiques signée solennellement à Paris en janvier 1993 interdit la fabrication, le stockage et l'emploi de ce type d'armes. Par contre l'arme utilisée à Hiroshima et Nagasaki est bien légale puisque l'on s'offre le luxe de négocier sur sa fabrication et son emploi lors des discussions sur le TNP et le TITEN Un avis positif de la Cour Internationale de

Justice sur l'illégalité des armes nucléaires, suite à la demande introduite par l'Organisation mondiale de la Santé, serait un apport conséquent pour éliminer ce fléau déstabilisateur généralement présenté comme l'outil indispensable au maintien de la paix. En fait l'hégémonie nucléaire américaine a permis la guerre de Corée et du Vietnam.

Les cinq puissances nucléaires n'ont toujours pas entamé de discussions en vue d'un traité d'interdiction de production de matières fissiles à usage militaire. Les stocks énormes de plutonium militaire accumulés non seulement par les cinq mais aussi par Israël, l'Inde et le Pakistan constituent des réserves suffisantes pour produire 50.000 bombes! Le département de l'Energie américaine envisage même la reprise de la production de tritium pour assurer le maintien de la puissance explosive des milliers de têtes nucléaires toujours entreposées dans les arsenaux. Cela signifie clairement que le démantèlement de ces têtes aux Etats-Unis et en Russie n'atteint pas le rythme de 5,5% par an. En effet si ces deux puissances nucléaires éliminaient leurs charges nucléaires à la même vitesse que celle de la décomposition du tritium, soit 5,5% par an, il suffirait de récupérer cet élément des charges retirées pour réalimenter les têtes restantes! Un tel programme ne devrait permettre qu'une réduction des arsenaux de 50% en 12 ou 9 ans selon le mode de calcul. Le traité d'interdiction de production de matières fissiles devrait couvrir le plutonium et le tritium.

La dénucléarisation de la planète n'est pas pour demain si l'on considère le peu de bonne volonté des puissances nucléaires à souscrire à des traités comme ceux de Tlatelolco et de Rarotonga qui concernent respectivement l'Amérique du Sud et le Pacifique Sud. L'impasse sur le projet de dénucléarisation du Moyen-Orient demeure entière malgré des propositions très honnêtes de l'Egypte qui envisage de créer une zone exempte de tout armement de destruction massive afin d'éviter des représailles chimiques sur Israël.

En Europe, enfin, la situation est plus que préoccupante.

La signature, le 21 novembre 1990, de la Charte de Paris pour une Europe nouvelle, mit officiellement fin à la guerre

froide. Par cette charte, les pays socialistes s'engageaient à introduire l'économie de marché. Une époque de paix et de liberté, disait-on, s'ouvrait pour l'Europe et pour le monde entier. Le mouvement de la paix s'est en grande partie démobilisé. Moins de deux mois plus tard, cependant, l'Occident a déclenché une guerre de destruction contre l'Irak, un pays du Tiers Monde. Et cinq ans plus tard, au lieu du bonheur universel, c'est la misère en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique. En Yougoslavie et dans le Caucase c'est la guerre avec des dizaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, des villes et des villages réduits en cendres. Parmi les alliés d'hier, de nouvelles contradictions apparaissent et, paradoxalement, le danger d'une conflagration généralisée en Europe n'a peut-être jamais été si grand depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Si l'on peut penser que la promotion de zones dénucléarisées en Europe centrale constituerait un pas décisif pour la stabilité du continent, c'est tout le contraire que nous voyons: non seulement l'OTAN maintient ses centaines de bombes atomiques en Europe mais elle peut désormais les déployer vers l'Est puisque les nouvelles prérogatives territoriales de l'Alliance concernent désormais l'Allemagne orientale depuis le 1^{er} janvier 1995.

Le partenariat avec les pays de l'Europe centrale projeté par l'OTAN porterait notamment sur le déploiement d'armes nucléaires dans ces pays. Il en est de même pour l'UEO (L'Union de l'Europe occidentale), devenue depuis Maastricht le bras armé de l'Union européenne, et dont les stratèges et les politiciens de droite préparent la nucléarisation généralisée (y compris, donc, de l'Allemagne), avec l'accord de plusieurs gouvernements dont la Belgique... Rappelons encore que l'OTAN reste fidèle à sa décision prise en octobre 1991 à Taormina (Sicile) à savoir que sept cents armes nucléaires resteraient déployées en Europe. Le communiqué de la conférence se terminait de la façon suivante:

«Les armes nucléaires continueront pendant un futur indéfini à assurer leur rôle essentiel dans la stratégie globale de l'Alliance, étant donné que les forces conventionnelles à elles seules ne permettent pas de prévenir toute possibilité de guerre»

Pour les responsables de l'OTAN et de l'UEO, la dissuasion nucléaire constitue un dogme absolu. Même si la Grande-Bretagne devait retirer du théâtre européen ses bombes à gravitation en 1998, il est évident que les Etats-Unis n'envisagent pas, pour le moment du moins, de le faire. Et les Etats non nucléaires comme la Belgique, dont les forces armées sont impliquées dans des missions nucléaires, ne se décident toujours pas à rompre de tels engagements. Ces pays sont en infraction vis-à-vis du Traité de non-prolifération. D'autres, tels l'Autriche, le Danemark, la Finlande, l'Irlande, la Suède et peut-être l'Italie et les Pays-Bas s'opposent à différents degrés à cette politique de maintien du parapluie européen.

Pourront-ils faire le poids contre les stratégies de l'OTAN, qui se préparent à combattre de nouveaux dangers, qui pourraient menacer la domination de l'Alliance? Des guerres civiles en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique doivent être maintenues sous contrôle et la résistance populaire face aux nouveaux capitalistes doit être cassée. L'OTAN étend son terrain d'action à ces pays, parmi lesquels certains deviendront à terme des membres et pourront ainsi fournir des mercenaires pour des interventions à l'étranger. La Russie, qui reste une puissance nucléaire, se voit proposer une alliance stratégique. Une alliance précaire, cependant, car l'ours russe cultive encore certaines ambitions chez quelques-uns de ses voisins, tels les pays riches en pétrole du Caucase. Ce qui provoque des tensions croissantes avec les intérêts allemands et américains pour cette matière première stratégique. Et puis, il y a les pays du Tiers Monde. Epuisés et pillés, ils sont un terrain de révolte permanente. Du terrorisme, dit l'OTAN, qui doit être combattu efficacement et, si nécessaire, avec des armes nucléaires.

Car cette nouvelle stratégie repose toujours sur les armes nucléaires, qui restent un moyen de chantage mais dont l'utilisation, s'il le faut, peut être envisagée comme moyen ultime.

L'OTAN, qui fut un pacte militaire contre l'ex-Union soviétique, a servi, par la même occasion, à asseoir le pouvoir des Etats-Unis sur ses alliés européens. Aujourd'hui l'Europe, suivant en cela le géant économique allemand, conteste de plus en

plus cette direction américaine. Le pilier européen à l'intérieur de l'OTAN et la construction d'une armée européenne en dehors de l'OTAN, sont des manifestations de ces tensions croissantes.

L'Europe dispose maintenant de sa propre force d'intervention rapide, déjà à l'œuvre en ex-Yougoslavie. Une armée qui opère sous la protection d'armes nucléaires françaises (et britanniques). L'intégration de ces forces nucléaires dans l'armée européenne est une question clé. L'Allemagne aura-t-elle son mot à dire sur le potentiel nucléaire? c'est un rêve qu'elle cultive depuis longtemps, la clé de ses ambitions mondiales.

L'autre voie serait de fabriquer des bombes elle-même.

Après la Seconde Guerre mondiale, les leaders allemands ont répété souvent qu'ils avaient abandonné toute ambition nucléaire. Mais en réalité, c'est le contraire qui est vrai. Déjà en 1965, la revue américaine *Foreign Affairs* est arrivée à la conclusion qu'en ce qui concernait la technologie nucléaire, l'Allemagne était occupée à élaborer un programme militaire. Aujourd'hui, l'Allemagne est une puissance nucléaire «en attente». Il lui suffirait d'utiliser les installations et la capacité de production existantes pour pouvoir rapidement fabriquer des armes nucléaires.

Les ambitions mondiales de l'Allemagne mènent à des tensions croissantes avec ses alliés. Les Etats-Unis essaient de garder l'Allemagne sous contrôle au moyen d'une direction partagée sur l'Europe. L'axe allemand-français est chancelant. La France et la Grande Bretagne, abandonnées par les Etats-Unis, cherchent à se rapprocher. Des ambitions économiques et stratégiques se heurtent. Une confrontation peut-elle tarder? La fin du XXe siècle ne commence-t-elle pas à ressembler furieusement à ses débuts?



D'HIROSHIMA...

1 ALAMOGORDO

Les préparatifs

Dans les heures qui suivirent la mort du président Franklin Roosevelt, survenue le 12 avril 1945, plusieurs responsables politiques approchèrent le nouveau président Harry Truman pour le mettre au courant du projet Manhattan.

Ce projet avait été lancé en mai 1942 – les Etats-Unis étaient entrés en guerre le 8 décembre 1941 – sous la direction de Vannevar Bush, président du Carnegie Institute, et du général Leslie Groves, chef du corps des ingénieurs de l'armée encore connu sous le nom de Manhattan Engineer District. Le programme Manhattan prévoyait, à titre préventif, la fabrication de 3 ou 4 bombes atomiques utilisant la réaction en chaîne de la fission de l'uranium et du plutonium. Cette réaction en chaîne devait libérer des quantités énormes d'énergie dans un temps très bref et sans aucune mesure avec la puissance des explosifs classiques. En principe, il s'agissait de dissuader les Allemands d'une utilisation de la bombe qu'ils auraient fabriquée dans le plus grand secret.

En juillet 1939, les physiciens hongrois Léo Szilard, Max Teller et Eugène Wigner, réfugiés aux Etats-Unis et très préoccupés par les recherches atomiques menées à l'Institut Kaiser Wilhelm de Berlin, essayèrent d'avertir les responsables militaires et politiques américains. Une première tentative menée auprès de la marine se solda par un échec car la flotte américaine était plus intéressée par la propulsion nucléaire des bâtiments que par la bombe. Dès lors, la décision fut prise de s'adresser directement au président des Etats-Unis par l'intermédiaire d'A. Einstein considéré comme l'interlocuteur de tout premier plan.

Les chercheurs hongrois étaient déjà convaincus à l'époque que la réaction en chaîne serait possible à partir d'un système uranium graphite. Leur inquiétude augmente en octobre 1938 avec l'occupation des Sudètes et l'entrée de l'armée allemande à

Prague le 15 mars 1939. Désormais, les Allemands détenaient les gisements d'uranium de Joachimstal dont ils s'approprièrent la totalité de la production.

Alexandre Sachs, économiste bien au courant des questions de physique et de plus conseiller du président Roosevelt, accepta d'aider Szilard pour adresser une mise en garde à la Maison-Blanche. Szilard rédigea la lettre qui fut revue par Sachs. Le 2 août, Szilard et Teller la présentèrent à Einstein qui passait ses vacances à Long Island. Bien que les avis soient fort partagés au sujet de la participation proprement dite d'Einstein dans la rédaction de la lettre, cette dernière fut signée par l'auteur de la théorie de la relativité. Szilard y joignit un mémorandum dans lequel il attirait l'attention sur différents types de réaction en chaîne ainsi que sur la nécessité d'acquérir l'uranium du Congo belge à Shinkolobwe au Katanga.

Nous reproduisons ci-dessous la lettre d'Einstein traduite par le professeur Dominici de l'ULB et transmise par le professeur Jedwab de la même université à l'occasion d'une conférence donnée en 1993.

2 Août 1939

*Albert Einstein
Old Grovc Rd.
Nassau Point
Peconic, Long Island*

*F.D. Roosevelt
Président des Etats-Unis
Maison-Blanche
Washington D.C.*

Quelques travaux récents de E. Fermi et L. Szilard, qui m'ont été communiqués en manuscrit, m'amènent à m'attendre que l'élément uranium puisse être transformé en une nouvelle et importante source d'énergie dans un futur immédiat. Certains aspects de la situation qui s'est ainsi créée semblent exiger la vigilance et, si nécessaire, une action rapide de la part de l'Administration. Je crois donc qu'il est de mon devoir de porter à votre attention les faits et recommandations qui suivent.

Au cours des quatre derniers mois, il est apparu probable — par le travail de Joliot en France, ainsi que par celui de Fermi et

Szilard en Amérique— qu'il puisse devenir possible de lancer une réaction nucléaire en chaîne dans une grande masse d'uranium, réaction par laquelle de vastes quantités d'énergie et de grandes quantités de nouveaux éléments radioactifs de type radium seraient générées. Maintenant, il apparaît presque certain que ceci pourrait être obtenu dans un futur immédiat.

Ce nouveau phénomène conduirait aussi à la construction de bombes, et il est concevable — bien que moins certain — que de nouvelles bombes extrêmement puissantes puissent donc être construites. Une seule bombe de ce type, transportée par bateau et explosant dans un port, pourrait très bien détruire le port tout entier en même temps qu'une certaine partie du territoire environnant. Cependant, de telles bombes pourraient très bien s'avérer être trop lourdes pour un transport par air.

Les Etats-Unis n'ont que de très pauvres minerais d'uranium et en quantités modérées. Il y a quelques bons minerais au Canada et dans la défunte Tchécoslovaquie, mais la plus importante source d'uranium est le Congo belge.

Vu cette situation, vous pourriez estimer désirable d'avoir quelques contacts permanents maintenus entre l'Administration et le groupe de physiciens travaillant sur les réactions en chaîne en Amérique. Un moyen possible d'obtenir cela pourrait être, pour vous, de confier cette tâche à une personne qui ait votre confiance et qui pourrait peut-être assurer ce service à titre non officiel. Sa tâche pourrait comprendre les missions suivantes:

- a) approcher les départements gouvernementaux, les tenir informés des développements ultérieurs, et formuler des recommandations pour une action du gouvernement, en consacrant une attention particulière aux problèmes liés à la garantie d'un approvisionnement des Etats-Unis en minerai d'uranium;*
- b) accélérer le travail expérimental, qui est à présent mené dans les limites des budgets des laboratoires universitaires, en pourvoyant des fonds, si de tels fonds étaient requis, grâce à ses contacts avec des personnes privées qui soient désireuses de contribuer à cette cause, et peut-être aussi en obtenant la coopéra-*

tion de laboratoires industriels qui ont l'équipement nécessaire.

J'ai appris que l'Allemagne a bel et bien stoppé la vente de l'uranium provenant des mines tchécoslovaques dont elle s'est emparées. Le fait qu'elle ait opté pour une action aussi prompte pourrait peut-être être compris à la lumière d'un autre fait, à savoir que le fils du sous-secrétaire d'Etat allemand, Von Weizaecker (sic), est attaché au Kaiser-Wilhelm-Institut de Berlin, où quelques-uns des travaux américains sur l'uranium sont actuellement réexpérimentés.

A. Einstein

Harry Truman, à l'époque où il était sénateur, et bien qu'il s'occupât des programmes d'armement, n'avait pas pu prendre connaissance du projet Manhattan considéré comme ultra-secret. Accédant à la présidence des Etats-Unis, après une vice-présidence de quatre-vingt-deux jours, il devenait urgent de l'informer. Le premier responsable politique et informateur fut Henry Stimson, secrétaire à la guerre, qui avertit le président de cette formidable entreprise. Henry Stimson était fortement préoccupé par l'utilisation de la Bombe. Le 15 mars 1945, il avait confié à Roosevelt qu'il fallait choisir entre le secret et la transparence concernant la Bombe en soulignant qu'une attitude d'ouverture devait conduire à un contrôle international de l'énergie nucléaire. Le deuxième informateur fut le sénateur James Francis Byrnes, ancien assistant du président Roosevelt, qui attira l'attention de Truman sur l'importance considérable que pourrait revêtir ce type d'arme sur le plan diplomatique. Selon lui, elle devait permettre aux Américains de dicter leurs conditions à la fin de la guerre en toute indépendance et à n'importe qui. Truman le nomma secrétaire d'Etat probablement parce qu'il avait participé à la conférence de Yalta, du 4 au 11 février 1945, comme conseiller de Roosevelt. Byrnes accepta l'offre du président en lui demandant toutefois carte blanche pour la direction des affaires étrangères. Il faut se rappeler, en effet, que Roosevelt avait préféré prendre Truman comme vice-président,

ce qui avait fort dépité le démocrate conservateur du Sud, Byrnes, qui espérait obtenir cette fonction.

En avril 1944, Niels Bohr, physicien de renommée internationale, bien connu pour ses recherches sur la structure de l'atome, avait fui le Danemark occupé par les Allemands et travaillé pendant quelques mois à Los Alamos (Nouveau-Mexique) avec l'équipe scientifique anglaise. Il fut chargé de rencontrer Churchill pour l'entretenir de la nécessité d'informer les Soviétiques sur les recherches menées dans le cadre du projet Manhattan. En mai 1944, la rencontre ou plutôt la confrontation fut désastreuse. Bohr et son fils furent sérieusement sermonnés par Churchill, comme de véritables potaches selon l'expression d'un membre du cabinet du Premier ministre. Churchill ne perçut pas la raison de cette visite. Pour lui, la Bombe était juste un peu plus puissante qu'une autre; elle n'impliquait pas de modifications dans la conduite de la guerre. Le 26 août 1944, Bohr est reçu à la Maison-Blanche par Roosevelt qui est d'excellente humeur. A ce moment les opérations militaires avançaient rapidement en France, Paris venait d'être libéré et l'on pouvait espérer une capitulation allemande pour la fin de l'année. Roosevelt a lu le mémorandum que lui a envoyé le physicien danois et il est d'accord pour approcher les Soviétiques au sujet des recherches atomiques. Il compte en parler à Churchill en septembre. La rencontre a lieu le 19 septembre 1944. C'est une nouvelle catastrophe selon C.P. Snow, le conseiller du Premier britannique, et Roosevelt doit abandonner sa proposition et se soumettre aux arguments du lion britannique. Ce dernier et Roosevelt signent finalement une déclaration secrète comprenant 3 points:

- 1) Le projet Manhattan doit se poursuivre dans le plus grand secret: après mûre réflexion, la Bombe pourrait être utilisée contre les Japonais qui seraient avertis que les largages de bombes atomiques se poursuivraient jusqu'à la capitulation.
- 2) La collaboration entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne continuera après la défaite du Japon.
- 3) Une enquête doit être menée sur les activités du professeur Bohr.

Les conseillers Anderson, Halifax et Cherwell défendirent Bohr auprès de Churchill; Bush et Conant en firent de même auprès de F. Roosevelt. Le professeur danois ne fut pas emprisonné, mais ne fut plus jamais invité à la Maison-Blanche. Bohr, qui avait déjà rencontré les physiciens Kapitsa et Landau en URSS, ne fut plus autorisé à leur rendre visite.

Kapitsa était d'origine russe et avait travaillé de 1921 à 1934 à Cambridge avec Rutherford, auteur avec Bohr de la théorie sur la structure de l'atome publiée en 1919. Lors d'un congrès tenu à Moscou en 1934, Kapitsa fut retenu par Staline qui le nomma directeur de l'Institut de Physique de l'Académie des Sciences. C'est le 22 octobre 1945 qu'il écrit à Niels Bohr, rentré au Danemark, pour l'avertir des dangers de la recherche scientifique censurée et menée dans le secret. De 1946 à 1953, il fut placé en résidence suite à son refus de travailler pour la Bombe. Il sera réhabilité en 1953 après la mort de Staline.

A la fin de 1944, les Américains qui disposaient du groupe «Alsos», créé par le général Groves et chargé d'enquêter sur les recherches militaires menées en Europe pendant l'Occupation, sont arrivés à la conclusion que les Allemands n'ont jamais songé sérieusement à fabriquer un engin nucléaire. L'Allemagne, comme l'URSS d'ailleurs, ne s'est jamais embarquée dans un tel programme étant donné les efforts de guerre considérables exigés par le front de l'Est. Heisenberg avait déclaré au ministre de l'armement et de la production de guerre, Speer, que la Bombe exigerait un temps beaucoup trop long. Déjà en septembre, Roosevelt et Churchill en étaient conscients puisqu'ils avaient envisagé d'utiliser la Bombe contre d'autres adversaires que les Allemands, c'est-à-dire les Japonais.

La décision de ne pas informer les Soviétiques du projet Manhattan sera une des causes de la rupture de l'Alliance à la fin de la Seconde Guerre mondiale et de la mise en marche du processus de la guerre froide. On doit s'interroger sur l'évolution des relations diplomatiques d'après-guerre dans l'hypothèse où Roosevelt et Churchill auraient accepté les recommandations du physicien Niels Bohr fortement soutenu par Kapitsa. En pré-

venant Staline, avant l'essai de la Bombe à Alamogordo, et en l'informant sérieusement à la conférence de Potsdam les Alliés auraient désamorcé ce qui allait devenir une véritable bombe diplomatique.

La réalisation à tout prix

En janvier 1945, le projet Manhattan était entré dans sa phase décisive. Les usines de séparation gazeuse par diffusion des hexafluorures d'uranium tournaient à plein rendement de même que les réacteurs devant produire le plutonium. Le général Leslie Groves, homme sans humour et directeur du projet, est un bourreau de travail, il a supervisé la construction du Pentagone. Agé de 49 ans en 1942, il est chargé d'entreprendre cette fantastique réalisation dans le secret le plus absolu. Malgré le gigantisme de l'entreprise, Harry Truman, lors de son élection comme vice-président en 1944, n'en avait jamais été informé.

Deux types de bombe seront mis en chantier. Celle d'Hiroshima (*Little Boy*) qui doit fonctionner à l'uranium 235, qu'il faudra donc séparer, à Oak Ridge, de l'uranium 238 avec lequel il est étroitement associé dans le minerai appelé pechblende (0,7% d'U-235 et 99,3% d'U-238). Celles d'Alamogordo et de Nagasaki (*Fat Man*) qui doivent fonctionner au plutonium qui est produit dans les réacteurs par bombardement neutronique de l'uranium 238. Ce plutonium, découvert en 1931, a été produit par l'homme (il n'en existe pratiquement pas dans les roches à l'exception de traces produites par de très rares réactions nucléaires) dès 1940. Les installations de Hanford dans l'Etat de Washington en produiront des quantités énormes à partir de réacteurs construits par General Electric. Pour des raisons théoriques liées au plutonium 240, Neddermeyer a proposé d'atteindre une masse supercritique en mettant en jeu plusieurs masses subcritiques disposées à la périphérie de l'engin et qui doivent ensuite être projetées selon un synchronisme parfait, vers une cavité centrale. Grâce à cette technique d'implosion, la

masse critique sera réduite par l'augmentation de la densité due à la compression des masses subcritiques.

La réserve de Clinton Engineer Works de 23.850 ha, située dans le Tennessee, a été acquise par l'armée pour y construire une nouvelle ville, Oak Ridge, destinée à loger 13.000 travailleurs. Les installations pour la séparation des isotopes (uranium 235 et uranium 238) y ont été construites à proximité. En novembre 1941, la diffusion gazeuse a été mise au point à l'université de Columbia. L'hexafluorure d'uranium 235 et 238 doit être pompé au travers d'une barrière poreuse en nickel pour obtenir une séparation satisfaisante. Plusieurs milliers de passages furent nécessaires. Le prix de l'usine s'éleva à 100 millions de dollars, somme fabuleuse pour l'époque. Le surdimensionnement de l'installation fut probablement lié aux surestimations des théoriciens qui avaient fixé la masse critique de l'uranium 235 à un niveau compris entre 23 et 45 kg.

Du 4 février au 11 février 1945 s'est tenue la conférence de Yalta qui va déjà prendre certaines dispositions à l'égard du Japon bien que l'essentiel des discussions aient porté sur les zones d'occupation de l'Allemagne ainsi que sur les réparations demandées avec insistance par Staline. Le samedi 10 février en fin d'après-midi, Roosevelt rencontra Staline en présence de quelques diplomates dont Molotov et Harriman. C'est au cours de cette réunion entre Américains et Soviétiques qu'il fut convenu que l'URSS entrerait en guerre contre le Japon deux ou trois mois après la capitulation allemande moyennant certaines conditions. Parmi ces dernières figuraient la préservation du statu quo en Mongolie extérieure (régime communiste et indépendance vis-à-vis de la Chine), le retour de la moitié sud de l'île de Sakhaline, l'annexion des îles Kouriles, l'internationalisation du port de Dairen, la restauration de la location de Port-Arthur ainsi que quelques conventions au sujet des chemins de fer mandchous et de la Chine. Aucune objection ne fut formulée par Roosevelt. Byrnes, l'assistant du président, sera chargé quelques semaines plus tard de remettre à Truman un rapport sur cette conférence, document qui lui sera très utile lors des discussions beaucoup plus tendues de Potsdam.

Deux jours après la conférence de Yalta, dans la nuit du 13 au 14 février 1945, Dresde, la Florence de l'Elbe, a été transformée en fournaise suite au largage, par 750 Lancaster et 450 forteresses américaines, de 650.000 bombes sur plus de 500.000 civils. C'était une ville d'art, riche en monuments baroques, en palais et en musées et pratiquement dépourvue d'industries de guerre. N'ayant jamais été bombardée, à l'instar de Hiroshima et Nagasaki, la défense aérienne y était très clairsemée. Dans les faubourgs se trouvait un camp de 26.000 prisonniers de guerre alliés qui purent contempler l'énorme colonne de flamme qui créa un véritable courant d'air ascendant (comme à Hiroshima). La ville était encombrée de réfugiés en provenance de Saxe et de Silésie. Ce crime de guerre savamment préparé pendant des mois par le maréchal Arthur Harris et télécommandé par Churchill fut célébré à plusieurs reprises comme une des plus belles actions d'héroïsme. Une statue érigée en l'honneur de Harris fut même inaugurée par la reine mère d'Angleterre il y a quelques années et un timbre commémoratif de la poste britannique a été mis en vente! (La poste américaine a été obligée de retirer un projet de timbre commémoratif d'Hiroshima suite aux réclamations du Japon.) Comme le remarque Keith Motherson dans une communication personnelle, quelle serait la réaction populaire des habitants de Coventry, de Varsovie ou de Leningrad en recevant des lettres postées avec des timbres représentant Goering et ses bombardiers Junkers?

La vengeance et le terrorisme sont à l'origine de ce crime mais il faut également y voir un avertissement stratégique et politique lancé par le lion britannique à l'intention des Soviétiques qui progressent au prix de plusieurs centaines de milliers de morts alors que les Occidentaux piétinent devant le Rhin. La destruction de Dresde n'aura aucun impact sur les opérations militaires, le pont qui enjambe l'Elbe est indemne, seul le centre historique de la ville a été systématiquement visé à deux reprises, la deuxième vague s'acharnant sur les postes de secours, la Croix-Rouge et les pompiers arrivés sur les lieux du drame. N'eût-il pas été plus judicieux d'utiliser ces bombes contre des objectifs militaires? N'eût-il

pas été plus moral de les utiliser pour détruire les routes et voies ferrées qui menaient aux camps d'extermination?

En mai 1945, un groupe soviétique, organisé par le colonel-général Zaveniagin, fut chargé d'enquêter sur les installations nucléaires allemandes afin de vérifier si un projet de fabrication de la bombe était en cours. Cette mission comprenait plusieurs dizaines de scientifiques revêtus d'un uniforme de lieutenant-colonel du KGB, parmi lesquels se trouvait Khariton. Comme les Américains du groupe Alsos devaient le découvrir, les Soviétiques constatèrent qu'ils avaient peu de renseignements à glaner auprès des scientifiques allemands. D'autre part, les physiciens allemands comme Otto Hahn et Werner Heisenberg leur échappèrent pour tomber aux mains du groupe américain Alsos avec une dizaine d'autres chercheurs qui furent «consignés» à Farm Hall près de Cambridge. Quelques scientifiques allemands décidèrent de rester en Allemagne et furent envoyés en URSS, parmi eux Mangred Von Ardenne et Gustave Hertz.

Les Soviétiques mirent néanmoins la main sur les mines d'uranium de Joachimstal en Bohême qui avaient été fermées pendant la guerre, ce qui semble indiquer que les Allemands comme les Russes n'avaient pas eu le temps de se consacrer à une entreprise de grande haleine comparable au projet Manhattan. Déjà en mars 1945, le gouvernement tchèque de Londres, présidé par Edouard Benes, avait signé un accord secret pour l'exploitation des mines d'uranium de Tchécoslovaquie au profit de l'URSS. Cet accord signé à Moscou par Benes rappelle celui signé par la Belgique en août 1944 à Londres qui mettait à la disposition des Etats-Unis la totalité du minerai d'uranium de Shinkolobwe (Katanga).

Dans la nuit du 6 au 7 mai à Reims et dans la nuit du 7 au 8 mai à Berlin, le troisième Reich capitulait. L'Allemagne nazie est enfin vaincue. Les villes sont en ruines et des millions d'Allemands sont en fuite en direction de l'ouest. Le projet Manhattan reprend sa course de plus belle alors que son objectif, neutraliser une éventuelle bombe atomique allemande, a définitivement cessé d'exister.

Sur le plan politique, les Etats-Unis abandonnent leur position de médiateur entre la Grande-Bretagne et l'Union soviétique pour adopter une position de plus en plus antisoviétique. Tout se passe comme si la mort de Roosevelt avait libéré des haines refoulées qui maintenant pouvaient s'exprimer au grand jour. Un mois après la mort de Roosevelt, soit le 12 mai, Truman recevait un télégramme de Churchill qui imaginait que les Russes allaient maintenir 2 à 300 divisions derrière ce qu'il appelait déjà le rideau de fer.

La bombe sera destinée au Japon

Après la capitulation de l'Allemagne le plan Manhattan continue son chemin imperturbablement, et dans le plus grand secret. Tout se déroule à Oak Ridge, Handford et Los Alamos normalement comme si rien ne s'était passé sur le théâtre européen.

Le 15 mai 1945, l'unité spéciale de bombardement atomique reçoit ses dix premiers bombardiers B-29, pimpants neufs et aménagés pour la cause. Quelques modifications ont été prévues: le blindage de l'armement a été supprimé, à l'exception de celui de la double mitrailleuse située à l'arrière, pour alléger l'appareil. L'un de ces bombardiers deviendra *l'Enola Gay* qui larguera la bombe sur Hiroshima. L'unité est commandée par le colonel Paul W. Tibbets, un spécialiste des forteresses volantes qui effectuèrent les grands bombardements au-dessus de l'Allemagne. Dès la fin de 1943, Tibbets avait été choisi pour faire des essais sur le B-29, le plus gros bombardier qui venait de sortir des chaînes des ateliers Boeing en juillet. A la frontière de l'Utah et du Nevada en bordure du désert salé, un énorme aérodrome fut construit à Wendover pour l'entraînement de pilotes triés sur le volet. Ils allaient subir un écolage particulier pour un type de bombe spécial au sujet duquel aucune information ne leur fut révélée. Le 13 septembre dans son allocution de bienvenue, Tibbets fut extrêmement bref et sibyllin. Il les félicita sobrement pour la sélection dont ils avaient été l'objet en vue

d'une mission très particulière qui allait demander une très grande précision de la part des pilotes, bombardiers, navigateurs et photographes. La seule allusion concernant la bombe était qu'elle devait abrégé normalement la guerre d'au moins 6 mois.

Toute l'opération, codée Silver Plate, était sous la direction immédiate du général Arnold, chef de l'Air Force lui-même en liaison directe avec le général G.C. Marshall, chef d'état-major de l'armée. L'entraînement consistait principalement, après un lancement simulé à l'aide de bombes postiches, à virer de 160 degrés sous une inclinaison de 60 degrés afin de se soustraire à des effets non définis (l'onde de choc en réalité). Les pilotes s'exerçaient à lancer une bombe très spéciale dont ils ignoraient la nature. Après trois mois d'entraînement très sévère, un tiers du personnel fut renvoyé et remplacé par de nouvelles recrues. Le 15 décembre, l'unité était prête et renforcée avec ses 15 appareils et ses 15 équipages. Le 17 décembre, l'unité était désignée sous le nom de 509^e Composite Group et au cours d'un entretien avec le colonel Tibbets les chefs d'équipage devaient apprendre, dans l'ahurissement le plus total, que la mission consisterait à larguer une ou deux bombes de 4 à 5 tonnes chacune! Les équipages furent envoyés en janvier 1945 à Cuba pour y procéder à des vols au-dessus de la mer avec trajet de 5000 kilomètres. Une distance comparable à un aller et retour des îles Mariannes au Japon. La bombe semblait bien destinée à l'empire du Levant.

Les préparatifs pour Potsdam

Vers le 25 avril 1945, Henry L. Stimson, conseiller en chef de la politique atomique pour Roosevelt et pour Truman, qui avait déjà attiré l'attention du nouveau président sur le projet Manhattan, revient sur l'épineuse question de savoir s'il faut informer les Russes. Stimson veut éviter les malentendus et établir des relations correctes et utiles pour le maintien de la paix avec Staline.

Stimson suggère également que le président Truman réunisse un comité intérimaire pour réfléchir sur la façon d'utiliser la bombe contre le Japon et pour examiner les implications politiques de cette nouvelle arme. Il songe en outre à un partenariat possible avec l'Union soviétique, en d'autres termes à un partage du secret atomique en échange de concessions sur les questions polonaise, roumaine, yougoslave et mandchoue.

Entre-temps, l'idée de retarder la conférence de Potsdam fait son chemin car il est devenu évident que la bombe ne sera pas prête pour la mi-juin mais peut-être pour la mi-juillet. En fait, les Américains sont dans l'expectative face aux progrès du projet atomique. Ils sont aux prises avec un dilemme; ou bien ils retardent la réunion de Potsdam afin de pouvoir utiliser l'arme atomique sur le plan diplomatique, ou bien ils maintiennent l'échéance de la mi-juin date à laquelle ils n'auront pas encore dégarni leur front européen de façon trop importante (après la chute de l'Allemagne, il fallait expédier environ 50.000 hommes par mois sur le théâtre du Pacifique). C'est le 26 mai que Truman confie à Joseph E. Davies, ancien ambassadeur à Moscou, qu'il a l'intention de retarder la date de la conférence de Potsdam jusqu'en juillet afin de pouvoir éventuellement se servir diplomatiquement de la bombe pour imposer plus facilement ses conceptions aux Soviétiques. Truman voudrait rencontrer Staline seul mais il devra faire marche arrière face à l'opposition de Churchill. C'est alors que Truman va déléguer Hopkins à Moscou pour dialoguer avec Staline. Harry Hopkins a été pendant toute la guerre un collaborateur très proche de Roosevelt dont il partageait les vues; sa mission au Kremlin se présentait donc sous des auspices favorables. Elle se soldera par trois résultats importants: le report de la conférence de Potsdam, un accord avec Staline sur la question polonaise et une certaine divergence de la politique américaine vis-à-vis des vues de Churchill. *Last but not least* Truman refusera de rencontrer Churchill avant son voyage à Potsdam. Truman semble avoir bien joué, il a lâché du lest en faveur des Soviétiques avant de voir venir la bombe.

Au début du mois de juin, de nombreux télégrammes seront échangés entre Truman, Staline et Churchill pour fixer la date d'ouverture de la conférence de Potsdam. Le leader soviétique a très vite compris, suite au voyage de Hopkins, envoyé à Moscou pour préparer la conférence, que le président américain préfère le 15 juillet alors que le Premier ministre britannique, qui songe aux prochaines élections, opte pour le 15 juin. Dans un télégramme daté du premier juin, Churchill revient à la charge et demandera à Truman – qui a prétexté du budget pour retarder la confrontation qui se prépare – si les dates du premier, du deux ou du trois juillet ne pourraient pas convenir. Ce sera non car Truman confirmera le jour même que la conférence débutera le 15 juillet; le 3 juin Staline téléphonera pour donner son accord pour le 15 juillet. Le 9 juin, Churchill finira par accepter mais réclamera «des quartiers séparés avec sentinelles propres afin de ne pas dépendre de l'hospitalité des Soviétiques». Le Premier britannique avait gardé un mauvais souvenir de Yalta...

En Europe centrale, de nombreux problèmes restaient à résoudre concernant l'administration, le ravitaillement et l'occupation. Après de longues tergiversations, entretenues par Churchill, sur les zones d'occupation qui avaient été plus ou moins décidées à Yalta, Américains et Britanniques finissent par accepter de retirer leurs troupes des territoires initialement destinés à l'armée rouge. Churchill n'est pas content mais les Occidentaux accepteront afin de pouvoir occuper les secteurs de Berlin. Le 5 juin D. Eisenhower, B. Montgomery et J. de Lattre de Tassigny signent enfin la déclaration relative à la capitulation et au transfert du pouvoir suprême en Allemagne aux gouvernements de l'URSS, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Cette dernière a été repêchée à la dernière minute grâce à l'intervention de Churchill et au grand dam de Staline qui n'a vraiment pas apprécié et qui ne prenait en considération que le nombre de divisions ayant réellement combattu.

Le premier juillet, les troupes américaines évacueront la Saxe et la Thuringe tandis que le 3 juillet Berlin était officiellement

occupé par les commandants militaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. Enfin, le 12 juillet, l'armée américaine céda la place aux troupes d'occupation françaises suivant l'accord interallié du 5 juin 1945. La conférence de Potsdam débute donc dans un contexte tendu suite aux événements rappelés plus haut. Citons-en d'autres qui ont probablement influencé l'ambiance des débats.

Au Japon, le conseil suprême du gouvernement, dominé par des militaires, a réclamé le 8 juin «le suprême sacrifice de soi» et «la mort honorable de cent millions d'hommes». Cette position extrémiste sera rejetée par l'empereur Hirohito le 21 juin au lendemain de la chute d'Okinawa. L'empereur demandera au gouvernement soviétique de recevoir le prince Konoye à Moscou pour accepter une reddition inconditionnelle.

James Franck qui préside un groupe de scientifiques à Chicago a adressé, le 11 juin, un rapport au secrétaire à la Défense. Dans ce document, il est fait mention des implications politiques et sociales de la bombe après son utilisation. Cette dernière conduira inévitablement à la course aux armements atomiques ou prolifération nucléaire. Le rapport du prix Nobel de Göttingen arrivera à Washington trop tard, c'est-à-dire après le 16 juillet.

De nombreuses réunions entre stratèges vont se dérouler au sujet de l'invasion du Japon. Le 18 juin lors d'une réunion présidée par Truman et en compagnie du général Marshall, chef d'état-major, les responsables déposent leurs prévisions. Les estimations en pertes humaines pour le premier mois sont relativement modestes, de 31 à 49.000 morts, à l'exception de celle de l'amiral Leahy qui les évalue à 268.000. L'estimation de Leahy fut abandonnée par le comité mais Truman semble en avoir conservé l'information pour des utilisations ultérieures.¹

Le 28 juin, la composition d'un nouveau gouvernement polonais est annoncée avec 16 ministres imposés par les Soviétiques, soit environ 75%.

Lors de la réunion du comité intérimaire du 21 juin dirigé par Stimson, Bush et Conant, il est réaffirmé que la bombe doit être

utilisée à la toute première occasion, sans avertissement, et contre des usines d'armements entourées par des habitations et autres constructions susceptibles de destruction.

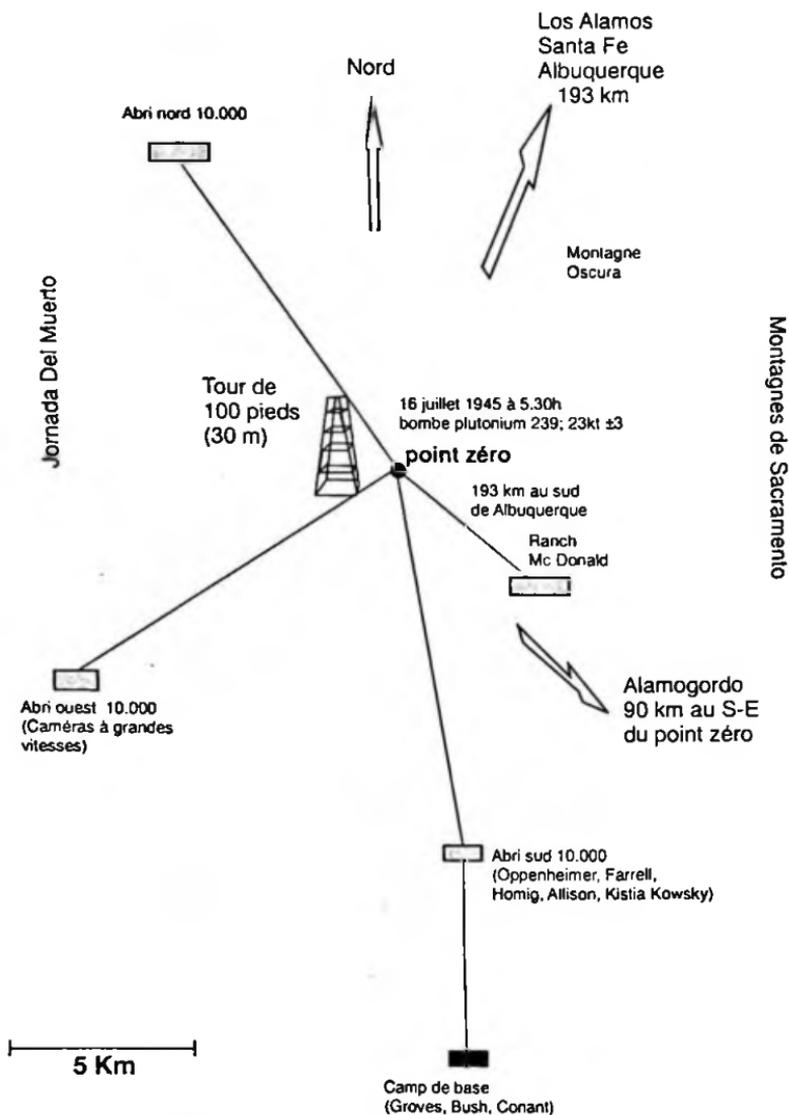
La conférence de San Francisco se terminera le 26 juin avec la signature de la charte des Nations unies par cinquante et un pays. Enfin le 30 juin, le comité responsable de l'essai nucléaire *Trinity test* recule l'explosion de Alamogordo au 16 juillet.

Alamogordo

Le physicien Kenneth T. Bainbridge, qui avait travaillé avec Ernest Rutherford au laboratoire Cavendish (Cambridge), fut engagé à Los Alamos pendant l'été 1943. En mars 1944, il était chargé de l'organisation du premier essai nucléaire au monde, dénommé Trinity, qui eut lieu le 16 juillet 1945. Sur onze sites examinés dans cinq Etats, dont cinq au Nouveau-Mexique, celui de la section de l'Alamogordo Bombing Range fut retenu. Dans le courant de mai, Bainbridge explora la région située au nord-ouest d'Alamogordo (Nouveau-Mexique) et jeta son dévolu sur une zone aride située entre le Rio Grande et la Sierra Oscura à 200 kilomètres au sud de Los Alamos (Santa Fe). Avec l'aide de l'armée, on délimita un terrain d'expérimentation de 45 sur 33 kilomètres, soit 1485 km².

En février 45, le projet de la bombe au plutonium était assez avancé pour fixer la date de l'essai au 4 juillet. Dès ce moment, l'équipe de Bainbridge fut sensiblement renforcée et portée de 25 à 250 techniciens et collaborateurs parmi lesquels figuraient E. Fermi et E. Segré. Ce dernier avait évalué la masse critique de l'uranium 235 à 15 kilos et celle du plutonium 239 à 5 kilos. Le noyau fissile de la bombe d'Alamogordo serait comparable au volume d'une petite orange. Le ranch de David McDonald situé au centre fut converti en laboratoire de campagne tandis que l'on construisait trois abris disposés au nord, à l'ouest et au sud à environ dix kilomètres du point zéro. Un camp de base construit à dix kilomètres au sud de l'abri sud, des routes et la colline Campania qui devait servir d'observatoire pour les visi-

Site de Trinity à 90 km au nord-ouest de Alamogordo
(Nouveau-Mexique)



teurs de marque complétaient l'infrastructure de ce site d'essais nucléaires, le premier au monde.

Deux tours furent construites, la première à 800 mètres au sud du point zéro destiné à un essai utilisant 100 tonnes d'explosifs classiques, la seconde en acier, de trente mètres de haut et placée au point zéro. En plus des photographies, trois groupes d'expérimentation étaient prévus. Le premier, de loin le plus important, devait mesurer le souffle, les effets optiques et nucléaires à l'aide de sismographes et d'une série de jauges. Le deuxième groupe devait étudier le processus d'implosion et contrôler le fonctionnement des nouveaux détonateurs. Enfin, des expériences mises au point par H. Anderson devaient évaluer la puissance explosive par des méthodes radiochimiques. L'analyse des débris radioactifs et plus spécialement le rapport des produits de fission au plutonium resté intact devaient permettre d'estimer la puissance de l'explosion.

Le 31 mai, la quantité de plutonium arrivée à Los Alamos était suffisante et la configuration du noyau de la bombe était mise au point le 24 juin.

La masse critique du plutonium fut fixée à onze livres tandis que le système d'implosion très délicat était terminé par l'équipe de Kistianowski au début de juillet. Le 12 juillet, Groves pouvait confirmer que l'essai pourrait bien avoir lieu le 16 juillet.

Bainbridge transmet l'information au responsable de la météorologie Jack M. Hubbard qui prévoyait un temps relativement instable pour cette date. Dans la journée du 12 juillet, la charge de plutonium montée sur un dispositif antichoc quittait Los Alamos à 3 heures de l'après-midi pour arriver vers 6 heures au Ranch McDonald où elle devait être gardée par un jeune sergent et ses gardes armés.

Un peu après minuit, le 13 juillet, un convoi avec sirène transportant les explosifs et les systèmes de détonation quittait Los Alamos pour se rendre à Trinity Site en passant par Santa Fe, Albuquerque et Soccaro. Dans la matinée, l'équipe de Kistianowski, le spécialiste de l'implosion, arrivait au Ranch McDonald pour construire l'engin. Toute la journée fut consacrée à l'assemblage

de ce dernier. Au centre furent placés les hémisphères de plutonium recouverts d'une feuille d'or sur les faces de contact et d'une couche de nickel à l'extérieur, ensuite venaient les détonateurs de béryllium avec leurs charges de polonium émettrices de radiations alpha, et les couches réfléchissantes constituées d'uranium. Le samedi 13 juillet, une mauvaise nouvelle arriva: le dispositif réglant la simultanéité de l'implosion par méthode magnétique semblait défaillant. Le général Groves, très nerveux, interrogeait et sermonnait le malheureux Kistianowski. Le dimanche 14 juillet, Hans Bethe, qui avait passé toute la nuit à vérifier les mécanismes électromagnétiques, annonça que c'étaient les enregistrements qui étaient défaillants et qu'une implosion correcte aurait produit les mêmes résultats négatifs observés la veille! L'honneur de Kistianowski était sauvé. Le 15 juillet au soir, Oppenheimer effectua une dernière inspection de la tour. Entre-temps, Groves se préoccupait de la météorologie. Jack Hubbard prévoyait un temps variable pour le lendemain. Une conférence météo était prévue pour le 16 juillet à 2 heures du matin, le tir étant fixé provisoirement pour 4 heures.

Les scientifiques avaient parié quelques jours auparavant sur la puissance de l'explosion; Teller avait tiré un billet de 45.000 tonnes de TNT, Bethe avait pris un billet de 8.000 tonnes, Kistianowski 14.000, Oppenheimer 300, Ramsey 0 et Babi arrivé en retard prenait le dernier billet avec 18.000 tonnes.

Le temps se détériora pendant la nuit du 16 juillet et les esprits devenaient de plus en plus nerveux. Fermi irritait Bainbridge en lui proposant de parier sur l'hypothèse d'une explosion généralisée de l'atmosphère qui aurait détruit le Nouveau-Mexique ou même la planète. Bainbridge se fâcha réellement quand Fermi commença à effrayer les soldats qui ne pouvaient pas soutenir une conversation de physique nucléaire. Babi tuait le temps en jouant au poker.

Vers 2 heures du matin l'orage se déchaîna, il pleuvait à verse et les éclairs déchiraient le ciel. Le vent soufflait à plus de 50 km/heure et certains commençaient à craindre pour la machine infernale fixée au sommet de la tour.

Hubbard, qui s'était rendu au point zéro pour une dernière lecture d'appareils météorologiques, arriva avec huit minutes de retard pour la conférence qui devait se tenir à 2 heures du matin au camp de base. Il déclara à Oppenheimer qui attendait dehors qu'il fallait reporter le tir entre 5 et 6 heures. A l'intérieur, le général Groves était dans tous ses états, il s'impatienta et n'apprécia pas les explications scientifiques fournies par le responsable de la météorologie. Il lui fallait une heure précise pour l'essai atomique. Sur la base d'un rapport signé par Hubbard le général fixa l'heure de l'essai Trinity à 5h30.

Vers 3h30, le temps ne s'améliorait toujours pas, un coup de vent renversa la tente de Vannevar Bush qui se dirigea alors vers le mess pour prendre son petit déjeuner. E. Segré fut distrait par un bruit insolite incroyable créé par le coassement de plusieurs centaines de grenouilles en période d'accouplement.

Hubbard quitta le camp de base pour l'abri sud 10.000, il appela Bainbridge à 4h30 pour lui communiquer la situation météorologique. Après un dernier conciliabule Hubbard, Bainbridge, Oppenheimer et le général Farrel confirmaient de commun accord l'heure de l'essai Trinity pour 5h30!

Oppenheimer, Farrel, Hornig et Allison devaient observer l'explosion à partir de l'abri sud 10.000. Au camp de base se trouvaient Groves, Bush et Conant qui souhaitaient être séparés à distance plus respectueuse du point zéro et donc du Général Farrel et d'Oppenheimer en cas de désastre... Les caméras à grandes vitesses étaient installées dans l'abri ouest 10.000 tandis qu'au promontoire Campania situé à 30 kilomètres au nord-ouest du point zéro arrivaient des visiteurs en provenance de Los Alamos. Parmi ceux-ci, on remarquait E. Lawrence, H. Bethe, Teller, Serber, E. McMillan et J. Chadwick arrivés vers 2 heures. Groves s'était réfugié entre Bush et Conant, très préoccupé, il se demandait bien ce qu'il pourrait faire dans l'hypothèse où l'explosion ne se produirait pas. Certains observateurs avaient fixé des repères en bois devant leur abri pour permettre des évaluations de hauteurs par multiples de 1000 pieds à l'endroit du point zéro. Teller s'était muni de lunettes solaires ren-

forcées avec protection spéciale pour les rayonnements latéraux. Partout la tension psychologique était à son comble.

A 5h29'45», le mécanisme de déclenchement est lancé, les trente-deux détonateurs sont simultanément actionnés pour mettre à feu les lentilles explosives disposées à la périphérie de l'engin; les ondes convergent et se focalisent pour écraser les hémisphères de plutonium dans la partie centrale et réaliser la masse critique, point de départ de la fameuse réaction en chaîne. Les neutrons libérés dans la masse comprimée du plutonium sont en outre réfléchis par des couches très denses d'uranium naturel. Prisonniers du système, ces neutrons provoquent de nouvelles fissions du plutonium et la réaction en chaîne s'emballe pour se terminer par l'explosion nucléaire d'un millième de seconde à peine et accompagnée d'un formidable éclair lumineux. L'onde radioactive et lumineuse est suivie par les ondes thermique et mécanique (ou de choc). Les caméras à grandes vitesses enregistrent les premières images. La boule de feu entre en contact avec le sol en moins d'une milliseconde (0,65 ms); à ce moment elle a 60 mètres de diamètre. Après 32 ms, la boule de feu atteint un diamètre de 300 mètres, le champignon commence à se former après deux secondes. Le nuage contenait plusieurs milliers de tonnes de poussière aspirée par le souffle qui avait créé un cratère de 500 mètres de diamètre et de trente mètres de profondeur. Les poussières radioactives se déposèrent jusqu'à une distance de plus de 300 km.

Les observateurs furent frappés par l'intensité de l'éclair blanc jaune comparable à celui d'un flash au magnésium. L'éclair, d'un rayon de plus de trente kilomètres, avait une intensité équivalente à plusieurs fois celle d'un soleil en plein midi... Il fut perçu à El Paso, Santa Fe et Albuquerque, soit à plus de 300 km de distance. Serber, qui se trouvait sur le promontoire Campana, à 30 km, sans protection pour les yeux, fut complètement aveuglé pendant plus de 30 secondes. Segré, au camp de base, pensa que l'explosion avait propagé la réaction en chaîne à toute l'atmosphère et que la fin du monde était arrivée... Fermi enregistra l'onde de choc après l'explosion par un dispositif de ban-

delettes de papier se déplaçant avant, pendant et après le passage de l'onde de choc. Son estimation fut d'environ 10.000 tonnes de TNT.

Oppenheimer et Farrel quittèrent rapidement l'abri sud pour se rendre en jeep au camp de base où les attendaient Groves et ses adjoints. Les premières paroles du général furent: «La guerre est finie.» Oppenheimer acquiesça en ajoutant: «Après avoir lancé deux bombes sur le Japon.» Entre-temps, le responsable de la radioprotection fit un bref rapport très superficiel en constatant la mort des lapins à plus de 1000 mètres du point zéro et la destruction de fermes abandonnées situées à plus de 5 kilomètres de distance. L'éclair avait causé de sérieux dommages oculaires aux personnes démunies de lunettes protectrices situées à plus de 10 kilomètres.

L'essai Trinity était un succès scientifique et technologique. La bombe munie de son dispositif d'implosion sophistiqué pour atteindre la masse supercritique de plutonium 239, produit par l'homme dans les installations d'Hanford, avait explosé en libérant une puissance de vingt kilotonnes. Elle était largement supérieure à celle prévue par les théoriciens qui avaient pronostiqué une déflagration équivalente à celle de 1 à 5 kt. Deux cents civils et militaires avaient assisté à l'opération dans les abris et tranchées situés à 37 kilomètres de la tour.

Après une telle performance de la technologie des armes, le général Groves, les scientifiques, les militaires et plusieurs responsables politiques songèrent immédiatement aux dernières modalités de l'utilisation de l'arme démoniaque sur deux ou trois villes japonaises en recherchant avec obstination toutes les excuses et justifications possibles à ces actions programmées de terrorisme.

Le 14 juillet, le major Furman avait pris la direction d'un convoi chargé de transporter 38,35 kilos d'uranium 235 de Los Alamos à San Francisco pour embarquement sur un bateau de guerre.

Le 15 juillet, Truman était arrivé à Potsdam où il allait apprendre la «bonne nouvelle» de Alamogordo.

Le lendemain, le croiseur *Indianapolis* emmenait les trente-huit kilos d'uranium pour Hawaii où ils arrivaient le 24 juillet et finalement la charge explosive était débarquée aux îles Mariannes le 25 juillet. Tous les éléments de *Little Boy* étaient à pied d'œuvre pour l'assemblage. La volonté de détruire des civilisations urbaines allait de nouveau s'exprimer à Hiroshima comme jadis à Babylone, Carthage, Jérusalem, Guernica, Dresde et bien d'autres cités.

Suite à l'implosion sophistiquée et réussie des charges de plutonium à Alamogordo, *Fat Man* pouvait aussi être lancé sans risque d'échec sur la ville de Nagasaki.

La nouvelle diplomatie américaine à Potsdam

Durant le printemps 1945, le problème polonais, principalement lié à la représentation gouvernementale et à la délimitation des frontières orientale et occidentale, avait empoisonné les relations diplomatiques des Etats-Unis et de l'URSS.

A Yalta d'autre part, les Soviétiques s'étaient engagés à déclarer la guerre au Japon dans les trois mois après la capitulation allemande en échange d'une restauration des droits que la Russie avait perdus en 1904 après la guerre avec le Japon. En avril, l'URSS avait annoncé son intention de dénoncer son pacte de non-agression avec l'Empire du Levant.

Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, fut invité en avril 1945 par Roosevelt à la conférence de San Francisco. Le président américain étant décédé, ce fut Truman qui reçut à la Maison-Blanche le commissaire soviétique accompagné d'Andrei Gromyko, ambassadeur à Washington. Le comportement de Truman, selon Gromyko,² fut agressif et la réunion se termina assez brusquement au grand étonnement des diplomates soviétiques. A l'époque de l'ouverture de la conférence, de nombreux problèmes se posaient au sujet de l'admission des pays aux Nations unies.

Durant les mois de mai et de juin, les relations entre les Etats-Unis et l'URSS s'améliorèrent subitement, ce qui fit penser à plu-

sieurs observateurs que Truman avait décidé de poursuivre la politique de conciliation du président Roosevelt. En réalité, le comportement du mois d'avril avait tout simplement été mis en veilleuse pour retarder la date d'ouverture de la conférence de Potsdam afin de pouvoir utiliser diplomatiquement l'éventuel succès d'Alamogordo au Nouveau-Mexique.³ La mission de Harry Hopkins, conseiller de Roosevelt et de Truman à Moscou en mai 1945, nous l'avons vu, s'était passée dans de très bonnes conditions. Dans son rapport de la fin du mois de mai, Hopkins constate que Staline défend l'unité de la Chine sous la direction de Tchang Kaï-Chek et qu'il ne voit aucun leader communiste capable d'unifier ce pays.⁴ De plus, le leader soviétique déclare catégoriquement qu'il n'a aucune revendication territoriale à faire valoir vis-à-vis de la Chine. Harriman et Hopkins semblent satisfaits, bien qu'ils ne disposent d'aucune garantie sur les engagements du maître du Kremlin. Ce dernier va plus loin en déclarant que l'armée rouge d'Extrême-Orient sera prête pour le 8 août mais qu'il attend une confirmation des accords de Yalta de la part de la Chine. Il souhaite que T.V. Song vienne à Moscou le plus vite possible pour en discuter. Truman marquera son accord mais ne prendra aucune décision au sujet des engagements de Yalta.

Comme nous l'avons constaté à maintes reprises, Truman a adopté durant les mois de mai et juin une attitude très conciliante en utilisant l'ancien collaborateur de Roosevelt. Quelles en sont les raisons? Elles sont multiples et chaque historien en privilégie une ou deux. Selon certains, le président Truman ne souhaitait pas perdre la collaboration militaire de l'armée rouge contre le Japon. Selon Alperovitz,⁵ il n'est plus question maintenant de demander l'entrée en guerre de l'URSS mais bien de la retarder. Les démarches diplomatiques menées par Truman avec l'aide de Hopkins consistent donc à retarder non seulement la confrontation de Potsdam mais aussi l'entrée en guerre de l'URSS. Pour Truman, il faut attendre la bombe pour «hâter» la fin de la guerre et neutraliser l'expansion militaire russe en Extrême-Orient. La bombe est devenue la panacée, militaire et

diplomatique. Que craignaient exactement les Américains? Non pas l'occupation du Japon mais bien celle de la Mandchourie et éventuellement du nord de la Chine avec les conséquences politiques que cela comportait. L'invasion du Japon était exclue pour les Soviétiques étant donné l'absence de matériel de débarquement.

Truman quitta les Etats-Unis, le 7 juillet, à bord de l'*Augusta* escorté par le croiseur *Philadelphia*. Parmi la suite des cinquante-trois personnes, figuraient le secrétaire Byrnes et l'amiral Leahy. L'*Augusta* jeta l'ancre dans le port d'Anvers le 15 juillet après une traversée qui permit au président et à ses deux principaux collaborateurs de préparer la conférence de Potsdam désignée par Churchill sous le nom de «Terminal». D'Anvers, la suite gagna Bruxelles pour prendre l'avion en direction de Berlin.

Truman arriva à Potsdam le même jour en fin d'après-midi. Staline devait arriver en retard par train blindé en provenance de Moscou. Le président des Etats-Unis, en compagnie de Byrnes, en profita pour visiter Berlin en ruines. Stimson a voyagé séparément et le secrétaire à la Défense en sera réduit à un rôle mineur pendant la conférence. Stimson est partisan d'une capitulation du Japon avec maintien de l'empereur. Plusieurs diplomates estiment également que cette reconnaissance pourrait constituer un compromis pour faciliter la capitulation d'une armée épuisée mais dont certains éléments sont encore décidés à se battre pendant plusieurs mois. Il en est de même pour l'ambassadeur Sato à Moscou et le ministre des Affaires étrangères Togo qui depuis plusieurs semaines ont envisagé un scénario similaire de capitulation.

Le 16 juillet, la nouvelle d'Alamogordo est arrivée à Potsdam à 19h30. Le message de George Harrison est adressé à Stimson et annonce le plein succès de l'essai Trinity. Immédiatement le secrétaire à la Défense câble la nouvelle à Truman et Byrnes qui sont de retour à Potsdam après leur visite de la capitale allemande. Le 24 juillet, Truman reçoit de nouvelles informations de Stimson qui annonce qu'une deuxième bombe (type pluto-

nium) sera prête le 6 août, une troisième le 24 août avec l'espoir d'en avoir trois en septembre et 6 ou 7 en décembre.⁶ Truman est très satisfait et compte utiliser cette information dans l'ultimatum de Potsdam qui sera diffusé le 26 juillet à l'intention du Japon. Stimson et Truman vont ensuite manœuvrer pour informer Staline le moins possible et de façon ambiguë afin d'éviter une entrée en guerre précipitée de l'URSS en Mandchourie. Depuis le 16 juillet, Truman a déjà utilisé la nouvelle situation pour durcir sa position. Il accuse l'URSS de ne pas remplir ses obligations dans les pays qu'elle occupe et cela malgré une collaboration évidente de cette dernière pour maintenir des régimes démocratiques en Finlande, en Tchécoslovaquie et en Autriche. Staline recherchera un équilibre politique dans les pays qui ont fait l'objet du fameux marché cynique que lui a présenté Churchill, le 9 octobre 1944, au Kremlin (voir chapitre 4.1).⁷

Le 21 juillet à 11h35, Stimson reçoit le rapport détaillé du général Groves daté du 18 juillet à Washington. Le rapport décrit les nombreux effets mécaniques, thermiques, optiques et radioactifs de l'explosion dont la puissance est estimée à une charge équivalente de TNT comprise entre 15 et 20.000 tonnes. L'arrivée de ce rapport commenté par Stimson va être le point décisif de la conférence de Potsdam qui modifiera profondément l'attitude psychologique de Truman qui s'en trouve tout à fait ragailardi. Ce revirement sera remarqué par plusieurs diplomates et par Churchill en particulier dès la session plénière qui suivit l'entretien avec Stimson. Au cours de cette réunion, Truman s'opposera vigoureusement à Staline sur la question des Balkans. Le 24 juillet donc, Truman, comme il l'avait déjà annoncé à ses collaborateurs plusieurs semaines auparavant, va poursuivre l'offensive déjà esquissée le 21 juillet en utilisant l'arme atomique comme moyen de chantage. Au moment où Staline s'apprêtait à quitter la salle de réunion, Truman suivi de son interprète contourna la table et s'adressa à lui pour un aparté. Staline s'arrêta et le regarda en silence. Truman déclara que les États-Unis avaient mis au point une arme nouvelle, d'une puissance de destruction considérable qu'ils comptaient employer

contre le Japon. Truman se garda bien d'employer le terme d'arme atomique. Staline ne manifesta aucun intérêt particulier pour cette nouvelle et souhaita au président d'en faire bon usage contre le Japon. Selon Anthony Eden, qui parlait non loin de là avec Churchill, le leader soviétique aurait acquiescé en disant merci. Truman, quelque peu désappointé de ce manque d'intérêt, devait 48 heures plus tard lancer son ultimatum contre le Japon sans prévenir Staline.

Dans les heures qui suivirent cet aparté très particulier, Staline convoqua dans sa résidence de Potsdam Molotov, Gromyko et son collègue Gusev, l'ambassadeur soviétique à Londres.⁸ Après avoir constaté l'intransigeance des Américains et des Britanniques au sujet des réparations, Staline en arriva au problème de l'arme mystérieuse qu'il avait immédiatement identifiée. Staline regretta le silence de Roosevelt à Yalta sur cette question et enchaîna en parlant de Kourchatov et de son équipe qui travaillaient déjà sur cette question depuis quelques années mais avec des moyens relativement réduits.

Au cours d'une conversation avec le maréchal Joukov après la réunion de Potsdam, Molotov déclara : « Ils ont envie de majorer leurs prix. » Staline répondant : « Qu'ils les majorent. » Il faut en parler à Kourchatov pour qu'il accélère les recherches sur la bombe. Staline, en effet, semble avoir pris des dispositions immédiates pour faire avancer les travaux préparatoires mais c'est surtout du plan militaire qu'il se préoccupa dans les jours suivants. Le 25 juillet et de nouveau le 30 juillet, le ministre soviétique des Affaires étrangères fit savoir à l'ambassadeur du Japon que le gouvernement étudiait la requête de son pays. Le 16 juillet, Staline avait pressé Vasilievsky pour qu'il entre en campagne le plus vite possible. Ce dernier devait être prêt pour le 8 août. Néanmoins, il semble bien que ni Staline ni Antonov, au moment de la conférence, n'aient évalué à sa juste mesure l'impact d'Alamogordo sur le plan diplomatique. Il n'en sera plus de même 13 jours plus tard quand la bombe d'Hiroshima sera réellement utilisée.

Les décisions de Potsdam furent publiées à l'issue de la conférence par un communiqué qui précisait les points suivants :

1. Un conseil des ministres des Affaires étrangères de l'URSS, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France et de Chine siègera en permanence à Londres. Il préparera les textes des traités de paix et mettra au point différentes questions dont les «trois Grands» n'ont pu achever l'étude...
2. Les principes politiques et économiques d'une politique alliée à l'égard de l'Allemagne sont énoncés: les cadres administratifs seront réorganisés, la production de guerre supprimée, l'agriculture encouragée.
3. Les frontières occidentales de la Pologne seront fixées par les traités de paix. Une frontière provisoire est prévue le long de l'Oder et de la Neisse.
4. Le traité de paix avec l'Italie sera conclu le premier. Ensuite, devront suivre ceux de la Bulgarie, de la Finlande, de la Hongrie et de la Roumanie.
5. L'Espagne franquiste ne sera pas admise parmi les Nations unies.

Remarquons d'emblée que plusieurs questions n'ont pu être réglées, notamment celle des réparations, suite au désir de Truman de quitter la conférence plus tôt que prévu. La déclaration du 26 juillet pour demander la reddition inconditionnelle du Japon n'a pas été jointe, l'URSS n'étant pas encore en guerre avec ce pays. D'autre part, la diplomatie américaine avait déjà pris conscience en juin que seul l'emploi de la bombe était susceptible de la renforcer. Ce point de vue semble s'être confirmé avec le maintien du secret sur l'arme atomique afin de ne pas précipiter l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. Truman, après le fameux 21 juillet, n'avait donc plus de raison de poursuivre les négociations.⁹ Il exprimera son désir de quitter la conférence le plus vite possible le 24 juillet en déclarant à Staline: «Quand il n'y a plus de quoi négocier, il est temps de rentrer à la maison.» Alamogordo l'avait décidé à lancer son offensive, Hiroshima et Nagasaki allaient lui permettre de frapper plus dur.

Le 23 juillet, Byrnes fut très net au sujet des réparations tant réclamées par les Russes pour reconstruire leur économie. Pour le

secrétaire d'Etat, il ne sera pas question d'accorder des réparations aux Soviétiques (en provenance des zones d'occupation occidentales) tant que les importations américaines ne seront payées.

La confrontation de Potsdam a certainement constitué un blocage dans les relations entre Américains et Soviétiques.

La séance plénière du 21 juillet à Potsdam aura été le point de départ de la réaction en chaîne de la guerre diplomatique qui se prépare. C'est la fin de l'idylle, le début du conflit.

Le 26 juillet, Churchill avait démissionné suite aux élections qui lui avaient été défavorables. Atlee le remplaça à Potsdam pour poursuivre les négociations.

A la reprise des travaux parlementaires aux Communes, Churchill avait été vivement ovationné par les membres de son parti. Le 16 août, Clément Atlee, le nouveau Premier ministre, accueillait Churchill en lui exprimant la reconnaissance de tous les membres de la Chambre ainsi que de la nation. Churchill répondit par un discours brillant, resté célèbre, dans lequel il parlait à maintes reprises d'Hiroshima. En voici quelques passages intéressants:

«Il y a seulement un mois, il était nécessaire de poursuivre le plus rapidement possible et au prix d'efforts considérables les préparatifs d'une campagne longue et sanglante en Extrême-Orient...

Le 17 juillet, il nous parvint, à Potsdam, les nouvelles attendues avec beaucoup d'impatience de l'essai de la bombe atomique dans le désert du Mexique (sic). Un succès au-delà de toutes espérances avait couronné cette entreprise à risque mais remarquable de nos alliés américains...

La Grande-Bretagne se devait d'être consultée à ce sujet en vertu des accords anglo-américains. La décision d'utiliser la bombe fut prise par le président Truman et moi-même à Potsdam...

C'est plus à cause de la bombe qu'à tout autre facteur que nous pouvons attribuer la fin rapide et soudaine de la guerre avec le Japon...

Avant de l'utiliser, il était nécessaire d'adresser un message sous la forme d'un ultimatum au Japon qui pourrait prendre

connaissance de son caractère inconditionnel. L'ultimatum fut envoyé le 26 juillet. (Le même jour, Churchill donnait sa démission suite aux élections générales.) Les garanties accordées au Japon, dans l'hypothèse d'une capitulation inconditionnelle, étaient des plus généreuses...

Dans ces conditions tout ce qui était en notre pouvoir avant de lancer la bombe, fut réalisé afin d'épargner la population civile du Japon (sic)...

Je suis surpris que beaucoup de personnes estimables, mais qui le plus souvent n'étaient pas engagées elles-mêmes dans les opérations militaires, estimaient qu'il eût été préférable de sacrifier dans des combats acharnés pour l'invasion du Japon un million d'Américains et un quart de million d'Anglais plutôt que de larguer la bombe...

Je suis en parfait accord avec le président à propos du secret de la bombe atomique qui ne doit être partagé pour le moment avec aucun pays du monde...»

Ces déclarations traduisent clairement la pensée de Churchill au sujet de l'utilisation de la bombe ainsi que du secret absolu qui doit l'entourer. La suite de l'histoire montrera que les illusions de Churchill, au sujet d'une collaboration anglo-américaine, étaient quelque peu démesurées et que la bombe atomique restera un monopole américain pendant plusieurs années. Il faut néanmoins reconnaître que Churchill, dans le même discours, reconnaîtra pour une fois la fidélité et la ponctualité du maréchal Staline à propos de sa déclaration de guerre au Japon le 8 août 1945. Staline avait à maintes reprises promis d'entrer en guerre contre l'empire du Levant trois mois après la capitulation de l'Allemagne qui eut lieu le 8 mai. Le discours de Churchill corrige les allusions de certains historiens qui dans leurs écrits situent cette déclaration de guerre au lendemain d'Hiroshima laissant sous-entendre une relation de cause à effet immédiate entre les deux événements. Comme le souligne très bien Churchill, on ne déplace pas les renforts nécessaires par le Transsibérien en 24 heures! En somme, Churchill comme Staline, respectaient les accords de Moscou sur les sphères d'influence.

2 HIROSHIMA

Les préliminaires

En janvier 1945, le général Curtis Lemay avait pris le commandement des superbombardiers B-29 stationnés aux îles Mariannes, afin d'effectuer les bombardements diurnes à haute altitude. Sous l'influence des méthodes anglaises utilisées en Allemagne, les Américains adoptèrent les bombardements incendiaires de nuit et à basse altitude. Ce fut notamment celui de Tokyo dans la nuit du 9 au 10 mars 1945 qui provoqua la mort de 83.000 personnes. Le bombardement commença un peu après minuit et s'acharna sur le district de Shitamachi où vivaient 750.000 civils dans des maisons de bois. Après avoir délimité avec des bombes incendiaires une croix de feu dans cette zone à forte densité de population, les B-29 commencèrent vers une heure du matin leur bombardement méthodique à basse altitude sans se soucier d'une défense antiaérienne assez faible. A deux heures du matin, le vent se leva et l'incendie redoubla d'intensité. Les habitants brûlaient vifs ou se jetaient dans l'eau bouillante de la rivière Sumida. L'attaque avait parfaitement réussi sur le plan terroriste; le bilan était de 83.000 morts et de 300.000 blessés. Selon le rapport du général Lemay, 2.000 tonnes de bombes incendiaires avaient été larguées sur ces malheureux dont un million se retrouvèrent sans abri. Le général Lemay, fier de son œuvre, déclarait à qui voulait l'entendre qu'il était capable de mettre fin à la guerre en six mois de bombardement à la condition de lui laisser un maximum de moyens pour la destruction des villes avec ou sans industries de guerre. Sa proposition fut partiellement rejetée par plusieurs stratèges dont le général Marshall.

Selon George Quester,¹ le bombardement des villes japonaises (Nagoya, Osaka, Kobe, Yokohama, Kawasaki,...) utilisa pendant les neuf derniers mois de la guerre 160.000 tonnes de

bombes conventionnelles, tua 225.000 personnes et en blessa 640.000. De telles hécatombes ne pouvaient que contribuer à la reddition du Japon. La capitulation nipponne ne nécessitait pas l'emploi de la bombe atomique. La terreur qui avait plané sur Londres en 1914 avec la menace du zeppelin allemand s'était réalisée en 1945 sur le Japon à une échelle beaucoup plus grande avec les 2000 B-29 stationnés à Tinian, la plus grande base américaine du Pacifique.

Entre-temps, le général Lemay recevait l'ordre de sélectionner quatre villes sur les six initialement réservées au bombardement atomique. Les villes de Hiroshima, Niigata, Kokura et Nagasaki étaient retenues pour la sinistre opération. Elles étaient encore indemnes et donc susceptibles de fournir un rendement destructif très élevé. Kyoto, ville religieuse, échappa à la sélection et fut sauvée grâce à la demande du ministre de la Guerre Stimson et malgré la proposition du général Arnold.

Le 16 avril 1945 la condamnation des quatre villes sélectionnées était maintenue et prononcée au Pentagone même par une commission de hauts stratèges présidée par Arnold, le chef de la force aérienne. Dans la commission figuraient le général Groves qui avait poussé à l'emploi de la bombe sans avertissement et le colonel Tibbets chargé de piloter l'avion de l'apocalypse auquel il donna le nom de sa mère, *l'Enola Gay*. Deux jours plus tard, le 18 avril, Henry Stimson, secrétaire à la Guerre, présentait la liste des quatre villes candidates au cataclysme nucléaire au président Truman qui dirigeait les destinées de l'Amérique depuis à peine six jours!

Le 25 avril, Stimson, toujours en présence du général Groves, expliqua avec un peu plus de détails le projet Manhattan au jeune président fort occupé par la conférence de San Francisco. Dans son mémorandum, le secrétaire à la Guerre expliquait que la bombe serait prête dans quatre mois et qu'une commission devrait être désignée afin de décider s'il était nécessaire de l'employer. Dans l'affirmative, cette commission devrait également examiner les conditions de l'emploi de cette arme de destruction massive. La commission intérimaire siégea le 31 mai et le

1^{er} juin. Elle était composée de responsables politiques et de scientifiques mais aussi de consultants avec les généraux Marshall et Groves et certains industriels représentants de Dupont, Tennessee Eastman, Westinghouse et de l'Union Carbide.

Groves estima, à titre consultatif, qu'il fallait recommander l'emploi de la bombe (elle avait coûté deux milliards de dollars et 130.000 personnes y avaient travaillé). Très rapidement donc, la nécessité de son utilisation contre le Japon fut acceptée malgré quelques réticences des scientifiques et de Stimson fort impressionné par la puissance de la bombe. Personne apparemment ne rappela que l'objectif premier de cette bombe était la dissuasion face au danger d'une hypothétique bombe allemande. Oppenheimer, qui était présent, ne partageait pas les vues de Szilard qui était opposé à l'emploi de la bombe contre les villes japonaises. Pour Oppenheimer, la bombe était de la m..., c'était une arme sans signification militaire, il fallait selon lui prévenir les Russes qu'on allait l'utiliser contre le Japon, mais il n'était pas sûr que les Russes comprendraient le sens de cet avertissement.² Pour Szilard, il était évident qu'ils le comprendraient parfaitement.

La façon de l'employer fut ensuite examinée. Groves rejeta le scénario qui envisageait de prévenir les Japonais. La proposition d'une utilisation dans un lieu inhabité ou à haute altitude fut également écartée. Rapidement, la commission se décida pour un emploi sur une cible militaire et civile à forte densité de population et sans avertissement préalable. La distance ne devrait pas dépasser 1.500 miles pour les B-29 et le bombardement aurait lieu au début d'août. Le 24 juillet, Truman, Stimson, Marshall et Arnold fixèrent la date des opérations nucléaires au 3 août 1945.

Entre le 7 et le 14 mai, les bombardiers B-29, spécialement aménagés pour le projet Manhattan, quittaient Wendover dans l'Utah pour arriver sur la base de Tinian. Plusieurs scientifiques américains arrivèrent dans l'île vers la fin du mois afin de préparer les deux bombes destinées au Japon. Luis Alvarez, jeune physicien envoyé par Oppenheimer, fut chargé de mettre au

point le système de détonation et les appareils de télémétrie qui seraient largués par un avion spécial en même temps que la bombe. Certains appareils devaient enregistrer l'intensité de l'onde de choc émise par *Little Boy*. Dans l'enveloppe métallique qui protégeait l'appareil, les chercheurs joignirent une lettre dans laquelle ils prévenaient les Japonais que le bombardement atomique continuerait jusqu'à la reddition complète. Le 14 juillet, les 38,35 kilos d'uranium quittèrent Los Alamos pour San Francisco où ils étaient embarqués à bord du croiseur *Indianapolis*. Le chargement arrivait aux îles Mariannes le 25 juillet après une escale le 20 juillet à Hawaïi. Le 26 juillet, l'uranium était réceptionné à Tinian et le 29 juillet *l'Indianapolis*, sur le chemin du retour, coulait, torpillé par le sous-marin japonais I-58. Sur les 1.200 hommes d'équipage, il n'y aura que 300 survivants.

La tragédie

Le 2 août, le 509^e Composite Group était mis en état d'alerte; trois avions décollèrent le 6 août 1945 à 2h47, l'un pour la mission de bombardement, l'autre pour le largage des instruments de mesure et le troisième pour les prises de photos aériennes. *L'Enola Gay* en surcharge de 6.800 kilos était commandé par le colonel Tibbets. Le B-29 approcha d'Hiroshima et prit de l'altitude jusqu'à 9.467 mètres. A 8h15, heure d'Hiroshima, la bombe fut larguée pour exploser à 600 mètres de haut. L'avion décrivit une courbe et disposa de 58 secondes pour se mettre à l'abri du souffle; il subira deux chocs à deux secondes d'intervalle (onde directe et onde réfléchie). Hiroshima était le siège de l'état-major de la deuxième armée qui défendait le sud du Japon et l'île de Kyushu en particulier. Ville de 400.000 habitants au début de la guerre, Hiroshima n'en comptait plus que 290.000 à 300.000 le 6 août 1945 suite aux évacuations des civils. La ville comprenait en outre 43.000 militaires.

Le flash radioactif aveuglant de lumière fut suivi immédiatement de l'onde thermique. Cette dernière fut estimée à près de

3000 degrés Celsius pendant un bref espace de temps à environ 1.000 mètres du point zéro, soit une onde de chaleur suffisante pour provoquer de sérieuses déformations aux tuiles à cet endroit. Dans un rayon de 500 mètres, ce fut l'incinération pure et simple, tandis que la ville était entièrement rasée sur une surface de 30 km². La cité avait disparu, sur les 78.000 maisons et bâtiments, 70.000 avaient été endommagés dont 48.000 totalement. La préfecture, les bureaux de police, les stations de chemin de fer et de radio, les hôpitaux et écoles n'existaient plus. Des centaines de malheureux qui fuyaient devant les flammes se jetèrent dans le fleuve Ota en vue de gagner l'autre berge. La plupart se noyèrent emportés par le courant. Les blessés graves se traînaient ou mouraient sur place. D'autres transportaient des enfants ou procédaient à la crémation des cadavres.

Voici le témoignage *Non vaincus, nous marchons* de madame Shizuko Takagi, secrétaire de l'Association des victimes de la bombe atomique, les Hibakusha en japonais, qui vécut la tragédie comme étudiante de 17 ans à 1.600 mètres du point zéro.

«En été 1945, cela faisait presque quatre ans que le Japon était en guerre avec les Alliés, et il était au bord de la défaite. A Hiroshima, une école supérieure fut créée afin de former des enseignantes. Je venais de terminer le lycée à Osaka, et désirais étudier la biologie dans cette école.

Je suis partie pour Hiroshima le 19 juillet puisque les cours commençaient le lendemain, ce qui fut beaucoup plus tard que prévu. Ainsi, cela faisait seulement deux semaines que je me trouvais à Hiroshima quand la bombe est tombée ce terrible jour d'août. J'avais alors 17 ans. Ce fut à contre-cœur que mes parents m'avaient permis de quitter la maison; à cette époque-là, il était rare qu'une femme puisse fréquenter une école supérieure, et de plus, les B-29, les avions de bombardement américains, déferlaient chaque jour dans le ciel du Japon pour lâcher leurs bombes. Malgré cela, je commençais ma vie de jeune étudiante pleine d'énergie et d'espoir.

Le 6 août, il faisait un temps magnifique. Dans la cour de l'école, nous étions rassemblées pour les cérémonies habituelles du matin. Une fois terminées, nous sommes allées dans une salle de lecture située au premier étage. Aussitôt assise sur mon siège, j'ai vu un éclair, mille fois plus puissant qu'un flash d'appareil photographique. J'ai senti quelque chose frapper durement ma joue gauche. Juste après, le bâtiment de bois s'est écroulé. Dans l'obscurité, j'étais clouée au-dessous d'une large poutre. Je n'arrivais plus du tout à bouger, et pensais que je serais brûlée vive. A ce moment, j'ai pensé à mes parents et amis à Osaka.

Je me suis dit "merci papa, merci maman... Adieu à tous". Peu après, la lourde pièce de bois qui me coinçait bougea légèrement, ce qui me permit de me dégager et me glisser hors du bâtiment effondré. Mon visage était en sang. Mon col et mon nœud de chemise étaient arrachés, et mon chemisier était rouge sang. J'ai frotté mes yeux, et vis le soleil, un disque blanc collé contre un ciel noir qui avait été si bleu et si beau.

J'ai entendu un cri perçant, "Maman, il fait chaud!" Je me retournai et vis quelques élèves du lycée d'à côté qui couraient dans tous les sens. Leurs habits étaient brûlés, en haillons, leur peau pendait du bout de leurs doigts. Il y avait aussi des corps qui étaient couchés, immobiles. "Tu dois sortir d'ici", me dit une amie, "le feu vient dans notre direction." J'avais des vertiges et étais aveuglée par le sang de mon front qui coulait dans mes yeux. Mon amie m'aida à m'enfuir jusqu'au terrain d'aviation de Yoshijima.

On m'a emmenée dans un abri où j'ai perdu conscience. Quand je me suis réveillée, c'était déjà le soir. J'avais froid. Je me rendis compte que les gens autour de moi étaient silencieux, et réalisais que j'étais entourée de morts. Je devais sortir de là. J'eus juste assez de force pour sortir. Deux soldats passaient devant l'abri.

"Elle semble vivante", dit l'un d'eux, "amenons-la vers les baraques." Je réalisais que j'avais été sauvée; les cadavres qui avaient été autour de moi étaient entassés, aspergés d'essence et brûlés.

Il semble que je me sois endormie à nouveau, et quand je me réveillai c'était déjà le matin. Je me trouvais au milieu de gens morts et silencieux. Il faut que je vive, me dis-je. Deux boules de

riz étaient à côté de moi, et j'essayai de les manger, ce qui fut extrêmement difficile; ma bouche était très enflée et ma lèvre supérieure était blessée. De plus, j'avais de la peine à bouger mes mains et doigts. Mais pour survivre, il me fallait manger.

Les cinq jours suivants, j'ai vu de nombreuses personnes être emmenées dans les baraques. Elles étaient grièvement blessées. Des mouches se ruiaient sur elles, et des vers se tortillaient dans leurs blessures. La plupart de ces gens mouraient les uns après les autres dans une agonie extrême. Ces images restent gravées dans ma mémoire comme si elles étaient d'hier.

Quand je me sentis un peu mieux, je me décidai à retourner à Osaka. Ce fut un voyage très dur. Quand j'arrivai chez moi, m'appuyant sur une canne, ma sœur sortit de la maison et s'arrêta sur le pas de la porte, stupéfaite. Quand elle me reconnut, elle fondit en larmes et rentra dans la maison. Ma mère retint ses larmes et m'aida à monter à l'étage pour me mettre au lit.

J'ai obtenu mon diplôme de l'école supérieure en 1949, mais dus abandonner l'idée d'enseigner. Je souffrais d'anémie, et les blessures qui couvraient mon visage se transformaient en des chéloïdes vilaines, rouges et pourpres. Je suis devenue assistante de recherche au département de médecine de l'Université d'Osaka. Là, je fis la rencontre d'un jeune médecin qui me demanda en mariage, moi, faible et vilaine fille que j'étais alors. Malgré l'opposition de ses parents, nous nous sommes mariés en 1954. Le nombre de globules blancs restait en dessous de 3.000 (normalement, une personne en a plus de 7.000). Il fallut que j'attende encore quatre ans avant de décider d'avoir un enfant.

Le 7 juillet 1967, je fis la rencontre d'une autre femme hibakusha d'Hiroshima. C'était Kazue Miura, qui est morte d'un cancer il y a huit ans. Elle était une des rares Hibakusha qui avait survécu miraculeusement à moins de 500 mètres du centre d'explosion. Un jour, Kazue, en pleurs, me dit que sa fille, alors âgée de 14 ans, lui avait demandé: 'Pourquoi m'as-tu mise au monde, maman?' Moi aussi je fus incapable de retenir mes larmes. J'ai appris que les femmes hibakusha avaient des problèmes spécifiques mais qu'elles n'avaient pas l'opportunité d'en parler entre elles.

En septembre 1967, un groupe d'environ trente femmes hibakusha s'est rassemblé pour participer à la première réunion de la Section Féminine. A cette époque-là, tout ce que nous pouvions faire, c'était partager nos expériences et pleurer. Aujourd'hui, vingt ans après, nous avons encore quatre cents femmes hibakusha sur notre liste de membres. Certaines sont mortes de cancer ou d'autres maladies liées à la bombe. Beaucoup d'entre elles deviennent âgées, et il nous reste peu de temps. Pour ces raisons, l'année passée, nous avons organisé un Tribunal international de femmes contre la bombe atomique, pendant la semaine du Désarmement des Nations unies. Nous aimerions que le message de Hiroshima et Nagasaki soit transmis au monde entier, afin que plus personne n'ose produire ou posséder des armes nucléaires.

Plus jamais de Hibakusha dans notre monde!»

Sur les 300.000 personnes exposées, 45.000 moururent le premier jour et 130.000 furent blessées dont 43.000 grièvement. Le premier septembre, il y avait déjà 70.000 morts, 140.000 à la fin de 1945 et 200.000 à la fin de 1950. Pendant les deux premières semaines, les décès étaient principalement causés par les brûlures et les traumatismes. Ensuite les médecins constatèrent que de nombreuses personnes mouraient indépendamment des blessures et des brûlures. Ils réalisèrent assez lentement qu'ils étaient confrontés à un nouveau type de maladie, à savoir la maladie de la nouvelle bombe ou mal atomique. Un des premiers indices de ce mal atomique ou maladie des rayons se manifestait, comme nous l'avons déjà dit, par le décès de brûlés qui auraient normalement dû guérir. A partir du lendemain de l'explosion, 50% des décès environ furent causés par les effets des brûlures. Les autres décès trouvaient leur origine dans l'impact des radiations ionisantes^(*) sur les tissus dont les effets étaient amplifiés en cas de brûlure (effet synergétique).

(*) Radiations ionisantes: rayons alpha, bêta et gamma et neutrons qui transforment les atomes en ions ou particules chargées électriquement. Ces radiations entraînent la mort des cellules ou encore leur cancérisation.

Les radiations ionisantes sont principalement émises au moment de l'explosion et au cours des premières 24 heures lors des retombées des particules de poussières rendues radioactives. Elles sont représentées par des rayons gamma et des neutrons rapides. Ils sont très pénétrants et donc responsables des lésions cellulaires survenant principalement au moment de la division pendant laquelle les chromosomes sont particulièrement vulnérables. Il en résulte deux types de symptômes pour les irradiés ayant reçu des doses de rayonnement plus ou moins acceptables, c'est-à-dire qui ne provoquent pas de mort certaine dans les heures qui suivent l'explosion.

La forme gastro-intestinale affecte spécialement les cellules de l'épithélium du tube digestif où les divisions sont fréquentes, elle se manifeste principalement pendant les deux premières semaines et s'accompagne de diarrhée, de déshydratation avec risque de septicémie étant donné la dégradation de la membrane intestinale.

La forme médullaire concerne la moelle rouge osseuse où s'effectue la multiplication des globules rouges et blancs ainsi que des plaquettes. Elle se manifeste principalement pendant la deuxième et la troisième semaine et pour des doses moins fortes. Il en résulte que l'irradié ayant échappé à la mort par brûlure risque ensuite une mort par épuisement et septicémie (forme gastro-intestinale) et une semaine après un décès par destruction des globules blancs et donc du système immunitaire. Ces deux formes de la maladie des rayons agissant en synergie avec des brûlures furent responsables de nombreux décès pendant les mois d'août et de septembre mais également au-delà de cette date étant donné l'absence d'infrastructures médicales pour les traiter correctement. Rappelons qu'il y eut 140.000 morts à la fin de 1945.

Shizuko Takagi est venue deux fois en Belgique pour témoigner au sujet de la tragédie qu'elle et ses amis ont vécue. Bien qu'à 1.600 mètres de l'hypocentre, elle échappa à la mort car elle se trouvait à l'intérieur des bâtiments et donc protégée du souffle et des ondes radioactives et thermiques. Toutes ses com-

pagnes de l'institut qui se trouvaient au moment de l'explosion à l'extérieur furent tuées sur le coup. Ce n'est qu'en 1967 que les Hibakusha eurent la possibilité de s'associer et de sortir de la clandestinité et de l'isolement dans lesquels ils étaient plus ou moins relégués.

L'action des Hibakusha est capitale pour conserver le souvenir, indispensable pour lutter contre la banalisation de l'arme nucléaire entretenue par les puissances nucléaires, l'OTAN, l'UEO et l'Union européenne. Il faut prohiber l'arme nucléaire au sein de l'Union européenne. Pour cela il est indispensable que les pays non détenteurs de la bombe refusent l'offre française (et probablement allemande) qui sournoisement tente de faire accepter par l'Union européenne le statut nucléaire. Ce serait une infraction au Traité de non-prolifération en vigueur depuis 1970. L'utilisation de l'ypérite pendant la Première Guerre mondiale a probablement contribué à faire prohiber l'arme chimique par le droit international. Pourquoi le sacrifice des 200.000 victimes d'Hiroshima, des 100.000 victimes de Nagasaki et des 500.000 cancers causés par plus de 2.000 essais nucléaires ne pourrait-il pas contribuer à faire reconnaître l'arme nucléaire comme illégale par la Cour internationale de justice de La Haye?

Les suites

Le 7 août 1945, la presse américaine fut remplie de gros titres annonçant la destruction de la ville d'Hiroshima. L'exploit était stupéfiant et inimaginable pour l'époque. Une seule bombe avait provoqué en quelques secondes les mêmes effets que 2.000 forteresses volantes agissant de façon parfaitement synchrone. Subitement, une force inouïe et incroyable est révélée au public comme capable de régler des problèmes de guerre et de paix. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire ou le lire, la population américaine apprend par les médias parlés et écrits que la bombe pourrait hâter la fin de la guerre. Selon la rumeur

savamment diffusée, la durée de la guerre pourrait être ramenée de 18 mois à quelques semaines voir à quelques jours. La destruction de Nagasaki confirmera cette impression auprès du public et spécialement auprès de ceux qui sont restés indifférents après Hiroshima. La guerre qui jusque-là avait été une longue série de batailles coûteuses en vies humaines pour conquérir les différentes îles du Pacifique, défendues avec acharnement par les troupes japonaises, pourrait se terminer en une ou deux semaines.

Non seulement la bombe atomique est spectaculaire en elle-même mais elle arrive à un moment opportun pour donner l'impression qu'elle a mis subitement à genoux un ennemi décidé à se battre et à se défendre jusqu'au bout. Hiroshima va s'incruster dans la mémoire collective et faire croire qu'il a mis fin à la guerre. La bombe prend place dans les écrits, les manuels, les études de tout genre. Elle accrédite l'idée qu'elle est un moyen magique et inespéré pour mettre fin à l'horreur par l'horreur, guérir le mal par le mal. Les accords d'armistice concerneront presque exclusivement l'Amérique et le Japon. Soviétiques, Britanniques, Australiens, Néo-Zélandais, Chinois, Français, Hollandais en seront exclus. L'équipe Truman va conforter l'opinion publique et spécialement les vétérans de la guerre que la bombe les débarrasse du spectre d'un débarquement au Japon dix fois plus sanglant que celui de Normandie.

Tandis que le public dans son ensemble se réjouissait de ces tragiques nouvelles, le président et ses conseillers chevronnés travaillaient fiévreusement pour activer la fin de la guerre.

L'URSS entrait en guerre le 8 août comme elle s'y était engagée à Téhéran, Yalta et Potsdam. L'armée rouge ne rencontra que peu de résistance lors de sa progression en Mandchourie.

Stimson insista auprès du président pour prendre des dispositions expéditives en vue d'obtenir une reddition japonaise avant que les Soviétiques n'aient obtenu des résultats tangibles sur le plan militaire. Les Américains voulaient éviter à tout prix une occupation soviétique des territoires japonais.

Le 10 août, l'acceptation japonaise de l'ultimatum américain préservait le statut impérial. Les propositions divergentes de Byrnes et de Stimson furent résolues par celle de James Forrestal, secrétaire à la marine, qui consistait à faire accepter par les Japonais la reddition inconditionnelle tout en leur accordant implicitement le maintien du statut monarchique. Entre-temps, Truman maintenait la pression sur les Japonais en faisant bombarder par le général Arnold la ville de Honshu le 14 août 1945, date à laquelle l'empereur du Japon avait finalement accepté la proposition américaine. Cette dernière (officiellement celle des alliés) impliquait la capitulation avec le maintien du régime impérial sous l'autorité du commandement suprême des forces américaines. La réponse officielle du ministre japonais aux gouvernements des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'URSS et de la Chine avait été transmise par le chargé d'affaires par intérim de la Suisse. Avant que le message ne soit arrivé à Washington, les 6.000 tonnes de bombes avaient été larguées par le général Arnold sur la cité de Honshu.

Hiroshima en ruines

En septembre 1945, un petit groupe de diplomates soviétiques visitèrent Hiroshima sous la direction de l'ambassadeur soviétique Iakov Malik. Ce dernier fit rapport à Staline, Beria, Molotov, Malenkov et Mikoyan. Dans ce document, l'ambassadeur décrivait les effets destructeurs de la bombe en soulignant toutefois que les routes principales et les berges de l'Ota avaient résisté au souffle. Selon le rapport, les responsables japonais exagéraient l'impact de la bombe pour se donner bonne contenance et des raisons d'accepter la capitulation. Pendant le retour des diplomates russes à Tokyo, le chef du service de santé américain qui les accompagnait déclara que les effets radiologiques de la bombe disparaissaient après vingt-quatre heures.³ Cette estimation est très optimiste. Après l'explosion d'une bombe en altitude les retombées radioactives sont moins importantes car il

n'y a pas eu contact avec le sol. Néanmoins, au bout d'une semaine la radioactivité valait encore un dixième de ce qu'elle valait le premier jour.

D'une façon générale, les militaires et physiciens soviétiques qui avaient soit visité Hiroshima et Nagasaki soit assisté en juillet 1946 à l'essai sur l'atoll de Bikini minimisaient les effets de la bombe tant sur le plan militaire que sur le plan civil. Selon ces experts militaires, il suffirait de s'organiser pour minimiser le nombre de décès. Cette mentalité est encore répandue aujourd'hui dans les milieux militaires qui déclarent publiquement qu'avec des abris et une assistance médicale appropriée l'on pourrait diminuer de façon substantielle les effets d'un bombardement nucléaire. L'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire, qui regroupe plus de 200.000 médecins dans le monde, s'inscrit en faux contre ces allégations. Pour l'association, il est techniquement et matériellement impossible d'intervenir efficacement après un bombardement nucléaire.

A Hiroshima, près de 90% des infrastructures médicales étaient hors service et la mortalité était cinq fois plus élevée qu'après le bombardement de Tokyo. Sous l'effet des radiations ionisantes la mortalité allait continuer à croître pendant des dizaines d'années. Aujourd'hui, cinquante ans après la tragédie, il y a encore des femmes qui contractent des cancers du sein suite aux effets des radiations ionisantes libérées à Hiroshima et Nagasaki (les pourcentages relevés à Hiroshima sont plus élevés que dans les régions avoisinantes). Les habitants d'Hiroshima qui se trouvaient au moment de l'explosion dans les bâtiments en béton ont été certes beaucoup mieux protégés mais l'utilisateur de la bombe ne vous informe pas de l'heure du bombardement. Il faut savoir qu'une bombe atomique qui tombe sur une ville est beaucoup plus meurtrière de jour que de nuit et spécialement aux heures de pointe quand le public se trouve à l'extérieur des bâtiments.

Le reporter-photographe Harvo Hiyoshi, du journal local d'Hiroshima, le *Chugoku Shimbun*, fut horrifié par le spectacle de

la ville détruite, à un point tel qu'il limita à un strict minimum le nombre de photographies. Les heures et les jours qui suivirent l'explosion, le *pika*, furent les témoins d'une insupportable agonie d'hommes, de femmes et d'enfants. Dans les rues obstruées par l'écroulement des constructions gisaient, çà et là parmi des centaines de bicyclettes tordues, des cadavres carbonisés par l'onde thermique ou les incendies. D'autres, écrasés ou brûlés, étaient dissimulés sous les ruines. Des milliers de blessés, pour la plupart brûlés sur les parties découvertes du corps, avaient fui vers l'extérieur de la ville pour se réfugier dans des bâtiments de béton qui avaient échappé partiellement à la destruction. Des services de fortune s'y étaient installés. D'autres rescapés avaient pu gagner les villes périphériques comme la ville d'Iwakuni où se trouvait un hôpital important ou celles de Saijo, Kure et bien d'autres. Certaines de ces villes devront encore subir des bombardements, ce fut le cas pour Iwakuni le 14 août à la veille de la capitulation.

L'idée qu'une bombe atomique fût à l'origine de cette tragédie n'apparut que fort tardivement et très lentement. Cette rumeur commença à se répandre très discrètement dans certains hôpitaux vers le 12 août. Une semaine après l'explosion, les symptômes gastro-intestinaux commencèrent à s'aggraver, de même qu'apparurent des ulcérations douloureuses et purulentes au niveau de la bouche et de la gorge. L'impression qu'un gaz toxique fût à l'origine de ces signes cliniques perdait du terrain car il aurait dû atteindre aussi bien les gens de l'intérieur que de l'extérieur.⁴

Le 15 août, dans la salle d'honneur du bureau des communications, une radio de fortune avait été installée tant bien que mal pour écouter la déclaration annoncée de l'empereur Hirohito. Une foule importante se pressait dans la pièce pour écouter le message impérial plus ou moins incompréhensible et en partie inaudible. La seule bribe du discours retenue fut le passage «Supportez l'insupportable...». La guerre semblait perdue et le chagrin, la stupéfaction, l'abattement voire l'incrédulité se liaient sur la plupart des visages. Le lendemain des tracts furent encore lancés par des avions en provenance de Hiro, situé à 38

km d'Hiroshima, pour inciter la population à poursuivre la résistance. Dans son discours, Hirohito ne mentionnait pas la capitulation mais «décidait» de mettre fin à la guerre. La préparation de ce texte radiodiffusé avait été des plus pénibles et fastidieuses. On avait dû s'y remettre à plusieurs reprises pour corriger la forme et le fond. Entre-temps certains officiers, décidés à poursuivre la lutte, se révoltèrent contre le général Mori commandant la garde impériale. Ils le tuèrent à coups de revolver tandis que son beau-frère Shiraiski était décapité à coups de sabre dans le bureau impérial même.

A force de volonté et de ténacité, le général Tanaka parvenait à rétablir l'ordre dans le palais. Entre-temps la population recevait la nouvelle avec consternation et colère; plusieurs officiers se faisaient hara-kiri.

Hiroshima était devenu un désert avec au centre un cercle mortel d'environ 1000 mètres de diamètre où tout avait été carbonisé et calciné et où le taux de mortalité dépassait quatre-vingt-dix pour cent. Ce désert de ruines était traversé par les bras de l'estuaire de l'Ora qui charriait toujours des cadavres. Des rôdeurs se hasardaient dans la périphérie et le centre pour y récupérer de la ferraille et spécialement les «goemon-buro» (baignoires en cuivre).

Le professeur Shogo Nagaoka recherchait les ombres humaines laissées sur les pierres, les tuiles déformées, les bouteilles tordues par la chaleur ou encore les restes vestimentaires des victimes. Nagaoka, qui était géologue, avait été fortement impressionné par les modifications subies par les roches granitiques particulièrement résistantes à la chaleur. Il put déterminer l'hypocentre de l'explosion en repérant deux ou trois gradients thermiques qui convergeaient vers un même point.

Après le 20 août, de nombreuses personnes furent obligées de s'aliter, le *pikadon* (pika: éclair; don: tonnerre), terme japonais pour désigner l'explosion du 6 août, commençait à exercer des effets mystérieux sur la santé des rescapés qui semblaient pourtant devoir guérir de leurs brûlures et blessures. La rumeur qui s'était répandue au sujet d'un gaz toxique ne semblait pas

être confirmée par les médecins qui continuaient à s'interroger sur le mal insidieux du *pikadon*. En attendant des informations plus sérieuses en provenance de Tokyo, les médecins constataient la persistance des diarrhées accompagnées d'hémorragie (syndrome gastro-intestinal). En outre, ils commencèrent à enregistrer les premières pertes de cheveux. Une semaine plus tard allait apparaître le syndrome médullaire avec hémorragies sous-cutanées, anémie et diminution des globules blancs.

Le 21 août, le docteur Seishi Ohashi et le physicien nucléaire Yoshio Nishina, qui avait plus ou moins renoncé à la fabrication de la bombe nucléaire faute de moyens, déposaient un rapport sur la maladie des radiations ionisantes d'Hiroshima. Le rapport considéré comme secret militaire ne fut pas mis à la disposition des médecins qui continuèrent donc à traiter les patients dans l'ignorance de la nature du mal. Souvent les malades étaient soignés comme atteints de dysenterie d'origine bactérienne et pour cette raison maintenus en quarantaine dans la mesure du possible, étant donné les conditions rudimentaires dans lesquelles devaient travailler médecins et infirmières.

Midori Naka, comédienne célèbre pour son interprétation de *la Dame aux Camélias*, surprise dans le bombardement à 700 mètres de l'hypocentre, fut transportée d'urgence dans un hôpital de Tokyo. Elle devait y mourir le 24 août suite à la maladie des rayons.⁵

La diffusion des données scientifiques sur la maladie des rayons par le canal des agences de presse et des journaux fut pratiquement interdite par le quartier général américain dès le 14 septembre. Pendant cinq ans, le monde entier fut tenu à l'écart des informations relatives à la maladie des rayons.⁶ Au début de septembre les premiers militaires et reporters américains arrivèrent à Hiroshima mais furent dans l'impossibilité de confirmer ou d'infirmier l'existence d'un gaz toxique. L'ignorance des Américains venus sur place ne fit qu'accréditer auprès des Japonais l'hypothèse d'une substance nocive.

Très tôt, les rescapés réoccupèrent la périphérie de la ville où avant le *pikadon* vivaient des marginaux, sortes de parias, con-

nus sous le nom d'Eta. Ces derniers s'occupaient d'activités toujours considérées comme indignes par la tradition et malgré des lois antidiscriminatoires. Avec l'afflux des réfugiés, et la solidarité obligée aidant, le statut social des Eta fut amélioré du moins à titre provisoire.

Finalement après le 20 août, et grâce à des examens microscopiques, on constata que les patients qui souffraient d'hémorragies et de diarrhées étaient atteints de leucopénie, c'est-à-dire une diminution importante des globules blancs. Cette leucopénie expliquait donc la perte du pouvoir immunitaire vis-à-vis des maladies infectieuses. D'autre part la diminution des globules rouges expliquait l'état de fatigue et celle des plaquettes les hémorragies.

L'arrivée des troupes américaines à Hiroshima provoqua au début une assez grande panique dans la population civile. Cette crainte de l'envahisseur disparut d'ailleurs assez rapidement. Cette arrivée expliqua peut-être les distributions généreuses de vêtements militaires japonais aux populations sinistrées. Cet altruisme des militaires pour les civils était naturellement motivé par la répugnance de l'armée japonaise à livrer ses stocks aux Américains.

Le 17 septembre, Hiroshima, de même que toute la région, devait connaître un typhon qui provoqua la mort de nombreuses personnes et la destruction des abris de fortune construits par les rescapés. A la fin de septembre, une commission d'enquête américaine était sur place, mais aucun rapport ne fut publié. Le secret de la bombe continuait à planer, ce qui rendait la tâche des médecins d'autant plus compliquée. Au secret militaire qui entourait la bombe proprement dite s'ajoutait celui des conséquences radiobiologiques et médicales.

Tous les ans, le 6 août, une commémoration se déroule dans le parc du mémorial de la paix à Hiroshima. En 1955 des délégués du monde entier se sont réunis pour tenir les assises de la première conférence mondiale contre la bombe atomique et celle à hydrogène. Lors de cette réunion les Hibakusha (victimes de la bombe) dénoncèrent la carence du gouvernement à

leur égard. Ce n'est qu'en 1957 que la diète japonaise vota finalement une loi garantissant un minimum de soins médicaux en faveur des Hibakusha. Elle définit quatre catégories de victimes: celles qui étaient sur place à Hiroshima au moment de l'explosion, celles qui étaient présentes à moins de deux kilomètres de l'hypocentre lors des 15 premiers jours après la déflagration, celles qui ont été en contact physique avec les victimes et celles qui étaient à l'état d'embryon chez les femmes enceintes des trois premières catégories.

Les préparatifs

Après Hiroshima, du moins dans les premiers jours, ce fut l'euphorie générale chez pas mal de scientifiques ainsi qu'au sein de toute l'équipe des militaires gravitant autour du général Groves. L'état-major, néanmoins, fut désappointé par l'absence de réaction japonaise. L'effet escompté semblait nul. Il faut reconnaître que, dans un premier temps, Hiroshima ne dépassait pas en horreur le bombardement de Tokyo.

Par contre l'entrée en guerre de l'URSS, le 8 août, eut un plus grand impact et mit les diplomates nippons dans l'obligation de poursuivre leurs négociations de paix avec un nouvel intermédiaire, la Suisse en l'occurrence, qui relayait l'Union soviétique.

Dès le 7 août, l'aviation américaine prépara six millions de tracts qui devaient être lancés sur 47 villes de plus de 100.000 habitants. Ces tracts invitaient les Japonais à s'adresser à l'empereur pour lui demander de mettre fin à la guerre. Les retards dans l'impression des tracts liés à l'imbroglio de la précipitation furent tels que Nagasaki n'aurait pu recevoir les avertissements du bombardement que le 10 août! D'autre part les aviateurs se méfiaient de plus en plus de ces missions limitées à un nombre fort réduit d'appareils. En effet, après Hiroshima, les B-29 isolés étaient devenus le point de mire de la défense anti-aérienne japonaise.

A l'île de Tinian, l'assemblage du deuxième *Fat Man* se poursuivit avec fébrilité et agitation dans le bâtiment à air conditionné réservé à l'équipe chargée de manipuler les explosifs indispensables pour l'implosion des charges de plutonium.

La bombe devait normalement être larguée le 11 août. Afin d'impressionner les militaires japonais, on décida le 7 août d'avancer le bombardement à la date du 10 août. A ce moment le

colonel Tibbets intervint pour encore faire avancer les préparatifs et l'on finit par se mettre d'accord pour le 9 août. Psychologiquement il fallait faire croire aux Japonais que les bombardiers disposaient d'un stock d'armes atomiques relativement important. Un jour de gagné était un jour de moins pour la guerre. Des avions tombaient tous les jours et les bateaux étaient encore l'objet d'attaques de la part des derniers sous-marins. Le 29 juillet, l'*Indianapolis* avait sombré. C'était le même bateau qui avait amené aux îles Mariannes le 26 juillet l'uranium de *Little Boy*. Mars avait protégé Groves et sa bombe!

Dans la nuit du 7 août, O'Keefe était chargé de l'assemblage des éléments de *Fat Man*, la bombe sophistiquée au plutonium, destinée à Kokura. De nombreuses connexions restaient à faire notamment pour le système d'implosion. En compagnie d'un seul technicien O'Keefe constatait avec effroi que l'on s'était trompé dans les fournitures des câbles. Il ne disposait que de deux fiches femelles au lieu du couple normal... L'assemblage de la bombe risquait d'être retardé de plusieurs jours! En improvisant il parvint à bricoler un système acceptable. La nuit avait été chaude au propre et au figuré!

Le bombardement

Le 8 août à 22 heures précises la bombe était chargée sur le B-29 dénommé *Bock's Car* d'après le nom du commandant habituel de l'appareil. Le nom de sa mère avait été préservé...

Le pilote chargé de la mission fut le major Charles W. Sweeney. La cible indiquée était Kokura situé sur la côte nord de Kyushu, l'autre cible éventuelle était Nagasaki, ancien comptoir portugais et hollandais, où les usines d'armement avaient produit les torpilles Mitsubishi qui avaient détruit les cuirassés de Pearl Harbor.

Le *Bock's Car* quitta Tinian le 9 août à 3h47 du matin accompagné des deux autres B-28 pour les prises de vue et les appareils de mesure à larguer. *Fat Man* était armé à l'exception du dernier dispositif de mise à feu qui devait être enclenché au

dernier moment. En plein vol l'équipage constata qu'un réservoir de réserve pour essence n'était plus disponible suite à une défaillance dans le système de distribution. Vers 10h44, le *Bock's Car* arriva en vue de Kokura masqué par d'épais nuages. Après deux essais infructueux qui éveillèrent l'attention des Japonais, Ashworth et Sweeney décidèrent de changer de cap. Les réserves d'essence commençaient à baisser et ils ne pourraient faire qu'un essai sur Nagasaki avant de regagner en catastrophe la base d'Okinawa, moins éloignée que celle de Tinian.

Mais Nagasaki, elle aussi, était dissimulée par des bancs de nuages, il ne subsistait plus que deux alternatives pour l'équipage, soit bombarder au radar soit jeter une bombe de plusieurs centaines de millions de dollars à la mer. A la dernière minute une trouée dans le plafond nuageux apparut, ce qui permit le largage de l'engin à 1.650 pieds d'altitude à 11h02. La bombe au plutonium libéra une puissance de vingt-deux kilotonnes. L'environnement topographique plus confiné limita les dégâts par rapport à Hiroshima mais le bombardier fut touché par plusieurs ondes de choc suite aux effets de réflexion de l'onde sur les collines environnantes. Les pertes estimées s'élevèrent à 22.000 morts le 9 août, 74.000 fin 1945 et 140.000 à la fin de 1950, soit un taux de mortalité de 54% comparable à celui d'Hiroshima. Dans son discours à la radio du 9 août 1945, le président Truman déclara: «Nous devons nous constituer les dépositaires de cette nouvelle force... C'est une écrasante responsabilité qui nous échoit. Remercions Dieu de nous l'avoir accordée à nous, et non à nos ennemis.»

La fin de la guerre

Les responsables militaires du Japon n'étaient toujours pas décidés à capituler. Côté américain les avis étaient partagés sur la suite des opérations: Stimson était pour la suspension des bombardements en général, Truman était d'un avis contraire, il préconisait le maintien des bombardements tandis que Forrestal

s'alignait sur l'avis du président tout en suggérant l'arrêt du bombardement atomique. Selon Truman cette deuxième bombe provoqua chez les Japonais les premiers indices d'une reddition.¹

Henry Wallace, le secrétaire des Affaires économiques, rapporte que Truman lui donna des ordres pour mettre fin au bombardement atomique. Pendant ces journées Groves n'avait pas perdu son temps: il était en mesure, disait-il, d'expédier une nouvelle charge de plutonium du Nouveau-Mexique à Tinian pour le 12 ou 13 août. Cette performance l'autorisait à déclarer au général Marshall qu'il pouvait assumer un troisième bombardement atomique pour le 17 ou 18 août. Mais Marshall prévint Groves qu'il n'en était pas question étant donné que le président arrêta les bombardements atomiques et qu'une troisième bombe ne pourrait être lancée qu'après son autorisation personnelle. Selon toute vraisemblance la bombe de Nagasaki avait été lancée dans la précipitation, apparemment sans un ordre présidentiel, mais dans un contexte général de volonté américaine de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible quitte à ne pas s'opposer au maintien de la monarchie.

Pourquoi après Hiroshima y-a-t-il eu Nagasaki?

On parle abondamment d'Hiroshima et beaucoup moins de Nagasaki. On peut s'interroger sur les raisons de ce deuxième bombardement. Apparemment sous la pression de Groves il fallait utiliser la bombe au plutonium qui avait déjà fait l'objet d'un essai minutieusement préparé à Alamogordo. D'autre part l'emploi d'une deuxième bombe lancée trois jours seulement après Hiroshima était probablement voulu pour faire croire aux Japonais que la force aérienne disposait d'un nombre relativement important de bombes atomiques prêtes à l'emploi. L'ultimatum, d'ailleurs, le laissait clairement sous-entendre. Enfin l'on peut présumer qu'après l'entrée en guerre de l'URSS, les Etats-Unis tenaient à mettre fin à la guerre le plus vite possible.

Pour cela ils se devaient de réaffirmer une deuxième fois leur puissance nucléaire naissante afin de pratiquer avant la lettre la politique de limitation de l'expansion du communisme (théorie du containment de George Kennan en février 1946). Moscou, plus impressionné par la nouvelle attitude agressive de Truman que par la bombe, laissa libre-jeu aux Américains pour le contrôle unilatéral du Japon. Truman déclara à la presse que le régime de plusieurs zones d'occupation était révolu et que les Etats-Unis seraient les seuls à s'occuper des affaires japonaises.

La question qui se pose donc est la suivante: une deuxième bombe était-elle vraiment nécessaire pour atteindre le but fixé, soit mettre fin à la guerre le plus rapidement possible comme on le croit ou comme on le fait croire généralement, soit pour impressionner l'URSS et lui refuser des droits d'occupation sur le nord du Japon? Les Japonais n'eurent pas le temps ni probablement le désir de s'informer sur la nature exacte de cette bombe. L'ultimatum d'ailleurs ne donnait aucune précision sur ce sujet. D'autre part les communications entre Hiroshima et Tokyo ne permettaient plus de se faire une idée correcte de la catastrophe. Les tracts destinés à prévenir les habitants de Nagasaki ne furent prêts que le lendemain du bombardement, c'est-à-dire le 10 août.

Le gouvernement américain aurait dû informer le Japon du type de bombe et attendre deux ou trois jours de plus pour permettre au conseil suprême impérial de prendre une décision. La bombe avait déjà été testée dans le désert du Nouveau-Mexique. Pourquoi alors l'utiliser sur une population civile? Truman, dans ses mémoires, estime que cette deuxième bombe a contribué à faire fléchir les Japonais.

A la fin du mois de septembre une conférence fut organisée à l'Université de Chicago par Szilard pour examiner les conséquences de la bombe sur l'avenir du monde. Pour Jacob Viner, économiste de Chicago, Hiroshima et Nagasaki allaient devenir le point de départ d'une guerre psychologique entre les Etats-Unis et l'URSS. Viner, cinq semaines après Nagasaki, prévoyait déjà les grands principes de la dissuasion nucléaire ou l'équilibre

par la terreur. Mais Szilard en véritable prophète prévoyait l'escalade nucléaire, la prolifération nucléaire avec des dizaines de mégatonnes. David Lilienthal, futur président de la commission de l'énergie atomique, devait en conclure que, si l'on était sûr d'avoir une troisième guerre mondiale, plus tard elle se produirait plus terrible elle serait.

Les sombres prévisions de Léo Szilard, fondateur du Conseil pour un monde vivable et lauréat du «Prix de l'Atome pour la Paix» en 1959, allaient se réaliser. Après les essais nucléaires de Bikini en 1946, l'arsenal nucléaire américain commença à se développer de façon impressionnante. Les Etats-Unis disposaient le 30 juin 1946 de neuf bombes, un an plus tard de treize et en 1948 de cinquante-six. Avec le développement de la guerre froide, l'arsenal prit des proportions gigantesques.

Arsenal nucléaire américain de 1946 à 1959 (Bull. Atomic Scientists, mai 1993)

| Année | Commission de l'Energie atomique | Département de la Défense | Totaux |
|-------|----------------------------------|---------------------------|--------|
| 1946 | 9 | 0 | 9 |
| 1947 | 13 | 0 | 13 |
| 1948 | 56 | 0 | 56 |
| 1949 | 169 | 0 | 169 |
| 1950 | 298 | 0 | 298 |
| 1951 | 429 | 9 | 438 |
| 1952 | 823 | 9 | 832 |
| 1953 | 1.152 | 9 | 1.161 |
| 1954 | 1.463 | 167 | 1.630 |
| 1955 | 1.499 | 781 | 2.280 |
| 1956 | 2.262 | 1.358 | 3.620 |
| 1957 | 3.578 | 2.250 | 5.828 |
| 1958 | 3.385 | 4.017 | 7.402 |
| 1959 | 3.968 | 8.337 | 12.305 |

Pendant la guerre de Corée le département de la Défense demanda au président Truman l'autorisation de stocker les composants non nucléaires des engins dans les bases américaines d'outre-mer. En juillet 1950, se trouvaient déjà en Grande-Bretagne quatre-vingt-neuf assemblages de bombe. L'année suivante d'autres équipements nucléaires étaient destinés aux porte-avions. Le même type de matériel était entreposé en 1952 au Maroc sans en prévenir la France. En avril 1954 des bombes nucléaires étaient déployées en Grande-Bretagne et en Allemagne de l'Ouest. A la même époque le Japon recevait les composants non nucléaires de plusieurs bombes. Le cancer de la guerre froide gagnait toute la planète.

Le 22 novembre 1955, l'URSS faisait exploser sa première bombe thermonucléaire à Semipalatinsk en présence du maréchal Mitrofan Nedeline, responsable de l'armement nucléaire. Un soldat fut enseveli dans une tranchée par l'onde de choc. Dans les villages voisins, il y eut des destructions de maisons avec un mort et plusieurs blessés. Le soir, le maréchal Nedeline invitait ses collaborateurs à un banquet.

Sakharov fut invité à prononcer le premier toast. Il prit son verre, se leva et prononça la phrase suivante: «Je propose de boire pour que nos engins explosent toujours avec succès comme aujourd'hui, au-dessus des polygones et jamais au-dessus des villes.»

La réplique du maréchal fut cinglante, au moyen d'une parabole il fit comprendre aux scientifiques qu'ils devaient seulement s'occuper des forces (bombes), la décision de les utiliser étant du ressort des militaires.² Dès ce moment l'attitude et les idées de Sakharov changèrent totalement. Il prit de plus en plus parti contre les essais nucléaires, ce qui provoquait la colère de Khrouchtchev. Sakharov, comme Oppenheimer ou Szilard précédemment, commençait à réaliser que travailler pour la bombe ce n'était pas œuvrer pour la paix.

LA BOMBE ATOMIQUE, CATALYSEUR DE LA GUERRE FROIDE

Les origines de la guerre froide

Bien avant 1939, un puissant courant d'idées antisoviétiques s'était créé dans le monde capitaliste et plus particulièrement à la mission américaine de Riga, capitale de la Lettonie devenue indépendante depuis 1920. Cette mission constituait pour les Etats-Unis, qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec Moscou, un poste d'observation idéal pour mener des recherches sur le régime soviétique pendant l'entre-deux-guerres.

Les jeunes diplomates américains de Riga avaient reçu une formation très complète concernant la culture russe, principalement dans le domaine linguistique, littéraire et historique. Ils constituaient une sorte de club dépositaire des valeurs de l'aristocratie russe. On y rencontrait notamment Loy Henderson, un ancien responsable de la Croix-Rouge, Charles Bohlen, qui sera interprète de Roosevelt à Yalta et deviendra ambassadeur à Paris et à Moscou, George Kennan, le jeune diplomate brillant qui allait devenir célèbre avec sa doctrine du containment ou de la limitation de l'expansion du communisme, parue en juillet 1947 dans la revue *Foreign Affairs*. Ces jeunes gens de bonne famille travaillaient sous la direction de Robert F. Kelley, chef du département de l'Europe orientale. Bien que profondément antisoviétiques, les «boys» de Kelley facilitaient les transactions des grandes firmes américaines comme Ford, Dupont et General Electric pour la vente des tracteurs, des produits chimiques, des machines-outils, etc... A la même époque Armand Hammer se rendit en URSS pour venir en aide aux populations touchées par la famine ainsi que pour y installer des usines de crayons notamment.

C'est donc dans la capitale lettonne que s'élaborèrent les «postulats de Riga» qui constituèrent les premiers germes de la guerre froide. Chez les ultraconservateurs, les ferments de la méfiance et

de l'hostilité étaient plus puissants que le désir d'œuvrer à ce que l'on appela plus tard la coexistence pacifique.¹

L'URSS fut reconnue par les Etats-Unis en novembre 1933, soit huit mois après l'accession à la présidence de Franklin D. Roosevelt. William Bullitt, qui avait déjà eu des contacts avec les dirigeants communistes en 1919, fut très bien accueilli comme ambassadeur par Staline. Néanmoins les négociations sur les titres russes se déroulèrent dans une ambiance de scepticisme et d'agressivité qui se sont atténués avec l'arrivée de Roosevelt. Bullitt fut rappelé à sa demande en 1936 et remplacé par Davies qui s'acquitta de sa mission avec un peu plus de bonne volonté pendant ces années difficiles qui précédèrent la guerre. Après l'invasion de l'URSS par les Allemands en 1941 les relations s'améliorèrent sensiblement. Roosevelt allait devenir pendant la tourmente le conciliateur entre Churchill l'impérialiste et Staline le communiste. Plus tard les principes émis à Yalta furent en faveur de la détente sous l'influence d'un climat rooseveltien franchement optimiste. Ces négociations positives furent jugées par de nombreux analystes comme utopiques et naïves. André Fontaine les taxa de rêves impossibles. D'autres les considérèrent comme franchement scandaleuses, ce fut le cas du général Anders² qui considéra avec le gouvernement polonais de Londres que la fixation de la frontière orientale polonaise constituait un nouveau partage de la Pologne, et cela malgré les compensations à l'Ouest et les revendications territoriales discutables^(*) à l'Est au-delà de la ligne Curzon.

Les mêmes observateurs qui critiquaient amèrement Roosevelt pour sa bienveillance vis-à-vis de l'URSS encensèrent avec insistance son successeur Truman qui, grâce au monopole atomique de quatre ans, allait devenir «le symbole de la résistance aux ambitions de l'URSS». ³ Cette guerre froide fut émaillée de très nombreux événements pendant sa phase d'installation et de développement que l'on pourrait situer de 1944 à 1949.

(*) Le traité de Riga de 1921 avait fixé la frontière polonaise à 150 kilomètres à l'est de la ligne Curzon.

Dans le port d'Alexandrie la marine grecque et la première brigade se mutinent le 4 avril 1944 pour revendiquer la république et la constitution d'un gouvernement démocratique en Grèce en remplacement du régime conservateur dirigé par Tsouderos et le Roi soutenus par le gouvernement de Londres. Les Anglais désarmeront l'armée qui sera consignée dans des camps de concentration de Libye et d'Abyssinie. La guerre civile éclatera en Grèce entre l'armée populaire grecque de libération (ELAS) et l'armée grecque démocratique nationale (EDES). Churchill soutiendra l'EDES contre l'ELAS d'inspiration communiste. En décembre 1944 il fera prélever, en pleine offensive des Ardennes, des troupes anglaises sur le front d'Italie pour mater la rébellion. La guerre se poursuivra en Grèce, reconnue zone d'influence anglaise par les accords de Churchill et Staline (octobre 1944) et malgré le désaveu de Roosevelt. Cette tragédie grecque, résurgence de la vieille épopée des Klephtes qui résistèrent pendant quatre siècles à l'occupation turque, va se prolonger jusqu'en août 1949 avec l'intervention de l'aide américaine en mars 1947 pour remplacer les Anglais qui doivent abandonner le terrain par manque d'argent. La Grèce est exsangue, elle a perdu 600.000 militaires et civils à cause d'un régime allemand impitoyable et des dizaines de milliers de morts dans la guerre civile entretenue par Churchill et ensuite Truman pour y maintenir la présence occidentale face aux zones d'influence soviétique.

La réalité aura dépassé la fiction, la liquidation de la résistance grecque par les Anglais et les Américains équivaut en horreur à celle de la commune de Paris en 1871 et à celle des Russes au village de La Courtine en 1918.⁽¹⁾

(1) C'est au camp de La Courtine dans la Creuse, il faut le rappeler car aucun manuel n'en parle, que les première et deuxième brigades russes, amenées en France pour combattre à côté des alliés, furent enfermées sans ravitaillement pour refus d'obéissance au moment de la révolution bolchevique. Parce qu'ils ne voulaient plus se battre, les soldats révolutionnaires y furent bombardés par l'artillerie française dirigée par des officiers russes sous le commandement suprême du général Beliaev. On dénombra plusieurs centaines de morts et de blessés, le reste fut expédié dans des camps algériens comme les soldats grecs dans ceux de Libye et d'Abyssinie.

Le 1^{er} août 1944, les 46.000 hommes de l'armée clandestine du général Bor-Komorowski se soulèvent à Varsovie avec l'accord du gouvernement en exil à Londres. Ce soulèvement avait pour but d'installer un gouvernement de droite à Varsovie pour forcer la main à Staline. Les troupes soviétiques commandées par Rokossovski qui devaient s'emparer du faubourg de Praga (Varsovie) entre le 5 et le 8 août échouèrent devant des troupes fraîches allemandes, dont la division blindée ss Hermann Goering, installée solidement sur la rive orientale de la Vistule.

Il s'en suivit des discussions pénibles d'ordre politique entre les gouvernements provisoires polonais de Londres et de Lublin sur le statut de la Pologne ainsi que sur les opérations de soutien en faveur des insurgés. Le 31 septembre Rokossovski reprit l'offensive et le 14 octobre il s'empara du faubourg de Praga, trop tard pour empêcher la capitulation, le 2 octobre, de Bor-Komorowski après une bataille qui avait coûté la vie à 300.000 Polonais et transformé la capitale polonaise, en un champ de ruines. Le 16 octobre des troupes polonaises, aux ordres du général Berling qui dépendait du comité de Lublin installé par les Soviétiques, franchirent la Vistule. Le 18 des forteresses américaines sont intervenues mais les Allemands ont réussi à rejeter les troupes qui avaient traversé le fleuve.

Huit jours après l'écrasement de l'insurrection de Varsovie et l'offensive soviétique dans les Balkans, Churchill se précipita chez Staline. Le marché des zones d'influence fut proposé par Churchill qui présenta à Staline la fameuse demi-feuille de papier sur laquelle étaient inscrites les zones d'influence.

| | | | |
|--------------|-----------------|-----|-----------------------|
| Roumanie: | Russie | 90% | |
| | Les autres | 10% | |
| Grèce: | Grande-Bretagne | 90% | (avec les Etats-Unis) |
| | Russie | 10% | |
| Yougoslavie: | 50%/50% | | |
| Hongrie: | 50%/50% | | |
| Bulgarie: | Russie | 75% | |
| | Les autres | 25% | |

Ces accords d'octobre 1944 proposés par Churchill expliquent en partie les régimes antidémocratiques qui seront imposés à la Grèce et à d'autres pays de l'Europe centrale.

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents les motifs de tensions entre Occidentaux et Russes se multiplièrent avec l'avance des alliés dans le nord de l'Italie et au fur et à mesure que les fronts de l'Est et de l'Ouest se rapprochaient en direction du réduit allemand.

Déjà en mars 1945 des négociations secrètes avaient été entamées en Suisse entre les Américains dirigés par Allen W. Dulles, chef du bureau des services stratégiques, et Karl Wolff, chef des troupes SS d'Italie, en vue d'obtenir la capitulation du groupe d'armées allemandes C. Ces troupes, représentées par vingt-trois divisions et quatre «italiennes», reculaient face aux armées américaines, polonaises, britanniques réduites par des prélèvements effectués pour la Grèce mais renforcées par des contingents sud-africains, indiens et 70.000 Italiens. Les négociations menées en l'absence de représentant soviétique eurent pour résultat de déclencher la fureur de Staline qui enverra le 29 mars un télégramme dans lequel il estimait qu'il y avait violation des conventions passées entre alliés. Ces dernières interdisaient des accords de paix séparée. Roosevelt, fort perturbé par ces accusations, protestera de sa bonne foi et tâchera de minimiser ce grave incident considéré par certains observateurs, dont Staline, comme une tentative de la part de certains Occidentaux de récupérer des forces allemandes en vue d'un conflit avec l'URSS. Les négociations furent stoppées malgré la pression de Londres. La capitulation sans conditions, avec l'accord de Staline, eut finalement lieu le 2 mai à 12 heures malgré une intervention de dernière minute de Kesselring, le précédent chef du groupe des armées allemandes.

Pendant ce temps Churchill harcelait Roosevelt pour qu'il maintienne les troupes occidentales dans les zones pourtant réservées à l'armée rouge par les accords de Yalta. Les Américains avaient progressé plus rapidement que prévu suite à l'effondrement allemand nettement plus marqué (et probablement voulu

par certains stratèges allemands) à l'Ouest qu'à l'Est où la bataille était beaucoup plus acharnée. Le 1^{er} avril, Roosevelt avait écrit à Staline pour lui exprimer ses inquiétudes concernant le suivi de Yalta et de la question polonaise dont il souhaitait une solution loyale et rapide. Le leader soviétique répondit le 7 avril en faisant remarquer qu'il voulait un gouvernement polonais qui acceptât les frontières proposées à Yalta et qui adoptât une attitude amicale vis-à-vis de la Russie. La réponse de Roosevelt et Churchill ne put être achevée suite au décès du président américain survenue à Warm Springs en Géorgie le 12 avril. L'espoir de tuer dans l'œuf les germes de la guerre froide disparaissait. Les perspectives d'avenir étaient plutôt sombres. Les cadres du New Deal (convention de Roosevelt pour redresser l'économie américaine après la crise de 1930) disparaissaient progressivement pour être remplacés par des dirigeants de l'industrie et de l'appareil militaire devenu monstrueux. Le spectre du complexe militaro-industriel qui sera dénoncé par Eisenhower quelques années plus tard était déjà en marche. Il sera largement soutenu par un lobby anticommuniste libéré de toutes contraintes.

Les accords de Yalta, ou rêves impossibles selon André Fontaine, furent sérieusement malmenés après le 12 avril 1945 et complètement déformés trois mois plus tard avec la première explosion atomique du 16 juillet sur le site de Trinity à Alamogordo.

La bombe atomique, catalyseur de la guerre froide et arme politique de déstabilisation^(*)

Le projet de bombe atomique, dit plan Manhattan, a été initialement prévu en 1942 pour dissuader l'Allemagne d'utiliser cette arme au cas où elle l'aurait mise au point pendant la Seconde Guerre mondiale.

(*) Les réflexions et les constatations qui vont suivre sont en partie inspirées par un article d'Alperovitz et Bird paru dans le numéro 94 de *Foreign Policy* (1994).

Après la reddition du troisième Reich la bombe a été détournée de sa destination pour être expérimentée principalement sur les populations civiles d'Hiroshima et Nagasaki. Le but principal de ces actions terroristes était d'imposer l'hégémonie américaine par le recours à une diplomatie intransigeante qui se manifestera dès le 21 juillet 1945 à Potsdam après réception du troisième rapport, cette fois détaillé, sur l'explosion d'Alamogordo et ses effets destructeurs terrifiants.

La fin de la guerre froide, liée à l'écroulement apparemment instantané de l'URSS, ne nous a pas apporté la paix. Elle a rendu caduques les théories et hypothèses des historiens orthodoxes qui s'étaient penchés sur ce conflit entre une grande puissance libérale à économie de marché et une autre à économie dirigée. Selon ces historiens, tout le mal venait de l'intolérance et de l'intransigeance du supergrand communiste et son écroulement provenait de la bureaucratie, de l'absence de liberté et des violations des droits de l'homme. Pour ces historiens classiques ce qui s'est passé en URSS était normal et inévitable et donc prévisible. L'écroulement du système communiste mis au point par le syndicat polonais soutenu par le Vatican et Reagan a provoqué la chute de l'URSS essoufflée par une guerre froide à trois contre un (Etats-Unis, Europe, Japon contre l'URSS). Ce dont ils parlent très peu c'est de l'impact de la bombe atomique qui a pourtant joué un rôle essentiel et central dans l'initiation et le développement de cette guerre des nerfs et d'intimidation, la guerre froide. Cette bombe a été le catalyseur et le levier de plusieurs événements majeurs.

Premièrement elle a déclenché une course aux armements nucléaires sans précédent qui a mobilisé deux millions d'emplois^(*) et qui a profondément dégradé l'environnement d'au moins cinq pays. La radiocontamination dans l'ex-URSS et les Etats-Unis est incalculable, elle est très importante en Grande-Bretagne et en France et probablement encore plus grave en Chine.

(*) Sur la base de 600.000 emplois aux Etats-Unis, nous risquons une extrapolation de 900.000 dans l'ex-URSS, de 150.000 en Grande-Bretagne, de 100.000 en France et de 300.000 en Chine.

Elle a permis la reconstruction et le réarmement de l'Allemagne. Elle a rendu possible la guerre de Corée et du Vietnam.

L'utilisation de la bombe a-t-elle été envisagée durant la guerre de Corée?

Durant le conflit coréen, le général MacArthur demandera l'autorisation, le 9 décembre 1950, de pouvoir disposer de l'arme atomique. Il soumet au Pentagone, le 24 décembre 1950, une liste de cibles pour lesquelles il a besoin de 26 bombes atomiques pour exercer ses représailles. Son plan prévoyait en outre le largage de quatre bombes sur les «forces d'invasion» et quatre autres sur des concentrations de la force aérienne ennemie. Bien que MacArthur fût relevé de son commandement pour indiscipline son successeur Ridgway renouela la demande en mai 1951 afin de pouvoir utiliser 36 bombes atomiques. Le 6 avril 1951, Truman avait donné son accord dans l'hypothèse d'une aggravation de la situation...

Selon le professeur Roger Dingman, qui enseigne dans une université du Sud de la Californie, quatre villes de la Corée du Nord figuraient sur la liste des cibles. Shanghai et d'autres villes chinoises auraient ensuite été rasées par les bombardiers atomiques.

Le projet de bombarder les troupes fut jugé peu efficace étant donné que les concentrations de ces dernières étaient rarement réalisées.

[Extrait de: Bruce Cumings, *Spring Thaw for Korea's Cold War?*, *The Bulletin of Atomic Scientists*, April 1992, p. 18.]

Si la bombe n'avait pas existé, les Etats-Unis n'auraient pas pu se payer le luxe de dégarnir leur ligne de défense européenne pour s'occuper de la guerre de Corée d'abord et de celle du Vietnam ensuite. Ces guerres auraient été «de mauvaises guerres, à de mauvais endroits et à de mauvais moments» selon les termes mêmes du général Omar Bradley. Alperovitz et Bird⁴ suggèrent même que les systèmes américain et soviétique auraient pu s'adapter l'un à l'autre et peut-être converger si la bombe n'était pas venue s'interposer à un moment où ces deux puissances commençaient à ressentir la possibilité d'une

coopération qui aurait normalement dû prolonger celle menée pendant la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs intellectuels accueillirent l'alliance de l'Amérique et de l'URSS en 1941 comme un espoir de progrès, Vernadski, Kapitsa et Sakharov d'une part et Bohr et Szilard d'autre part incarnaient parfaitement bien cette philosophie d'un rapprochement entre les scientifiques américains et soviétiques. L'étude des archives qui aujourd'hui deviennent accessibles permet de confirmer ces vues. Bien sûr en l'absence de la bombe les conflits mineurs auraient continué à exister en fonction des options des dirigeants et des partis. Ce qu'il faut souligner c'est la formidable course aux armements nucléaires qui a été amorcée et provoquée d'abord par le secret maintenu autour de la bombe et ensuite par les complexes militaro-industriels américain et soviétique.

Grâce à la découverte du neutron, la physique nucléaire va sérieusement progresser à partir de 1932. La découverte de la fission de l'uranium en 1939 couplée à l'entrée en guerre de l'Allemagne va créer l'anxiété chez Léo Szilard qui, avec la fameuse lettre signée par Einstein, fera mettre en place les premiers comités donnant naissance au projet Manhattan. Si la fission avait été découverte deux années plus tard, le projet aurait été impossible... L'énorme potentiel technologique américain mobilisé dès 1942 a permis de produire la bombe un mois avant la fin normale de la guerre.

Et si la bombe avait été prête pour le mois de septembre seulement, qu'aurait fait Truman? Aurait-il retardé les négociations de paix encore un peu plus pour pouvoir utiliser son engin de deux milliards de dollars? Probablement que non car il ne souhaitait pas que Staline puisse profiter politiquement de ses succès militaires en Mandchourie, en Corée et dans les îles septentrionales du Japon. Comme l'écrivent Alperovitz et Bird qu'aurait été le monde d'après-guerre en l'absence du monopole atomique américain des premières années? N'est pas prophète qui veut mais l'on peut quand même présumer que la Corée n'aurait pas été divisée comme elle l'est encore aujourd'hui et

que la guerre froide, si elle avait dû se développer quand même, n'aurait pas connu l'ampleur catastrophique que nous découvrirons avec la déclassification des archives et les études historiques menées avec toute la rigueur scientifique indispensable.

L'Allemagne et la bombe

A Yalta, Roosevelt souhaitait d'abord l'éradication de l'Etat nazi et en fonction des sentiments isolationnistes du peuple américain le retrait de ses troupes du théâtre européen. Roosevelt, sans vouloir pastoraliser l'Allemagne, voulait néanmoins un désarmement industriel pour affaiblir le complexe militaro-industriel et en même temps satisfaire les Russes qui avaient un besoin urgent de réparations pour reconstruire leur pays ravagé par une guerre beaucoup plus impitoyable que celle que l'Europe occidentale avait connue. Les accords de Yalta soumettaient l'Allemagne à un contrôle très sévère de son industrie et impliquaient en outre des réparations pour un montant de 20 milliards de dollars. En ce qui concerne les pays de l'Europe orientale, leurs statuts, sous l'effet des accords sur les sphères d'influence, y étaient très vaguement définis. La bombe donnait à Washington la possibilité de ne pas jouer la carte de la concorde et de la coexistence pacifique avec les Soviétiques, elle rendait possible la reconstruction et le réarmement de la nation vaincue avec comme corollaire l'intégration de cette dernière dans un bloc militaire camouflé sous le titre d'une alliance occidentale européenne. Seul le monopole atomique rendait possible ce scénario sans devoir craindre une résurgence allemande agressive et sans devoir se préoccuper d'une menace soviétique très hypothétique ou simplement imaginaire. A Potsdam, les diplomates américains réalisèrent qu'ils pouvaient largement jouer des coudes et ne pas trop se préoccuper de l'avis des Soviétiques.

Le 6 juin 1945, Joseph Davies, ambassadeur à Moscou, signale dans un rapport l'attitude conciliante de Byrnes. Ce dernier, futur secrétaire d'Etat, était partisan d'une large coopéra-

tion avec les Soviétiques. Après l'essai d'Alamogordo tout est changé pour Truman et Byrnes, le secrétaire d'Etat en particulier se sent tout conforté avec «son arme derrière la porte».

La bombe a altéré la politique américaine sur deux points qui constituaient l'essentiel de la stratégie de Roosevelt. Après Alamogordo, Byrnes abandonne purement et simplement l'idée des réparations qui devaient s'élever à 20 milliards de dollars dont la moitié devait être versée aux Soviétiques. D'autre part il pense bien qu'il sera possible de convaincre les Russes d'accepter ce dédit.

D'autres compromis pour détricoter Yalta furent présentés comme par exemple le contrôle de la Ruhr (au lieu de son démantèlement puisque le monopole atomique permet désormais de conserver le potentiel industriel allemand). La sécurité ne nécessitait plus la déstructuration de l'industrie allemande.

Les 22, 23 et 25 août 1945 au cours d'une réunion avec Charles de Gaulle, Truman, Byrnes et Bidault, le président américain et son secrétaire estimeront qu'il faut ménager l'Allemagne et ne pas exagérer le danger qu'elle pourrait représenter. Le général de Gaulle, à l'instar des anciens conseillers de Roosevelt et des Russes, maintient son point de vue au sujet de la menace potentielle allemande. Il réclame un contrôle de la Ruhr, y compris des réparations, ainsi que l'isolement de la rive gauche du Rhin. Le général de Gaulle fit également observer à Truman qu'il fallait donner à l'Allemagne une armature pacifique afin de ne pas rompre l'équilibre européen, ce qui aurait pour conséquence de voir les Etats de l'Europe centrale et balkanique devenir les satellites de l'URSS. Finalement Truman et Byrnes auront le mot de la fin en déclarant clairement et sèchement au général de Gaulle: «La bombe atomique fera réfléchir les pays qui seraient tentés de commettre des agressions.» Dans ses mémoires de guerre, de Gaulle ne fait aucune allusion directe à ce propos brutal bien qu'il fasse mention d'un retrait important des forces américaines du théâtre européen, rendu possible par la bombe atomique. Selon de Gaulle, le président (Truman)

n'envisageait donc pas que la Russie pût, de sitôt, risquer directement une guerre.⁵ Le monopole atomique américain permit à l'administration Truman de ne plus trop se préoccuper des craintes ressenties par les conseillers de F. Roosevelt. «En dernière analyse ce nouveau monopole atomique permettra», comme le disait Byrnes, «de contrôler la situation» même si le congrès nous oblige à retirer nos troupes d'Europe, même si la coopération américano-soviétique devait s'arrêter et même si l'Allemagne avait la possibilité de conserver son potentiel industriel. En somme la bombe permettait le double endiguement (containment) des Allemands et des Soviétiques. L'OTAN plus tard jouera le même rôle, englober l'Allemagne et faire bloc contre l'URSS.

L'encercllement de l'URSS

Entre l'automne 1945 et le printemps 1946 la politique américaine concernant l'Allemagne va se distancer lentement mais sûrement des concepts de Yalta et cela malgré la résistance de la France et les craintes exprimées par l'URSS. En mai 1946 les livraisons promises à l'URSS à titre de réparations sont brusquement arrêtées et le secrétaire d'Etat Byrnes tend ostensiblement la main aux Allemands lors d'une déclaration très officielle faite le 6 septembre à l'opéra de Stuttgart. Le discours du secrétaire d'Etat annonçait déjà la fusion des deux zones américaine et britannique.

Deux essais nucléaires, regroupés sous le nom d'opération Crossroads, auront lieu en 1946 dans l'archipel Marshall, sur l'atoll de Bikini. Le premier, dont le nom de code est Able, a lieu le 30 juin. La bombe testée dans l'atmosphère est au plutonium comme à Nagasaki, elle est larguée par un B-29, le *Dave's Dream*, sur une flotte de plus de 90 vaisseaux afin d'enregistrer les effets destructeurs de l'engin sur du matériel militaire. Cet exercice a réuni 42.000 hommes, 240 bateaux et 156 avions. Le deuxième essai dénommé Baker se fit sous l'eau, il enregistrera une radiocontamination beaucoup plus importante que le premier. Les deux bombes étaient identi-

ques, du type *Fat Man*, elles libèrent chacune une puissance de 23 kt. Ces quatrième et cinquième bombes ont explosé au moment où Byrnes et Molotov négociaient l'avenir de l'Allemagne; elles vont créer un malaise de plus en plus grave et stressant pour l'URSS. La *Pravda* accuse Washington de préparer la guerre nucléaire.

Effectivement cette nouvelle démonstration de force est dirigée contre l'URSS car l'arsenal atomique américain ne fera que croître; il atteindra près de 150 bombes au moment où l'URSS fera exploser sa première bombe à Semipalatinsk (Kazakhstan) le 29 août 1949.

Entre-temps le malaise grandit en URSS qui se sent de plus en plus menacée par les Etats-Unis et l'Allemagne. C'est l'avis de Nikolai Novikov, ambassadeur soviétique à Washington, qui en 1946 constate que les Etats-Unis installent des bases navales et aériennes bien au-delà des frontières nationales. En janvier 1947 la création de la bizonie anglo-américaine est perçue par les Soviétiques comme un début d'unification de l'Allemagne occidentale. George Marshall, qui a remplacé Byrnes, déclarera à la fin de l'année que la nouvelle situation créée en Allemagne par les Occidentaux ne présage rien de bon. Le démantèlement industriel dans la bizonie a été arrêté dans le courant de 1947 et Novikov va jusqu'à prévoir une mainmise sur la Tchécoslovaquie à titre purement défensif. Effectivement le coup de Prague aura lieu le 25 février 1948. Il est peut-être difficile d'accepter cette hypothèse à 100%, néanmoins Walter Lippman, le célèbre journaliste américain de l'époque, soulignera les relations de causes à effets entre les événements d'Allemagne occidentale et ceux d'Europe centrale. Il insiste dans ses éditoriaux pour que les Etats-Unis ne favorisent pas la division de l'Allemagne qui conduirait inévitablement à des accords et à des traités de paix séparés.

Pour Harriman, ambassadeur à Moscou, qui n'était pas une colombe, Staline à la fin de la guerre n'avait pas encore arrêté sa politique extérieure. Dès lors l'on peut penser que l'intuition de Marshall et le jugement de Lippman cernaient la vérité de très près.

La catalyse atomique de la guerre froide

| Années | Nombre d'essais nucléaires américaines | Nombre de bombes américains | Evénements politiques |
|--------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1946 | 2 30 juin, Bikini, 23 Kt 24 juillet Bikini, 23 Kt | 9 | <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du plan Baruch, le 14 juin à l'Onu. - Loi MacMahon du 2 août protégeant le secret atomique. - Discours de Byrnes le 6 septembre à l'opéra de Stuttgart annonçant la fusion des zones américaine et britannique (bizonie). |
| 1947 | 0 | 13 | <ul style="list-style-type: none"> - Création de la bizonie en janvier. - Discours de Churchill le 5 mars au collège de Westminster à Fulton dans le Missouri: le danger soviétique: «le rideau de fer». - Doctrine de Truman du 12 mars devant le Congrès. - Présentation du plan Marshall le 5 juin à l'Université de Harvard. - Arrêt du démantèlement industriel dans la bizonie. |
| 1948 | 3 14 avril Enewetak, 37 Kt | 56 | <ul style="list-style-type: none"> - Négociations secrètes au Pentagone entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada, en mars, pour fonder l'OTAN. - Le Benelux et la France rejoignent, en été, les 3 fondateurs de l'OTAN. - Création de l'organisation européenne de coopération économique le 16 avril pour coordonner le plan Marshall. - La résolution Vandenberg du 11 juin autorise le gouvernement américain à s'engager en temps de paix dans des alliances militaires. |

| | | | |
|------|------------------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | 30 avril, Enewetak, 49 Kt 14 mai, Enewetak, 18 Kt | | <ul style="list-style-type: none"> - Réforme monétaire du 18 juin dans la bizonie. – Projet de loi portant sur la conscription américaine du 19 juin. - Début du blocus de Berlin le 22 juin. - Réforme monétaire dans les zones occidentales d'Allemagne et de Berlin le 18 juin. - Discours de Churchill du 18 octobre sur la nécessité des bombes atomiques pour le maintien des libertés humaines. |
| 1949 | 0 | 169 | <ul style="list-style-type: none"> - Signature, le 4 avril, du traité de l'Atlantique Nord à Washington par les 12 ministres des Etats-membres.¹⁷ - Levée du blocus de Berlin le 9 mai. - Promulgation le 25 mai de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. - Constitution du 30 mai de la République démocratique d'Allemagne. Adenauer devient chancelier de la RFA le 14 septembre. - La RFA bénéficiaire de l'aide du plan Marshall le 16 décembre. |
| 1950 | 0 | 298 | <ul style="list-style-type: none"> - A Stockholm le 18 mars lancement de la campagne pour l'interdiction de la bombe par le congrès mondial de la paix. - Joliot-Curie démis de ses fonctions de haut-commissaire à l'énergie atomique le 28 avril. - Le sénat américain vote l'International Security Act sur la proposition de McCarthy. |

¹⁷ En 1952 la Grèce et la Turquie rejoindront l'OTAN, en 1955 ce sera l'Allemagne et en 1982 l'Espagne deviendra le 16e partenaire.

Plusieurs chercheurs ont découvert ou souligné tout récemment une série d'événements qui étaient passés inaperçus ou ignorés. Ils sont révélateurs du bon comportement et de la bonne volonté des Soviétiques.

Les élections d'automne 1945 en Hongrie et sous contrôle soviétique ont consacré la défaite des groupes communistes et apparentés.

En septembre 1945, Moscou a retiré unilatéralement ses troupes de Norvège malgré ses demandes réitérées visant à installer des bases militaires communes sur l'île des Ours et le Spitzberg.

En décembre 1945, Moscou accepte des non-communistes dans le gouvernement roumain de Groza, ce qui rend possible la reconnaissance de ce pays par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

A la même époque, les troupes soviétiques se retirèrent de Tchécoslovaquie et des élections libres permirent l'arrivée d'un gouvernement de coalition où communistes et non-communistes s'étaient engagés à laisser le pays ouvert aux influences de l'Est comme de l'Ouest. Comme l'exprime très bien L. Marcou, la Tchécoslovaquie aurait pu avoir le régime de la Finlande si la géopolitique de la guerre froide ne l'avait jetée dans l'engrenage infernal d'un monde devenu malade.

Au printemps 1946 les Soviétiques quittent l'île danoise de Bornholm dans la Baltique au sud des côtes suédoises.

Pendant la guerre civile de Grèce, Staline abandonne les communistes grecs en conformité avec les accords passés le 9 octobre 1944 entre Churchill et lui-même sur les zones d'influence. La Grèce, malgré les aspirations révolutionnaires d'une bonne partie de sa population, restera dans le camp occidental.

En Autriche, l'armée soviétique contrôle les élections dans sa zone d'occupation et se retire normalement en 1955 après la signature du traité de paix.

Les Soviétiques font savoir à Maurice Thorez qu'ils ne soutiendront pas une prise du pouvoir par les communistes français afin d'éviter un conflit international dont l'URSS ne

sortirait probablement pas victorieuse (le renseignement américain a obtenu le compte rendu de cette conversation en novembre 1946).

En 1946 les troupes soviétiques quittent l'Iran. Après leur départ, l'armée iranienne démantèlera les deux républiques autonomes, l'une azerbaïdjanaise, l'autre kurde, dont l'établissement avait été favorisé par l'occupant.⁶

Selon Alperovitz, d'anciens responsables soviétiques passés à l'Ouest ont révélé sur la base de documents que d'importantes voies de chemin de fer venant de l'URSS à travers l'Europe centrale avaient été enlevées à titre de réparation dans les premiers jours de l'après-guerre. Cette révélation semble indiquer que l'occupation aurait dû être de courte durée et que les troupes devaient se hâter pour emporter le plus de matériel possible.

En Asie, Staline a soutenu le chef nationaliste Tchang Kaï-Chek contre les communistes chinois et les troupes soviétiques ont évacué la Mandchourie dès le mois de mai 1946.

Beaucoup d'historiens pensent que Staline ne souhaitait pas la guerre froide, la bonne volonté de l'URSS étant démontrée notamment par les statuts de neutralité octroyés à la Finlande et à l'Autriche. Après 1947 et 1948 l'attitude soviétique changera fortement suite au plan Marshall de juin 1947 considéré comme une menace économique devant attirer l'Europe orientale dans l'orbite occidentale. On pourrait y joindre les préparatifs secrets du Pacte Atlantique et la réforme monétaire dans les zones occidentales d'Allemagne et de Berlin le 18 juin 1948 qui va consacrer la scission économique des deux Etats allemands qui verront le jour en mai 1949.

A la fin de l'année 1947 on assistera à de nouveaux signes de raidissement de part et d'autre. Le discours incendiaire de Churchill à Fulton le 5 mars suivi une semaine après, au congrès, par la présentation de la doctrine Truman, exprimant sa volonté de lutter contre le communisme «partout dans le monde» et spécialement en Grèce et en Turquie, consacrent la guerre froide officiellement. On assistera fin 1947 à la dissolu-

tion des partis d'opposition en Pologne et en Hongrie ainsi qu'à la création du Kominform le 5 octobre.^(*)

L'Union soviétique se croyant menacée durcit sa position et se persuade de plus en plus que la guerre nucléaire approche. Le complexe de l'encerclement prend forme... et Staline pratiquera la guerre des nerfs en n'allant toutefois pas trop loin car il ne veut pas de conflit ouvert. La crise de Berlin l'illustre bien: ouverte le 18 juin 1948 avec l'introduction du nouveau Deutsch Mark occidental et suivie du blocus de Berlin le 22 juin elle se terminera le 9 mai 1949 à un moment où la division de l'Allemagne paraît irréversible.⁷

La diplomatie de la bombe

Avec la bombe «derrière la porte» lors des négociations avec l'URSS, les Etats-Unis pouvaient s'offrir le luxe de reconstruire le tissu industriel allemand et donc de réarmer l'ancien adversaire devenu le nouvel allié. L'URSS était placée devant le fait accompli et ce n'était pas la France qui aurait pu faire le contrepois face aux Anglo-Saxons.

En juin 1945, les Etats-Unis avaient plus de 12 millions d'hommes et de femmes sous les drapeaux, un an après, les effectifs étaient tombés à 3 millions et en 1947 la démobilisation s'achevait en ne laissant qu'un million et demi de militaires en activité. Avec de tels effectifs et étant donné la vulnérabilité des troupes stationnées en Europe, le réarmement de l'Allemagne et la concrétisation de la doctrine de Truman par la guerre de Corée notamment ne pouvaient être imaginés et imposés qu'avec l'appui de la bombe. La bombe n'empêcha donc pas le conflit pendant lequel «les Américains perdront plus d'hommes que durant la Seconde Guerre mondiale».⁸ La guerre de Corée va contribuer à l'intensification de la guerre froide avec un budget militaire américain qui va passer de 4% du PNB à 14%! Il se sta-

(*) Le Komintern, III^e Internationale communiste fondée en mars 1919 par Lénine, avait été dissoute en 1943 par Staline.

bilisera à 10% après la guerre, chiffre presque démentiel qui permettra ultérieurement l'engagement au Vietnam. Les archives devenues disponibles ont démontré que l'URSS, privée du prêt-bail (lend-lease) après la guerre, était dans l'impossibilité absolue d'attaquer l'Occident!

L'absence de voies ferrées en Europe centrale due au démantèlement de centaines de kilomètres de rails envoyés en Russie (une voie unique subsistait entre Berlin et la Russie), une traction chevaline de 50% dans l'armée rouge et des effectifs qui étaient passés entre 1945 et 1947 de 11.365.000 hommes à 2.874.000 avaient considérablement réduit le potentiel offensif des forces soviétiques. Selon un rapport de l'état-major américain de 1948, confirmé deux ans plus tard par la CIA, l'armée rouge n'aurait pu aligner que 800.000 hommes pour une attaque en Europe. Pour George Kennan même en l'absence de bombe atomique, les Soviétiques n'auraient pas attaqué l'Europe... Staline n'a pas soutenu militairement les Coréens du Nord et n'aurait approuvé le plan de Kim Il-Sung qu'après avoir été persuadé que les Etats-Unis n'interviendraient pas. Tous ces faits suggèrent que l'attitude soviétique était défensive et que la peur du rouge ou l'anticommunisme primaire était la conséquence d'une désinformation savamment entretenue par les diplomates et dirigeants du complexe militaro-industriel.

Séquelles de la guerre froide

La guerre froide, terme utilisé pour la première fois en 1947 par Bernard Baruch, s'est progressivement installée et développée entre 1944 et 1949 avec les problèmes posés par la guerre civile en Grèce dès 1944, les trois bombes d'Alamogordo, Hiroshima et Nagasaki en juillet et août 1945, le discours anti-soviétique du 5 mars 1946 prononcé par Churchill à Fulton suivi de celui de Truman du 12 mars devant le congrès, le rejet en partie justifié du plan Baruch sur la mondialisation du contrôle de l'énergie atomique en juin 1946 et le lancement du plan Marshall le 5 juin 1947. La guerre froide s'est alors intensifiée à l'occasion du

blocus de Berlin en 1948 et de la signature de Pacte Atlantique en avril 1949 à Washington par les 12 représentants des Etats-membres. Cette guerre froide a englouti des centaines de milliards de dollars, elle a connu des hauts et des bas mais la course aux armements conventionnels, atomiques, bactériologiques et chimiques (armements non conventionnels ABC) n'a connu aucun répit. Les infrastructures scientifiques sous-tendant la recherche et le développement en matière d'armement n'ont fait que croître et se multiplier. Aujourd'hui, en 1995, des milliers de chercheurs et d'ingénieurs peuvent vivre en se consacrant à la mise au point de nouvelles armes conventionnelles et nucléaires (obus à haut pouvoir pénétrant utilisant des alliages à base d'uranium dilué, missiles intelligents, F-16 à carapace anti-radar, minibombes nucléaires, système de satellites de commande pour la guerre nucléaire...). Certains laboratoires de recherche atomique, bactériologique, virologique et chimique continuent leurs activités dans le domaine des applications militaires en déclarant officiellement qu'ils s'occupent du contrôle, de l'assainissement et de la destruction des stocks (nouvelles bombes pour l'incinération et la destruction des stocks d'armes chimiques et bactériologiques). Quant aux chercheurs et ingénieurs qui travaillent à la mise au point d'armes de destruction massive ils prétendent qu'elles sont tellement terrifiantes que jamais on ne pourra les utiliser. Ce n'était pas l'avis de MacArthur ou des diplomates pendant la guerre de Corée ou des stratèges lors de la guerre d'Indochine et de celle du Vietnam. L'équilibre par la terreur, proposé par les chercheurs de Los Alamos ou d'Arzamas-16, est à l'origine du principe sacré de la dissuasion, soi-disant garante de la sécurité nationale. «Si tu veux la paix, prépare la guerre» était aussi le point de vue à des degrés divers d'un Bohr, d'un Szilard, d'un Oppenheimer, d'un Sakharov, d'un Einstein. Beaucoup d'entre eux ont néanmoins révisé leur jugement face à l'escalade de la prolifération nucléaire au cours de leur vie. Le degré de folie et d'inconscience manifesté par certains au cours de ces recherches, essais, production et déploiement dépasse l'imagination; le degré de pollution et de destruc-

tion de l'environnement et de la santé des populations principalement dans l'ex-URSS et aux Etats-Unis est incommensurable aujourd'hui et pour l'avenir.

L'écroulement de l'URSS est probablement au moins en partie la conséquence d'un effort extraordinaire et démesuré en matière nucléaire et spatiale qui a déstabilisé l'économie et marginalisé de nombreux secteurs sociaux dont ceux de la santé, du logement et de l'environnement. La même constatation peut être faite pour les Occidentaux même si le «niveau de vie» utile et inutile est supérieur pour ces derniers. Ce déséquilibre dans les activités économiques se maintient spécialement là où la recherche et la production dans le domaine du nucléaire militaire – lié au civil – sont toujours très actives. Le déficit budgétaire équivaut souvent au budget de la défense. Des pays comme l'Allemagne et le Japon ayant relativement peu investi dans l'armement ont connu une plus grande prospérité mais cette situation semble changer puisque leurs gouvernements sont de plus en plus impliqués dans des programmes militaires. Enfin l'argent en provenance des intérêts de la dette (principalement du Sud) transféré dans les banques internationales va en partie servir à payer le démantèlement des armes nucléaires de l'ex-URSS. Plusieurs centaines de milliers de dollars prélevés sur le Fonds monétaire international et à la Banque mondiale sont prévus à cet effet (suite à des accords entre les Etats Unis, la Russie et l'Ukraine).

Les séquelles et les crimes liés à la course aux armements nucléaires sont particulièrement effrayants que ce soit du côté américain, soviétique ou anglais. Côté français, malgré les nombreux accidents,^(*) l'affaire Greenpeace et la dissimulation des dossiers médicaux de 10.000 travailleurs polynésiens, le bilan

(*) Entre 10 et 20 personnes ont été tuées au moment de ces accidents. On n'a jamais pu prouver les accusations de la télévision algérienne du 11 mai 1985 qui prétendait que 150 prisonniers algériens avaient été exposés aux radiations durant l'essai aérien de Reggane du 13 février 1960. Ce qui est certain c'est qu'après les accords d'Evian de 1962, l'Algérie autorisa la France à poursuivre ses essais souterrains pendant 5 ans!

semble moins chargé, du moins en apparence; côté chinois nous manquons presque totalement d'informations mais les rumeurs transmises par les Tibétains ne sont pas brillantes en ce qui concerne les conditions de travail dans la région de Lop Nor (site des essais nucléaires chinois dans la partie occidentale du pays). Nous n'allons pas reprendre ici les cas des nombreuses pollutions radioactives signalées aux Etats-Unis (Hanford, Savannah River, Nevada...), dans le Pacifique (Bikini, Enewetak,...), sur les territoires de l'ex-URSS (Semipalatinsk, Nouvelle-Zemble, Oural,...) ou en Australie (Maralinga,...). De nombreuses publications ont été faites sur ce thème. Elles démontrent que les séquelles de la guerre froide dépassent l'imagination puisqu'elles concernent des centaines de milliers de km² de continents et d'océans pollués par les radionucléides. Les 511 essais nucléaires effectués dans l'atmosphère, la stratosphère et sous l'eau ont libéré 10.000 kg de plutonium 238, 239, 240 et 241 entre 1945 et 1980, soit une dose mortelle par 25 m² dans l'hémisphère nord. L'ensemble de ces essais atmosphériques provoqueront au minimum 500.000 cancers mortels avant l'an 2000 causés par des retombées radioactives agissant par voie externe (46%), par inhalation (8%) et par ingestion (46%).⁹

Dans ce chapitre, nous voudrions mettre l'accent sur de véritables investigations imaginées par des scientifiques et des militaires en vue de préparer la guerre nucléaire sur le plan défensif et offensif. Ces informations ont été présentées par madame Hazel O'Leary, la nouvelle secrétaire à l'Energie des Etats-Unis, le 7 décembre 1993, à l'occasion de la levée du secret sur toute une série d'expériences.

Parmi ces dernières, il faut citer 204 essais nucléaires secrets (dont une bonne centaine avaient été détectés par des géologues et sismologues), 725 kilos de plutonium radioactif en provenance de l'usine de Rocky Flats dans le Colorado enfouis sans autorisation dans l'Idaho, et une série d'expériences avec traceurs radioactifs pratiquées sur des humains, non seulement dans un but de protection (doses admissibles) mais aussi dans un but toxicologique (doses mortelles).

Ces recherches ont déjà été commentées dans la grande presse américaine (*International Herald Tribune*, *New York Times*, *Boston Globe*). C'est ainsi que 62 adolescents handicapés mentaux de l'école publique de Fernald à Waltham dans le Massachusetts ont dû ingérer des aliments contaminés par différents isotopes radioactifs. Dans le Tennessee, des pilules radioactives ont été administrées à 751 femmes enceintes, des nouveau-nés ont reçu de l'iode 131 dans cinq des Etats américains. En 1963, année de tension aiguë, 131 prisonniers de l'Oregon et de l'Etat de Washington se portaient volontaires (avec une rétribution de 200 dollars) pour se faire irradier les testicules. Certaines recherches utilisant le plutonium et les rayons X n'ont pas été faites dans un but médical en vue de définir des doses «acceptables» mais bien avec un objectif militaire dans l'utilisation de poisons radioactifs. Ce type d'application militaire a été poursuivi par les Anglais en Australie et par les Américains dans l'Utah.

Les Anglais ont réalisé plus d'une centaine d'essais avec aérosols de plutonium (22 kg de Pu) à des altitudes de plus de 1000 m et sur des distances de plus de 150 km dans les régions de Maralinga et Taranaki.¹⁰ Ces expériences faites entre 1952 et 1963 combinant des explosifs et des poisons radiologiques ont gravement atteint la tribu aborigène Tjarutja de Maralinga.

Les docteurs Hamilton et Stone ont participé activement des recherches de radiocontamination pratiquées sur des patients gravement malades. Ils ont ensuite proposé des expériences de radiocontamination chez les humains pour le compte de l'armée américaine. Ces investigations montrent qu'elles n'étaient pas poursuivies pour accréditer la dissuasion mais bien pour préparer une guerre nucléaire. Ces expériences comparables à celles pratiquées par les médecins nazis dans les camps de concentration étaient programmées pour préparer des offensives radiologiques. Arjun Makhijani de l'Institut de Recherches sur l'Energie et l'Environnement à Takoma Park dans le Maryland confirme cette présomption.

Un rapport récent, émanant du comité consultatif des Etats-Unis sur les expériences radiologiques humaines menées pen-

gant la guerre froide et qui a été constitué par le président Clinton en 1993, a révélé des faits ahurissants sur des essais pratiqués dans différentes cliniques.¹¹ Les militaires ont passé des contrats avec des chercheurs pour étudier les effets des radiations sur l'homme. Les résultats de ces essais devaient servir à la protection des troupes, des travailleurs et des équipages des bombardiers nucléaires. La plupart des patients sélectionnés étaient atteints de cancers généralisés ou d'arthrites. D'autres étaient en parfaite santé pour servir d'échantillon-témoin. Selon les médecins, les patients étaient consentants et informés. Néanmoins, les enquêteurs n'ont pu obtenir des documents probants à ce sujet. Le plus souvent, les patients n'étaient informés que très partiellement sur les risques et les effets secondaires. Aucune information n'était donnée sur les objectifs militaires. Les expériences d'irradiation globale du corps consistaient à donner des doses de 50 à 300 rads, dans certains cas 600 rads, soit des doses pouvant entraîner la mort dans le mois suivant. A l'université de Cincinnati, 88 patients furent utilisés, le plus souvent des Noirs, des indigents ou des débiles mentaux. Des expériences similaires ont eu lieu à San Francisco, à Oak Ridge, à Chicago, à Houston, à New York. Le comité consultatif poursuit ses investigations et de nouveaux rapports sont attendus.

En plus des mineurs travaillant à l'extraction de l'uranium, des travailleurs devant produire des bombes, en plus des centaines de milliers de militaires et de civils qui ont été soumis à des expositions radioactives au cours des essais nucléaires sur le terrain (Nevada, Bikini, Oural), en plus des populations humaines soumises pendant des dizaines d'années aux retombées radioactives, il y a eu dans un but médical et militaire des expériences méthodiques avec injection de différents éléments radioactifs dont le tristement célèbre plutonium. Nous ne voyons encore que le sommet de l'iceberg car le dépouillement des dizaines de milliers de pages «déclassifiées» nous réserve encore des horreurs dignes de celles qui se sont passées pendant la dernière guerre mondiale. La guerre froide, sournoise et hypocrite, a

non seulement déstabilisé l'économie mondiale mais a encore détruit des milliers de vies humaines. La sacro-sainte raison d'Etat et les principes de sécurité ont transformé la dissuasion en véritable préparation à la guerre, foulant au pied la dignité et les droits de l'homme. La discrimination, en matière de radio-contamination, entre les populations métropolitaines et colonisées est un acte patent de racisme qui s'exerce ou s'est exercé aux Etats-Unis (Shoshones), en Australie (Aborigènes), en URSS (Kazakhs), en Polynésie française et dans les territoires les plus occidentaux de la Chine (Lop Nor).⁽¹⁾ Pourquoi les Anglais et les Français ne font-ils pas leurs essais sur le territoire métropolitain?

Pourquoi les Américains ne réalisent-ils leurs essais au Nevada que si le vent souffle en direction des Shoshones ou des fermiers de l'Utah?

Aucune considération n'a été prise pour les indigènes, les handicapés, les prisonniers lors des expérimentations qui devaient établir des normes admissibles de radioactivité en cas de guerre. Ces dernières expériences constituent déjà une violation du code de Nuremberg qui exige le consentement des volontaires et la protection de ces derniers sur le plan sanitaire. Beaucoup plus graves sont les expériences militaires qui prévoyaient purement et simplement l'utilisation d'agents toxiques radioactifs.

On réunit des conseils de bioéthique pour savoir si une femme de 50 ou 60 ans peut encore avoir un enfant. On pleure sur des animaux d'expérience en recherche fondamentale mais on a ignoré totalement les hommes et les animaux qui ont été soumis à des expériences d'irradiation (combinées à des brûlures pour les habitants d'Hiroshima et Nagasaki et pour les animaux soumis aux tests) lors des essais nucléaires ou à l'occasion d'injections de plutonium dans les cliniques et laboratoires.

⁽¹⁾ Pendant les deux guerres mondiales, les troupes algériennes, marocaines et sénégalaises, très souvent placées en première ligne, ont laissé des dizaines de milliers de morts dans les cimetières de Belgique et de France

Aujourd'hui, la guerre et sa préparation excluent toute considération humaine et ignorent les lois internationales. Les victimes civiles sont de loin plus nombreuses que les militaires. Pour purifier la race ou assumer la sécurité du territoire, l'on transforme les scientifiques, les ingénieurs et les médecins en criminels passibles des lois de Nuremberg.

Il faut toutefois souligner que les expériences des années 1940 à 1970 ont été réalisées dans une quasi-inconscience des droits de l'homme, ce qui démontre une fois de plus que si la science progresse furieusement, la morale ou l'éthique restent stationnaires... Les conclusions de Bertrand Russel (militant contre l'utilisation militaire de l'arme nucléaire) sont toujours d'actualité!!! Les chercheurs participent souvent à des actions criminelles dans une parfaite insouciance. Le jugement à rendre est très complexe; beaucoup d'inconscience, de l'ignorance, de l'imprudence, des erreurs, et dans certains cas des crimes parfois atténués par les premiers éléments cités. Obéissance aux pouvoirs politique et militaire sont à verser dans le dossier de la responsabilité criminelle.

Grâce à madame Hazel O'Leary⁽¹⁾ le voile est levé très partiellement sur ces horreurs...

La démocratie est très partiellement réhabilitée avec un très sérieux retard. Espérons que cette transparence va continuer afin de nous permettre de prendre conscience de la perversité collective de la société et de sa médecine totalitaire bien ou mal intentionnée.

Conclusions

A cause de leur énorme potentiel militaire les Etats-Unis ont porté la plus grande responsabilité de la guerre froide. La paix a été saccagée en grande partie par Churchill (discours de Fulton)

⁽¹⁾ Les déclarations de O'Leary au sujet de compensations éventuelles ont déclenché des dizaines de milliers d'appels au Département de l'Energie qui a été obligé de tripler le nombre de téléphonistes pour l'amener à trente-six et d'étendre les périodes d'écoute à plus de quatorze heures par jour.

et les Américains, représentés par Truman et le complexe militaro-industriel, qui détenaient le monopole de l'arme atomique avant 1949 et qui pouvaient donc se permettre d'appliquer de nombreux éléments de la doctrine du président confortée par l'analyse de Kennan. Cet état de fait ne pouvait qu'envenimer une situation qui devint démentielle avec la création de l'OTAN et de son armement nucléaire.

Les Etats-Unis, l'OTAN et l'arme nucléaire constituent une trilogie; les Etats-Unis ont engendré l'OTAN et le lien qui les unit est une sorte de principe tabou et sacralisé, représenté par l'arme nucléaire. Le dogme de base de cette trilogie est la dissuasion nucléaire.

Après Potsdam, en septembre 1945, le dialogue de sourds s'est installé malgré l'article paru dans la revue *The Economist* du 25 mai 1945. Ce dernier admettait que la sécurité de l'URSS devait nécessairement prendre appui sur une Pologne amie ainsi que sur les mines de Haute-Silésie pour remplacer celles du Donbass détruites par les Allemands. Cette incompréhension entre Occidentaux et Russes sera accentuée avec le plan Marshall, inacceptable pour les Soviétiques, parce qu'il aurait provoqué une trop grande dépendance à l'égard de l'Occident. La conséquence en sera la constitution d'un glacis de pays satellites de plus en plus soumis au Kremlin. Symétriquement l'occupation de l'Europe d'une part, du Japon et du Pacifique d'autre part par les Etats-Unis va concrétiser la volonté américaine de se constituer deux zones d'influence, l'une sur le glacis européen occupé par l'OTAN, et l'autre sur le glacis occidental du Pacifique contrôlé exclusivement par les Etats-Unis (en utilisant éventuellement les Nations unies) et allant bien au-delà du Japon (Corée, Vietnam).

Enfin, du secteur nucléaire seront exclus en priorité les Soviétiques, l'ensemble des Nations unies y compris la Belgique et sa colonie qui avait fourni la grosse partie de l'uranium de la bombe d'Hiroshima et même la Grande-Bretagne et le Canada qui avaient sérieusement contribué au projet Manhattan. Le fléau nucléaire est loin d'être éradiqué. Aujourd'hui, en 1995, l'élargissement de l'OTAN vers l'Est implique la nucléarisation des

pays de l'Europe centrale et orientale. C'est déjà le cas, depuis le 1^{er} janvier 1995, avec les nouveaux Länder d'Allemagne orientale où les forces opérationnelles de la Bundeswehr ont été affectées à l'Alliance nord-atlantique. Les accords Kohl-Gorbatchev n'auront pas fait long feu... Rappelons qu'ils avaient interdit, au moment de la réunification de l'Allemagne, le déploiement vers l'Est de l'OTAN et de ses armes nucléaires. Il est difficilement imaginable que les Russes acceptent des armes nucléaires à proximité de leurs frontières. Ce qui est dramatique c'est que de nombreux pays de l'Europe orientale considèrent leur entrée à l'OTAN comme un préambule presque indispensable pour entrer dans l'Union européenne. Il est vrai que l'Union de l'Europe occidentale, depuis le traité de Maastricht, manifeste de plus en plus sa volonté d'imposer l'arme nucléaire à l'ensemble de l'Union européenne malgré les réticences de l'Irlande, de l'Autriche et de la Suède, qui se sont récemment exprimées à New York, en avril 1995, à l'occasion de la prorogation du TNP.

En guise d'épilogue, il nous reste à considérer les problèmes qui se sont posés en 1945 et qui se présentent aujourd'hui en 1995. Pourquoi Hiroshima et pourquoi le maintien de l'arme nucléaire cinquante ans après?

Les différentes raisons invoquées pour justifier l'inexcusable sont diverses et complexes.

La plus classique et la plus erronée que l'on retrouve partout malheureusement était qu'il fallait hâter la fin de la guerre pour éviter des centaines de milliers de morts américains. Une variante existe, plus solidaire en quelque sorte, sauver des vies américaines et japonaises. Cette explication répétons-le est non valable, les archives militaires américaines démontrent que la bombe n'a eu aucun impact et que la reddition japonaise n'était plus qu'une question de jours ou de semaines. Tout au plus la bombe a servi de prétexte pour la capitulation japonaise.

Une autre explication qui a tout son poids est qu'il fallait utiliser ces deux ou trois bombes qui avaient coûté deux milliards⁽¹⁾

⁽¹⁾ Équivalent aujourd'hui à 28 milliards de dollars.

de dollars et occupé 130.000 travailleurs. Après une telle performance il fallait l'utiliser par orgueil et à tout prix. Le germe du prestige était déjà présent. Etaient étroitement liées à cet état d'esprit la volonté de vengeance et de terrorisme et la perversité de l'expérimentation sur des cobayes humains: une bombe à l'uranium pour Hiroshima, une au plutonium pour Nagasaki.

Une troisième explication consiste à dire qu'il fallait lancer la bombe pour empêcher les Russes d'occuper le Japon. Cette version est en grande partie fautive car l'armée rouge, essentiellement continentale, n'était pas équipée pour un tel débarquement.

La quatrième explication était qu'il fallait mettre fin à la guerre très rapidement pour empêcher l'expansion de l'URSS en Extrême-Orient et plus spécialement en Mandchourie et dans le nord de la Chine. Truman, nous l'avons vu, s'est employé à faire accélérer les négociations de paix qui ont abouti moins d'une semaine après Nagasaki tout en préservant la fonction et la personne impériale.

La cinquième explication était de démontrer la puissance militaire américaine et d'utiliser la bombe comme arme diplomatique dès la conférence de Potsdam et plus tard pour activer la calamiteuse guerre froide.

Le prix de la bombe, arrêter l'expansion de l'armée rouge en Mandchourie et en Corée et démontrer l'hégémonie américaine constituent les trois raisons essentielles qui ont conduit à l'emploi de la nouvelle arme nucléaire au mépris des règles du droit international.

Après Alamogordo un colloque eut lieu à Los Alamos pour examiner l'impact de la bombe sur l'opinion américaine. Selon certains scientifiques l'utilisation de la bombe était justifiée même si elle n'avait servi qu'à raccourcir la guerre d'une minute vu le prix énorme qu'elle avait coûté.

Pour conclure, l'holocauste d'Hiroshima et de Nagasaki a été perpétré pour utiliser un engin qui avait coûté les yeux de la tête et pour mettre fin à la guerre très rapidement, afin d'arrêter l'URSS dans son expansion en Extrême-Orient. La bombe destinée à dissuader les nazis a finalement été utilisée pour contenir l'avance du communisme.

Aujourd'hui, cinquante ans après, le concept de dissuasion nucléaire reste bien présent. Il est dirigé contre une foule d'ennemis imaginaires y compris le Tiers Monde. Il permet le maintien du lobby militaro-industriel qui emploie encore deux millions de chercheurs, d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers aux Etats-Unis, en Russie, en Grande-Bretagne, en France et en Chine. C'est une arme diplomatique et de prestige qui maintient en esclavage les pays non-détenteurs. La dissuasion nucléaire, qui conduit nécessairement à l'emploi de l'arme atomique, est une véritable escroquerie sociale. «La dissuasion et la course aux armements mènent à des programmes intensifs de recherches scientifiques en vue de fabriquer des armes nouvelles», nous dit Bert Roling¹² et il ajoute: «Les cercles militaires et les cercles de l'industrie des armements s'associent pour former un groupe de pression qui se fait l'avocat de programmes d'armements toujours plus ambitieux.» Il rejoint par ces paroles l'avertissement lancé par Eisenhower sur les dangers du complexe militaro-industriel. Après la Seconde Guerre mondiale, il avait parfaitement pris conscience du danger de l'arme nucléaire, facteur essentiel de déstabilisation et de menace pour la paix.

5
ÉPILOGUE

La commémoration du cinquantième anniversaire de la tragédie d'Hiroshima et Nagasaki a déjà provoqué et provoque encore aux États-Unis et au Japon des débats passionnés à propos d'initiatives prises notamment par la poste américaine et la prestigieuse Smithsonian Institution de Washington.

Un premier incident s'est produit à l'occasion du projet de la poste américaine qui voulait éditer un timbre à l'effigie du champignon atomique accompagné de la mention «La bombe atomique a hâté la fin de la guerre en août 1945». Les réactions négatives émanant de la population japonaise furent très nombreuses et transmises par voie diplomatique au gouvernement américain par le ministre des Affaires étrangères Yohei Kono. Le maire de Nagasaki, Hitoshi Motoshima, jugea l'initiative déplacée et cruelle en rappelant que des centaines de milliers de civils étaient morts suite aux deux bombardements atomiques. D'autres chroniqueurs n'ont pas manqué d'évoquer ce qu'auraient été les réactions américaines si la poste japonaise s'était permise d'éditer des timbres pour commémorer en 1991 le cinquantième anniversaire de l'attaque japonaise du 7 décembre 1941 sur Pearl Harbor. Finalement la poste américaine a judicieusement retiré son projet de représentation du champignon atomique pour le remplacer par celle de Harry Truman. Certains n'y verront qu'une alternative peu réjouissante qui rappelle malheureusement le timbre anglais représentant le général Harris, le boucher de Dresde, commandité par W. Churchill pour effectuer cette action de pure barbarie.

Le deuxième incident, beaucoup plus grave, eut lieu lorsque les vétérans de la Seconde Guerre mondiale découvrirent les préparatifs d'une exposition commémorant la fin de la guerre organisée par le musée de l'aéronautique et de l'espace qui dépend de la prestigieuse Smithsonian Institution de Washington. Dans cette exposition devaient figurer des documents variés sur Hiroshima et

Nagasaki y compris le fuselage avant de l'*Enola Gay* qui largua la bombe. Kai Bird, membre de la fondation J. et D. MacArthur, retrace avec précision, dans un article de l'*International Herald Tribune* d'octobre 1994,¹ l'incroyable humiliation imposée par des groupes de pression, comprenant des anciens combattants et des politiciens conservateurs, qui exigèrent le retrait ou la modification des textes qui décrivaient et expliquaient de façon exemplaire les tragiques événements du mois d'août 1945.

Cent quatre-vingt mille anciens combattants américains ont refusé un uniforme d'écolier déchiré et à moitié brûlé, avec des éléments métalliques fondus, retrouvé dans les décombres d'Hiroshima qui leur était proposé pour l'exposition de l'*Enola Gay* de Washington. Pour les dirigeants de ces vétérans, le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki était nécessaire car il a mis fin plus rapidement à la guerre et épargné de ce fait la vie de plus de 500.000 soldats. Ces anciens combattants, dont le courage et le sacrifice doivent être rappelés et exaltés pour nous avoir délivrés de régimes dictatoriaux, ont été malheureusement manipulés par des politiciens et des militaires qui ne souhaitent pas revenir sur les véritables raisons de la destruction d'Hiroshima et Nagasaki. Une presse chauvine, partisane et forcément conservatrice décrit ces historiens de la Smithsonian Institution comme des anti-américains, des gauchistes ou des opposants à la guerre du Vietnam.

Suite à plusieurs réunions à huis clos en compagnie des responsables des vétérans, la direction a dû s'incliner devant la volonté du pouvoir politique. Les historiens ont dû accepter les thèses officielles à savoir que la bombe avait permis de sauver la vie à plus d'un million de soldats et que le président Truman avait pris la décision d'utiliser l'arme atomique dans le but exclusif de sauver le plus grand nombre possible de vies humaines. Finalement, suite à des réactions en sens divers, le projet a purement et simplement été retiré. Seul le fuselage de l'*Enola Gay* subsistera dans l'exposition...

Des avis très partagés circulent dans la presse au sujet de l'utilité ou de l'inutilité de la bombe pour hâter la fin de la guerre.

Les experts et historiens qui défendent la thèse de l'utilité de la bombe s'appuient en général sur la détermination et la volonté d'une défense japonaise à outrance ainsi que sur un certain potentiel militaire. Denis Warner² prétend que le Japon disposait encore de 12.725 avions le 15 août et que la production de juillet avait encore été de 1.131 appareils. Il affirme que des centaines d'avions kamikazes étaient prêts à arrêter les envahisseurs du territoire nippon et que dans ces conditions la guerre aurait pu se prolonger pendant plusieurs mois voire plusieurs années.

Les partisans de l'utilité de la bombe ajoutent que sans Hiroshima et Nagasaki, les Soviétiques auraient pu envahir le nord du Japon et le transformer en un nouvel échiquier d'occupation avec les mêmes problèmes que ceux rencontrés en Allemagne. Ces explications paraissent peu réalistes si l'on prend en compte d'une part la détermination de l'empereur qui voulait mettre fin au massacre et d'autre part l'état de désagrégation avancé de l'économie nipponne spécialement en matière de ravitaillement alimentaire et de carburants. Ces commentaires peu objectifs au sujet de l'utilité de la bombe dissimulent le plus souvent la justification de l'armement nucléaire en général, c'est-à-dire un moyen de chantage et d'intimidation hier dirigé contre l'URSS aujourd'hui contre le Sud. On retombe dans l'éternel problème énoncé dans la sentence bien connue «Si tu veux la paix, prépare la guerre». Une guerre exacerbée, nucléaire s'il le faut! Une défense maximale qui ignore le concept d'optimalisation!

Plusieurs chercheurs et historiens de haut niveau comprenant Basil H. Liddell Hart, Barton J. Bernstein, Martin J. Sherwin, Robert Messer, James Hershberg, Gar Alperovitz, Melvyn P. Leffler et Stanley Goldberg ont déclaré à de nombreuses reprises que des démarches diplomatiques japonaises assorties de garanties sur le statut futur de l'Empereur ainsi que l'entrée imminente de l'URSS en guerre venant s'ajouter à l'écroulement de l'industrie nipponne devaient nécessairement conduire à la reddition. Il est prouvé par de nombreuses archives que cette capitulation aurait eu lieu avant le début de l'offensive américaine, c'est-à-dire pour le 1^{er} novembre ou au plus tard pour le 31 dé-

cembre et cela même en l'absence de bombardement atomique et de déclaration de guerre de l'URSS.

Si la bombe a peut-être servi de prétexte pour une capitulation «honorable» de la part du Japon deux facteurs ont très fortement contribué à mettre fin à la guerre. Le premier fut l'entrée en guerre de l'URSS en Mandchourie où les progressions furent d'emblée très importantes de même qu'en Corée du Nord jusqu'au 38^e parallèle et à Karafouto Shima (Sakhaline). Le second fut l'intervention de l'Empereur au sein du cabinet restreint, le 9 août, où il exigea une réunion spéciale lui permettant de prendre la décision finale.

Selon Liddell Hart, «l'emploi de la bombe atomique n'était pas réellement nécessaire pour obtenir ce résultat (la reddition japonaise). Avec les neuf dixièmes de sa marine marchande coulés ou hors service, sa flotte et son aviation paralysées, ses industries en ruine et le ravitaillement alimentaire de sa population en voie de tarissement rapide, l'effondrement du Japon était déjà certain.»

Et Liddell Hart ajoute que c'était l'opinion de Churchill. Cette déclaration du célèbre historien devrait néanmoins être vérifiée si l'on se réfère au discours tout à fait différent tenu par Churchill aux Communes le 16 août 1945 où il prétendit que la bombe avait permis d'épargner la vie d'un million d'Américains et de 250.000 Anglais. Il est vrai que les avis peuvent varier en fonction des circonstances, spécialement en politique.

En conclusion l'on peut reprendre les paroles de M. S. Blackett, membre du comité consultatif pour l'énergie atomique auprès du gouvernement de sa majesté britannique et rapportées par Aragon dans son *Histoire parallèle*: «Le lancement des bombes atomiques ne fut pas tant le dernier acte militaire de la Deuxième Guerre mondiale, que le premier de la guerre froide diplomatique avec la Russie actuellement en cours.»

Finalement il semble bien que les visiteurs de l'exposition sur *l'Enola Gay* à Washington en seront réduits à regarder le fuselage du B-29 sans autres commentaires. C'est dommage pour le directeur du musée de l'aéronautique et de l'espace, Martin

Harwit,^(*) qui avec enthousiasme et persévérance avait tenté de dépassionner le débat entre patriotes et historiens révisionnistes. Tâche très difficile si pas impossible!

^(*) Le directeur Harwit a finalement donné sa démission.

ALTERNATIVES À L'ESCROQUERIE
DE LA DISSUASION

Le lecteur de ce livre s'est probablement rendu compte que la dissuasion nucléaire – c'est-à-dire l'intimidation atomique, la menace de la destruction massive ou le chantage par la terreur – principalement prônée par les puissances capitalistes est généralement acceptée avec résignation par un public politiquement anesthésié et rendu indifférent. Les médias nous entretiennent certes sur les dangers superficiels de la prolifération mais jamais ils ne nous informent sur la cause de ce fléau représenté par ce formidable système politico-militaire comprenant plus de deux millions de travailleurs impliqués dans l'armement nucléaire. Le concept de dissuasion nucléaire, qui selon les politiciens et diplomates garantit la paix, est en réalité indispensable à la survie du complexe militaro-industriel qui maintient en esclavage la société mondiale.

Le nucléaire militaire est à l'origine du nucléaire civil, ce dernier étant soutenu par des institutions internationales ou européennes comme l'Agence Internationale de l'Energie Atomique de Vienne ou l'Euratom. Le lobby nucléaire est mondial, il va jusqu'à influencer le Vatican pour favoriser l'installation de centrales nucléaires là où l'énergie hydroélectrique disponible n'est utilisée qu'à 1 ou 2% de ses capacités (barrage d'Inga au Zaïre).

La dissuasion nucléaire n'a pas empêché la guerre de Corée ni celle du Vietnam, mais elle les a rendues possibles pour les Etats-Unis qui disposaient d'une supériorité de feu nucléaire absolument écrasante. Ironiquement cette dissuasion nucléaire pourrait être remplacée par une alternative bien plus terrible qui consisterait à menacer de bombardement conventionnel les centrales nucléaires du pays ennemi (à Hiroshima et Nagasaki, la radioactivité avait pratiquement disparu après un mois, à Tchernobyl, et en Biélorussie la radioactivité

sera encore importante dans la première moitié du 21^e siècle).^(*)

Le complexe militaro-industriel est la partie la plus nocive du capitalisme, comme le nucléaire l'est par rapport à l'armement. Ce complexe, dénoncé par D. Eisenhower, est menacé de déclin suite à l'écroulement de l'URSS. L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'union de l'Europe occidentale s'emploient activement à sauvegarder l'arme nucléaire qui confère à ses détenteurs de nombreux avantages politiques y compris le droit de veto au sein du conseil permanent de sécurité des Nations unies. Un pays comme la France, frustré par la catastrophe de 1940, est nucléarisé à outrance sur le plan militaire comme sur le civil. Environ 75% de la population française est opposée à la poursuite des essais nucléaires avec curieusement peu de variations entre les fractions politiques, soit approximativement 70% d'opposition à droite, 80% à gauche et 90% chez les écologistes (sondage IFOP du 25 février 1994). Ces pourcentages sont complètement renversés dans la classe politique où l'on peut estimer sans risque majeur d'erreur qu'il y a certainement 70%, y compris les socialistes et monsieur Jospin, de partisans de la force de frappe, garante infaillible, comme la ligne Maginot en 1940, de la sanctuarisation de l'Hexagone. Ces gardiens de la force de frappe sont donc plus ou moins ouvertement ou hypocritement les avocats des expériences perpétrées sur les atolls de la Polynésie dite française. Un programme français de préparation à la limitation des expérimentations nucléaires (PALEN) a été mis au point par le Commissariat de l'Energie Atomique (CEA). Ce programme prévoit notamment des essais par simulation et autres expériences de laboratoires qui ne répondent pas à la définition légale de l'explosion nucléaire. Enfin n'oublions pas que même les communistes français ont défendu, à une certaine époque, la force de frappe.

En général, l'information sur les risques ou les conséquences d'une guerre nucléaire est réduite au maximum. Au Japon quel-

^(*) Comparativement à un accident dans une centrale, l'explosion d'une bombe atomique produit des radio-isotopes dont la demi-vie est plus courte.

ques institutions ont pour objectif le maintien du souvenir. Aux Etats-Unis, l'exposition sur Hiroshima et Nagasaki qui devait être présentée par la prestigieuse Smithsonian Institution a été supprimée. Les responsables américains, en masquant les conséquences dramatiques d'une guerre nucléaire, ont en quelque sorte «sapé une partie importante de leur politique étrangère» qui consiste à «décourager» ou à empêcher dans la mesure du possible «la prolifération des armes nucléaires». C'est l'avis de Moriyuki Motono, ancien ambassadeur du Japon à Paris, qui ajoute «que cacher les morts d'Hiroshima et de Nagasaki au public américain c'est priver les vivants d'une leçon indispensable». ¹ En guise d'alternatives pour tenter d'éradiquer le fléau nucléaire qui depuis cinquante ans pèse toujours sur la planète comme une épée de Damoclès, nous proposons d'examiner 5 pistes susceptibles de conduire à l'abolition de l'armement nucléaire:

- un Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TITEN) ou Comprehensive Test Ban Treaty (CTBT),
- une extension du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) illimité mais très sévèrement conditionné,
- un projet de demande auprès de la Cour internationale de justice pour déclarer l'arme nucléaire illégale (World Court Project),
- l'interdiction du retraitement des déchets nucléaires liés à la production du plutonium et d'uranium enrichi en 235,
- la création de nouvelles zones de dénucléarisation (Nuclear Free Zones – NFZ).

Le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires

C'est en mars 1954 que Nehru suggéra l'arrêt des essais nucléaires après les deux explosions thermonucléaires réalisées par les Etats-Unis à Bikini les 28 février et 26 mars 1954. La première, appelée *Bravo*, développa une puissance de quinze mégatonnes (Mt) soit 750 fois celle d'Hiroshima, la seconde, *Roméo*, libéra onze mégatonnes, soit l'équivalent de 500 Hiroshima.

Devant l'échéance d'un moratoire de plus en plus probable réclamé de divers côtés, les militaires se lancèrent dans une course folle pour réaliser un programme le plus complet possible. En 1958, les Américains effectuèrent soixante-deux essais dans l'atmosphère et quinze souterrains pour la mise au point de différentes têtes nucléaires devant armer les missiles Atlas, Titan I, Polaris, Titan II et Minuteman. Parmi ces essais, trois explosions eurent lieu au-dessus de l'Atlantique Sud à 550 km d'altitude pour la mise au point de roquettes. Les Soviétiques exécutèrent trente-cinq essais atmosphériques en 1958, la plupart sur le territoire de la Nouvelle-Zemble couvert de toundras particulièrement sensibles à la radiocontamination (Rennes). Finalement un moratoire de trois ans prendra cours du 30 octobre 1958 au 15 septembre 1961 pour les Américains et du 3 novembre 1958 au 1^{er} septembre 1961 pour les Soviétiques. C'est pendant ce moratoire que la France commencera ses premiers essais (trois en 1960 et un en 1961) et que des incidents diplomatiques perturberont les relations internationales. L'avion U2 américain abattu par les Soviétiques en mai 1960, l'affaire de Cuba en 1962⁽¹⁾ et la question de Berlin y contribueront très sérieusement.

Dès le 1^{er} septembre 1961, l'Union soviétique reprenait brusquement ses essais atmosphériques à une cadence effrénée soit cinquante-deux explosions en 1961 et soixante et onze en 1962 dont une thermonucléaire de cinquante-huit mégatonnes en Nouvelle-Zemble, le 30 octobre 1961. Cette explosion, la plus puissante jamais provoquée par l'homme, équivalait à 3.000 Hiroshima. Khrouchtchev avait déjà confié à McCloy, invité à Sotchi le 26 et 27 juillet 1961, que les scientifiques et militaires voulaient en faire exploser une de cent mégatonnes.² En mars 1962, Kennedy annonça que les Etats-Unis allaient reprendre leurs essais dans l'atmosphère si la proposition de traité

(1) En juillet 1962, les Américains décrètent le blocus de Cuba suite à l'installation de missiles nucléaires par les Soviétiques. Le 28 octobre, Krouchtchev fera enlever les missiles après avoir négocié secrètement le départ des missiles américains déployés en Turquie.

occidental sur les essais n'était pas acceptée (traité prévoyant différentes phases et un moratoire de trois ans pendant les négociations) pour le mois d'avril.³ L'URSS rejeta les propositions occidentales et les Américains procédèrent à trente-six essais atmosphériques d'avril à novembre 1962 dans le Pacifique aux îles anglaises de Christmas et Johnston. En échange, les Anglais ont reçu l'autorisation de tester au Nevada. Avec de telles quantités de charges nucléaires, la radioactivité de l'air se mit à grimper à des valeurs fabuleuses pour atteindre et dépasser celles des années 1958 et 1959. Après cette période de très graves tensions un certain dénouement s'opéra. Suite à des déclarations de conciliation, Kennedy et Krouchtchev reprirent contact «pour mettre un terme une fois pour toutes aux essais nucléaires».⁴ Le 15 juillet 1963, des négociations s'ouvraient à Moscou en vue d'un Traité d'interdiction totale des essais nucléaires et même d'un pacte de non-agression. Malheureusement, il fallut se contenter d'un traité sur l'arrêt partiel des essais nucléaires (Partial Test Ban Treaty), car une interdiction totale des essais n'aurait pas été ratifiée par le congrès américain. Le Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires, conclu en moins de trois semaines, fut signé le 5 août 1963 au Kremlin par Dean Rusk, Douglas Home et Andreï Gromyko, ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'URSS. Ce traité interdit d'effectuer des essais dans l'atmosphère, dans l'espace et sous l'eau.

Les signataires s'engageaient à poursuivre les négociations en vue d'aboutir au désarmement et à l'arrêt total des essais nucléaires. Bien que 112 pays se rallièrent à ce traité, la France et la Chine refusèrent de s'y associer. Les essais atmosphériques français ne devaient prendre fin – après une condamnation de la Cour internationale de justice – qu'en 1974 et les chinois qu'en 1980.

En 1974 fut signé à Moscou un traité de limitation des seuils (Threshold Test Ban Treaty, ТТВТ) qui interdisait des explosions souterraines d'une puissance de plus de 150 kt. L'année 1976 vit enfin un traité sur les explosions nucléaires pacifiques signé à Moscou et à Washington qui réglementait ce type de technolo-

gie destiné aux grands travaux de terrassement ainsi qu'à l'amélioration de la production de gaz et de pétrole par des secousses telluriques.

Après 1976, plus aucun traité ne sera signé. La politique étrangère des Etats-Unis se durcira sous la présidence de Jimmy Carter (1977-1980) et surtout sous Ronald Reagan (1981-1989). Les négociations en vue d'interdire les essais nucléaires furent interrompues par l'administration Carter suite à l'occupation de l'Afghanistan par l'armée rouge. Elles ne furent pas reprises sous la présidence de Reagan dont l'administration, lancée à fond dans l'initiative de défense stratégique, s'était absolument opposée à toute tentative visant à mettre un terme aux essais du Nevada. Le moratoire unilatéral décrété par l'URSS dans le courant des années 1985 et 1986 ne servit qu'à crispier l'administration du Pentagone qui, pendant cette période, procéda à vingt-trois essais annoncés et trois secrets. Le 22 février 1987, l'URSS perdait patience et fut dans «l'obligation» reprendre ses essais.

L'année 1990 verra l'unique et dernier essai nucléaire soviétique ainsi que l'accord germano-soviétique du 13 septembre signé pour vingt ans et qui engageait l'Allemagne unifiée depuis la veille à n'apporter aucune aide militaire à un pays en guerre avec l'Union soviétique. En outre l'Allemagne renonçait à nouveau aux armes de destruction massive ainsi qu'à l'extension de l'OTAN dans les territoires de l'ex-RDA.^(*)

Avec la dissolution de l'URSS en décembre 1991, la Russie reprenait à son compte les engagements de l'URSS concernant les accords internationaux et le désarmement. Des négociations longues et très fastidieuses prenaient cours avec les républiques devenues indépendantes pour transférer la totalité des armes nucléaires sur le territoire russe. Ces discussions ne sont pas encore terminées et nécessitent même des interventions américaines sur le plan diplomatique et financier (achats de matériel fissile).

(*) Cette clause a déjà été modifiée puisque l'OTAN peut exercer ses activités sur les territoires de l'Allemagne orientale depuis le 1er janvier 1995.

Le 8 avril 1992, le Premier ministre français Bérégovoy déclarait la suspension des essais nucléaires à Mururoa. Ce moratoire fut suivi «à contre cœur» le 2 octobre 1992 par celui du président Bush qui céda devant le Congrès et le signa pour une durée de neuf mois après avoir obtenu quelques compensations pour son geste généreux. Le 3 juillet 1993, Clinton prolongera le moratoire jusqu'au 30 septembre 1994 afin de faciliter les négociations du TITEN. Récemment il l'a re prolongé jusqu'au 30 septembre 1996 pour essayer de débloquer les pénibles discussions du Traité de non-prolifération (TNP).

Nous sommes en 1995 et il y a 50 ans que nous attendons un arrêt des essais nucléaires. Le comité Ad Hoc (constitué de 36 pays dont 5 de l'Est, 21 non alignés et 10 occidentaux et autres) chargé de négocier le TITEN a rencontré des difficultés de plus en plus insurmontables en 1994 et 1995.

Composition du comité Ad Hoc chargé de négocier le TITEN

| Pays de l'Est | Groupe des 21 (non alignés) | | | Pays occidentaux et autres | |
|---------------|-----------------------------|-----------|-----------|----------------------------|-----------|
| Bulgarie | Algérie | Argentine | Brésil | Australie | Allemagne |
| Hongrie | Cuba | Egypte | Ethiopie | Belgique | Italie |
| Pologne | Inde | Indonésie | Iran | Canada | Japon |
| Roumanie | Kenya | Mexique | Mongolie | France | Pays-Bas |
| Russie | Maroc | Myanmar | Nigeria | Grande- | Etats- |
| | Pakistan | Pérou | Sri Lanka | Bretagne | Unis |
| | Yougoslavie | Venezuela | Zaire | | |

La situation risque de s'aggraver avec l'arrivée du nouveau président français; avec Chirac les essais vont très probablement reprendre, malgré la réprobation générale. Si la gauche avait remporté les élections elle aurait vraisemblablement autorisé les simulations et autres techniques de contournement. On peut donc craindre que le nouveau président, livré aux intrigues des experts, n'aille à contre-courant de la politique américaine qui est déjà prête à des alternatives et qui souhaite donc mettre un

terme aux essais souterrains classiques. Apparemment les investissements des Etats-Unis dans le système Milstar (réseau de satellites programmé en vue d'une guerre nucléaire) ne nécessitent plus d'essais souterrains.

A Genève, les négociations sur le TITEN au sein du comité Ad Hoc n'avaient pu reprendre qu'avec l'autorisation des Américains le 17 janvier 1994. Encore que les premières semaines furent consacrées à des questions de procédure. Le projet de texte sur le TITEN qui avait été promis pour la fin du mois de juin 1994 n'a pu être déposé par l'ambassadeur du Mexique Miguel Marin Bosch qui s'est vu empêché de le faire suite aux interventions intempestives de la France, de la Grande-Bretagne et de la Chine soutenues par plusieurs autres gouvernements. Le texte serait, dit-on, prématuré car il ne refléterait pas les conclusions des nombreuses discussions qui se sont poursuivies dans les groupes de travail.

Le groupe I chargé de la vérification travaille sur le réseau sismologique international, le contrôle des radionucléides et autres techniques sophistiquées.

Le groupe II, qui s'occupe plus spécialement de la partie législation, examine des questions comme la date d'entrée en vigueur du TITEN, les articles du traité, ses modalités d'application, le type d'agence internationale chargée de la vérification et bien d'autres points.

Dans le *Disarmament Times* de novembre 1994, Jacqueline Cabasso, directrice d'une fondation anti-nucléaire de Californie, a démontré par une analyse très précise que la recherche dans les laboratoires d'armement nucléaire, à cause de ses programmes de contournement d'un très probable traité d'interdiction des essais nucléaires, menaçait directement l'aboutissement du dit traité et par voie de conséquence la prolongation du TNP. Les essais nucléaires soumis à un moratoire quasi unanime depuis fin 1992 se poursuivent en réalité grâce à des essais de laboratoire comprenant notamment des expériences hydrodynamiques de surface (AGEX), de la fusion en confinement inerte (ICF), des simulations sur ordinateurs et d'autres techni-

ques sophistiquées. Ces laboratoires réclament en outre des essais hydronucléaires de faible puissance. L'action menée par ces laboratoires est claire, faire avorter le TITEN afin de préserver la prolifération nucléaire verticale, c'est-à-dire la production d'armes nucléaires, souvent moins puissantes mais de plus en plus efficaces tant par leur précision que par leur pouvoir de pénétration et de guidage. Le congrès américain a lancé, en 1993, les bases d'un programme de maintenance et de modernisation de l'arsenal nucléaire (Stockpile Stewardship Program) grâce à des équipes de scientifiques et de techniciens qui assument pour l'avenir la haute technicité indispensable au maintien de l'hégémonie militaire des Etats-Unis. Pour réaliser ces missions, les laboratoires réclament de nouveaux budgets pour, entre autres, le projet ICF de 1,1 milliard de dollars destiné à Livermore et celui d'AGEX de 117 milliards destiné à Los Alamos. Ces programmes de maintenance et d'accompagnement des arsenaux nucléaires constituent une hypocrisie classique; ils sont conçus pour donner l'impression qu'il s'agit de gérer un matériel en voie de disparition. En réalité ils doivent relancer la recherche en évitant toutefois l'explosion nucléaire bannie par un article du futur traité. Nous risquons donc d'avoir en 1996 un TITEN édulcoré. En 1963, nous avons dû nous contenter d'un TITEN permettant les explosions souterraines. En 1996 un pseudo-traité d'interdiction totale des essais nucléaires est possible. Il autoriserait certaines expériences pour maintenir en place des équipes qui prépareront, parfois inconsciemment, la guerre nucléaire et la destruction de la planète pour le 21^e siècle. L'administration Clinton refuse toujours le «non-usage en premier» de l'arme nucléaire ainsi qu'un nouveau plan de désarmement nucléaire allant bien en deçà des 3.500 missiles stratégiques.

Les Etats-Unis continuent à dépenser 20 milliards de dollars par an pour leurs programmes d'armement nucléaire. De cette somme, 65% vont à l'entretien et au développement et 5% seulement au retrait et au démantèlement. Les 30% restants sont consacrés à des questions de législation et d'environnement. Le département de l'énergie (DOE) consacrerait plus d'un milliard et

de demi de dollars pour la recherche, le développement et les essais nucléaires (pendant le moratoire il faut entretenir le matériel; il existait encore aux Etats-Unis, il y a deux ou trois ans, un budget d'entretien pour les essais dans l'atmosphère). En 1995, le DOE prévoit même de relancer la production de tritium qui est indispensable pour maintenir la puissance explosive des charges nucléaires. Le directeur de Livermore a déclaré devant le congrès qu'il était prêt à conserver le potentiel de production quand les usines seront fermées. Les questions de sécurité sont également prévues de même que le remplacement des bombes obsolètes dans les stocks. Les Etats-Unis veulent conserver l'hégémonie absolue par la maîtrise d'un armement nucléaire très performant tout en faisant accepter le régime de l'arrêt des essais nucléaires et de la non-prolifération par les pays non-détenteurs. C'est une utopie.

L'ambassadeur du Mexique, Miguel Marin Bosch, qui préside le comité d'interdiction des essais nucléaires à la conférence sur le désarmement à Genève, a également émis des idées similaires dans le *Disarmament Times* de février 1995. Il souligne le lien de plus en plus évident qui existe entre le TITEN et le TNP. Les puissances nucléaires qui veulent maintenir la discrimination (apartheid nucléaire) entre pays détenteurs et non-détenteurs refusent de reconnaître ce lien évident (la poursuite des essais nucléaires est contraire à l'esprit du TNP). Les puissances nucléaires répètent continuellement et inlassablement leurs litanies selon lesquelles elles désarment alors que les arsenaux sont plus importants en 1995 qu'en 1970 quand le TNP est entré en vigueur.

Le fait que le président Clinton a prolongé le moratoire jusqu'en septembre 1996 signifie qu'au moins la Russie le respectera. La Grande-Bretagne, qui réalise ses essais au Nevada, sera obligée de suivre les Etats-Unis. Quant à la France, le problème reste entier avec l'arrivée à l'Elysée de Jacques Chirac qui vient de braver l'opinion internationale en reprenant un programme d'essais préparatoires à la simulation. Il n'empêche que les tergiversations pour la signature du TITEN sont nombreuses et

complexes. Elles reflètent généralement les intérêts des cinq puissances concernées.

Quelles sont les raisons ou les prétextes qui ralentissent les négociations du comité Ad Hoc à Genève?

Le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TITEN) devrait, selon les Américains, concerner tous les pays détenteurs, ceux en voie de le devenir et ceux non-détenteurs de l'arme nucléaire. Les Etats-Unis souhaitent que le TITEN soit signé le plus vite possible mais pas nécessairement avant la reconduction du TNP. Pour les Etats-Unis il n'y a pas, officiellement du moins, de lien obligatoire entre TNP et TITEN afin d'éviter que l'un ne serve de condition préliminaire ou d'otage pour l'autre (les pays non alignés voulaient que l'on signe le TITEN avant d'aborder le TNP, certains pays comme la France et la Grande-Bretagne ont fait opposition et ont obtenu gain de cause).

Les vues des cinq détenteurs officiels divergent assez notablement sur les clauses envisagées pour le TITEN. Ce qui frappe et qui choque dès l'abord c'est l'unanimité des cinq qui veulent conserver les sites des essais nucléaires en état de fonctionnement (Nevada, Nouvelle-Zemble, Mururoa, Lop Nor, Semipalatinsk?). La Chine se singularise, souvent dans le bon sens, sur plusieurs questions. Elle refuse les essais hydronucléaires (techniques alternatives de contournement), elle exige une définition de l'explosion nucléaire, elle réclame des garanties de sécurité négative (ne pas employer l'arme nucléaire contre des pays non-détenteurs de la bombe par exemple) et s'engage à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier contre une puissance nucléaire (no first use). Malheureusement elle voudrait faire accepter les essais nucléaires à usage pacifique (grands travaux, production pétrolière,...). Enfin seules la Grande-Bretagne et la France exigent des essais dits de sécurité qui théoriquement doivent servir à vérifier la fiabilité des engins. Nous pensons que les Etats-Unis également recherchent des méthodes pour atteindre ce but. Nous pouvons sous for-

me de tableau⁵ présenter ces différents points de vue qui retardent les négociations de Genève.

| Clauses | USA | Russie | Chine | GB | France |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------|--------|-------|-----|--------|
| Fermeture des sites d'essais nucléaires | Non | Non | Non | Non | Non |
| Possibilité de seuils de puissance pour les explosions | Non | Non | Non | Non | Non |
| Possibilité d'expériences hydronucléaires | Oui | Oui | Non | Oui | Oui |
| Nécessité de définir une explosion nucléaire | Non | Non | Oui | Non | Non |
| Explosions nucléaires pacifiques | Non | Non? | Oui | Non | Non |
| Garanties de sécurité (ne pas utiliser l'arme nucléaire contre des pays non nucléaires) | Non | Non | Oui | Non | Non |
| Non-usage de l'arme nucléaire en premier | Non | Non | Oui | Non | Non |
| Essais de sécurité autorisés | Non? | Non | Non | Oui | Oui |

Pour leur part les Etats-Unis souhaitent obtenir un TITEN universel, c'est-à-dire non limité aux cinq et accompagné de mesures de vérification très précises. Les Etats-Unis espèrent mettre un terme à la prolifération horizontale (bombe disponible pour d'autres pays) et verticale (perfectionnement). Par contre ils ne souhaitent pas désarmer. Selon l'ambassadeur américain Ho-

lum, il faut viser à un statu quo, c'est-à-dire empêcher le développement de nouvelles armes mais maintenir celles qui existent en les accompagnant des mesures de sécurité et de fiabilité indispensables à la politique de dissuasion (par des expériences hydronucléaires). En somme les Américains pensent que le TITEN devrait permettre de limiter la prolifération nucléaire tout en conservant leur hégémonie nucléaire. Cela explique pourquoi ils s'en tiennent à des arsenaux de 3.500 têtes nucléaires pour 2003 (START II) et qu'ils refusent pour le moment de poursuivre le désarmement nucléaire. Par contre le groupe des 21 non-alignés estime que le TITEN devrait mettre un terme définitif à la course aux armements nucléaires et permettre l'élimination de ces armes. Le TITEN devrait non seulement conforter le régime de non-prolifération mais aussi contribuer au désarmement nucléaire.

Le Traité de non prolifération nucléaire

La prolifération verticale et horizontale augmente fortement les risques d'utilisation de l'arme nucléaire quoi qu'en pense Mandelbaum⁶ quand il déclare que le tabou n'est pas dirigé contre la bombe mais bien contre son usage. Selon le même auteur il n'est pas exclu que les Etats-Unis en arrivent à fermer les yeux sur l'acquisition par l'Allemagne et le Japon de l'armement nucléaire! Ce nouveau type de prolifération permettrait à cette nouvelle triade d'établir son hégémonie y compris au Conseil permanent de sécurité des Nations unies.

Au début des années soixante, il était normal pour un pays de se lancer dans un programme conduisant à la production de bombes nucléaires. Un tel comportement n'était pas considéré comme délictueux sur le plan de l'éthique internationale ou comme une menace pour la paix du monde...

C'est ainsi qu'en Suisse au cours d'un référendum proposé en 1962, deux tiers de la population a rejeté la proposition qui aurait interdit la production, le stockage et l'usage de l'arme nucléaire. Après de longs débats sur le caractère discriminatoire du

Traité de non-prolifération (TNP), la Suisse finira par l'accepter en 1977, soit deux ans après l'Italie, le Japon, la République fédérale allemande et le Benelux qui avaient reçu des garanties sur le plan économique de la part d'Euratom et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

La Suède aurait certainement pu devenir un Etat doté de l'arme nucléaire si elle l'avait voulu; elle disposait d'un programme très élaboré, de la technologie et de gisements d'uranium. Les avis furent très partagés lorsqu'ils furent examinés au parlement et le projet fut finalement rejeté en 1968 après que le gouvernement Erlander eut annoncé son intention de renoncer à la fabrication de la bombe. La Suède a néanmoins conservé un certain potentiel de technologie qui devrait lui permettre en cas de nécessité de pouvoir produire des matières fissiles à usage militaire...

Par contre, dès le début, le Canada prit nettement position contre un projet d'armement nucléaire, en raison notamment de la protection que lui apportaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, deux puissances nucléaires. Le refus de ces trois pays, conforté par l'abstention forcée de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, a permis aux Etats-Unis de développer une politique de non-prolifération étant donné que ces six pays qui refusaient l'arme nucléaire auraient pu l'acquérir.

Avec l'arrivée de la France dans le club atomique, suite à la décision de Guy Mollet en juin 1956, certains services du département d'Etat américain craignirent que l'Allemagne ne se lance dans des programmes nucléaires militaires. C'est pourquoi les Etats-Unis proposèrent en 1963 qu'une force navale multilatérale à capacité nucléaire soit placée sous le commandement de l'OTAN. L'objectif politique était évident, il fallait calmer l'appétit de certains milieux allemands qui étaient tentés par l'armement nucléaire. Dans ce but on leur proposait une participation et une certaine responsabilité en matière nucléaire. Malgré l'offre alléchante des Allemands de participer à 75% dans les frais généraux et à 40% pour le personnel, la France s'opposa avec énergie à ce projet qui aurait mis à la disposition

de l'Allemagne quelques sous-marins nucléaires Polaris américains. L'URSS, dont le cauchemar était le réarmement de l'Allemagne, proposa un Traité de non-prolifération (TNP). Le rapprochement entre les Etats-Unis et l'URSS sur le projet du TNP se renforça en 1964 suite à l'essai nucléaire chinois. Finalement le projet de force multilatérale de l'OTAN fut abandonné pour être remplacé par le TNP dont les négociations se déroulèrent entre 1965 et 1968. Plusieurs pays dont la RFA, le Japon, l'Italie et la Belgique exigèrent des garanties afin de leur préserver l'accès au marché international des technologies nucléaires dites pacifiques.

Le TNP qui date du 1^{er} juillet 1968 sera signé par la RFA en novembre 1969 grâce à l'arrivée de Willy Brandt à la chancellerie d'Etat. Le nouveau chancelier favorisera considérablement la politique d'ouverture vers l'Est, en réalisant une véritable mutation psychologique entre Bonn et Moscou sans oublier Varsovie. La coalition socialo-libérale formée en novembre 1969 avait permis ce revirement qui tranchait avec l'opposition de l'Union des démocrates-chrétiens, le CDU, menée par Stoltenberg. Le TNP ne fut ratifié qu'en 1974. Votèrent contre Wörner, futur secrétaire général de l'OTAN, Abelein, futur chef de la délégation allemande à l'OTAN et 78 députés.

Le Traité de non-prolifération des armes nucléaires a été ouvert à la signature le 1^{er} juillet 1968 à Londres, Moscou et Washington. Il est entré en vigueur le 5 mars 1970. En 1992, le TNP avait été signé par 141 Etats; la France l'a ratifié le 3 août 1992, l'Ukraine l'a signé le 5 décembre 1994, Israël refuse toujours de le signer. En avril 1995 à l'ouverture de la conférence d'extension du TNP, 174 pays s'y étaient déjà ralliés.

Les pays non détenteurs s'engagent à ne pas fabriquer ou à ne pas acquérir d'armes nucléaires (article II). En revanche les pays détenteurs, le club des cinq membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies, s'engagent à ne pas fournir d'armes nucléaires ou les moyens technologiques permettant de les produire. En outre ils s'engagent à mettre fin à la «course aux armements nucléaires à une date rapprochée» et à prendre

des dispositions en vue d'un «désarmement nucléaire». Ils s'engagent également à négocier «un traité de désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace» (article VI).

Le traité comprend 11 articles dont voici un bref résumé. L'article I stipule que les puissances dotées de l'arme nucléaire s'engagent à ne pas fournir d'armes nucléaires ou les moyens de les produire à des pays non détenteurs. L'article II interdit aux pays non détenteurs d'acquérir des armes nucléaires ou d'accepter les moyens de les produire. Par l'article III les pays non dotés de l'arme nucléaire acceptent les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) chargée de vérifier qu'ils ne produisent pas d'éléments susceptibles d'entrer dans la constitution des armements nucléaires. L'article IV garantit aux pays non détenteurs l'accès à l'énergie nucléaire (...). L'article V garantit en outre aux pays non détenteurs toute une série d'avantages pouvant découler des applications pacifiques de l'énergie nucléaire moyennant un ou des accords internationaux spéciaux (...). L'article VI engage tous les signataires «à poursuivre de bonne foi des négociations» pour mettre fin «à la course aux armements nucléaires à une date rapprochée», le même article réclame le désarmement nucléaire et général sous contrôle international strict et efficace. L'article VII autorise des traités régionaux de dénucléarisation. L'article VIII autorise des amendements au traité moyennant une demande d'au moins un tiers des parties. L'amendement devra être approuvé à la majorité des voix de toutes les parties. L'article IX définit les modalités du traité comme les gouvernements dépositaires, les Etats dotés d'armes nucléaires etc... L'article X fixe pour les parties les conditions de retrait du traité, en cas d'événements extraordinaires, où figurent notifications et un préavis de trois mois. Il définit également les modalités de prorogation du traité après 1995, soit pour une «durée indéfinie» soit pour «une ou plusieurs périodes supplémentaires d'une durée déterminée».

Le TNP est un traité important puisqu'il concernait déjà 155 pays en janvier 1993 et 165 en 1995. Certains pays se sont ral-

liés assez tardivement à ce traité qui établit une nette discrimination entre les détenteurs et les non-détenteurs. Les détenteurs peuvent tout se permettre y compris enfreindre l'article VI tandis que les non-détenteurs doivent se plier aux nombreuses exigences de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour pouvoir éventuellement bénéficier du transfert des technologies nucléaires et autres. Les puissances occidentales sont obnubilées par la prolifération horizontale et les médias s'emploient à propager la rumeur du trafic des matières fissiles. Les services secrets allemands ont contribué récemment à intensifier le mythe de la prolifération en introduisant 273 grammes de plutonium dans le trafic des voies aériennes (RTBF, 9 avril 1995). Après une publicité intempestive sur ce trafic la désinformation fait son œuvre; les notes rectificatives publiées quelques semaines plus tard n'ont généralement aucun effet...

Parmi les pays qui ont signé tardivement le TNP, il y a l'Afrique du Sud qui a démantelé ses six bombes atomiques et la France qui s'est finalement exécutée en 1992. L'Argentine et le Brésil, tout en ne signant pas le TNP, ont toutefois passé un accord avec l'AIEA sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

En ce qui concerne l'Inde, Israël et le Pakistan, ces trois pays non signataires détiennent des infrastructures nucléaires militaires très avancées y compris des bombes nucléaires: 100 à 200 pour Israël, plusieurs dizaines pour l'Inde, 10 à 20 pour le Pakistan. L'AIEA n'exerce aucun contrôle sur ces trois pays puisqu'ils n'ont pas signé le TNP. Par contre l'AIEA, le gendarme nucléaire dont la fonction de sécurité l'a emporté sur celle de l'assistance,⁷ poursuit avec obstination d'autres pays comme l'Irak et la Corée du Nord. Il semble qu'une des fonctions de l'AIEA consiste à exagérer le concept de prolifération horizontale de certains pays mal vus par les Occidentaux.

Le 12 mai 1995, le TNP a été prolongé à New York suite à la quatrième et dernière réunion du comité de préparation qui s'est réuni entre le 23 et 27 janvier dans la même ville. Le TNP a connu pas mal de soubresauts au cours des quatre réunions préparatoires qui se sont déroulées depuis mai 1993 à New York et

à Genève. Les puissances nucléaires en général ont exigé un TNP reconduit indéfiniment et inconditionnellement, c'est-à-dire sans aucune garantie de respecter l'article VI (qui prévoit de mettre fin à la course aux armements et donc d'arrêter les essais nucléaires). Le groupe des 70 non-alignés réclamait une reconduction de cinq à dix ans afin de pouvoir contrôler une dénucléarisation réelle (voir tableau).

Finalement les Etats-Unis sont parvenus à rallier une majorité pour accepter une extension du TNP illimitée moyennant quelques recommandations et conditions.

En avril 1995, le Parlement européen avait accepté avec une confortable majorité la résolution Wiersma présentée à la conférence de New York au sujet de la prorogation du TNP. Cette résolution acceptait la prolongation illimitée et quasi inconditionnelle du TNP telle qu'elle avait été décidée par le conseil des ministres lors du sommet de Corfou en 1994. Ce sommet avait décidé que l'Union européenne adopterait une position commune à la conférence d'extension du TNP. Comme la France présidait le conseil son influence était prépondérante même si plusieurs membres s'opposaient à l'armement nucléaire. Il s'agissait donc d'une extension indéfinie et quasi inconditionnelle accompagnée de commentaires, de regrets et de souhaits... Le Parlement européen déplore l'attitude de la France et de la Grande-Bretagne qui refusent de s'engager publiquement en faveur d'un arrêt des essais nucléaires. Le Parlement «invite donc les Etats-membres de l'Union européenne à s'engager énergiquement, dans le cadre de la conférence de Genève, en faveur de la conclusion aussi rapide que possible d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires». Le Parlement demande que la production de matières fissiles à des fins militaires soit interdite et que les Etats détenteurs de l'arme nucléaire s'engagent sur une base générale et réciproque à ne pas l'utiliser en premier.

En outre le Parlement demande aux participants à la conférence d'extension de rechercher un compromis afin d'éviter qu'ils ne se séparent sans avoir pris de décision. En dernière mi-

nute, une motion pieuse fut acceptée. Elle proposait aux gouvernements de donner un avis auprès de la Cour internationale de justice sur l'illégalité de l'arme nucléaire. En bref un enfer pavé de bonnes intentions sans agenda précis.

De nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) appuyaient les vues des pays non alignés qui souhaitaient généralement, soit une reconduction illimitée accompagnée de contraintes vis-à-vis de l'article VI, soit une reconduction limitée à plusieurs périodes fixes variant généralement entre 5 et 25 ans.

Avec la fin de la guerre froide, les puissances nucléaires sont privées de l'ennemi qui justifiait à leurs yeux la dissuasion par la terreur. L'occasion de respecter l'article VI du TNP, c'est-à-dire démanteler les vecteurs et diluer les charges nucléaires, était à saisir rapidement. Malgré ces circonstances favorables, les puissances nucléaires désarment à une lenteur désespérante et recherchent avec entêtement de nouveaux ennemis pour justifier leur armement nucléaire. Ces puissances détiennent en 1995 plus d'armes nucléaires qu'en 1970 date d'entrée en vigueur du TNP. L'article VI est donc loin, très loin d'être respecté...

Plusieurs ONG, comprenant l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW), le Bureau international de la paix et l'Association internationale des juristes contre l'armement nucléaire, ont réclamé dans le cadre de la révision du TNP des négociations en vue d'un traité abolissant l'arme nucléaire. L'IPPNW a décidé de lancer la campagne «Abolition 2000» afin qu'en l'an 2000 un traité ou une convention abolisse l'arme atomique; elle compte sur ses 200.000 affiliés appartenant à 84 pays pour qu'ils fassent pression sur leurs gouvernements respectifs.

A Genève, les cinq puissances nucléaires ont déclaré qu'elles renonçaient à l'usage de l'arme nucléaire contre tout pays non nucléaire adhérent au TNP. Avec cette méthode du bâton et de la carotte, les Américains ont obtenu la majorité simple des 174 États-membres nécessaire pour une prolongation illimitée du TNP. Les cinq puissances nucléaires, avec toutefois quelques réserves de la part de la Chine, se sont engagées à poursuivre des

Scénarios possibles pour la conférence d'extension du traité de non-prolifération (TNP)

| Types d'extension | Extension illimitée (favorisée par les puissances nucléaires surtout les USA et la France) | Extension de plusieurs périodes fixes (favorisée par les pays non alignés) | Suspension ou ajournement jusqu'à une période plus favorable |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Signification | Extension indéfinie sans tenir compte des desiderata des pays non-détenteurs | Extension pour un certain nombre de périodes avec renouvellement automatique | Ajournement de la conférence jusqu'à ce qu'un TITEN et d'autres objectifs soient atteints |
| Avantages pour les non-alignés | conforte le TNP y compris l'accès aux technologies nucléaires dites pacifiques | Permet d'exercer une pression continue sur les puissances nucléaires en conformité avec l'article VI du TNP | Exerce une pression immédiate sur les cinq puissances nucléaires |
| Risques pour les non-alignés | Ne permet plus d'exercer une pression pour négocier le TITEN | Des périodes trop courtes pourraient faire avorter le TITEN et d'autres mesures prévues par l'article VI | Pourrait avoir des effets négatifs si des conditions particulières étaient jugées inacceptables |
| Point de vue des puissances nucléaires | Le meilleur scénario; pas de lien entre le TNP et le TITEN | Pourrait être accepté comme compromis | Inacceptable, une déclaration ferme en faveur du TNP est nécessaire |

négociations pour un TITEN ainsi que pour un désarmement nucléaire. Mais il est clair que le fait d'avoir signé la prolongation du TNP avant celle du TITEN va vraisemblablement avoir comme conséquence d'édulcorer les clauses de celui-ci. Les diplomates américains ne nous disent pas s'ils comptent réduire leur arsenal à 600 missiles stratégiques avant d'atteindre l'option zéro comme le suggère Selig. S. Harrison de la Carnegie Endowment for International Peace. Et la France a déjà annoncé qu'elle entreprendra encore huit essais nucléaires souterrains avant de passer à la simulation. Par contre la Chine s'est prononcée pour le non-emploi en premier (no first use).

L'interpellation auprès de la Cour internationale de justice sur l'illégalité de l'arme nucléaire

La fin de la confrontation Est-Ouest aurait pu nous faire espérer l'abolition de l'armement nucléaire. En réalité, si les super-grands se sont engagés significativement dans la réduction des arsenaux nucléaires (3.500 ogives stratégiques pour l'an 2005), ils ont toujours conservé le concept de la dissuasion nucléaire basé sur des stocks très importants capables de détruire complètement la planète...

Des juristes se sont interrogés depuis longtemps sur la question de savoir si l'emploi de l'arme nucléaire était compatible avec les principes réglementant la pratique de la guerre. Les armes chimiques et biologiques ont fait l'objet de nombreuses interdictions. En particulier les gaz asphyxiants, toxiques ou similaires sont prohibés par la déclaration de La Haye du 29 juillet 1899, les traités de Versailles, de Saint-Germain, de Neuilly, de Trianon et le protocole de Genève du 17 juin 1925.⁸ Une convention récente signée à Paris le 13 janvier 1993 sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction a condamné une fois de plus et très solennellement ces types d'armes. Ce fut une cérémonie menée en grande pompe en présence du président Mitterrand. Par contre les armes atomiques, bien

qu'elles soient implicitement interdites par le droit international, n'ont jamais fait l'objet d'une juridiction explicitée. Dans certains milieux, le culte de la bombe est toujours sagement entretenu...

Le fait de négocier des Traités de non-prolifération (TNP) et d'interdiction des essais (TITEN) démontre que ces armes sont considérées comme légales car il ne serait pas logique d'étudier des textes dont l'objet est illégal! C'est également la raison pour laquelle une prolongation illimitée du TNP équivaut à légitimer à tout jamais l'arme nucléaire! Le jour où l'arme nucléaire sera déclarée illégale il faudra s'engager dans la destruction totale des stocks. A ce moment les réflexions subtiles et approfondies sur la façon de débarrasser partiellement et plus ou moins lentement la planète de ses bombes atomiques n'auront plus de sens.

En Belgique, le professeur J. Verhaegen et l'avocat général Andries ont publié dans les années 80 différentes études démontrant que les lois belges s'opposaient à l'introduction d'armes atomiques sur le territoire national. Certains juristes gouvernementaux jouent sur les mots pour interpréter le TNP qui interdit le transfert d'armes nucléaires. La parade consiste tout simplement à déclarer que les bombes atomiques entreposées dans la province de Limbourg à Kleine-Brogel ne sont pas transférées mais tout simplement déployées. Le transfert pourra s'effectuer en période de guerre, c'est-à-dire à un moment où le TNP n'est plus d'application. En attendant, les F-16 belges, munis de carapaces anti-radar très coûteuses, continuent à s'entraîner à la guerre nucléaire dans l'indifférence la plus totale.

Un projet a vu le jour qui consiste à interpeller la Cour internationale de justice de La Haye sur la question de la légitimité des armes nucléaires. Seuls les Etats souverains, les Nations unies ou les agences spécialisées qui en dépendent, sont autorisés à saisir la Cour internationale de justice d'un problème théorique relatif au droit international. Après une tentative de l'Indonésie qui fut étouffée dans l'œuf, le Mexique tenta sa chance par le truchement de l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) habilitée à déposer une demande auprès de la Cour de La Haye. Après deux années d'efforts et de tractations, la demande fut introduite en 1993 par le secrétaire général de l'OMS. Le texte était le suivant: «Etant donné leurs effets sur la santé et l'environnement, l'emploi d'armes nucléaires par un Etat au cours d'une guerre ou d'un autre conflit armé serait-il une violation de ses obligations découlant de la loi internationale, y compris la constitution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)?»

Plusieurs sections de l'Association médicale pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) se sont engagées dans cette campagne pour soutenir la demande auprès de la Cour internationale. Des centaines de milliers de déclarations de conscience sur l'illégalité de l'arme nucléaire ont été récoltées partout dans le monde. Quelques gouvernements ont déposé des déclarations favorables à cette requête. Par contre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont déjà fait opposition à la proposition de l'OMS.⁹ Le parlement du Royaume-Uni a déjà déclaré que si la cause devait être engagée il ferait une déclaration stipulant que l'usage de l'arme nucléaire est parfaitement légal. L'Irlande, en discordance avec l'Union européenne, défend le projet d'interpellation. En 1994, la Suède faisait de même en déclarant que l'usage des armes nucléaires n'était pas compatible avec le droit international. En avril 1995, le Parlement européen, à la veille de l'ouverture de la conférence à New York sur l'extension du TNP, a néanmoins proposé que les gouvernements nationaux apportent leurs appuis à ce projet d'interpellation appelé par les Anglo-Saxons le World Court Project. Ces tendances opposées traduisent la grande incohérence de l'Union européenne en matière de politique extérieure.

Aujourd'hui en 1995, la campagne mondiale, principalement soutenue par des Anglais et des Néo-Zélandais, continue par la collecte de déclarations de conscience dont 145.000 furent déposées le 10 juin 1994 à La Haye lors de la remise des avis des Etats-membres de l'OMS au sujet de l'illégalité des armes nucléaires. Un avis positif de la Cour internationale de justice sur

l'illégalité des armes nucléaires donnerait à ce problème une base légale pour faciliter l'abolition de ce fléau déstabilisateur. Cette campagne dérange les diplomates et les gouvernements occidentaux. En effet un avis de la Cour internationale de justice déclarant sans ambiguïté l'arme nucléaire illégale aurait pour conséquence de remettre en question le concept de dissuasion nucléaire, le dogme moderne qui prétend nous assurer la paix et qui est la cause essentielle de la déstabilisation du monde depuis cinquante ans.

La réduction des matières fissiles à usage militaire (uranium enrichi et plutonium)

Avec le démantèlement des têtes nucléaires et le maintien de la production de matières fissiles à usage militaire, les stocks d'uranium enrichi et spécialement de plutonium continuent à augmenter.

Le plutonium est beaucoup plus dangereux que l'uranium. La dose mortelle par inhalation est de 0,6 millionième de gramme (0,6 microgramme).^(*)

Les essais nucléaires ont libéré 4.200 kg de plutonium principalement dans l'hémisphère Nord, ce qui représente une dose mortelle pour une surface de 1.200 m²! Le plutonium est un sous-produit des réacteurs en général, civils et militaires. Après trois ans, un réacteur de mille mégawatts produit 818 kg de plutonium. Pour obtenir du plutonium de bonne qualité militaire il est nécessaire de retirer le combustible usagé fréquemment (tous les quinze jours) afin de pouvoir garantir un plutonium contenant moins de 7% de plutonium 240 qui réduit la puissance explosive. L'importance des stocks d'uranium enrichi (plus de 90% d'uranium 235) et de plutonium augmente le danger

(*) Howard Hu estime la dose mortelle à 27 microgrammes; Fetter et Von Hippel l'estime à 11,3 microgrammes. Ces avis très variés sont en partie liés à l'espèce animale testée et au pourcentage de rétention des particules de plutonium dans les voies respiratoires où elles provoquent des cancers dans les bronchioles et alvéoles pulmonaires.

d'utilisation de ces matières fissiles à des fins militaires ou terroristes. La probabilité d'une pollution radioactive sera également plus importante lors du transport, des manutentions, de l'entreposage et du gardiennage.

Comme pour l'interdiction des essais les cinq puissances nucléaires officielles n'ont toujours pas signé en 1995 un traité d'interdiction de production de matières fissiles à usage militaire. Plus grave encore, à la veille de la prolongation du TNP, ces membres permanents du conseil de sécurité n'avaient même pas entamé des négociations en vue de mettre fin à la production de ces matières fissiles qui peuvent être utilisées dans des bombes ou comme poison radiologique au même titre que le sarin lors d'une action terroriste.

Le stockage du plutonium en vue de son utilisation dans des centrales civiles est particulièrement effrayant. Dans un monde gagné par l'instabilité, ces stocks de plutonium constituent une nouvelle menace au même titre que les bombes!

Un rapport de l'Académie des Sciences des Etats-Unis estime le stock mondial de plutonium en 1994 à 1.100 tonnes qui représentent le plutonium des têtes nucléaires, des résidus de centrales et de leur retraitement.

| Pays | Stocks de plutonium en tonnes (Albright, Berkhout et Walker, 1993) ^(*) | Capacité de production en bombes |
|-----------------|-----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Etats-Unis | 97 (1990) +/- 8% | 19.400 |
| Russie | 160 (1990) +/- 20% | 32.000 |
| Grande-Bretagne | 2,8 (1990) +/- 0,7% | 560 |
| France | 6 (1990) +/- 1,5% | 1.200 |
| Chine | 2,5 (1975?) +/- 1,5% | 500 |
| Israël | 0,4 (1990) (+/- 0,24 à 0,4%) | 80 |
| Inde | 0,25 (1990) | 50 |
| Pakistan | 0,2 (1991) (+/- 0,13 à 0,21%) | 40 |

(*) Tous ces pays produisent en outre de l'uranium enrichi à 90% d'uranium 235.

Sachant que cinq kilos de plutonium permettent la fabrication d'une bombe il est aisé de calculer que les Etats-Unis pourraient produire à partir de leur stock issu du démantèlement 18.100 bombes en 2003 tandis que la Russie dans les mêmes conditions arriverait à 21.700 bombes.¹⁰

En ne prenant en compte que les stocks de plutonium militaires disponibles en 1990 (1975? pour la Chine et 1991 pour le Pakistan) l'on peut faire une estimation très hasardeuse sur la capacité de production en bombes de 8 pays déjà détenteurs d'armes nucléaires.

La première chose à faire serait d'établir sous la direction des Nations unies un inventaire des stocks de matières fissiles à usage militaire (uranium enrichi et plutonium). Selon Hazel O'Leary, les Etats-Unis ont produit 89 tonnes de plutonium depuis 1945 et les usines en détiennent actuellement encore 3,5 tonnes. L'évaluation des stocks russes est entachée d'une erreur bien supérieure à 10% vu les discordances d'estimation entre les militaires et le ministère de l'Energie atomique.

Chaque année, les réacteurs nucléaires génèrent plus ou moins 60 à 70 tonnes de plutonium. La France, la Grande-Bretagne, partiellement la Russie et très vraisemblablement la Chine continuent à retraiter le combustible usagé pour en séparer par voie chimique du plutonium à usage militaire et civil. Une partie est mélangée à de l'uranium pour faire du MOX, un alibi pour le retraitement; ce nouveau type de combustible est particulièrement utilisé en France et en Belgique.

L'attitude des Etats-Unis est ambiguë, ils s'opposent à l'utilisation civile du plutonium chez eux et dans le monde en général, tandis qu'ils ferment les yeux sur le retraitement du combustible usagé (en vue de produire du plutonium) en Grande-Bretagne, en France et au Japon.

Le contrôle du plutonium risque de durer longtemps face à l'importance grandissante des stocks dans les prochaines années. Rien que pour les Etats-Unis le coût de son stockage pour les prochaines décennies pourrait s'élever à plus de 150 milliards de dollars. L'herbe de Jimson, *Datura innoxia*, qui accu-

mule les métaux lourds concentre le plutonium en grandes quantités dans ses cellules. Cette plante pourrait rendre des services importants pour la dépollution des sites contaminés.

Stocks de plutonium en tonnes (selon Greenpeace)

| Année | Civil | Militaire |
|-------|-------|-----------|
| 1990 | 122 | 257 |
| 2000 | 310 | 271 |
| 2010 | 550 | 273 |

La dénucléarisation de la planète (zones dénucléarisées)

Parmi les moyens mis à notre disposition pour atteindre un authentique régime de non-prolifération, nous avons examiné successivement le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires, le Traité de non-prolifération, l'interpellation auprès de la Cour internationale de justice ainsi qu'un projet de traité, encore inexistant, d'interdiction de produire des matières fissiles à usage militaire.

Le TNP est loin d'être la panacée et ne parvient même pas à empêcher la prolifération. Il suscite néanmoins une certaine confiance parmi les signataires qui, selon le traité, peuvent créer certaines zones dénucléarisées où les armes nucléaires sont interdites (déploiement, production, essais...). Ces zones seraient très utiles et même indispensables, dans des régions sensibles comme l'Europe, l'Extrême-Orient, le Moyen-Orient et le Sud-Est asiatique.

Les défections au TNP ou sa disparition pure et simple pourraient déclencher une réaction en chaîne. Si un pays du Moyen-Orient devait se déclarer ouvertement nucléarisé, les risques seraient énormes: plusieurs pays pourraient se retirer du TNP comme l'Iran, l'Iraq, la Syrie et même la Turquie.¹¹ A ce moment, Israël pourrait dévoiler ses batteries atomiques et enflammer toute la Méditerranée du Sud (Egypte, Algérie) et du Nord (Espagne, Italie).

Le traité de Tlatelolco a été signé le 14 janvier 1967 à Mexico par 23 pays soit par presque la plupart des pays exerçant une souveraineté en Amérique du Sud. Il interdit aux parties de fabriquer ou de se procurer des armes nucléaires. Après certaines réticences, l'Argentine et le Brésil semblent s'être plus ou moins ralliés aux clauses du traité. En 1979, le traité avait été signé par 33 pays dont les Etats-Unis et la France.

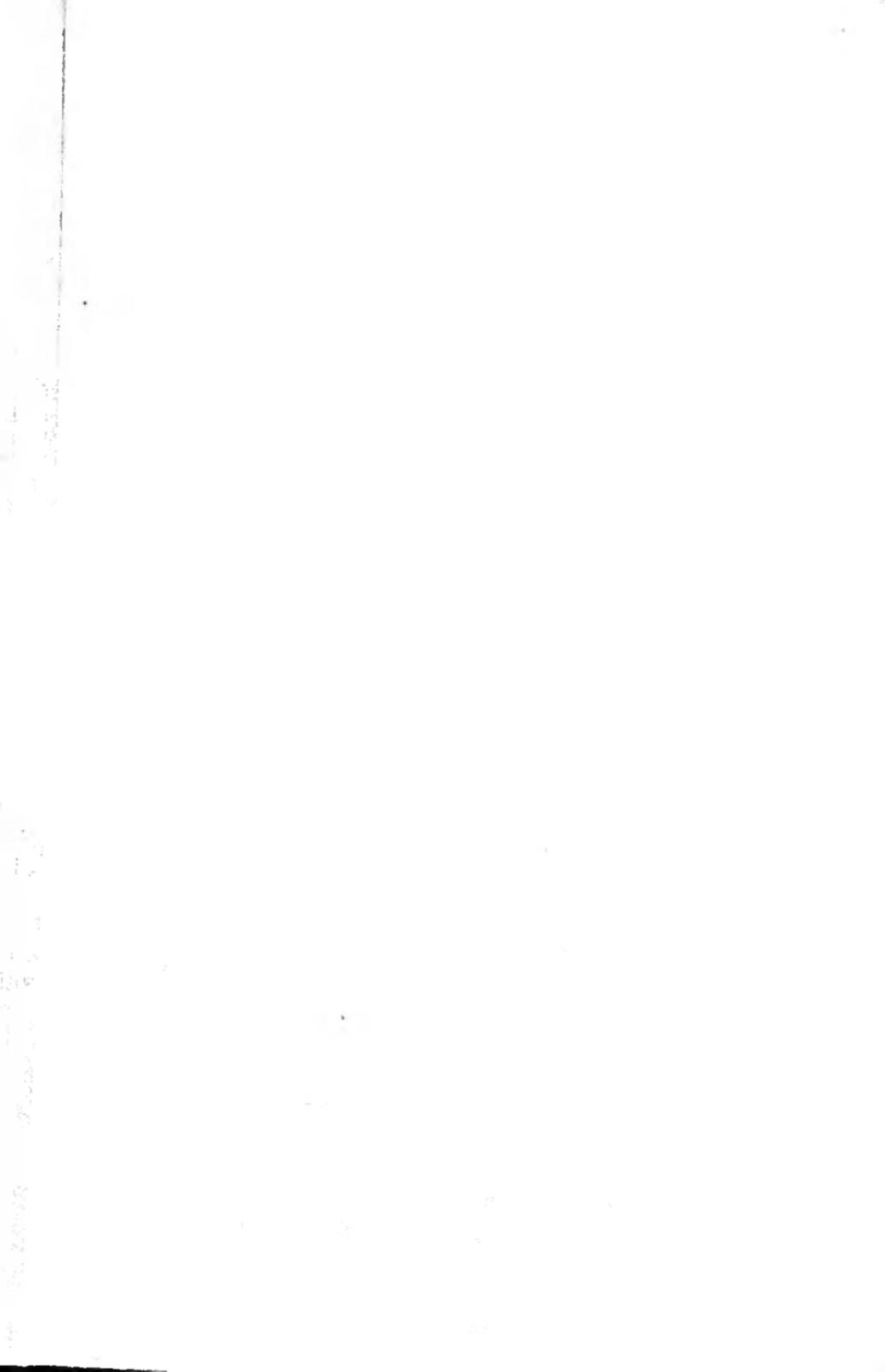
Le traité de Rarotonga (île appartenant à la Nouvelle-Zélande) a été signé le 6 août 1985, il définit la zone dénucléarisée qui comprend l'Australie, la Nouvelle-Zélande et de nombreuses îles du Pacifique Sud. La zone d'application s'étend jusqu'aux limites de la zone latino-américaine à l'Est et jusqu'à la zone démilitarisée de l'Antarctique Sud y compris les douze miles d'eaux territoriales. Le traité de Rarotonga est plus contraignant que celui de Tlatelolco. Il interdit l'utilisation d'explosifs nucléaires à des fins pacifiques, de même que le stationnement de tout dispositif explosif nucléaire sur son territoire. Néanmoins chaque partie demeure libre d'accepter ou non des escales de bateaux ou d'avions munis d'armes nucléaires. En outre le traité de Rarotonga interdit l'immersion de déchets radioactifs (article VII). Les deux protocoles annexés au traité de Tlatelolco et ceux du traité de Rarotonga sont presque identiques. Ils impliquent l'application et le respect du statut de dénucléarisation dans ces zones par les puissances nucléaires et par les autres Etats internationalement responsables des territoires situés dans ces zones.¹² Les puissances nucléaires ont néanmoins émis des réserves en cas d'attaque armée effectuée par les Etats signataires s'ils étaient soutenus par un pays doté de l'arme nucléaire.

La création d'une zone dénucléarisée ou d'une zone débarrassée d'armes de destruction massive au Moyen-Orient est absolument indispensable de même qu'en Europe. Au moment où l'Union européenne s'engage à une prolongation illimitée du TNP, la France n'a toujours pas signé le traité de Rarotonga. N'est-ce pas une preuve de mauvaise volonté à l'égard du régime de non-prolifération...?

Le problème est particulièrement ardu pour le Moyen-Orient étant donné qu'Israël refuse de signer le TNP. L'Etat hébreu serait d'accord pour imposer un traité de paix comprenant une zone débarrassée d'armes de destruction massive (atomiques, bactériologiques, chimiques), mais malheureusement le nombre de conditions réclamées par les négociateurs potentiels pour un tel projet est tellement élevé qu'on ne peut l'envisager dans un avenir proche. Il y a donc très peu de chances de voir un tel traité prendre forme avant l'an 2000. L'Egypte et probablement d'autres pays arabes semblent vouloir exiger un engagement au TNP. Ce qu'Israël ne veut pas envisager malgré la proposition égyptienne de créer une zone exempte de tous les armements de destruction massive afin d'éviter des représailles chimiques et biologiques de la part de certains pays du Moyen-Orient. L'intransigeance d'Israël persiste et l'impasse sur la zone à dénucléariser dans le Moyen-Orient est donc totale. Mordechaï Vanunu, technicien qui a travaillé dans une usine souterraine pour la séparation du plutonium à Dimona, est toujours maintenu au secret à la prison d'Ashkelon pour avoir communiqué à la presse anglaise quelques renseignements au sujet de l'arsenal nucléaire et le stock de matériel fissile détenu par Israël.

Nous terminerons avec l'Europe qui a toujours besoin d'une zone dénucléarisée afin de créer un corridor de sécurité entre l'Est et l'Ouest. Les intentions de l'OTAN qui veut s'étendre en Pologne, en Hongrie, dans l'ancienne Tchécoslovaquie et dans les pays baltes risquent de relancer la guerre froide. Il serait criminel que l'Union européenne ou l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) accepte la nucléarisation otanienne de l'Europe centrale. Il avait déjà été admis que l'OTAN n'occuperait pas les anciens territoires de l'Allemagne de l'Est. Une politique pour la promotion de zones dénucléarisées serait un pas décisif pour la stabilité de l'Europe. Le brains-trust otanien toujours figé dans ses conceptions de la guerre froide, aura-t-il l'initiative de changer le cours des événements? Pourrait-il accepter d'abord le maintien et ensuite l'extension rapide de la zone dénucléarisée à toute l'Europe? C'est peu probable car

les experts de l'OTAN sont persuadés que le retrait d'Europe des armes nucléaires restantes ne contribuerait en rien à la sécurité globale. Ils y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux. Dénucléariser l'OTAN serait un sacrilège.



... À SARAJEVO

EN ROUTE VERS UNE PUISSANCE MILITAIRE NUCLÉAIRE EUROPÉENNE?

Au sein d'une Europe qui s'unit de plus en plus, l'Allemagne est la locomotive et la puissance dominatrice. L'Europe est un géant économique mais sur le plan militaire elle n'a pas encore atteint l'âge adulte. L'Acte unique européen (1986) plaide pour «une coopération plus étroite sur les questions de la sécurité européenne, (qui sera) de nature à contribuer de façon essentielle au développement d'une identité de l'Europe en matière de politique extérieure». ¹

La politique étrangère des grandes puissances tente d'assurer la sécurité des zones d'influence, des débouchés économiques, du contrôle des matières premières stratégiques et de leur acheminement. Ceci suppose l'appui de tout un appareil militaire. Aujourd'hui, l'Europe compte sur le bras armé de l'OTAN et sur le parapluie atomique américain.

Dans la situation mondiale actuelle, un Etat ne peut avoir d'ambitions mondiales que s'il dispose de l'arme nucléaire et, conjointement, d'un appareil logistique nécessaire aux interventions. Voilà qui donne la clé de la relation «d'égalité» entre les Etats-Unis et l'Europe: des alliés ne peuvent pas être sur le même pied si l'un doit faire appel à la protection nucléaire de l'autre. Il n'y a que deux possibilités de mettre fin à cette dépendance de fait: ou bien l'on abandonne complètement la protection nucléaire, ou bien l'on met sur pied son propre potentiel nucléaire. La deuxième solution conduirait inmanquablement à des tensions avec les Etats-Unis.

Car même après l'éclatement de l'Union soviétique, les Etats-Unis considèrent toujours l'Europe comme un maillon de leur politique militaire et économique. Pour les Etats-Unis, l'OTAN est un instrument militaire devant défendre les intérêts de leurs multinationales. Mais l'Union européenne, avec la puissance de l'Allemagne, est en train d'édifier en Europe de l'Est un réseau

économique plus important que celui des Etats-Unis et elle veut consolider cette position également sur le plan militaire. La construction d'un pilier européen au sein de l'OTAN cadre dans cette stratégie. Il ne s'agit que d'une première étape, mais progressivement l'Europe travaille à sa propre défense, indépendamment des Etats-Unis. Il est vrai que le processus est assez lent et difficile, non seulement parce que les Etats-Unis mettent des bâtons dans les roues, mais également en raison de la rivalité entre les grands pays européens: l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Dans ce rapport de forces, le contrôle de l'arme nucléaire joue un rôle crucial.

Cinquante ans après Hiroshima et Nagasaki, la bombe fait toujours partie de la panoplie de grande puissance et l'Etat qui veut redessiner la carte mondiale se doit de l'acquérir. Les armes nucléaires sont toujours utilisées comme menace ou encore comme moyen de chantage, et peuvent toujours être utilisées tout court.

On affirme parfois que «le manque de volonté politique» des gouvernements des différents pays est responsable de la difficulté avec laquelle se déroule le processus d'unification de l'Union. Mais cela est-il si sûr? L'Allemagne, la Grande-Bretagne et la France ont besoin de l'Europe si elles veulent encore jouer un rôle significatif au sein de la communauté mondiale. La construction de l'Europe est le moyen par excellence de la défense des multinationales européennes face aux concurrents japonais et américains. Les intérêts de sa propre économie sont prioritaires, et l'Europe resserre ses rangs lorsque les différends avec les Etats-Unis atteignent un point critique. Lors de la guerre froide, il y avait une unité face à l'ennemi commun, l'Union soviétique. Mais une fois l'ennemi vaincu, le partage du butin a exacerbé les tensions.

D'autres questions résultant des différences d'intérêts entre les pays membres provoquent aussi la désunion: quel pays dominera l'Union européenne? Lequel tirera le plus d'avantages de l'expansion vers l'Europe de l'Est, l'ex-Union soviétique et la Méditerranée?

Qui contrôlera la future armée européenne?

La «volonté politique» est en fait liée à tous ces éléments.

Sous tutelle américaine (nucléaire)

La dotation de l'Europe en armement nucléaire s'est déroulée dans le cadre de l'OTAN. Les Etats-Unis étaient sortis de la Seconde Guerre mondiale comme seule puissance mondiale et disposaient de l'armement atomique.

«Les destructions de la guerre avaient provoqué un extraordinaire déséquilibre dans la structure de la puissance industrielle dans le monde. Les trois quarts du capital investi et les deux tiers de la capacité industrielle du monde étaient concentrés dans un seul pays, les Etats-Unis... "Une nation avait acquis un quasi-monopole sur (les) facteurs essentiels de survie."»²

Face à cette puissance capitaliste et ses ambitions il y avait l'Union soviétique. La Seconde Guerre mondiale avait causé d'énormes dommages à ce pays, mais son prestige n'en était que plus grand. Il avait occasionné la défaite définitive des nazis et un camp socialiste en Europe s'était formé autour de l'Union soviétique. On en était ainsi arrivé à deux blocs se faisant face, chacun avec des options politiques, économiques et militaires différentes. Le modèle soviétique offrait une alternative claire à l'économie de marché, la pauvreté et la misère. Lors d'une visite en Europe en août 1947, le jeune député Richard Nixon établissait le constat que la misère de la population jetterait l'Europe «dans l'anarchie, la révolution et finalement, le communisme».³

Usant de leur position de force, les Etats-Unis voulaient étendre leur influence économique et militaire à l'Europe entière. Pour ce faire, les Américains ont tenté de convaincre l'Union soviétique et les pays socialistes de l'Europe de l'Est de revenir à l'économie de marché. En septembre 1948, Paul-Henri Spaak, le ministre belge socialiste des Affaires étrangères, prononçait aux Nations unies le discours suivant à l'adresse de la délégation soviétique: «Savez-vous quelle est la base de notre politique? C'est la peur! La peur de vous, la peur de votre gouvernement, la peur de votre politique. (...) Votre empire s'étend de la mer Noire à la Méditerranée. Vous voulez être aux bords du Rhin, et vous vous demandez pourquoi nous sommes inquiets...»⁴

Sa vision des choses ne différait en rien de celle d'un conservateur tel que Winston Churchill, qui déclarait déjà dans un discours célèbre le 5 mars 1946 à Fulton (Etats-Unis): «De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer est tombé en travers du continent.»⁵ L'expression «rideau de fer» avait déjà dans le passé été utilisée par Goebbels, chef de la propagande nazie. Selon les accords de Yalta (1945), l'Union soviétique prendrait en charge la libération de l'Europe de l'Est et du Sud-Est. Goebbels y voyait l'établissement d'un rideau de fer sur ces pays. «Derrière ce rideau un massacre de masse des peuples commencerait alors, probablement sous les acclamations de la presse juive de New York.»⁶

L'Union soviétique, la «libération» de l'Europe de l'Est et l'anticommunisme allaient devenir des thèmes autour desquels l'establishment occidental allait se rassembler. En même temps, les pays européens devaient être soumis au joug américain. Les Etats-Unis avaient besoin de l'Europe comme débouché à leurs produits et les investissements de leurs entreprises devaient être protégés.

Spaak: «Personne ne pouvait raisonnablement penser que les nouveaux alliés pourraient à eux seuls opposer un barrage efficace à une attaque éventuelle de l'URSS qui maintenait 200 divisions sur pied de guerre. Une seule puissance au monde était en mesure de compenser la disproportion écrasante des forces: les Etats-Unis d'Amérique. Seuls ils pouvaient rétablir l'équilibre tragiquement rompu, par leur immense potentiel industriel, leurs ressources financières et aussi par la possession de l'arme atomique, dont ils détenaient encore le monopole. L'Europe, pour se défendre, devait donc s'allier aux Etats-Unis.»⁷

Le plan Marshall et l'OTAN sont alors devenus les instruments par excellence de la réalisation des objectifs américains.

«Nous devons être prêts à livrer une guerre nucléaire»

Afin de pouvoir organiser la «défense» de l'Europe contre une suprématie supposée des forces conventionnelles – et contre une attaque – de l'Union soviétique, présentée comme certaine

vu l'absence de troupes et de bombes américaines sur le continent, la possession de l'arme nucléaire a été jugée indispensable.

Bien après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont disposés d'un monopole atomique effectif (v. tableau p. 84-85). La stratégie américaine, basée sur la suprématie nucléaire et le réarmement conventionnel de l'Europe, espérait obliger l'Union soviétique à accepter «la libération des satellites et la réunification de l'Allemagne du système militaire occidental».⁸

Mais avec l'expérience réussie de Spoutnik I en octobre 1957, l'Union soviétique prouvait qu'elle était capable de lancer des fusées sur une grande distance. Un groupe d'experts, dont faisaient partie Rockefeller et Kissinger notamment, élaborera une nouvelle stratégie américaine. Le «monde libre» allait devoir être capable de faire face à trois formes possibles d'agression: «guerre totale, guerre limitée et agression *non ouverte* dissimulée comme relève intérieure par un coup d'Etat ou une guerre civile. Afin de dissuader l'agression, nous devons être prêts à mener une guerre nucléaire, soit totale, soit limitée.»⁹

Lors de la même année 1957, les premières fusées américaines à moyenne portée étaient installées dans des pays membres de l'OTAN, l'Italie, la Grande-Bretagne et la Turquie.

La dissuasion de masse au moyen d'armes nucléaires stratégiques fut plus tard complétée par de l'armement substratégique de moyenne portée. On y ajouta ensuite des armes nucléaires tactiques. C'est ainsi qu'au cours de la guerre froide, l'Europe fut saturée d'armes nucléaires substratégiques et tactiques américaines.

La «libération» de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique

En 1985 Gorbatchev arrivait au pouvoir et optait pour l'économie de marché. En novembre 1989 le mur de Berlin s'écroulait.

En juillet 1990, le sommet de l'OTAN réuni à Londres émettait la déclaration triomphaliste suivante: «Une ère nouvelle et porteuse d'espairs s'ouvre à l'Europe: l'Europe centrale et l'Europe de l'Est sont en train de se libérer. L'Union soviétique a entamé une longue marche vers une société libre. Les murs qui

retenaient les hommes et les idées prisonniers s'effondrent. Les Européens prennent leur destin en main et choisissent la liberté. Ils choisissent la liberté économique, ils choisissent la paix. Ils optent pour une Europe unie et libre. Une conséquence de tout ceci est la nécessité et la volonté de l'Alliance de s'adapter.»¹⁰

A ces belles paroles, nous ne pouvons faire qu'un commentaire. «Les murs qui retenaient prisonniers les hommes»: aujourd'hui l'Europe a construit des murs contre une «invasion d'illégaux» venant de l'Europe de l'Est et du Tiers Monde. «Les idées prisonnières»: propager des idées communistes est aujourd'hui interdit en République tchèque. Les idées fascistes ne sont plus «retenues prisonnières», mais promues dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est. Avec comme conséquence une guerre civile en Yougoslavie et la menace de conflits entre des pays tels que la Hongrie, la Roumanie et la Slovaquie.

L'on a affirmé immédiatement la nécessité «de conclure de nouveaux partenariats avec toutes les nations européennes. L'Alliance Atlantique doit s'ouvrir aux pays de l'Est» et être prête «à intensifier les contacts militaires avec les pays d'Europe de l'Est».¹⁰

À la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (depuis la réunion de Budapest les 5 et 6 décembre 1994 rebaptisée OSCE, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) a été confiée la tâche «d'établir de nouvelles normes pour l'établissement et la permanence de sociétés libres». L'on devait dégager des lignes directrices «pour le renforcement de la coopération économique, basée sur le développement d'économies de marché libres et concurrentielles».¹⁰

La signature le 21 novembre 1990 de la «Charte de Paix pour une Europe nouvelle» signifiait pour l'«Occident libre» la fin définitive de la guerre froide. Les pays d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique s'engageaient à organiser «des élections libres et régulières» et à introduire l'économie de marché. Comme nous allons le voir, la Charte a vidé en quelque sorte les accords antérieurs d'Helsinki de leur substance. Là où Helsinki avait reconnu les frontières des pays européens au lendemain de

la Seconde Guerre mondiale, la souveraineté de tous les pays européens, le principe de non-ingérence dans les affaires internes, et le droit des pays à choisir librement leur système social, la Charte mettait tous ces principes en question.

Sur la base du nouveau principe de la sécurité indivisible des pays membres de l'OCSE, les pays de l'OTAN se sont arrogé un droit d'intervention.

«La sécurité est indivisible et la sécurité de chaque Etat membre est inséparable de celle de tous les autres.»

Un autre prétexte d'intervention est représenté par les minorités nationales.

«Nous affirmons que l'identité ethnique, culturelle, linguistique et confessionnelle des minorités nationales sera protégée, et que les personnes faisant partie de ces minorités ont le droit de développer librement cette identité...»¹¹

Dans les années trente, l'oppression de minorités allemandes dans les pays voisins a fourni à Hitler un alibi parfait à l'intervention dans ces pays. C'est précisément au nom de ce droit à l'autonomie des minorités nationales que les pays de l'Union européenne – sous la pression de l'Allemagne – ont fait éclater la Yougoslavie.

Enfin, la déclaration de l'OTAN à Londres mentionne que l'armement nucléaire «continue de remplir un rôle essentiel dans la stratégie globale de l'Alliance», mais «ne sera utilisé qu'en cas de nécessité absolue», une notion qui ne se retrouve pas dans le nouveau «concept stratégique de l'OTAN», approuvé lors du sommet suivant de l'OTAN les 7 et 8 novembre 1991 à Rome.

La nouvelle stratégie de l'OTAN

L'on retrouve la nouvelle stratégie dans deux documents de 1991: *La déclaration de Rome en matière de paix et de coopération* et *le nouveau concept stratégique de l'alliance*.¹²

En voici les éléments essentiels:

Les défis et les risques pour la sécurité occidentale;

L'arme nucléaire comme pièce maîtresse du concept de défense et comme lien essentiel avec les Etats-Unis;

L'extension de l'OTAN en Europe de l'Est;

La construction d'un pilier européen indépendant.

Le choix politique est clair. L'OTAN se réjouit du fait que les peuples de l'Europe de l'Est et de l'Union soviétique «aient rejeté le système totalitaire communiste».

«Nous continuerons à apporter notre soutien avec tous les moyens dont nous disposons aux réformes entreprises par les Etats d'Europe centrale et de l'Est, et qui ont pour objet l'établissement de formes démocratiques de gouvernement, basées sur le droit et le respect des droits de l'homme, ainsi qu'aux efforts qui leur sont immanquablement associés et qui visent à créer des économies de marché modernes et compétitives.»¹³

Quelles sont les menaces pour l'OTAN?

Durant la guerre froide, l'Occident n'avait qu'un ennemi clairement démontrable: l'Union soviétique. Aujourd'hui la situation est beaucoup plus complexe. Selon des stratèges de l'OTAN, plusieurs dangers fort différents menacent l'Alliance.

Un premier danger se trouve en Europe centrale, en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique. Il est constitué par «les conséquences négatives qui pourraient résulter des sérieuses difficultés économiques, sociales et politiques dans lesquelles se débattent un grand nombre de pays d'Europe centrale et de l'Est, difficultés auxquelles s'ajoutent les rivalités ethniques et les disputes territoriales».

«En particulier dans le cas de l'ex-USSR, les risques et les incertitudes liés au processus de changements ne peuvent pas être dissociés du fait que les forces conventionnelles de l'ex-USSR sont sensiblement plus importantes que celles de n'importe quel autre pays européen, et du fait que son arsenal nucléaire ne peut être comparé qu'à celui des Etats-Unis.»

L'introduction de l'économie de marché provoque le chômage, la pauvreté et le malaise social. Le nationalisme et les interventions étrangères conduisent à des tensions internes, aux guerres civiles et aux conflits territoriaux entre les pays. L'OTAN se prépare à des interventions en vue de rétablir l'ordre et la

tranquillité, et de maintenir au pouvoir les gouvernements pro-occidentaux. En Europe orientale (République tchèque, Bulgarie), des mouvements anticapitalistes importants risquent de voir le jour, des mouvements qui ne pourront être réprimés que par l'intervention de troupes étrangères (de l'OTAN). La rivalité entre les gouvernements occidentaux et les nouveaux capitalistes russes (autour du pétrole, par exemple, dans le Caucase et en Ukraine, si importante sur les plans industriel et stratégique) peut mener à la guerre. Si une nouvelle révolution socialiste devait avoir lieu en Russie, on pourrait s'attendre à une intervention impérialiste (de l'OTAN), comme en 1918-20.

Un deuxième danger se situe à la périphérie sud de l'Europe (régions méditerranéenne et moyen-orientale) «comme l'a démontré la guerre du Golfe de 1991».

«Ceci est d'autant plus le cas en raison de l'établissement de puissances militaires et de la prolifération dans ces régions d'une technologie d'armement, et ce y compris d'un armement de destruction massive et de fusées balistiques pouvant atteindre le territoire d'un certain nombre de pays membres de l'Alliance.»

Willy Claes, le secrétaire général de l'OTAN, qualifie «le fondamentalisme musulman d'aussi menaçant pour l'OTAN que ne l'a été le communisme pendant des décennies. Il s'agit de terrorisme, de fanatisme religieux, et de l'exploitation d'injustices sociales et économiques».¹⁴ Le Moyen-Orient et la région de la Méditerranée sont pour les pays occidentaux d'une importance stratégique en raison du pétrole et des voies d'approvisionnement. Comme dans d'autres régions du Tiers Monde, la domination (néo)coloniale occidentale a plongé les peuples arabes dans une misère profonde. Le mécontentement et la révolte grondent. Le fondamentalisme musulman constitue de nouveau un alibi idéal en vue d'éventuelles interventions de l'OTAN, afin de briser la révolte populaire et de protéger les intérêts occidentaux de la région. La guerre de destruction contre l'Irak (qui a fait plus de 200.000 victimes) et l'embargo toujours en vigueur (qui cause la mort de milliers d'enfants par an) montrent ce que signifient réellement ces interventions. L'OTAN tra-

vaille également à la préparation d'un pacte militaire avec les alliés de la région: Israël, la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et l'Égypte. La propagande occidentale sur la menace islamiste est démagogique et destinée à gagner l'opinion publique à des interventions militaires. L'Irak est l'un des régimes les plus laïques du monde, mais pendant la guerre du Golfe, on a parlé de la menace islamiste de Saddam Hussein. En fait, le fondamentalisme est avant tout pro-occidental. Ses caractéristiques principales sont un anticommunisme et un antinationalisme fervents. Le nationalisme qu'il combat est celui de Nasser et Khaddafi, celui qui est pour l'indépendance nationale et contre l'impérialisme. A l'intérieur de ses propres frontières, le fondamentalisme s'exprime souvent par la terreur aveugle et le fascisme. D'autre part, il est utilisé dans le cadre de la rivalité entre pays impérialistes. Les Etats-Unis appuient le régime fondamentaliste de l'Arabie Saoudite ainsi que le FIS algérien. La France soutient le régime soudanais et l'Allemagne celui de l'Iran.

Il y a enfin un troisième danger.

«La sécurité de l'Alliance a par ailleurs un aspect mondial. Les intérêts de la sécurité de l'OTAN peuvent être influencés par d'autres risques d'une nature plus large, comme la prolifération des armes de destruction massive, la désorganisation de la livraison de matières premières vitales, le terrorisme et le sabotage.»

La non-prolifération des armes de destruction massive et des appareils de lancement y afférents (surtout les fusées balistiques) sont un sujet prioritaire pour l'OTAN. Voici ce qui a été déclaré lors d'une réunion à Istanbul le 4 juin 1994: «L'OTAN doit donc examiner le potentiel militaire nécessaire pour décourager la prolifération et l'utilisation d'armes de destruction massive.»¹⁵

Des attaques militaires préventives sont en préparation. Les Etats-Unis développent des bombes guidées par satellite et autres «armes intelligentes». «Celles-ci comprennent des puces électroniques, de sorte qu'elles peuvent être guidées par satellite exactement sur leur objectif, avec une précision qui dépasse de loin celle des bombes guidées par laser lors de la guerre du Golfe.»¹⁶ Le Pentagone développe également un «concept de

contre-prolifération», dans lequel «la prolifération d'armes nucléaires n'est pas prioritaire, mais bien le combat contre de nouvelles puissances nucléaires». Le scénario est que dans le cas où quelques pays réussissent quand même à fabriquer des armes nucléaires, celles-ci devraient être détruites. Ceci signifie en fait que l'on élabore des plans pour livrer effectivement une guerre atomique. A partir de 1996, on inscrira annuellement 400 millions de dollars au budget des Etats-Unis pour le développement de l'armement conventionnel et de l'armement nucléaire de précision.¹⁷ Les pays visés sont l'Irak, la Libye, la Corée du Nord et l'Iran.

L'arme nucléaire reste la pièce maîtresse.

Au gré des circonstances, «l'artillerie nucléaire ou les fusées nucléaires à courte portée devant être lancées à partir du sol peuvent être éliminées». On procède à une diminution des armes nucléaires substratégiques. «Celles-ci ne seront constituées que d'avions à capacité duale, qui pourront être si nécessaire complétés par d'autres systèmes stationnés en mer.» L'armement nucléaire continue «de remplir un rôle essentiel, en créant l'incertitude dans l'esprit d'un éventuel agresseur... Il démontre qu'aucune forme d'agression ne peut être un choix rationnel».

L'armement nucléaire «ne serait employé qu'en cas de nécessité extrême». Ceci n'offre que peu de garanties, car l'OTAN se refuse à renoncer à l'emploi en premier de l'arme nucléaire.

L'armement nucléaire comme élément essentiel de l'alliance transatlantique

Les Etats-Unis continuent de tenir l'Europe en leur pouvoir nucléaire car: «Les forces de frappe stationnées en Europe et qui sont à la disposition de l'OTAN constituent un lien politique et militaire essentiel entre les membres européens et nord-américains de l'Alliance. En conséquence, l'OTAN maintiendra en Europe les forces nucléaires adéquates.»

«La garantie ultime de sécurité pour les membres est constituée par les forces nucléaires stratégiques de l'OTAN, en particulier par celles des E-U...» Pour les membres européens, il reste

nécessaire de «participer à une grande échelle à l'effort nucléaire. En temps de paix, cela se fait en stationnant sur leur territoire des forces nucléaires...»

Elargissement du terrain d'action

Dans la déclaration de Rome, les pays de l'OTAN proclament que «notre propre sécurité est indissolublement liée à celle des autres pays membres en Europe». Selon l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, cette «tâche de protection de l'OTAN était surtout très importante pour les pays d'Europe centrale et de l'Est dans les heures qui ont suivi le coup d'Etat à Moscou».

Wörner: «Lors d'une communication ministérielle spéciale, nous avons répété que "leur sécurité est pour nous d'une importance toute particulière" et que "nous sommes d'avis que notre sécurité est indissolublement liée à la leur". Les conséquences de toute tentative d'anéantissement des avancées positives réalisées au cours de ces trois dernières années en Europe en matière de démocratie et de liberté seraient on ne peut plus claires.»¹⁸

Plus tard, Wörner déclarera que les discussions «hors-zone» sont sans objet, étant donné que ces pays appartiennent tout de même à la zone de sécurité de l'OTAN. Si la sécurité de l'Alliance ou celle de l'un de ses alliés est menacée, l'OTAN a le droit d'intervenir.

La zone de sécurité de l'OTAN s'étend même bien plus loin, depuis que le 4 juin 1992 à Oslo¹⁹ cette organisation s'est auto-proclamée «bras armé» et de l'ONU, et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Les Nations unies et l'OSCE servent donc de voile pudique à une extension du terrain de l'OTAN. Selon Willy Claes, le secrétaire-général de l'OTAN, «il peut se produire des circonstances où en l'absence d'un mandat des Nations unies, l'OTAN doit décider d'entrer en action de son propre chef». Claes souhaite qu'une action autonome soit possible «étant donné l'expérience pas très heureuse de l'OTAN avec l'actuel mandat de l'ONU lors de l'intervention

en ex-Yougoslavie». ²⁰ Guerre en Yougoslavie et dans le Caucase, interventions militaires, plans pour l'emploi d'armes nucléaires: la menace d'une guerre générale en Europe est réelle. Malgré quoi, nous ne voyons aucune initiative de la part des organisations de paix pour un mouvement de masse antinucléaire en Europe. Une partie importante du mouvement de paix s'est rangée du côté de l'impérialisme européen dans la guerre yougoslave, en appuyant d'abord les interventions «humanitaires», puis les bombardements de l'OTAN et finalement la force d'intervention rapide. On est bien un peu chagriné que ces opérations ne soient pas couvertes par la feuille de vigne de l'ONU. Un vrai mouvement contre la guerre, cependant, est en premier lieu anti-impérialiste et se dirige contre la rivalité entre les pays occidentaux, cause fondamentale de guerre.

Extension de l'OTAN

Lors de la déclaration de Rome du 8 novembre 1991, l'on a annoncé le début d'un processus visant à «l'établissement de formes plus institutionnelles de concertation et de coopération en matière de problèmes politiques et de sécurité» avec les pays de l'Europe de l'Est. Ce qui s'est concrétisé au cours du conseil de coopération Nord-Atlantique qui s'est tenu pour la première fois le 19 décembre 1991 à Bruxelles. Y prirent part tous les pays d'Europe de l'Est, de l'ex-Union soviétique et les seize pays membres de l'OTAN. Un certain nombre de pays peuvent à terme devenir membres de l'OTAN. Pour l'ensemble de ces nouveaux alliés, on se préoccupe: du contrôle de leur politique de défense et de leur appareil militaire, et ce faisant les intérêts de l'industrie européenne d'armement ne sont pas négligés; de la préparation de leurs armées à un écrasement d'une éventuelle révolte populaire contre la dégradation sociale faisant suite à la restauration de l'économie de libre entreprise; l'incorporation graduelle de ces pays dans les opérations militaires et interventions de l'OTAN.

Ces objectifs sont encore plus développés par le Partenariat pour la Paix, conclu les 10 et 11 janvier 1994 à Bruxelles au sommet de l'OTAN. Les pays signataires du partenariat s'enga-

gent à établir «des relations militaires coopératives avec l'OTAN pour faire, ensemble, de la planification, de la formation et des exercices en vue de renforcer leur capacité d'effectuer des missions dans les domaines du maintien de la paix et des opérations humanitaires.»

«Le Partenariat permettra également d'améliorer la transparence des processus de planification et de budgétisation des défenses nationales.»

Une intervention de l'OTAN est possible «s'ils perçoivent qu'une menace directe pèse sur leur intégrité territoriale, leur indépendance politique ou leur sécurité».²¹

Le pilier européen de l'OTAN

Dans la déclaration de Londres, il a été pour la première fois fait état d'un pilier européen dans le cadre de l'OTAN. On ne manquera pas de noter le lien qui est établi entre d'une part l'unité allemande et d'autre part l'identité de vue croissante en matière de défense européenne.

«La réunification de l'Allemagne signifie que nous sommes occupés à surmonter la division de l'Europe. Une Allemagne réunifiée ayant sa place dans une alliance de démocraties libres et faisant partie de l'unité économique et politique croissante de l'Union européenne est synonyme d'un facteur irremplaçable de stabilité au cœur même de l'Europe. L'évolution de cette Communauté européenne vers une union politique, et en particulier vers l'affirmation d'une identité européenne en matière de sécurité, contribuera également au renforcement de la solidarité Atlantique et à la construction d'un ordre pacifique juste et durable dans l'ensemble de l'Europe.»²²

Wörner qualifiait l'émergence d'un pilier européen au sein de l'OTAN «de moyen d'arriver à un partenariat transatlantique adulte et plus équilibré, réunissant ses partenaires sur un pied d'égalité».²³ Un partenariat sur la base d'égalité qui est surtout recherché par l'Allemagne. Lors du conseil des ministres de l'OTAN de Copenhague les 6 et 7 juin 1991, la décision de Londres a été explicitée de la façon suivante: «Nous saluons les ef-

forts consentis et visant, dans le cadre du processus d'intégration européenne, le renforcement de la dimension de la sécurité. Nous reconnaissons l'importance des progrès réalisés par la Communauté européenne afin d'arriver à une union politique. Ceci signifie également une politique étrangère et de sécurité communes. Le développement d'une identité européenne en matière de sécurité et d'un rôle de l'Europe en matière de défense – qui se concrétisent dans un pilier européen dans le cadre de l'Alliance – renforcera l'unité et l'efficacité de l'Alliance Atlantique.»²⁴

Le sommet de l'OTAN de Rome confirme une fois de plus le rôle européen, mais également le lien transatlantique. Le document final reconnaît néanmoins qu'il existe des opinions divergentes quant à l'élaboration d'un pilier européen. «Nous constatons progressivement une convergence des opinions dans les discussions relatives au développement d'une identité de vue européenne en matière de sécurité et de défense.» Lors du sommet de Bruxelles (10 et 11 janvier 1994), une importante modification a été apportée à la structure de commandement de l'OTAN. Par le concept des «Groupes de forces interarmées multinationales» il est à présent possible de disposer de la structure de commandement de l'OTAN pour des opérations militaires de troupes européennes qui peuvent intervenir indépendamment des unités de combat américaines. L'autre élément de ce changement est que les troupes de pays non-membres de l'OTAN, qui prennent part à des interventions, peuvent également être soumises à cette structure de commandement.²⁵

D'après Les Aspin, ancien ministre de la Défense du gouvernement Clinton, «des forces militaires intégrées à l'OTAN et formées par celui-ci, ainsi que des ressources de l'Alliance, pourront être affectées à des forces d'intervention exclusivement européennes, agissant dans des situations d'urgence exclusivement européennes, lorsque certains membres de l'OTAN ne souhaitent pas s'engager».

«Le concept de Groupes de forces interarmées multinationales est étroitement lié à l'émergence d'une identité européen-

ne de sécurité et de défense et concrétise l'idée d'une identité européenne séparable mais non séparée de l'OTAN. Cette force, qui bénéficiera des ressources, de moyens logistiques, ainsi que de capacités de commandement et de conduite des opérations de l'Alliance, évitera les problèmes de double emploi et de concurrence entre l'OTAN et l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Elle apportera également la preuve du ferme soutien des Etats-Unis au développement d'une identité européenne de sécurité et de défense au sein de l'Union européenne.»²⁶

Ceci signifie-t-il qu'un processus se soit engagé, par lequel la domination américaine sur les alliés européens se démantèle progressivement? Peut-on d'ores et déjà parler d'un partenariat effectivement équilibré?

L'écroulement des pays socialistes, l'éclatement de l'Union soviétique et l'émergence de l'unité allemande ont en tout état de cause fortement redistribué les cartes en Europe.

Les objectifs stratégiques doivent être redéfinis. En ce qui concerne les Etats-Unis, le gouvernement Bush avait défini de nouvelles lignes directrices pour une stratégie adaptée, et le président Clinton les a reprises.²⁷

Les Etats-Unis, qui restent la seule superpuissance mondiale, veulent évidemment conserver cette position et empêcher que d'autres pays ou groupes de pays n'obtiennent le statut de «superpuissances». Vu sous cet angle, cela signifie que l'Europe ne peut pas devenir une grande puissance militaire autonome. C'est pourquoi le maintien de l'OTAN et du rôle des Etats-Unis au sein de cette alliance reste une nécessité absolue pour Washington.

Dans cette situation de rivalité larvée, les Etats-Unis possèdent un certain nombre d'atouts. Le premier est l'arme atomique elle-même, dont la plupart des pays européens (dont l'Allemagne) sont toujours dépendants. Ensuite, la stratégie militaire actuelle de l'OTAN fournit des unités de combat multinationales et un commandement intégré, ce qui renforce encore l'autorité du commandant en chef américain de l'OTAN sur les armées européennes. En plus, seuls les Etats-Unis disposent de la logisti-

que nécessaire et des moyens en matière de commandement, de communication et de contrôle de l'exécution des opérations. Via les Groupes de forces interarmées multinationales, ces moyens sont dorénavant mis à la disposition de forces de combat européennes opérant séparément, mais le contrôle reste néanmoins dans les mains du commandement général de l'OTAN, donc en fait dans celles des Américains.

L'atout majeur de l'Europe est sa puissance économique, au moins équivalente à celle des Etats-Unis. Au cœur de l'Europe, l'Allemagne a reconquis sa position politique et économique dominante, et en raison d'ambitions stratégiques et économiques propres, la domination américaine commence à être attaquée. Vu les rapports de force actuels, un pilier européen au sein de l'OTAN représente un compromis temporaire. Les Etats-Unis doivent surtout tenir compte de la grande puissance économique de l'Allemagne. Lors de sa visite en Europe à l'occasion du sommet de l'OTAN en janvier 1994, le président Clinton a offert à l'Allemagne un leadership partagé. Les Etats-Unis considèrent l'Allemagne comme leur partenaire privilégié en Europe, aux dépens de la Grande-Bretagne. Mais ils tiennent en même temps à la garder sous contrôle à l'intérieur de l'OTAN. Tant que l'Europe ne dispose pas des mêmes moyens militaires, dont l'arme nucléaire, la domination américaine demeure un fait. Aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'OTAN, on travaille à l'élaboration d'une puissance militaire européenne «autonome». Mais la période de transition pourrait bien durer fort longtemps, selon certains peut-être une dizaine d'années.

Vers une puissance nucléaire en Europe occidentale?

Le traité de Maastricht: un point final et un nouveau départ

Le traité relatif à l'Union européenne a été approuvé à Maastricht le 10 décembre 1991 et mis en application le 1er novembre 1993.

En ce qui concerne la politique de défense européenne, les principes suivants ont été adoptés: tous les pays de l'Union veulent une défense commune. Cette politique sera conduite par le Conseil européen et développée au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

«L'Union demande à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), qui fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, d'élaborer et de mettre en œuvre les décisions et les actions de l'Union qui ont des implications dans le domaine de la défense.»²⁸

Dix pays de l'Union font déjà partie de l'UEO, à savoir la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Espagne, la Grèce et le Portugal.

«Les Etats qui sont membres de l'Union européenne sont invités à adhérer à l'UEO... ou à devenir observateurs s'ils le souhaitent (n.d.l.a.: le Danemark, l'Irlande, l'Autriche, la Finlande, la Suède). Dans le même temps, les autres Etats membres de l'OTAN (n.d.l.a.: la Turquie, l'Islande et la Norvège) sont invités à devenir membres associés de l'UEO d'une manière qui leur donne la possibilité de participer pleinement aux activités de l'UEO.»²⁹

Le champ d'action de l'UEO s'étend au-delà de l'Europe.

«Nous restons résolus à poursuivre une intégration européenne qui s'étende à la sécurité et la défense et à contribuer de manière plus efficace à la défense commune de l'Ouest:

En conséquence, nous entendons:

(...)

concerter nos politiques sur les crises survenant hors d'Europe, dans la mesure où elles sont susceptibles d'affecter nos intérêts de sécurité.»³⁰

Bien que les divergences avec les Etats-Unis aillent croissant et que la recherche d'une défense indépendante se concrétise de plus en plus, les pays européens se rendent bien compte que l'OTAN reste le meilleur appareil militaire pour défendre leurs intérêts, surtout par sa capacité d'intervention.

Au sein de l'OTAN, ces mêmes pays veulent renforcer le pilier européen.

En ce sens, il n'est pas surprenant de lire dans le traité le passage suivant: «L'UEO agira en conformité avec les positions adoptées dans l'Alliance Atlantique.» Mais également: «L'objectif est de développer l'UEO en tant que moyen de renforcer le pilier européen de l'Alliance Atlantique.» Et plus loin: «Le rôle opérationnel de l'UEO sera renforcé en examinant et en déterminant les missions, structures et moyens appropriés, couvrant en particulier... une coopération militaire plus étroite en complément de l'Alliance, notamment dans le domaine de la logistique, du transport, de la formation et la surveillance stratégique.»³¹

La signature du traité de Maastricht signifiait la fin d'un processus de propositions et d'efforts en vue d'arriver à une politique de défense européenne commune. Cela signifiait également un nouveau départ: la mise en pratique d'une défense européenne. Et ceci dans une situation mondiale complètement bouleversée, après l'effondrement du socialisme, l'éclatement de l'Union soviétique, l'unité allemande, les tensions sans cesse croissantes entre les Etats-Unis et l'Europe et celles internes aux grandes puissances européennes.

La longue marche vers Maastricht

Un nouveau départ pour l'Union de l'Europe occidentale

Le 26 octobre 1984, à l'occasion du trentième anniversaire de l'Union de l'Europe occidentale, les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des (à l'époque) sept Etats membres, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, ont décidé de réveiller cette «belle au bois dormant». C'est ainsi que la déclaration de Rome a été baptisée «l'Acte de Renaissance». L'UEO est issue du traité de Bruxelles, signé le 17 mars 1948 entre la France, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux, tous les cinq déjà engagés à l'époque dans la logique d'un combat contre les pays socialistes.

«Le traité de Bruxelles dressait pour la première fois, sous la forme d'un système régional de sécurité collective, une barrière contre la menace soviétique en Europe.»³²

Le traité fut adapté lors des Accords de Paris du 23 octobre 1954 afin de permettre l'entrée dans l'UEO de l'Allemagne et de l'Italie. C'est le signal du véritable début du réarmement de l'Allemagne occupée. L'entrée de l'Allemagne à l'OTAN en fut grandement facilitée. L'Union de l'Europe occidentale était en fait ramenée à une agence devant contrôler l'industrie allemande d'armement. Mais il était toujours interdit à l'Allemagne de produire ou de stocker des armes atomiques et chimiques.

Une deuxième adaptation du traité concernait un nouvel article 4: «En vue d'éviter tout double emploi avec les états-majors de l'OTAN, le Conseil et son Agence s'adresseront aux autorités militaires appropriées de l'OTAN pour toutes informations et tout avis sur les questions militaires.»³³

Ce qui subordonnait l'UEO à l'OTAN.

En 1984 l'UEO fut transformée en un forum de recherche et de concertation sur la sécurité européenne, afin «d'encourager l'intégration européenne en marche». La charte définitive allait se faire attendre trois ans et était approuvée à La Haye le 27 octobre 1987 sous la dénomination *Plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité*.

La plate-forme de La Haye

L'Europe a besoin d'une défense commune si elle veut continuer à jouer un rôle significatif au plan mondial.

«Nous sommes convaincus que la construction d'une Europe intégrée restera incomplète tant que cette construction ne s'étendra pas à la sécurité et à la défense.»

Une unification européenne plus complète a donc une défense intégrée comme moteur.

«Nous estimons que la relance de l'UEO apporte une importante contribution au processus plus large de l'unification européenne.»³⁴

Les idées les plus importantes développées au sein de la plate-forme sont les suivantes:

- L'importance de l'armement nucléaire.

«Pour être crédible et efficace, la stratégie de dissuasion et de défense doit continuer à se fonder sur une combinaison appropriée de forces nucléaires et conventionnelles, dont l'élément nucléaire est le seul qui puisse confronter un agresseur éventuel à un risque inacceptable.»

- Le lien transatlantique reste nécessaire en raison du parapluie atomique américain.

«La présence importante de forces conventionnelles et nucléaires des Etats-Unis joue un rôle irremplaçable dans la défense de l'Europe. Elles sont l'expression concrète de l'engagement américain à la défense de l'Europe et constituent le lien indispensable avec les forces de dissuasion stratégiques des Etats-Unis.»

- L'UEO comme pilier de l'OTAN.

«Nous sommes convaincus qu'une Europe plus unie apportera une contribution plus forte à l'Alliance, au bénéfice de la sécurité occidentale dans son ensemble. Cela renforcera le rôle de l'Europe dans l'Alliance et assurera la base d'une relation transatlantique équilibrée. Nous sommes résolus à renforcer le pilier européen de l'Alliance.»

Voilà la plate-forme autour de laquelle l'establishment européen veut se réunir en matière de défense. Mais il a fallu attendre Maastricht pour que ces plans soient concrétisés par des décisions d'exécution concrètes. Entre-temps les principaux pays européens avaient arrêté leurs positions. Ceci s'était produit dans un contexte de divergences et d'opposition croissantes avec les Etats-Unis à propos, notamment, du déploiement des fusées à moyenne portée et de l'initiative de défense stratégique du président Reagan (11DS ou «Guerre des étoiles»). Lors du sommet de Reykjavik entre Reagan et Gorbatchev, il a été selon les gouvernements européens insuffisamment tenu compte de leurs intérêts en matière de sécurité et on aurait pris des décisions sans les consulter.

La charte de Chirac

Lors d'un discours à l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale à Paris le 2 décembre 1986, le Premier ministre

français de l'époque, Jacques Chirac, incitait les parlementaires à accepter une Charte sur les principes de la sécurité de l'Europe occidentale, afin que celle-ci soit le moins dépendante des intérêts américains en matière de défense. Selon Chirac, la construction européenne avait négligé les aspects de la sécurité, de sorte que l'Europe semblait être le jouet des grandes puissances. «Une telle situation est inacceptable pour quiconque veut œuvrer à l'affirmation d'une identité européenne.» Les principes suivants doivent être repris dans une Charte pour la sécurité de l'Europe occidentale: «La dissuasion nucléaire demeure le seul moyen d'éviter effectivement une guerre en Europe. La menace sur l'Europe occidentale doit être envisagée de façon globale: toutes les armes nucléaires de toute portée, le déséquilibre des forces conventionnelles et chimiques. Les efforts de défense de l'Europe occidentale doivent rester au niveau de la menace, et dans ce contexte l'apport des puissances nucléaires indépendantes de la France et de la Grande-Bretagne est un facteur essentiel. La dissuasion en Europe rend indispensable un lien stratégique avec les Etats-Unis. Ceci n'est possible que par la présence sur notre continent de forces de frappe conventionnelles et nucléaires.»³⁵

Les piliers d'une défense européenne sont donc: la dissuasion nucléaire basée sur les puissances nucléaires française et britannique, et le lien stratégique avec les Etats-Unis.

L'Europe allemande

Lors d'un discours à Paris le 24 février 1987, l'ancien chancelier allemand, Helmut Schmidt, a donné sa vision de la politique européenne allemande.

Quelle politique stratégique les Allemands de l'Ouest ont-ils suivie au cours de ce dernier quart de siècle?

«Il y a eu la collaboration active au sein d'une alliance de défense commune avec les Etats-Unis et les autres alliés de l'Europe occidentale afin de maintenir un contrepoids militaire raisonnable et de... diminuer la dépendance stratégique de la République fédéra-

le vis-à-vis des Etats-Unis par le développement et le renforcement de la composante européenne au sein de l'Alliance.»

Schmidt propose un système de défense ouest-européen intégré. L'intégration des forces conventionnelles comprendrait dix-huit divisions allemandes, douze françaises et cinq du Benelux. Il faudrait dégager davantage de moyens afin de renforcer l'armement conventionnel. Tous les systèmes conventionnels d'armement devraient être achetés en commun. Le commandement suprême reviendrait à la France, mais serait soumis au Conseil européen des Etats et des chefs de gouvernement. Le président français garderait le droit souverain quant à l'utilisation de son armement nucléaire. La France s'engagerait néanmoins à étendre si nécessaire la «force de frappe» de façon à couvrir tout le territoire ouest-européen. L'Allemagne devient le grand financier, la France se préoccupe de la modernisation de son armement nucléaire, et les Allemands prendraient à leur charge les coûts élevés de la protection conventionnelle intégrée.

La proposition Schmidt comprend deux éléments: étendre la puissance économique de l'Allemagne dans le monde par le biais de l'Union européenne, tandis que sur le plan militaire on compterait sur le soutien de l'OTAN et sur l'armement nucléaire des Etats-Unis. Pour le futur, le pilier européen de l'OTAN devrait être renforcé, avec une diminution de la dépendance nucléaire (stratégique) vis-à-vis des Etats-Unis. Conjointement, il faudrait œuvrer à une force militaire conventionnelle européenne, «protégée» par l'arsenal nucléaire français. L'Allemagne financerait le tout, ce qui reviendrait en fait à exercer un sévère contrôle sur le futur appareil de défense européen. Cette vision du SPD Schmidt illustre à quel point la social-démocratie se profile comme une force politique appuyant un impérialisme allemand agressif.

Ce qui frappe dans cette proposition est l'exclusion de la Grande-Bretagne. Les Britanniques tenaient-ils (alors) encore trop à leur relation privilégiée avec les Etats-Unis ou par contre étaient-ils trop attachés à leur puissance nucléaire «indépendante»?

L'arsenal nucléaire français pour l'Europe?

Schmidt souhaite une armée européenne conventionnelle intégrée et un arsenal nucléaire français modernisé qui puissent couvrir tout le continent. La France aura-t-elle la volonté de mettre sa «force de frappe» à la disposition d'une Europe où l'Allemagne est la puissance économique dominante?

Ceci signifierait un changement fondamental dans la pensée stratégique française d'après-guerre, pensée qui repose sur l'indépendance totale en matière de défense, avec la «force de frappe» comme pièce maîtresse.

«Le général de Gaulle avait voulu que la force de dissuasion française soit nationale et ne doive rien à personne.»³⁶

Le 16 novembre 1983, à propos de l'utilisation de l'arme nucléaire française, le président Mitterrand déclarait: «Je ne peux pas redistribuer la décision qui m'appartient à moi seul en France, mais aussi qui m'appartient à moi seul en Europe. Je ne peux pas changer le fait que je dispose d'une force de dissuasion qui ne peut être que de dissuasion pour la France et pour ses intérêts vitaux... mais qui ne peut prétendre à assurer la défense de l'Europe.»³⁷

L'arsenal nucléaire français ne servirait qu'à «protéger» le sol national et à «soutenir» les actions de l'armée française. En raison de cette attitude «défensive» – la dissuasion française n'entrerait en action que si la France elle-même était attaquée – il était très improbable que la France soit prête à faire intervenir ses armes nucléaires si l'Allemagne était menacée. Traditionnellement, la France ne voulait pas faire intervenir ses armes nucléaires pour une défense étendue, mais considérait l'Allemagne plutôt comme une zone tampon entre la France et l'Europe de l'Est.

Un premier pas vers un changement se produit lorsque le Premier ministre de l'époque, Laurent Fabius (PS), propose le 15 juin 1987 d'étendre le parapluie atomique français à la République fédérale. Quelles étaient les raisons de cette déclaration d'intention? Le fait que la France avait de plus en plus de difficultés à supporter les coûts d'une politique de défense complètement indépendante? La carotte financière allemande fai-

sait-elle braire l'âne français plus fort? La France espérait-elle par des concessions maintenir l'Allemagne dans l'Union européenne, et également la maintenir sous contrôle européen, et renforcer l'axe Bonn-Paris de cette façon? Quoi qu'il en soit, l'Europe va se détacher des Etats-Unis, ce qui a toujours été (et est toujours) un but de la politique française.

Un tabou est brisé

Au sein des cercles dirigeants français, un long débat s'engage sur l'utilisation de «leurs» armes nucléaires en faveur de l'Europe. Il prendra une tournure «définitive» quand, à l'occasion d'une conférence nationale sur Maastricht les 10 et 11 janvier 1992, le président Mitterrand lui-même brise le tabou: «Les efforts visant à élaborer une défense commune soulèvent des problèmes non encore résolus et qu'il est urgent de résoudre. Je pense en particulier à l'armement nucléaire. Seuls deux des douze Etats membres de l'Union disposent de l'arme nucléaire. Ils ont élaboré une doctrine pour leur défense nationale (nucléaire). Est-il possible d'élaborer une doctrine européenne? Cette question deviendra bien vite un des problèmes clés dans la construction d'une défense européenne.»³⁸

Au cours de la même conférence, un homme de son parti, Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, proposera une solution au problème posé par François Mitterrand.

«Si la Communauté est appelée à devenir une puissance politique forte, pourquoi ne transférerions-nous pas notre puissance nucléaire vers cette Communauté?» Mitterrand et Delors, la social-démocratie comme moteur d'une grande puissance européenne. Derrière une phraséologie de gauche à la Mitterrand se cache une autre réalité.

Et le conservateur Jean-François Poncet, ministre des Affaires étrangères sous le président Giscard d'Estaing, déclara qu'en Allemagne on hésitait à mettre le mark dans la corbeille de l'Union européenne si la France ne mettait dans la balance ni sa force de frappe, ni son siège au Conseil de sécurité.»³⁹

Comment devons-nous interpréter ce point de vue? S'agit-il en l'occurrence d'un pacte équitable entre la France et l'Allemagne? Ou la France essaie-t-elle de maintenir l'Allemagne sous pression avec sa «force de frappe»? Ou bien l'Allemagne, forte de sa puissance économique, exercera-t-elle à terme un contrôle partagé sur l'arsenal nucléaire français, pour ainsi obtenir via la France et son statut de superpuissance, et sa carte de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies?

Les réticences britanniques

Le 16 mars 1987, le ministre des Affaires étrangères britannique, Geoffrey Howe, tenait un discours à l'Institut royal des relations internationales à Bruxelles.

«Notre défense doit rester fortement ancrée dans le cadre de l'Alliance et être basée sur une stratégie de la dissuasion. Elle doit également reposer sur une combinaison de forces conventionnelles et nucléaires.»

Ici aussi donc, l'accent est tout particulièrement mis sur l'arme nucléaire. La Grande-Bretagne, liée aux États-Unis pour sa dissuasion, ne veut pas se détacher de l'OTAN. Elle veut bien d'un renforcement du pilier européen au sein de l'Alliance. Mais pour l'instant, et en raison de son lien privilégié avec les États-Unis, une collaboration nucléaire plus étroite avec la France est exclue.

La brigade de Kohl

Le 19 juin 1987, le chancelier de la République fédérale, Helmut Kohl, proposait la création d'une unité de combat commune franco-allemande, de la taille d'une brigade. Le 6 juillet 1987, la réaction du ministre français de la Défense, André Giraud, fut assez étonnante. «La question qui se pose est de discuter du concept d'emploi de cette unité, car nous n'imaginons pas de placer des soldats français dans une position où ils ne seraient pas couverts par un échelon de la dissuasion nucléaire. Il n'y a aucune possibilité de défense purement conventionnelle de l'Europe.»⁴⁰ Les soldats allemands seraient-ils eux aussi cou-

verts par l'arsenal nucléaire français? Qui déciderait de l'engagement de ces armes? Il est très probable qu'au moment crucial, les généraux allemands veillent avoir leur mot à dire.

Le levier de l'intégration européenne

La collaboration franco-allemande sur le plan de la défense devrait donner une impulsion favorable au processus d'intégration européenne et conduire à terme à l'union politique, celle-ci comprenant une politique étrangère et de défense communes.

Le 16 octobre 1991, le chancelier allemand Kohl et le président Mitterrand annonçaient la création d'une brigade militaire franco-allemande. Ceci convenait à leur proposition visant, lors du sommet de Maastricht (9-10 décembre 1991), à développer l'Union de l'Europe occidentale (UEO) pour en faire le bras armé de l'Union européenne.

Le 22 mai 1992, Kohl et Mitterrand signaient l'acte de création de leur brigade, baptisée «Eurocorps». Celui-ci devrait former l'embryon d'une future armée européenne, la mission principale étant «d'effectuer des missions de maintien et de rétablissement de la paix, également en dehors de la zone de l'OTAN». ⁴¹ Les deux chefs d'Etat invitaient les autres pays de l'Union à rejoindre l'Eurocorps, et le premier à répondre présent fut la Belgique! En mars 1993 des officiers de liaison belges prirent leurs fonctions auprès du commandement à Strasbourg.

L'armée des Européens

Le 5 novembre 1993, l'Eurocorps fut installé en grande pompe à Strasbourg. Le ministre français de la Défense d'alors, François Léotard, profita de l'occasion pour qualifier l'Eurocorps «d'expression de la croyance en la construction européenne». Leo Delcroix, alors ministre belge de la Défense, déclara que «nos pays devaient saisir l'occasion de donner plus d'ampleur à l'identité européenne et à un appareil de défense européen adapté». Leur homologue allemand, Volker Rühe, déclara aux militaires qu'ils pourraient plus tard affirmer fièrement: «J'étais là quand on a créé l'armée des Européens.» ⁴² Et

le 22 novembre 1993, l'Espagne annonçait son entrée dans l'Eurocorps.

Mais la création de l'Eurocorps attire de nouveau l'attention sur la clé de voûte de la défense française, la «force de frappe». Le 25 mai 1992, le journal *Le Monde* écrivait: «L'évolution de la coopération militaire franco-allemande va reposer le problème des missions de la dissuasion nucléaire française. Les Allemands ont évité de mettre un tel sujet sur la place publique. Pourtant la création du corps européen est symbolique d'un glissement – qui a discrètement commencé avant elle – de la doctrine française en la matière. Longtemps les forces françaises en Allemagne étaient en quelque sorte protégées à distance par une couverture nucléaire dont les pièces maîtresses (étaient) basées en France...»

Un autre élément du problème est la relation avec les Etats-Unis et l'OTAN. Il semblerait que pour la première fois dans l'histoire, une armée européenne indépendante se crée. S'agit-il d'une action de la France contre les Etats-Unis? Pourtant l'Allemagne, la France et les Etats-Unis ont signé le 21 janvier 1993 un accord pour, en cas de crise, placer l'Eurocorps sous la direction opérationnelle de l'OTAN.

L'attitude belge

Lorsque les propositions Kohl-Mitterrand furent connues, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Mark Eyskens (CVP), déclara: «Pour la première fois dans l'histoire de la Communauté, nous disposons d'une proposition pour équiper la CE d'une défense qui lui soit propre.»⁴³ Le ministre de la Défense d'alors, Guy Coëme (PS), qualifia la proposition de «progrès significatif vers une Europe unie avec une politique étrangère et de défense propre».⁴⁴

Et Frank Vandenbroucke, alors président du SP (et qui officiera peu après comme ministre des Affaires étrangères pour une courte période), se montra lui aussi un ardent défenseur de la construction d'une armée européenne. «Le SP opte résolument pour un transfert des forces armées des douze Etats mem-

bres de l'OTAN vers l'UEO. L'UEO pourrait alors évoluer vers une large structure de défense européenne, en fait l'embryon d'une armée européenne.»⁴⁵

Le dirigeant socialiste Vandembroucke est également partisan d'une force d'intervention rapide européenne. «Ceci doit se faire dans le cadre des Nations unies. Je ne suis a priori pas opposé à l'organisation par l'UEO d'interventions militaires demandées par les Nations unies, sous la direction politique de l'Europe (et donc non pas sous celle des Etats-Unis ou de l'OTAN).»⁴⁶

Lors d'une visite à Bonn, le Premier ministre Dehaene (CVP) déclarait: «La Belgique salue la création du corps franco-allemand comme le noyau d'une armée d'intervention européenne. La Belgique est en principe prête à y participer, à condition que l'on clarifie les relations avec l'OTAN et l'UEO.»⁴⁷

A l'exception des partis écologistes, toutes les fractions politiques du parlement belge sont en faveur d'une armée européenne. Provisoirement au sein de l'OTAN, jusqu'à ce que l'Europe soit assez forte. Le parti fasciste Vlaams Blok, ardent défenseur d'une Europe allemande, résume le mieux ce point de vue: «Nous voulons à terme une armée européenne totalement indépendante. Cette armée commune doit défendre les intérêts européens partout dans le monde. Nous n'aurons plus besoin alors de l'OTAN.»⁴⁸

Les tensions croissantes au sein de l'Europe

La collaboration franco-allemande est considérée comme le moteur de l'Union européenne. Mais depuis la réunification allemande, ce moteur commence à cafouiller de plus en plus.

Selon l'industriel belge André Leysen, l'Allemagne a mené la réunification à bonne fin. «(Elle) prend ainsi la première place en Europe. Cela demande évidemment des réajustements en Europe.» Leysen poursuit, «l'Allemagne (a) réussi sa réunification. Comme prévu, il lui a fallu quatre ans et demi. 14.000 entreprises ont été privatisées, 4.000 reprivatisées, et 3.500 liquidées. Le tout a été réalisé avec le budget prévu, il y a trois ans, de 275 milliards de marks.»

Leysen plaide pour une Europe allemande, ce qui lui donne l'occasion de manipuler certaines images hardies. «Il y 18 mois, à Budapest, j'ai dit qu'il fallait une Europe gothique. En clair, tous les pays où il y a des églises gothiques doivent rentrer dans l'Union européenne. Quels sont-ils? Ce sont les anciens pays de l'empire austro-hongrois et les Etats baltiques. Si on les compte, on obtient entre 25 et 27 pays. Ces pays ont été christianisés il y a mille ans.»⁴⁹ Cette vision rappelle l'empire des Habsbourgs.

Pour Volker Rühe, ministre allemand de la Défense, les ambitions de l'Allemagne ne se limitent pas à l'Europe. Le deuxième grand défi stratégique pour l'Allemagne concerne la zone qui «s'étend de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud-Est en passant par le Moyen-Orient». «L'Allemagne veut faire valoir son influence, aussi bien dans le monde islamique et arabe que dans la Communauté européenne.»

L'Allemagne se prépare à assumer une plus grande responsabilité et à agir de façon plus autonome. «L'engagement de l'armée allemande en Bosnie, au Cambodge, en Irak et en Somalie prouve que l'Allemagne veut apporter sa contribution à la liberté et la paix dans le monde. Nous préparons ainsi le peuple allemand à notre nouvelle responsabilité internationale.»⁵⁰ Il faut se rappeler qu'aussi bien pendant la Première Guerre mondiale que pendant la Deuxième, l'expansion allemande était dirigée vers les Balkans, le Moyen-Orient, l'Iran et l'Océan Indien.

A propos de la position de la France, Dominique Moisi, directeur de l'Institut français des relations internationales, écrit: «Dans le passé, la relation franco-allemande était basée sur une menace commune: l'Union soviétique. En tant que puissance nucléaire indépendante et membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies, la France avait un statut international qui lui permettait d'avoir un leadership politique et stratégique. Elle pouvait dès lors accepter la dynamique économique supérieure de l'Allemagne. Tant que la division Est-Ouest maintenait aussi la division de l'Allemagne, la bombe française contre-balançait le mark allemand.»

L'unification allemande a radicalement changé les rapports de force en Europe. Le choix européen de la France a surtout été dicté par la volonté de conserver puissance et influence sur le plan mondial. «L'élite politique et économique française se demande aujourd'hui si elle n'a pas travaillé exclusivement pour les intérêts allemands. Elle voit les efforts de l'Allemagne pour élargir la Communauté aux pays de l'Est et de l'Europe centrale comme une preuve de la volonté allemande d'étendre sa zone d'influence, sinon son contrôle, sur l'Europe.»⁵¹

Tous les pays d'Europe en sont à redéfinir leurs positions sur l'échiquier européen, surtout vis-à-vis de l'Allemagne.

Le 1^{er} septembre 1994, la fraction démocrate-chrétienne du parlement allemand publiait un document sur l'avenir de l'Europe, un document concernant l'extension et l'approfondissement de l'Union européenne. L'on y propose la création d'une Europe à deux vitesses, le noyau dur étant constitué par l'Allemagne, la France et les pays du Benelux. Ces pays se réuniraient et feraient des progrès plus rapides dans les secteurs clés de la monnaie, de la défense, de l'immigration et de la sécurité intérieure. A terme, les autres pays pourraient les rejoindre.

Parallèlement, il faudrait un approfondissement des structures européennes, au sein desquelles les différents Etats abandonneraient des parties de plus en plus importantes de leur souveraineté à l'Europe. La Commission européenne fonctionnerait comme un super-gouvernement. Le président de la fraction CDU Schaube et l'expert en affaires étrangères Lammers, les auteurs du rapport, écrivent que l'Allemagne veut «s'ancrer» dans une Europe fédérale. En échange de quoi l'Allemagne demanderait à la France, du moins selon Pierre Lellouche, ex-conseiller de Jacques Chirac pour les affaires étrangères, «que les grandes affaires de politique étrangère ou de défense seront non plus décidées par le gouvernement de la République, mais par les représentants de la fédération. En somme, le contrat de mariage ainsi proposé revient à échanger la fédéralisation de l'Allemagne dans l'Union européenne contre la germanisation de ses partenaires».⁵²

Face à un point de vue allemand clair et unanime on trouve une France divisée et où le débat de fond doit encore commencer. Le choix pour la France est d'ailleurs déchirant. L'Europe est confrontée à un nombre très grand de problèmes qui exigent absolument une solution, faute de quoi l'Union risque d'éclater. «Si rien n'est fait pour y remédier, les insuffisances actuelles de l'Union, au plan des institutions, la persistance d'intérêts politiques nationaux divergents, combinées à l'arrivée de nouveaux membres condamneront inévitablement l'entreprise. Au mieux l'Union se dissoudra dans une vaste zone commerciale ouverte à tous vents. Au pire, l'Union finira par éclater sous l'impact du divorce croissant des politiques étrangères et de défense des différents Etats membres au rythme des crises qui ne manqueront pas de se produire à l'Est comme au Sud. L'autre terme de l'alternative est évidemment d'apporter notre propre pierre à l'œuvre de refonte de l'édifice européen. En étant prêts, pour ce faire, à ouvrir nous-mêmes un grand débat sur nos objectifs et le prix que nous sommes prêts à payer en termes d'indépendance nationale.» Voilà qui est pour la France difficile à supporter, d'autant plus que beaucoup de terrain a déjà été concédé à l'Allemagne.

L'on peut également lire dans le document de la CDU: «L'Europe de l'Est et l'Europe centrale appartiennent aux marchés et à la zone d'influence traditionnelle de l'Allemagne. Elles doivent être intégrées à l'Union, faute de quoi l'Europe se retrouvera de nouveau dans les conditions incertaines de l'avant-guerre.» Voilà donc un dilemme supplémentaire pour la France et les autres pays européens.

«La seule solution pouvant éviter le retour au système instable d'avant-guerre, confinant l'Allemagne dans une position inconfortable entre l'Est et l'Ouest, consiste à intégrer les voisins de l'Allemagne en Europe centrale et orientale dans le système d'après-guerre (ouest-)européen, tout en établissant un large partenariat avec la Russie.(...) Si l'intégration (ouest-)européenne ne devait pas évoluer dans ce sens, l'Allemagne pourrait, sous l'effet des impératifs de sécurité, être amenée à établir

seule, et par les moyens traditionnels la stabilité en Europe de l'Est, ce qui dépasserait largement ses forces et entraînerait l'érosion de la cohésion au sein de l'Union européenne, d'autant plus que le souvenir du passé où la politique à l'Est consistait essentiellement pour l'Allemagne à coopérer avec la Russie, au détriment des pays situés entre ces deux pays, est encore présent partout.»⁵³

Helmut Schmidt, ex-chancelier de la République fédérale, donne un bon résumé de la situation actuelle en Europe: «Nous autres Allemands devons reconnaître que depuis notre réunification, notre ascendant déjà existant, couplé à la croissance économique attendue et prévisible, inquiète fortement beaucoup d'Européens. D'autres craignent qu'au sein de l'Union européenne, l'Allemagne ne s'accapare du leadership.» Et le fait que certains Allemands s'affichent ouvertement en faveur de ces ambitions le dérange beaucoup. «Certains pensent que l'Allemagne est “le pont naturel vers l'Est”, et d'autres encore exigent un siège permanent au Conseil de sécurité.» Ceci occasionne des tensions croissantes et la formation d'une coalition contre l'Allemagne n'est pas un danger imaginaire. «Beaucoup trouvent maintenant l'Allemagne réunifiée trop puissante; c'est pourquoi ils œuvrent à une entente entre Paris et Londres. Partant du même point de vue, certains espèrent même pour la troisième fois une entente entre Paris, Londres et Moscou. (...) En France certains vont même si loin qu'ils voient en la Russie un futur contrepoids à l'Allemagne. Mais beaucoup d'Américains pensent que le rôle de guide en Europe est fait pour les Etats-Unis. (...) Les Néerlandais, les Belges et les Danois, conscients du haut degré d'intégration à l'économie allemande de la leur et de leur revenu national, hésitent à critiquer Bonn ouvertement; mais en sous-main la méfiance grandit, surtout parmi les Néerlandais. (...) Toute cette évolution de l'intégration européenne n'a jamais plu aux Britanniques; ils n'y ont participé que pour ne pas perdre leur influence sur les développements en Europe. Actuellement certains Britanniques vont même jusqu'à soupçonner l'Allemagne d'une “option russe”.»

Et Schmidt de conclure: «En ce qui concerne la politique étrangère, les dirigeants européens donnent la désagréable impression de continuer, inconsciemment et malgré eux, la politique du dix-neuvième siècle.» Et il décrit l'attitude de certains Allemands comme «des roulements de mécaniques rappelant l'époque de Guillaume II». ⁵⁴

Et en effet, depuis la chute du socialisme et l'éclatement de l'Union soviétique, beaucoup de choses en Europe rappellent la fin du dix-neuvième siècle ou la veille de la Première Guerre mondiale. Les tensions relatives au partage des zones d'influence et des marchés en Europe grandissent, ce qui occasionne une montée des antagonismes en Europe centrale et orientale, et toute la région qui va de la Méditerranée au Caucase est transformée en un creuset de tensions sociales et ethniques. Et c'est dans cet écheveau que les Etats-Unis, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne se battent et interviennent pour faire valoir leurs ambitions et leurs intérêts.

Dans cette période de transition il est très difficile de savoir quelles coalitions finiront par se former. Dans le cadre de l'Union européenne, un rapprochement semble se dessiner entre la France et la Grande-Bretagne sur le plan militaire. Cette collaboration militaire pourrait finalement former le noyau nucléaire de la future armée européenne, mais elle pourrait tout aussi bien évoluer vers un pacte militaire contre l'Allemagne.

La collaboration franco-britannique

Selon le quotidien anglais *The Independent*, «sur la scène internationale, c'est avec la Grande Bretagne et non avec l'Allemagne que la France a de plus en plus d'affinités». ⁵⁵

Après la guerre du Golfe en 1991 la France et la Grande-Bretagne ont annoncé «qu'elles allaient ensemble dégager des lignes de forces pour un aménagement de la paix après la guerre pour le Koweït». ⁵⁶ En 1993, le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Roland Dumas, déclarait: «La France et la Grande-Bretagne sont les deux seuls pays à avoir fourni un effort en Bosnie-Herzégovine.» ⁵⁷ Il n'y a pas que la collaboration

militaire des deux pays en ex-Yougoslavie, leurs intérêts politiques sont également de plus en plus parallèles. Paris et Londres sont à la recherche d'une «solution équilibrée» du conflit, dans laquelle les intérêts serbes sont aussi pris en compte. Bonn et Washington soutiennent une coalition croato-bosniaque contre les Serbes. Selon Douglas Hurd, ministre britannique des Affaires étrangères jusqu'en juin 1995: «Les Britanniques et les Français n'ont jamais collaboré de façon aussi étroite dans les zones de conflits internationaux.»⁵⁸

La collaboration militaire en ex-Yougoslavie présente aussi des perspectives pour le futur. Douglas Hurd reconnaît que, «dans le nouvel ordre mondial, les intérêts de la France et de la Grande-Bretagne se ressemblent de plus en plus».⁵⁹ Pierre Joxe, ancien ministre de la Défense: «Comme l'a récemment affirmé Mr Hurd, nos intérêts sont de plus en plus semblables et interdépendants». «Il s'agissait de "l'intérêt stratégique pour la stabilité globale du continent", et même d'un "destin" commun.»⁶⁰

Collaboration nucléaire

Déjà en 1968 le Premier ministre britannique de l'époque, Edward Heath, proposait «une combinaison des deux puissances nucléaires *au service de l'Europe*». Et c'est surtout l'opposition américaine qui a empêché que cela aboutisse à des résultats pratiques. En 1986, la France proposa de construire ensemble un missile pour les sous-marins des deux pays, mais ce projet échoua en 1993 quand la Grande-Bretagne opta pour les missiles américains Trident. Fin 1992, l'on constitua «une commission mixte sur les questions de politique et de doctrine nucléaires».⁶¹

Lors du sommet franco-britannique de juillet 1993, il a été décidé de transformer cette commission en un organe permanent. Selon John Major, Premier ministre britannique, «il s'agissait en fait d'établir un certain nombre de concepts en matière de dissuasion nucléaire, de contrôle des armements et de non-prolifération».⁶² Le ministre britannique de la Défense, Rifkind, mit l'accent sur le fait que l'on devait se rendre compte

que «les armes des pays nucléaires européens n'existent pas seulement pour défendre les intérêts nationaux de la Grande-Bretagne et de la France mais aussi pour épauler la sécurité des partenaires non dotés d'armes nucléaires...»⁶³

A la fin de ce siècle, la France et la Grande-Bretagne devraient disposer ensemble d'un nombre de têtes nucléaires compris entre 1.000 et 1.500. Différents facteurs encouragent la collaboration entre Londres et Paris: «L'engagement européen croissant de la Grande-Bretagne, les incertitudes sur le maintien de la dissuasion élargie américaine, les réductions budgétaires et un contexte international stimulant une innovation.»⁶⁴ Dans quels domaines la collaboration est-elle possible? «... une éventuelle coordination des zones et des temps de patrouille des sous-marins... (et)... une coopération limitée dans le domaine du ciblage.»⁶⁵ A cela s'ajoute: «... une coopération technique, tout particulièrement en ce qui concerne les capacités de pénétration des systèmes face aux défenses stratégiques et le *mirvage* (l'équipement d'un missile de plusieurs têtes nucléaires indépendantes, n.d.l.a.); les moyens d'information et de renseignement, et les réseaux de C3 (contrôle et communication, n.d.l.a.). Une mesure symbolique... consisterait à ouvrir en partie les facilités portuaires de l'une et de l'autre puissance à son partenaire... Il en serait de même si, à l'avenir, la France ouvrait son centre d'expérimentations nucléaires du Pacifique au Royaume-Uni.»⁶⁶

Ce sont là quelques-unes des possibilités d'une collaboration franco-britannique approfondie dans le domaine de l'armement nucléaire. «L'utilité» des armes nucléaires n'est pas remise en cause, il s'agit d'une évidence et la dissuasion nucléaire doit être étendue aux autres pays européens. La collaboration franco-britannique doit s'accompagner «d'une très nette ouverture vers les partenaires européens». Le point de vue officiel est que la dissuasion «n'aurait pas pour but de prémunir l'Union européenne contre une hypothétique renaissance du nationalisme allemand, et devrait au contraire raffermir la solidarité de ses membres, tout en estompant les différences de statuts nées de la Seconde Guerre mondiale».⁶⁷

Cette vision de Bruno Tertrais, chargé des problèmes stratégiques au ministère français de la Défense, ne sera sans doute pas partagée par tous ses collègues français, encore moins par les Britanniques. Il part de la possibilité de maintenir l'Allemagne dans un cadre européen. Au niveau européen, il peut bien sûr y avoir un consensus sur le point de savoir si les armes nucléaires françaises et britanniques peuvent offrir une «protection» à leurs partenaires, mais il reste la question de la volonté de ces deux pays à laisser à terme leur puissance nucléaire faire partie d'une dissuasion européenne commune. L'Allemagne aurait ainsi accès à un armement nucléaire, ce qui est l'objectif de la politique allemande depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'ALLEMAGNE, UNE GRANDE PUISSANCE NUCLÉAIRE?¹

Introduction

En Europe l'Allemagne dicte sa loi non seulement en matière économique, mais également dans l'industrie militaire

«Avec 250.000 personnes employées contre 325.000 en Grande-Bretagne et 300.000 en France, l'Allemagne d'avant la réunification du 3 octobre 1990 possédait le troisième complexe militaro-industriel d'Europe... Trois secteurs industriels dépendent étroitement des commandes militaires: la construction navale (25% des ventes), l'industrie aéronautique et spatiale (50%), et l'électronique professionnelle dans une moindre mesure... L'industrie militaire est également fortement axée vers l'exportation. L'Allemagne est le cinquième grand exportateur d'armes dans le monde, occupe la sixième place dans l'exportation vers les pays du Tiers Monde, et la troisième vers les pays industrialisés.»¹

Peu après la Seconde Guerre mondiale, l'industrie d'armement allemande a redémarré avec le soutien des Etats-Unis (Mutual Defense Agreement de juin 1955) et celui de la France (le traité de l'Elysée de 1963).

Le chercheur français Laurent Carroué conclut que «D'élèves bien sages dans les années 50-60, les Allemands sont en passe de rejoindre, voire de dépasser, les maîtres d'hier, anglais, français ou même américains.»² Aujourd'hui quelques trusts gigantesques contrôlent pour ainsi dire toute l'industrie de l'armement de la planète. Avec la fusion de Daimler-Benz et de Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB), on a assisté à la naissance du plus grand groupe militaire allemand depuis le III^e Reich. Ce trust a un chiffre d'affaires de 80 milliards de marks par an, dont 6 milliards dans l'industrie militaire. Il représente à lui seul 60% de la production militaire totale et possède le plus grand groupe aéronautique en Europe. Pour réaliser l'équivalent d'un tel groupe, les Français

devraient fusionner Renault avec l'Aérospatiale, Dassault, Thomson et SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation). De plus, le trust Daimler-MBB collabore à l'échelle mondiale avec Mitsubishi, la plus importante puissance industrielle du Japon et le numéro un de l'industrie aéronautique et de l'armement. La position de monopole des trusts leur donne également un très grand poids politique et c'est sur cette base qu'ils bâtissent également une position de force en Europe. Dans cette optique l'on assiste à de nombreuses formes de collaboration et de participations croisées où les entreprises allemandes jouent la carte de la puissance industrielle. «La France et plus généralement tous les pays de la CEE sont sous pression allemande. Dans la télévision à haute définition, dans les composants électroniques, dans l'industrie nucléaire, dans l'aéronautique, les politiques industrielles se définissent de plus en plus en fonction des impératifs de Bonn.(...) Sous couvert de coopérations européennes, le complexe militaro-industriel allemand se dote à terme de technologies largement financées et mises au point par la France.»³ Les politiciens allemands veulent transférer de plus en plus de pouvoir aux institutions européennes, au détriment des gouvernements nationaux. Le plaidoyer en faveur de cette politique est inspiré par les tenants de l'économie allemande. Edzard Reuter, ancien président de Daimler-Benz, déclarait déjà en décembre 1988 que «les appels sont de plus en plus pressants pour demander une augmentation des pouvoirs des organes européens au détriment des structures nationales.»⁴ L'agence spatiale européenne et le consortium tournant autour de l'Airbus devraient être renforcés, aux dépens des programmes nationaux. Dans ces groupes «européens», c'est la loi de ceux qui sont les plus forts industriellement qui est d'application, comme par exemple le groupe allemand Daimler-MBB.

Les options stratégiques de la politique allemande de défense

Lors d'une conférence nationale en novembre 1992, les politiciens et généraux allemands ont discuté de la nouvelle orienta-

tion de la politique étrangère allemande. Celle-ci est dorénavant déterminée par «les intérêts nationaux légitimes, qui ne doivent pas dans chaque cas particulier correspondre avec ceux des alliés de l'OTAN ou des autres partenaires. Les intérêts nationaux sont le point de départ de toute politique de défense de chaque Etat souverain». Le but ultime est «la prévention de conflits en Europe». A noter que l'Allemagne a incité à des conflits comme en Yougoslavie, où elle a armé les forces de droite croates et slovènes et les a poussées vers le séparatisme. Selon la Conférence, la politique allemande doit viser à la protection de ses «intérêts vitaux en matière de sécurité», ce qui veut dire, «la pérennité et la protection du marché libre mondial et le libre accès dans le monde entier aux marchés et aux matières premières dans le cadre d'un ordre économique mondial équitable». ⁵

Mais de quelles régions de ce monde «entier» s'agit-il surtout? «La construction européenne, à laquelle tous les dirigeants de la République fédérale ont toujours apporté leur adhésion, resterait un de ses objectifs. Mais il s'y ajouterait d'autres axes, d'une égale importance: la restauration d'une influence économique et politique déterminante dans les pays d'Europe centrale et dans les Balkans; la recherche d'un ordre stratégique et militaire excluant, pour l'Allemagne, toute menace venant de l'Est; l'établissement de relations d'un type nouveau avec la Russie, considérée désormais comme un champ ouvert à la pénétration économique et culturelle de l'Allemagne.» Selon Paul-Marie de la Gorce, cette vision se concrétise immédiatement. «Les quatre cinquièmes de l'aide fournie par la Communauté européenne et plus de la moitié de l'aide occidentale dans son ensemble parviennent d'Allemagne. Au total, près de 200 milliards de marks ont été promis à l'ensemble des pays héritiers de l'Union soviétique.» ⁶

Il faut ajouter à cela l'autre axe stratégique qui va de la région méditerranéenne au Caucase en passant par le Moyen-Orient.

Pour les entrepreneurs allemands, grands exportateurs mondiaux, les frontières européennes n'existent plus depuis longtemps. Il y a belle lurette qu'ils ne souffrent plus des limites his-

toriques imposées à l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Lors de la guerre du Golfe, il est apparu que l'industrie allemande était fortement présente dans cette région pétrolière stratégique. Elle avait contribué de façon très importante à l'élaboration de l'appareil militaire irakien. Durant la guerre, elle a «distribué» 17,5 milliards de marks à des pays tels que l'Égypte, la Turquie, la Jordanie, la Syrie, Israël... sans oublier les États-Unis et la Grande-Bretagne, afin que ceux-ci puissent financer leur guerre de destruction. Dans sa recherche de puissance au niveau mondial, l'Allemagne est de plus en plus impliquée dans toutes sortes de conflits. Ce qui n'est pas sans rappeler la situation d'avant la Première Guerre mondiale: «avec la construction d'une énorme flotte, la ruée vers des colonies et des points d'appui en Afrique et en Asie, et la construction d'une ligne de chemin de fer vers Bagdad dans un effort de pénétration de nouveaux marchés.»⁷ Sous le drapeau de l'ONU, l'Allemagne prendra de plus en plus part à des interventions militaires. Le tout est de savoir dans quelles régions. Dans un article du *Spiegel*, au titre significatif «Da müssen wir hin» («c'est là que nous devons aller»), l'on pouvait lire «Bonn préfère envoyer ses soldats dans le Caucase plutôt que dans les Balkans».⁸

La Russie a fait la guerre à la Tchétchénie pour garder le contrôle de cette région riche en pétrole. A quand la confrontation avec l'Allemagne et les États-Unis, qui considèrent la conquête de ces champs pétrolières comme une priorité importante?

Les interventions militaires exigent «l'élaboration de possibilités d'interventions rapides de l'armée»: un «rapide et efficace contrôle de crise exige la mise sur pied d'unités pouvant être utilisées à tout moment.»⁸ Actuellement, l'Allemagne dispose d'une unité d'intervention rapide forte de 50.000 hommes. En ce qui concerne les interventions militaires à l'étranger, l'armée allemande avait déjà – d'une manière discrète – pris part à des interventions de l'ONU en Somalie, au Cambodge et en Yougoslavie, et ceci avant le feu vert de la cour constitutionnelle de Karlsruhe en 1994. Maintenant il semble que plus rien ne puisse retenir l'armée allemande. Et le chancelier Kohl a déjà promis des troupes pour la prochaine

intervention massive de l'ONU en Yougoslavie – soi-disant pour couvrir le retrait des casques bleus de l'ONU, mais elle pourrait tout aussi bien déboucher sur une tentative d'occupation du pays.

Dans sa recherche d'une suprématie mondiale et avec son puissant appareil militaro-industriel, cette Allemagne-là peut-elle consciemment décider de rester vierge sur le plan nucléaire?

Un mythe: l'Allemagne ne veut pas d'armes nucléaires

Des parties importantes des paragraphes suivants sont basées sur la brochure des Verts allemands, *Faits et Arguments. Pour un renoncement à la bombe atomique dans la constitution ouest-allemande.*⁹

L'Allemagne s'est engagée par trois fois à renoncer à la production et à la détention d'armes nucléaires. Une première fois en 1954, afin de pouvoir devenir membre de l'Union européenne (et plus tard de l'OTAN); une deuxième fois en 1974, lors de la ratification par le parlement allemand du Traité de non-prolifération et finalement en 1990, lors de l'accord dit «des deux plus quatre» accord qui réglait la réunification allemande. Il est dit officiellement que l'Allemagne n'est pas une puissance nucléaire, et qu'elle ne veut pas non plus le devenir. Mais la classe politique allemande a bel et bien des ambitions nucléaires. Franz Joseph Strauss, ancien président de la CSU bavaroise et ministre de la Défense déclarait déjà en 1956: «A terme il ne peut y avoir d'Allemagne, qui soit économiquement un géant et politiquement un nain.» Une grande puissance économique, qui face à l'Union soviétique ne dispose même pas d'une possibilité de riposte nucléaire, restera toujours «un nain politique».» En septembre 1987, il écrivait dans le journal *Die Welt*: «La souveraineté exige immanquablement l'arme nucléaire.» Le 11 avril 1987, le journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, porte-parole du monde économique allemand, écrivait: «L'Allemagne peut bien disposer de l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe, son caractère non nucléaire la rend pour ainsi dire impuissante face aux puissances atomiques privilégiées, même si celles-ci sont ses meilleurs alliés.»

Le fait est également que, peu après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a mis sur pied un programme nucléaire civil. En conséquence, ce pays dispose aujourd'hui de tous les éléments nécessaires pour devenir rapidement une grande puissance nucléaire militaire. Toute la politique de l'Allemagne d'après-guerre visait à obtenir pour cela le maximum de liberté de manœuvre. Bien que l'Allemagne dispose de tous les moyens nécessaires au développement d'une puissance nucléaire autonome, l'option européenne semble avoir toutes les faveurs.

Recherche nucléaire pour les nazis ·

En 1938, Otto Hahn et Fritz Strassmann découvraient la fission nucléaire. En avril 1939, les physiciens nucléaires Harteck et Groth communiquaient au commandement suprême de l'armée allemande que l'arme atomique donnerait à l'Allemagne une supériorité inégalable. Ce qui ne tomba pas dans l'oreille d'un sourd. Lors de l'invasion de la Pologne, le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne nazie était le seul pays à disposer d'un bureau d'étude atomique spécial. Il était placé sous la direction du Dr. Diebner, physicien nucléaire, et directement relié au service de l'armement du ministère de la Défense. Au cours de ce même mois de septembre, ce département rappela à Berlin tous les physiciens nucléaires allemands de renom, et parmi eux, Weizsäcker, Heisenberg, Diebner, Bagge et Wirtz. Chaque scientifique se vit attribuer un domaine de recherche spécifique et on leur attribua également tous les crédits nécessaires. A partir de 1941 l'entreprise Degussa entama la production d'uranium sous forme de métal pour la bombe nazie. Lors d'une conférence réunissant les savants atomistes à la fin 1942, la direction du parti nazi se montra très enthousiaste pour l'efficacité des armes atomiques, les fameuses «armes miracles».

Mais les circonstances de la guerre n'ont pas permis aux nazis de constituer de stocks suffisants de matières premières stratégiques. Néanmoins les alliés découvrirent en 1945 à Haigerloch (Baden-Württemberg) un «réacteur à eau lourde» pratiquement

complet. En 1945, l'Allemagne était, avec les Etats-Unis, le pays le plus avancé dans la recherche en matière de techniques nucléaires. Quand les savants nucléaires allemands reprirent leurs recherches (secrètement en 1949, et ouvertement à partir de 1955), «ils ont rencontré de vieilles connaissances: les anciens dirigeants de l'économie militaire». L'institut de recherche atomique le plus connu sous le fascisme, le «KarlWilhelmGesellschaft» fut tout simplement rebaptisé le «MaxPlank-Gesellschaft». Cet institut fut chargé de la recherche en matière d'énergie atomique à des fins pacifiques. En 1949, Groth et Harteck reçurent de l'industrie allemande les moyens nécessaires à la poursuite de leurs expériences sur l'ultracentrifugation de l'uranium (séparation isotopique de l'uranium). En 1953, dans le plus grand secret et pour le compte de militaires brésiliens, ils travaillaient à la construction d'installations pour l'enrichissement de l'uranium. Heinz Schimmelbusch, directeur de Degussa depuis 1936 et plus tard fondateur de la NUKEM¹⁰, organisa en 1952 l'exportation d'uranium vers l'Espagne fasciste. Et en 1956 F.-J. Strauss pouvait recevoir en mains propres le premier combustible d'uranium de l'après-guerre.

1954: déclaration de renoncement aux armes atomiques

Le 3 octobre 1954, lors des négociations de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à Londres, Konrad Adenauer, alors chancelier de la République fédérale, déclarait que son pays ne produirait pas sur son territoire d'armes atomiques, chimiques ou biologiques. Ses successeurs ont régulièrement rappelé cette promesse, mais plusieurs éléments incitent à la réflexion.

Il ne s'agissait pas pour Adenauer de renoncer globalement aux armes nucléaires. Tout ce qu'il a promis, c'est qu'aucune arme atomique ne serait produite sur le sol allemand. Rien n'est donc dit à propos de l'achat ou de la possession d'une telle arme. Et l'on renonce encore moins à la production d'armes atomiques dans le Tiers Monde pour le compte de l'Allemagne, ou à la recherche sur les armes nucléaires.

La déclaration de 1954 n'a certainement pas été faite avec une très grande conviction. Elle signifiait simplement un ticket d'entrée à l'UEO et à l'OTAN, ainsi que la reconquête de la souveraineté nécessaire en ce qui concerne l'énergie nucléaire. Et en 1967 Theo Sommer, journaliste à *Die Zeit*, décrivait la situation ainsi: «L'Allemagne qui a perdu une guerre – qu'elle avait elle-même déclarée – ne peut retrouver sa souveraineté qu'en renonçant à une partie de celle-ci. Il est évident que les Alliés veulent la sécurité de l'Allemagne, mais ils veulent également se protéger de l'Allemagne. L'un dans l'autre, l'exigence des Alliés que l'Allemagne renonce à l'arme atomique est un acte discriminatoire à son égard.»

Contrairement au Traité de non-prolifération, la déclaration de 1954 n'a pas de valeur juridique internationale, elle n'est contraignante que vis-à-vis des autres pays de l'UEO: la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et les pays du Benelux. A l'unanimité, ces pays peuvent lever immédiatement la mesure «discriminatoire» de non-production d'armes nucléaires.

1957: Franz-Joseph Strauss à la recherche d'armes nucléaires pour l'Allemagne

En tant que ministre allemand de la Défense et à la tête d'une délégation de haut niveau, Strauss visita en 1957 ce qui était alors le Sahara français (l'actuelle Algérie). Après une visite commune à Colomb-Béchar, le site d'essais nucléaires, Strauss et son homologue français signèrent un accord franco-allemand de collaboration et de production concernant les armes atomiques. Et en 1958, également sous l'impulsion de Strauss, un accord tripartite fut signé avec la France et l'Italie, accord ayant trait à une collaboration scientifique, technique et financière en vue de produire des armes atomiques. Au cours de la même période, le journaliste américain L. Sulzberger dévoilait l'existence d'un protocole secret entre Strauss et Guillaumat, le président de la commission à l'énergie atomique. Selon les termes de cet accord, la France livrerait des têtes nucléaires à l'Allemagne, têt-

tes qui seraient stockées en France mais qui resteraient bel et bien propriété allemande et sous le contrôle de l'Allemagne.

La prise de pouvoir de de Gaulle au printemps 1958 mit provisoirement fin à cette collaboration nucléaire franco-allemande. De Gaulle ne voulait devoir rendre aucun compte quant à la «force de frappe», et certainement pas aux Allemands.

1960-1965: les forces nucléaires multilatérales

Afin de contrer le désir grandissant des Allemands à disposer eux aussi d'armes nucléaires, et afin de les empêcher de devenir une puissance nucléaire indépendante, les Etats-Unis proposèrent en 1960 la création d'une force nucléaire multilatérale. Une flotte de 25 navires de guerre avec des équipages mélangés serait équipée de huit fusées Polaris, chacune ayant une portée de 4.500 km. L'Allemagne se montra tout de suite très intéressée et proposa de participer aux frais à raison de 40%, soit 70% du total européen. Le gouvernement fédéral acceptait juste un veto américain sur l'usage d'armes nucléaires dans la phase initiale d'un emploi éventuel. Quand en 1965 – sous la pression franco-britannique – les Etats-Unis renoncèrent progressivement à cette proposition, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Schröder, proposa alors: «Seule la mise sur pied de la Force nucléaire multilatérale ou de toute autre solution similaire fera renoncer l'Allemagne à un armement nucléaire indépendant.» A ce moment-là, le programme nucléaire indépendant et «pacifique» de l'Allemagne est tellement avancé que la menace peut être mise à exécution. Néanmoins, le projet de force nucléaire multilatérale ne fut pas conservé, les Etats-Unis le laissant tomber en 1966 au profit du Traité de non-prolifération avec l'Union soviétique.

La résistance au Traité de non-prolifération des armes nucléaires

Les autorités allemandes ont toujours affirmé que la signature du Traité de non-prolifération indiquait clairement que l'Allemagne n'avait pas l'ambition d'acquérir d'armes nucléaires. Par

sa signature, l'Allemagne s'est effectivement engagée sur le plan international à renoncer aux armes nucléaires. Mais la réalité offre un autre tableau.

Selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, l'on a assisté en 1967 à «un incroyable spectacle hystérique», lorsque les premiers projets du Traité de non-prolifération ont commencé à circuler. L'Allemagne aurait dorénavant les pires difficultés à fabriquer elle-même des armes atomiques, et les réactions furent proportionnées à ce fait. Strauss compara le traité à «un nouveau Versailles», et Adenauer, au cours d'une visite au dictateur espagnol Franco, déclara qu'il «espérait que l'Allemagne ne signerait pas son arrêt de mort». Berg, le président du patronat allemand, fit part de la profonde inquiétude de l'industrie allemande. Et la presse de Springer: «Nous n'allons pas nous laisser faire. (...) Nous ne voulons pas être un peuple de mendiants.»

Malgré la pression diplomatique des pays occidentaux, le gouvernement, alors dirigé par le chancelier Kiessinger (CDU), refusait de signer le traité. En novembre 1969, la CDU et la CSU condamnaient à l'unanimité la signature du traité par la coalition SPD-FDP. Lorsque finalement en 1974 le Bundestag doit ratifier le traité, 78 parlementaires CDU-CSU votent contre, et parmi eux: Manfred Wörner, le futur secrétaire général de l'OTAN; les futurs ministres fédéraux Zimmermann, Schneider, Kiechle et Strauss; et Dregger, chef de la fraction CDU-CSU au Bundestag pendant des années.

Les réserves du SPD-FDP

Au début de l'année 1967, le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Willy Brandt, déclarait: «Le Traité de non-prolifération ne peut empêcher une puissance nucléaire européenne commune.»¹¹ Déclaration immédiatement appuyée par celle de Strauss: «Une défense européenne commune sans armement nucléaire commun n'a aucun sens.»¹²

La position de Brandt est que dans le cadre du Traité de non-prolifération, l'on peut tout de même prendre part à une armée nucléaire européenne. L'ancien ministre des Affaires économiques

et aujourd'hui commissaire européen Martin Bangemann (FDP) défendit en 1974 l'approbation du traité par le FDP en insistant sur la possible participation de l'Allemagne à une puissance nucléaire européenne. «Puisqu'il y a déjà dans l'Union européenne deux pays qui possèdent une force nucléaire. En cas de regroupement de l'Europe, cela signifierait même une diminution du nombre des Etats possédant l'arme atomique. Tout ceci ne contredit pas le traité.... au contraire, cela respecte même l'esprit du traité.»

Le travail de sape à l'encontre du traité

Durant les négociations, et sous la conduite de Brandt, la République fédérale travaillera à l'obtention de clauses d'annulation et à la limitation du traité dans le temps (25 ans). Ce qui a trait au contrôle (de l'industrie nucléaire allemande) fut enterré. La clause d'annulation du traité (art. 10) est en grande partie due à l'Allemagne. Cette clause prévoit la possibilité pour un pays de se retirer du traité si des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du traité, ont compromis les intérêts suprêmes du pays. Lors de la signature du traité, l'Allemagne attirera l'attention sur la «clausula rebus sic stantibus». L'on fait ici référence aux circonstances dans lesquelles la signature du traité a eu lieu. Ce qui signifie tout et rien. Carstens, ex-président de la République fédérale, déclarait en 1975 «qu'en cas de doute sérieux quant à la volonté des Etats-Unis de faire intervenir leur arsenal stratégique pour défendre l'Europe, l'Allemagne ne serait plus tenue de respecter le traité». ¹³ Les milieux de l'OTAN donnent leurs faveurs à une autre interprétation, qui est qu'en cas de guerre, le traité n'est pas d'application.

A la demande du gouvernement allemand, une clause a été ajoutée au traité, à savoir celle qui donne la possibilité à l'Allemagne de participer à une armée nucléaire européenne. Ceci à la condition que l'Europe fédérale développe une défense et une politique de sécurité communes.

Le traité comporte une contradiction fondamentale. L'article deux interdit la diffusion des armes nucléaires, mais l'article quatre autorise lui la diffusion et le développement de la technologie

nucléaire. La préparation de la production d'armes nucléaires peut donc tout simplement se poursuivre, et l'Allemagne peut en fait développer des armes nucléaires jusqu'à l'avant-dernier stade.

La conclusion est donc évidente: l'Allemagne n'a jamais réussi dans une telle mesure à «mettre ses intérêts en valeur, et même à les imposer, dans un traité international comme celui sur la non-prolifération». ¹⁴

Les entorses de la République fédérale au traité

Le traité prévoit que seuls les Etats signataires puissent collaborer au développement de l'énergie nucléaire. Malgré l'article, l'Allemagne exporte son «savoir-faire» nucléaire vers des pays non-signataires du traité, tels que le Brésil, l'Argentine, l'Afrique du Sud, l'Inde et le Pakistan.

Le professeur José Goldemberg, président de l'Association scientifique brésilienne, a déclaré: «Je dispose de témoignages selon lesquels des propositions ont été faites à des hommes d'affaires brésiliens, propositions qui ont stimulé l'appétit des militaires brésiliens en matière d'armement nucléaire... Il est on ne peut plus évident que le président Geisel était convaincu que les Allemands lui livreraient tout...» ¹⁵

L'Allemagne est devenue un partenaire privilégié de pays aux ambitions militaires évidentes. Pour l'industrie et les centres de recherche allemands, l'exportation de centrales nucléaires pouvant également servir à des fins militaires – et qui n'étaient pas encore en activité en Allemagne ou dont la fabrication sur le territoire allemand était même interdite – a ouvert la possibilité de recherches à caractère militaire en dehors de tout contrôle. Ce fut notamment le cas en Afrique du Sud. Malgré de multiples protestations internationales et des entorses évidentes au traité, l'Allemagne continua de refuser de soumettre ses exportations nucléaires au contrôle international.

Qui contrôle l'Allemagne?

A l'initiative des Etats-Unis et sous les auspices des Nations unies, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) fut

créée à Vienne en 1957. Lors de la mise en application du Traité de non-prolifération (TNP) en 1970, on a confié à l'Agence la mission de contrôler la diffusion de technologie et combustible nucléaires à des fins pacifiques, afin d'empêcher que ceux-ci puissent servir à la fabrication d'armes nucléaires. 250 inspecteurs sont affectés à ce travail. Entre-temps, des pays comme l'Irak et la Corée du Nord ont pu se rendre compte que ces agents exercent souvent leur mission dans des buts de contrôle et d'espionnage pour des gouvernements occidentaux.

Durant les négociations sur le TNP, l'Allemagne a également réussi à réduire à presque rien ces contrôles sur son propre territoire et celui de l'Union européenne. La tâche d'inspection a été confiée à la Communauté européenne de l'énergie atomique, l'EURATOM. Mais le règlement de l'EURATOM ne prévoit aucune interdiction en ce qui concerne l'adaptation de la technologie nucléaire à des fins militaires. L'article 84 est à cet égard explicite: «Le contrôle ne concerne pas les matériaux destinés à des fins militaires.» L'Allemagne peut donc tranquillement travailler au développement d'armes nucléaires. Mais pour les pays du Tiers Monde, les choses se présentent tout autrement.

La lutte pour les Pershing 1A

Ce qui illustre bien la soif atomique allemande, c'est la controverse sur le rôle des Pershing 1A de la Bundeswehr lors des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la réduction des forces nucléaires intermédiaires (les accords FIN-INF). Le gouvernement allemand refusa que l'on prenne en compte dans les négociations les fusées Pershing 1A «allemandes». Selon le gouvernement Kohl, elles devaient être reconnues comme «système de force tiers». Officiellement ces systèmes n'appartiennent pas aux Etats-Unis ou à l'Union soviétique, mais comme le nom l'indique, à des «tiers». L'on désigne par là des pays tels que la France, la Grande-Bretagne et la Chine, et par le biais des Pershing 1A, l'Allemagne voulait s'aligner sur ces pays. Si l'OTAN avait accepté cela en 1987, l'Allemagne aurait alors réalisé une importante percée diplomatique (et militaire).

Les Pershing 1A: armes américaines ou allemandes?

Dans les années cinquante, et malgré la grande opposition de la population allemande, il a tout de même été décidé d'équiper l'armée allemande du matériel le plus moderne, celui-ci comprenant des armes nucléaires. La division des tâches fut approuvée comme suit: les Etats-Unis livreraient les têtes nucléaires et l'Allemagne les lanceurs (fusées, avions). Les Etats-Unis auraient le contrôle de la mise à feu des armes nucléaires. On garantissait à l'Allemagne la collaboration la plus large possible, à l'exclusion de la possibilité d'appuyer sur le bouton. Un contrat identique fut conclu avec les Pays-Bas, la Belgique et la Turquie. A partir de 1963, les fusées Pershing 1A furent placées en Allemagne, et après leur remplacement progressif dès 1983 par les Pershing II, l'Allemagne disposait encore de 72 Pershing 1A, stockées à Geilenkirchen et Landsberg.

L'Allemagne ne veut pas seulement des armes atomiques, elle veut également avoir son mot à dire dans la politique nucléaire de l'OTAN. Dans le «plan de la Bundeswehr» de 1987, l'on peut lire: «La participation nucléaire est... une condition essentielle pour imposer les intérêts nationaux dans les domaines de la politique nucléaire, de la stratégie et de la planification d'utilisation nucléaire au sein de l'Alliance.»

Selon l'amiral Dieter Wellershoff, inspecteur général de l'armée allemande en 1988: «... il me semble nécessaire que les risques et les coûts soient justement répartis à l'intérieur de l'Alliance solidaire de l'OTAN. Cela me semble également judicieux car la détention de lance-missiles nucléaires – et il ne s'agit que de lance-missiles – nous assure l'influence correspondante sur la stratégie nucléaire de l'Alliance dans son ensemble.» Ceci explique l'attachement fanatique du gouvernement allemand au Pershing 1A. Lorsqu'en 1987 l'on procède à des négociations pour l'élimination des missiles à moyenne portée en Europe, l'on y inclut les fusées Pershing 1A, ceci au grand dam du gouvernement allemand CDU-FDP.

Dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 30 avril 1987 la situation est clairement formulée: «Le point de vue de Bonn, se-

lon lequel les Pershing 1A ne joueraient aucun rôle dans les négociations parce qu'elles ne seraient ni américaines ni russes, n'est pas fondé. L'exigence russe ne concerne pas les missiles, mais ce qu'ils transportent, à savoir les têtes nucléaires. Celles-ci ont une signification militaire pour l'OTAN, et politique pour l'Allemagne. La Russie ne veut pas impliquer de tiers dans les négociations, elle veut des négociations bilatérales avec les Etats-Unis. La signification réelle de la participation nucléaire était alors très clairement démontrée au gouvernement allemand: l'essentiel, c'est-à-dire les têtes nucléaires, était complètement aux mains des Américains. La différence entre le poids militaire et politique de l'Allemagne et celui des puissances nucléaires comme la France et la Grande-Bretagne était alors on ne peut plus évidente.»

*L'Allemagne en tant que troisième puissance atomique,
comme la France et la Grande-Bretagne?*

C'est précisément cette différence que le gouvernement allemand veut voir disparaître. A propos de la proposition de l'Union soviétique, le chancelier Kohl déclarait le 7 mai 1987 qu'elle «dépassait de loin le cadre des négociations. Car l'accord sur les missiles à moyenne portée ne concernait que les systèmes porteurs et de lancement russes et américains, et non les systèmes des puissances tierces. Il s'agit d'un point de vue de principe de l'Occident sur les puissances tierces.»

Le gouvernement allemand tentera tout ce qui est possible pour sortir les Pershing 1A des négociations. Cette attitude recueillit le soutien des Etats-Unis, mais l'Union soviétique tint bon.

Le ministre russe des Affaires étrangères de l'époque, Edouard Schevardnadze, déclarait: «Il n'y a pas dans le monde d'arme nucléaire qui n'appartienne à personne. Il est extrêmement dangereux de créer cette fiction juridique. Si, comme le prétendent certains représentants du gouvernement américain et leurs homologues allemands, ces fameuses fusées Pershing 1A appartiennent à une puissance tierce, il faut alors se demander de quelle manière et selon quelles règles juridiques ce parti tiers

— à savoir la République fédérale — a acquis ces armes nucléaires. Selon nous l'Allemagne n'en a pas le droit, ni juridiquement, ni moralement. Si l'Allemagne tente d'exiger ce droit de façon arbitraire et parvient à obtenir illégalement des armes nucléaires, cela provoquera l'indignation et la colère du monde entier, ce qui pourrait amener une crise politique internationale. Il me semble opportun de poser la question suivante à l'observateur allemand aux négociations: "L'armement de votre pays comprend-il des moyens nucléaires?" Et de la part du négociateur américain je veux une réponse à la question: "Qui dispose en réalité des têtes nucléaires des Pershing IA?"»

Les tentatives allemandes de s'appropriier des armes nucléaires via les Pershing IA et le réel sabotage des négociations sur les missiles de moyenne portée ont soulevé beaucoup d'opposition, également de la part des gouvernements occidentaux. Le 26 août 1987, Kohl déclara «qu'il était prêt, à certaines conditions, à accepter que les Pershing IA ne soient pas modernisées, mais démantelées, lors de l'élimination définitive des fusées russes et américaines de moyenne portée». Ce faisant, Kohl maintenait en fait ouverte pour l'Allemagne l'option de «puissance nucléaire tierce». Car il prétendait que les têtes nucléaires américaines sur les Pershing IA ne faisaient pas partie des négociations. Il continuait à prétendre que les 72 têtes nucléaires étaient propriété allemande.

Le virage diplomatique de Kohl ne fut pas du tout du goût de ses collègues de la CSU. Theo Waigel, actuel président de la CSU et ministre des Finances, déclara que son parti ne se sentait pas du tout lié par les déclarations du chancelier allemand. Il n'avait pas été consulté et son parti «ne pouvait pas accepter d'être mis devant le fait accompli dans des affaires d'une telle importance». ¹⁶ Pour la CSU, l'abandon des Pershing IA signifiait «un désarmement unilatéral de la République fédérale allemande». ¹⁷ Sur intervention des Etats-Unis, le démantèlement des Pershing IA fut ajouté dans un protocole séparé des accords FNI-INF. Les têtes nucléaires seraient enlevées quand les engins de lancement allemands auraient été démantelés.

Le SPD: en faveur d'une Europe forte et nucléarisée

L'attitude du SPD vis-à-vis des ambitions nucléaires allemandes était et reste positive mais, pour des raisons tactiques, prudente. Le SPD se dit en faveur d'un désarmement nucléaire total, mais en 1964 il a soutenu "sans réserves" la participation de l'Allemagne à une flotte nucléaire multilatérale. A partir de 1966 le SPD s'opposait officiellement à toute possession allemande d'armes nucléaires. Mais en 1967 au contraire, il fit dépendre son approbation du Traité de non-prolifération du maintien de l'option «nucléaire» européenne. Contrairement à la CDU-CSU, le SPD s'exprima ouvertement en faveur du traité, mais par le biais diplomatique il a tout fait pour en limiter le plus possible les conséquences. En tant que ministre des Affaires étrangères, Willy Brandt s'est engagé avec succès pour limiter la durée du traité. Avec son collègue d'alors, le ministre de la Politique scientifique Gerhard Stoltenberg, il s'est efforcé de faire ajouter des clauses au traité, clauses qui permettent un échange international souple et maximal de technologies nucléaires. C'est ce qui a offert au gouvernement Schmidt-Genscher en 1975 la possibilité de signer avec le Brésil un contrat fort contesté qui prévoyait l'échange d'une technologie nucléaire très sensible.

Le SPD défendait l'usage de l'énergie nucléaire à des fins civiles, mais en tant que parti de gouvernement, il stimulait la recherche sur l'enrichissement de l'uranium et l'obtention de plutonium, matières pouvant également servir à des fins militaires. Le SPD prétend être contre l'armement nucléaire de l'Allemagne, mais en tant que ministre de la Défense, Schmidt et son successeur Leber ont dégagé sur le budget de la Défense des moyens en faveur de la recherche sur de telles armes. Sur le territoire national, le SPD s'oppose aux centrales nucléaires de Kalkar et de Wackersdorf, mais il ne s'est jamais insurgé contre une collaboration internationale en rapport avec Super-Phénix, le surrégénérateur nucléaire français dans lequel des milliards de marks allemands ont été investis.

Le plus important pour le SPD est la création d'une Europe forte comprenant un armement nucléaire européen comparable

à celui des Etats-Unis via un pilier européen au sein de l'OTAN. Le porte-parole du SPD, Ehmke, déclarait en mars 1987 que l'Europe devait construire un satellite d'observation commun, afin de procéder à des missions de reconnaissance pour la «force de frappe» française. «Sans ses propres moyens de collecte d'informations spatiales, l'Europe reste totalement dépendante des Etats-Unis sur un terrain qui est essentiel à notre sécurité.» Ehmke plaidait également pour un renforcement de la collaboration franco-allemande autour de la puissance militaire nucléaire française.

La recherche nucléaire pacifique

Il s'agit d'un secteur où travaillent différents instituts de recherche et entreprises allemands, avec le soutien financier du ministère de la Défense. Selon le gouvernement allemand tout se ferait à des fins exclusivement scientifiques et non militaires. Mais que ressort-il des rapports (pour la période 1975-1982) du «Fraunhofer Institut»? Dans l'introduction d'une étude portant sur «le perfectionnement d'explosifs nucléaires», l'on peut lire ce qui suit: «La politique de sécurité de la République fédérale allemande ne peut négliger l'existence d'armes nucléaires, et par conséquent ne peut pas négliger non plus leur usage éventuel. C'est la raison pour laquelle nous devons, en ce qui concerne la recherche nucléaire, engager nous-mêmes les scientifiques nécessaires, afin de pouvoir apprécier sous un angle scientifique et technique les dangers de la situation actuelle, nos propres possibilités de défense et l'efficacité de la stratégie de dissuasion de l'OTAN.»

Voilà pourquoi, ajoute le rapport, une intense collaboration s'est instaurée entre les différents instituts de recherche, les entreprises et le ministère de la Défense: pour pouvoir, sur la base de «recherche militaire», rassembler des informations permettant de répondre aux questions posées ci-dessus. C'est ainsi que des rapports sont faits sur «la miniaturisation», la «fabrication et l'emploi» et «l'efficacité croissante des armes atomiques». De la recherche à la fabrication, le pas est vite franchi. Dans la période

1965-1975, NUKEM à Hanau a produit des cibles au tritium pour le ministère de la Défense. Le tritium est employé dans la fabrication de la bombe à neutrons.

L'ancien ministre de la Recherche scientifique, Hauff, confirmait que l'Allemagne est «un Etat nucléaire en puissance». «Quiconque veut la bombe atomique, peut se servir des installations allemandes existantes et de la capacité de production pour, dans un temps relativement court, fabriquer des armes nucléaires. En tant que ministre de la Recherche et de la Technologie, je me suis à l'époque renseigné à ce sujet. Je peux supposer qu'entre-temps notre capacité n'a pas diminué, mais qu'au contraire elle se sera améliorée.»

Il ressort d'un rapport de la CIA, que 22 entreprises allemandes travaillent à l'armement atomique. La revue trimestrielle américaine *Foreign Affairs* concluait déjà en 1965 que «les progrès allemands depuis 1958 en matière de technologie nucléaire sont très notables. On ne peut se défaire de l'impression que les Allemands jettent les bases d'un programme militaire.»

Un petit stock de plutonium et d'uranium

Ce sont précisément l'Allemagne et le Japon, les deux pays qui ont déclenché la Seconde Guerre mondiale et qui officiellement ne possèdent pas d'armes nucléaires, qui développent leur industrie d'uranium et de plutonium sur une grande échelle. A Hanau et Gronau, l'Allemagne dispose d'installations de production de plutonium et d'enrichissement de l'uranium. En dépit du grand secret qui entoure ce genre d'information, l'on suppose qu'il y a au moins en Allemagne 460 kg de combustible nucléaire qui sont stockés, prêts à l'emploi pour des armes nucléaires. Et il existerait des plans pour porter cette capacité à 2,5 tonnes.

La production de missiles

Il ressort d'un plan militaire secret de 1987 que dans les dix années à venir l'Allemagne, en collaboration avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, va travailler à la production de missiles

Cruise de longue portée. En l'occurrence d'une portée de 600 km, pour rester dans les limites des accords de «désarmement» relatifs aux engins à longue portée. Le projet a été confié à un des géants de l'industrie militaire, Dornier MBB, qui procéderait à la fabrication de 500 exemplaires. Pour le lancement de ces missiles, on travaille également à la production d'avions de combat supersoniques. Ceux-ci seraient équipés de la technologie américaine Stealth, c'est-à-dire qu'ils seraient "invisibles" pour les radars ennemis. Depuis 1984 l'Allemagne peut travailler ouvertement à ces projets, après que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) eut retiré les dernières restrictions en matière d'armement. Les accords de Yalta, signés en février 1945, ont stipulé qu'après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne serait démilitarisée et ne pourrait plus jamais fabriquer des armes de destruction comme les V1 et les V2. Les Etats-Unis ont rompu cet accord et ont commencé presque tout de suite à réarmer l'Allemagne dans le but de contrer l'Union soviétique, le seul pays signataire qui continuait à défendre les accords de Yalta.

L'Allemagne n'a d'ailleurs pas attendu 1984 pour se livrer à de nouvelles «expériences» sur la technologie des missiles. Vers les années soixante-dix l'on a appris que la firme allemande OTRAC, avec le soutien d'actionnaires anonymes et des autorités pour plusieurs milliards, a testé au Zaïre des missiles Cruise sur un terrain d'essai plus grand que l'Autriche. Au début des années quatre-vingt la même entreprise communiquait son intention de tester des missiles intercontinentaux. Mais OTRAC a disparu en 1986 et a été remplacée par la firme ORBIT.

Il est clair que dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne a fait différentes tentatives afin de devenir une puissance nucléaire. Elle est maintenant une puissance militaire «presque nucléaire». Deux possibilités s'ouvrent encore à elle: soit bâtir sa propre armée nucléaire, et elle dispose déjà pour cela de l'appareil technologique et industriel nécessaire; soit obtenir via une puissance nucléaire européenne son mot à dire sur l'armement français et/ou britannique. Entre-temps l'Allemagne développe une position de force dans l'industrie

militaire européenne. Et dans la diplomatie nucléaire internationale, le fait qu'elle dispose des bases techniques et industrielles pour la fabrication d'armes atomiques joue un rôle très important. Il est évident que les puissances nucléaires doivent maintenant en tenir compte.

CHRONOLOGIE DE L'ANNÉE 1945

(Événements liés à Hiroshima, Nagasaki et la guerre froide)

1^{er} janvier. Armistice entre l'ELAS (branche armée de la gauche grecque) et le Général Scobic, délégué par Churchill, pour écraser la révolte des résistants communistes.

3 janvier. Contre-attaque des Américains dans les Ardennes suite à l'offensive Von Runstedt de décembre. Prise d'Akyab (Birmanie).

6 janvier. Le minéralogiste V. Vernadski meurt à Moscou d'une hémorragie cérébrale. Il souhaitait la collaboration avec les Américains et une noosphère^(*) démocratique. Né en 1863 à Saint-Petersbourg, il avait consacré une bonne partie de sa vie à la prospection de minéraux radioactifs d'uranium dans l'Oural, le Caucase et l'Asie Centrale.

9 janvier. MacArthur débarque à Luzon (Philippines).

11 janvier. Trêve de la guerre civile en Grèce.

12 janvier. L'armée soviétique franchit la Vistule.

13 janvier. Début de l'offensive soviétique au départ de la rive droite de la Vistule.

17 janvier. L'armée soviétique s'empare de Varsovie et occupe Czestochowa.

18 janvier. Le gouvernement de Lublin s'installe à Varsovie en opposition avec celui de Londres. Le général Anders est nommé commandant en chef des forces polonaises du gouvernement de Londres.

19 janvier. Les armées soviétiques occupent Cracovie et Lodz.

20 janvier. Signature à Moscou d'un armistice entre les alliés et la Hongrie.

23 janvier. Prise de Tilsit par les Soviétiques qui franchissent l'Oder. Réouverture de la route Birmanie-Chine.

(*) Noosphère: biosphère améliorée et humanisée.

25 janvier. De Gaulle proteste contre l'absence de la France à la Conférence de Yalta.

27 janvier. L'armée soviétique libère le camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau. Il s'y trouve 7000 prisonniers décharnés. Plus d'un million de juifs y perdirent la vie, ainsi que 85.000 Polonais, 20.000 Tsiganes, 15.000 Soviétiques et 12.000 citoyens d'autres nationalités compagnons de souffrance des juifs.

février. V. Merkulov, le commissaire du peuple pour la sécurité d'Etat, a écrit à Beria que les recherches conduites par les chercheurs britanniques et américains ont démontré qu'il était possible de produire une bombe atomique.

3 février. Arrivée de Roosevelt à Saki (Crimée) à bord de l'avion présidentiel escorté de 5 chasseurs. A l'aéroport, Molotov, commissaire soviétique pour les affaires étrangères, Stettinius, le Secrétaire d'Etat et l'Ambassadeur Harriman sont présents.

4 au 12 février. Conférence de Yalta: Staline, Churchill et Roosevelt face aux problèmes de la guerre à achever et de la paix à construire. Roosevelt demande à Staline de se joindre aux EU contre le Japon. Alliance des alliés contre le fascisme, déclaration sur l'Europe libérée, patronage accordé par les trois Grands, et pas de partage en vue pour l'Allemagne.

Accord concernant l'entrée de l'URSS en guerre contre le Japon. L'URSS, les EU et la Grande-Bretagne sont d'accord pour que dans deux ou trois mois après la reddition de l'Allemagne et la fin de la guerre en Europe, l'URSS entre en guerre contre le Japon. Conditions: 1) Statu quo en Mongolie extérieure; 2) Les droits anciens de la Russie violés par l'attaque japonaise en 1904 seront rétablis: le sud de Sakhaline de même que les îles adjacentes retourneront à l'URSS; le port commercial de Dairem sera internationalisé et la concession de Port Arthur comme base navale pour l'URSS sera restaurée; les voies ferrées de l'est chinois et du sud de la Manchourie qui assurent l'arrière-pays de Dairen seront gérées par une compagnie soviétique et chinoise. 3) Les îles Kouriles seront cédées à l'URSS.

Aucune objection de la part de Roosevelt et de Churchill aux propositions de Staline.

5 février. Les troupes du général Douglas MacArthur entrent à Manille.

6 février. Exécution de Robert Brasillach (écrivain d'extrême droite) au fort de Montrouge.

8 février. Offensive canadienne au sud-est de Nimègue en direction du Rhin.

9 février. Le Paraguay et l'Équateur déclarent la guerre au Japon suivis par le Pérou et le Chili.

11 février. Budapest tombe aux mains de l'armée rouge.

12 février. Accords de Varkitza, fin des combats entre la droite grecque soutenue par l'armée anglaise et les communistes. La Grèce soumise aux vues de Churchill. Staline suivra son exemple en Bulgarie; la grande utopie de Yalta subit sa première lézarde. De Gaulle refuse de rencontrer Roosevelt à Alger.

13 février. L'armée soviétique s'empare de Budapest. Le gouvernement polonais de Londres rejette la proposition adoptée à Yalta concernant les déplacements des frontières polonaises.

13-14 février. Dresde détruite par trois vagues de bombardiers (dont 750 anglais et 450 américains). Destruction massive préfigurant Hiroshima: 40.000 civils y laissent la vie, principalement des réfugiés brûlés vifs, destruction d'un trésor architectural mondialement connu. Crime de guerre motivé par la vengeance et le terrorisme qui de plus a constitué un avertissement face à la politique de conquête de l'armée rouge. Les bombardements continuèrent jusqu'au 17 avril.

14 février. Trois jours après la fin de la Conférence de Yalta, où Roosevelt a obtenu la promesse soviétique d'entrer en guerre contre le Japon, l'empereur Hiro-Hito a signifié au prince Konoye sa volonté de capituler à condition de préserver le principe monarchique. Après le 14 février Hirota, ministre des affaires étrangères amorçait des conversations avec Malik, ambassadeur de l'URSS. L'ambassadeur, sur instruction de Moscou, fait traîner les choses et demande en contrepartie des

bons offices de l'URSS, les Kouriles, Sakhaline, Daïren, Port-Arthur et les chemins de fer mandchous. L'empereur chargera Sato, ambassadeur du Japon à Moscou, d'entreprendre des démarches.

15 février. Les troupes britanniques atteignent le Rhin sur un front de 15 km.

16 février. Début des attaques aériennes massives sur Tokyo par les bombardiers américains. Les bombardements se prolongeront le 16 et 17.

19 février au 16 mars. Bataille d'Iwo-Jima (Japon).

24 février. Ahmed Pasha, Premier ministre d'Egypte, est assassiné après la déclaration de guerre de l'Egypte à l'Allemagne. Chute de Manille.

Mars. L'empereur du Japon dissout le cabinet et met à la tête du gouvernement japonais un pacifiste, l'amiral Suzuki.

1^{er} mars. Après les accords de Crimée, Roosevelt rentre à Washington pour informer le Congrès «La conférence de Yalta a été couronnée de succès».

3 mars. La Finlande déclare la guerre à l'Allemagne après avoir été son alliée contre l'URSS.

4 mars. Constitution en Roumanie du ministère Groza, d'inspiration communiste. Montgomery empêche la IX^{ème} armée US, qui a atteint le Rhin près de Dusseldorf de franchir le fleuve.

6 mars. Constitution en Yougoslavie d'un gouvernement d'union nationale avec le communiste Tito et le royaliste Subasic.

7 mars. Chute de Cologne; franchissement du Rhin à Remagen, sur un pont demeuré intact, par la 1^{re} armée U.S.

8 mars. Bradley reçoit l'ordre de ne pas exploiter la tête de pont de Remagen.

9-10 mars. Les Japonais s'emparent de l'Indochine. Assassinat du général Lemonnier et du colonel Robert. Bombardement incendiaire de Tokyo par 279 B-29 du général Lemay: 2000 tonnes de bombes, 83.000 morts et 16 km² de la ville sont détruits, 1 million de blessés et 267.000 édifices détruits.

11 mars. Bombardement incendiaire de Nagoya.

13 mars. Bombardement incendiaire d'Osaka. Les alliés contrôlent la rive gauche du Rhin entre Nymègue et Coblençe.

14 mars. Offensive générale contre la ligne Siegfried (frontière franco-allemande).

15 mars. Stimson informe Roosevelt sur le dilemme nucléaire: secret du monopole américain ou ouverture en vue d'un contrôle international de l'énergie nucléaire. Roosevelt n'aura pas le temps de prendre une décision.

16 mars. Bombardement incendiaire de Kobe.

23 mars. La 2^{ème} armée du général Dempsey franchit le Rhin.

24 mars. Attaque de Montgomery sur le Rhin près de Wesel, appuyée par 25 divisions dont 2 aéroportées.

25 mars. La totalité de la rive gauche du Rhin est aux mains des alliés. Montgomery piétine; Hodges et Patton se précipitent vers le cœur de l'Allemagne.

29 mars. Les Soviétiques franchissent la frontière autrichienne.

30 mars. Dantzig est pris par les Soviétiques.

Fin mars. Accord secret à Moscou avec le président Benes pour la livraison de l'uranium de Joachimsthal (Tchécoslovaquie).

Avril. Le Premier ministre japonais, Suzuki, n'est toujours pas disposé à mettre fin à la guerre.

1^{er} avril. Début de la bataille d'Okinawa qui se terminera le **26 juin.** Plus de 1.500 attaques de kamikazes. Les Japonais perdent 110.000 hommes plus 150.000 civils. Côté américain, il y a, après quarante-cinq jours de combat, 12.500 morts et 37.000 blessés. Cette bataille a servi d'argument pour justifier l'emploi de la bombe atomique. Lettre de Roosevelt à Staline pour aplanir les difficultés de la question polonaise.

2 avril. Encerclement des forces allemandes de la Ruhr.

5 avril. Suite à l'effondrement des troupes allemandes à l'Ouest, Churchill insiste auprès de Roosevelt pour que les unités américaines demeurent dans les zones prévues par l'URSS. Le gouvernement soviétique annonce qu'il ne renouvellera pas le pacte de non agression avec le Japon qui doit prendre fin en 1946.

7 avril. Réponse de Staline à Roosevelt. Le leader soviétique veut une Pologne amicale qui accepte les frontières proposées à Yalta.

10 avril. Capitulation de Königsberg signée par le général Lasch et acceptée par le maréchal Vassilevski.

11 avril. Libération du camps de Buchenwald où moururent environ 40.000 détenus.

12 avril. Mort de F.D. Roosevelt; le vice-président Harry S. Truman devient président des Etats-Unis. La nouvelle administration remplacera progressivement les hommes du New Deal. Eisenhower reçoit l'ordre de maintenir ses troupes là où elles sont arrivées. Les Soviétiques lancent l'assaut final contre Berlin.

13 avril. Prise de Vienne par les Soviétiques.

14 avril. Les Alliés occidentaux entrent à Arnhem (Hollande).

16 avril. Le général Arnold, chef de l'Air Force et le général Groves, chef du projet Manhattan choisissent les quatre villes cibles d'un bombardement atomique: Hiroshima, Niigata, Kokura et Nagasaki.

17 avril. Capitulation des armées allemandes de la Ruhr.

18 avril. Henry L. Stimson, ministre de la guerre, présente la liste des quatre villes candidates à l'holocauste nucléaire au président Truman nommé depuis six jours. Patton pénètre en Tchécoslovaquie et reçoit l'ordre de s'arrêter à Pilsen.

20 avril. Les Soviétiques atteignent Berlin.

21 avril. Fin de la bataille de la Ruhr: 321.000 soldats, 30 généraux et un amiral sont prisonniers. Le maréchal W. Model se suicide près de Düsseldorf.

22 avril. Berlin est complètement encerclé par les Soviétiques, Bologne tombe aux mains des alliés.

23 avril. Rencontre tendue entre Truman et Molotov à la Maison Blanche en vue de préparer la conférence de San Francisco. Les alliés franchissent le Pô.

24 avril. Jonction à Torgau, sur l'Elbe, des avant-gardes américaines et soviétiques. Berlin investie par l'armée soviétique.

25 avril. Ouverture de la conférence de San-Francisco: organisation de l'ONU. La conférence se terminera le 26 juillet. Discussion entre Truman et Stimson sur la question du secret de la bombe atomique ainsi que de son impact sur l'évolution de la guerre.

26 avril. Truman est informé que le projet Manhattan a du retard. L'uranium 235 ne sera prêt que le 1^{er} août. Retour de Ph. Petain en France. Il se constitue prisonnier. Le général de Gaulle aurait souhaité que la Suisse le garde pour le juger par contumace.

27 avril. Prise de Vérone et de Gènes par la 5^{ème} armée. Exécution de Mussolini et de sa maîtresse Clara Petacci.

28 avril. Les premiers membres de l'unité spéciale affectés aux bombardements atomiques quittent Seattle à bord du Cape Victory qui arrivera à Tinian le 29 mai.

Himmler propose sans succès une capitulation unilatérale à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

29 avril. Chute de Venise. Capitulation de l'armée allemande d'Italie. Moscou reconnaît le nouveau gouvernement autrichien proclamé à titre provisoire par Karl Renner, ancien chancelier socialiste.

30 avril. Suicide de Hitler dans le bunker de la chancellerie de Berlin; il désigne l'amiral Doenitz et Goering comme successeurs. Suicide de la famille Goebbels au même endroit.

Avril (fin du mois). Niels Bohr insiste auprès de Vannevar Bush du Bureau de recherche et de développement scientifique pour que les Etats-Unis préviennent l'URSS avant l'utilisation de la Bombe.

1^{er} mai. Occupation de Trieste par les résistants yougoslaves.

2 mai. Capitulation des armées allemandes dans le nord de l'Italie. Le général Weidling, chargé de la défense de Berlin se rend avec ses 70.000 hommes. La commission provisoire dirigée par Truman s'interroge sur la façon d'utiliser la bombe sur le Japon.

3 mai. Prise de Rangoon en Birmanie. James Byrne accepte de faire partie du comité intérimaire qui doit déterminer les conditions d'utilisation de la bombe.

4 mai. Reddition à Montgomery par l'amiral Von Friedburg des armées allemandes de Hollande et du Danemark. Du 4 au 9 mai, insurrection et libération de Prague, représailles sur les civils allemands.

6 mai. Churchill télégraphie à Truman pour fixer une date pour la réunion de Potsdam, il insiste pour que les troupes anglaises et américaines se maintiennent sur les positions occupées.

7 mai. Capitulation générale de l'Allemagne, dans la nuit du 6 au 7 mai, signée par le général Jodl en présence des généraux Walter Bedell Smith (US), Susloparov (URSS), Robb et Strong (Grande-Bretagne) et Sevez (France) à Reims. Libération du roi Léopold III et de sa famille par l'armée du général Patch à Strobl (Autriche). Les forteresses B-29, destinées au bombardement atomique, quittent Wendover dans l'Utah pour l'île de Tinian dans les Mariannes où elles arrivent le 14 mai.

8 mai. Capitulation générale de l'Allemagne, dans la nuit du 7 au 8 mai, signée par le maréchal W. Von Keitel en présence du général Joukov près de Berlin à Karlshorst. Capitulation de l'armée allemande en Norvège. L'Espagne rompt ses relations diplomatiques avec l'Allemagne. Capitulation de la Wehrmacht à Prague.

9 mai. Les Soviétiques occupent Prague. Capitulation des Allemands à la Rochelle et Rochefort.

10 mai. Répression des collaborateurs à Prague (200.000 civils allemands résidaient à Prague). Capitulation des Allemands à Lorient et à Saint-Nazaire. Le sous-marin allemand U-234 parti de Kiel avec 560 kg d'oxyde d'uranium à son bord reçoit l'ordre de se rendre. Les 560 kg d'uranium étaient destinés à l'armée japonaise.

12 mai. Télégramme de Churchill à Truman annonçant le «rideau de fer».

14 mai. Constitution de la république démocratique d'Autriche.

15 mai. L'unité spéciale de bombardement atomique reçoit 10 bombardiers B-29 neufs et allégés. W. Lippman écrit que les Etats-Unis sont en train d'adopter une position nettement anti-soviétique.

16 mai. Benes et son gouvernement s'installent à Prague. Annonce de mesures anti-allemandes.

21 mai. Truman confie à Davies qu'il a retardé l'ouverture de la conférence de Potsdam jusqu'en juillet afin de pouvoir se servir de la bombe sur le plan diplomatique. Suicide de Himmler.

25 mai. Truman donne l'ordre de préparer l'invasion du Japon pour le 1^{er} novembre.

26 mai. Harry Hopkins arrive à Moscou pour préparer la conférence de Potsdam.

Juin. Klaus Fuchs fournit une description détaillée de la bombe au plutonium aux Soviétiques. Togo, ministre des Affaires étrangères, interviendra auprès de l'ambassadeur soviétique, J. Malik, pour qu'il facilite les médiations entre le Japon et les Etats-Unis.

5 juin. D. Eisenhower, B. Montgomery et J. de Lattre de Tassigny prennent le pouvoir à Berlin.

6 juin. Stimson informe le président Truman que le projet Manhattan doit rester secret. Deux semaines plus tard, le comité conseille au président d'annoncer la bombe discrètement à Staline.

11 juin. Rapport de James Franck sur les dangers d'une course aux armements atomiques.

18 juin. Réunion des chefs militaires américains. Les pertes estimées, suite à un débarquement au Japon, ne dépasseraient pas 50.000 hommes.

21 juin. Le comité intérimaire dirigé par Stimson affirme que la bombe doit être utilisée à la toute première occasion, sans avertissement, sur une ville avec une usine d'armement.

26 juin. Fin de la conférence de San Francisco. 51 nations ratifient la charte des Nations Unies.

29 juin. Rattachement de la Ruthénie tchécoslovaque à l'Ukraine permettant le passage des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie.

30 juin. Le comité responsable de l'essai de Trinity (Alamogordo) recule la date de l'essai atomique au 16 juillet 45.

1^{er} juillet. Les troupes américaines évacuent la Saxe et la Thuringe (compromis pour pouvoir occuper Berlin).

3 juillet. Occupation de Berlin par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS.

4 juillet. Churchill donne son accord pour l'emploi de la bombe atomique (comité politique anglo-américain de Washington).

5 juillet. Victoire électorale des travaillistes en Grande-Bretagne.

6 juillet. Le gouvernement britannique reconnaît le gouvernement provisoire polonais d'unité nationale (décisions de Yalta).

7 juillet. L'empereur Hiro-Hito demande aux Russes de recevoir le prince Konoye à Moscou pour négocier une reddition inconditionnelle.

10 juillet. Molotov déclare au ministre chinois des Affaires étrangères, T.V. Soong, que l'URSS pourrait déclarer la guerre au Japon à la fin du mois d'août.

12 juillet. Les troupes américaines cèdent une partie de leur zone d'occupation en Allemagne aux troupes françaises selon l'accord interallié du 5 juin.

15 juillet. Truman arrive à Potsdam.

16 juillet. Première explosion atomique expérimentale américaine à Alamogordo, au Nouveau Mexique (nom de code Trinity). Bombe au plutonium munie d'un dispositif d'implosion (projet Manhattan dirigé par le général Groves).

17 juillet. Ouverture de la Conférence de Potsdam au palais du Kronprinz qui durera jusqu'au 2 août.

18 juillet. Staline informe Truman que le ministre japonais des Affaires étrangères Togo et l'ambassadeur à Moscou Sato sont prêts à demander l'arrêt des hostilités.

21 juillet. Truman reçoit un rapport détaillé de Groves sur l'explosion d'Alamogordo. Dès ce moment l'attitude du président américain vis-à-vis des Soviétiques changera totalement... Le président durcit sa position et prend des dispositions pour mettre un terme à la conférence dès le 24 juillet.

24 juillet. Le groupe des 15 B-29 est prêt pour le bombardement atomique après un entraînement intensif et une sélection

très sévère. Truman et ses collaborateurs Stimson, Marshall et Arnold fixent le début des opérations au 3 août.

26 juillet. Démission de Churchill qui est remplacé par Attlee. Déclaration de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de la Chine demandant la reddition inconditionnelle du Japon. Menace de destruction totale du Japon. Staline n'est pas consulté parce que l'URSS n'est pas encore en guerre.

28 juillet. L'amiral Suzuki, lors d'une conférence de presse, déclare que le Japon ne répondra pas à l'ultimatum (qui avait été censuré par des militaires).

2 août. Truman, pressé de rentrer, s'embarque sur l'Augusta à Plymouth. Le 509^{ème} Composite Group est mis en état d'alerte; 3 avions sont prévus pour une mission de bombardement avec largage d'appareils et prise de photos.

5 août. Truman incite Tchang Kaï Chek à faire traîner les négociations préalables à l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon.

6 août. L'Enola Gay largue la bombe à l'uranium (Little Boy) sur Hiroshima à 8h15. Toute la ville brûle. Il y aura 145.000 morts à la fin de 1945.

7 août. Staline et Antonov signent l'ordre pour l'Armée rouge d'attaquer les forces japonaises en Mandchourie. Truman rentre à la Maison Blanche.

8 août. Déclaration de guerre de l'URSS au Japon.

9 août. Explosion de la deuxième bombe atomique, Fat Man, à Nagasaki à 12h02. Bombe au plutonium qui fera 70.000 morts à la fin de 1945. Suzuki déclare qu'il faut accepter l'ultimatum de Potsdam... Hiro-Hito prend la décision de mettre un terme à la guerre. Attaque soviétique en Mandchourie à 00h10 (6h10 du soir le 8 août à Moscou) avec 1,5 millions d'hommes.

10 août. Le Japon demande l'armistice par la voie diplomatique suisse et suédoise. L'empereur accepte la déclaration de Potsdam avec maintien du régime monarchique.

11 août. Les Etats-Unis exigent une capitulation explicitement inconditionnelle avec reconnaissance implicite de l'empereur.

14 août. Bombardement de Honshu par 800 B-29 avant que

le message de capitulation ne soit arrivé par la voie diplomatique à la Maison Blanche. L'URSS signe un traité avec la Chine reconnaissant l'indépendance de la Mongolie extérieure. Capitulation officielle du Japon.

15 août. Le Japon accepte les conditions imposées par les alliés. Déclaration radiodiffusée de l'empereur Hiro-Hito.

16 août. Discours de Winston Churchill aux communes. Selon l'ancien Premier, la bombe a sauvé la vie à un million d'Américains et à 250.000 Anglais. Staline demande à Truman de pouvoir occuper le Nord de l'île Hokkaido. Refus de Truman le 18 août.

19 août. Le général Yamada signe l'acte de reddition en Mandchourie où la guerre s'est prolongée au-delà du 16 août. L'armée rouge a progressé jusqu'au Sud de la péninsule de Liaotung, le Nord de la Corée, le Sud de la Sakhaline et la plupart des îles Kouriles.

20 août. Reddition de l'armée japonaise, 500.000 militaires, en Mandchourie. Le comité de la défense nationale de l'URSS prend un décret en vue de réaliser le programme de la bombe atomique. Kurchatov devient le directeur scientifique du projet.

22 août. Entretiens entre Truman et de Gaulle à Washington jusqu'au 25 août. La France doit s'incliner au sujet du statut de la Ruhr. Transfert du général allemand Gehlen aux Etats-Unis pour collaborer avec les services américains.

23 août. Les Soviétiques entrent à Port-Arthur qui sera cédé à la Chine en 1954 et qui prendra le nom de Liuchouen.

24 août. Harry Truman met fin au prêt-bail qui a coûté 48,5 milliards de dollars.

28 août. Les troupes américaines débarquent au Japon sous le commandement du général G. Marshall. Les Soviétiques débarquent à Sakhaline.

Septembre. Plusieurs physiciens allemands ont été installés dans deux instituts de la côte de la mer Noire pour travailler sur la séparation des isotopes. A la conférence de Londres, par conséquent, les Américains réalisent que leur monopole nucléaire va durer beaucoup moins longtemps que prévu.

1^{er} septembre. Les Soviétiques débarquent dans les îles Kouriles.

2 septembre. Signature, à bord du cuirassé Missouri, de la capitulation sans conditions du Japon sous la présidence de MacArthur. Ho Chi Minh proclame l'indépendance de la république démocratique du Vietnam.

11 septembre. Le secrétaire Stimson propose à Truman un accord bilatéral avec les Russes au sujet de l'usage de la bombe atomique. Truman avait décidé que le «secret de sa fabrication ne serait pas divulgué». La politique préconisée par Stimson était le seul espoir pour atténuer ou éliminer la guerre froide. Conseil des ministres des Affaires étrangères à Londres. Fin de la conférence le 2 octobre sans résultats significatifs.

13 septembre. L'Iran demande le retrait des forces anglaises, américaines et soviétiques.

20 septembre. Le comité du Congrès indien demande le départ des Britanniques (20-23 septembre).

21 septembre. Conseil du gouvernement américain orageux au sujet de la divulgation du secret de l'arme nucléaire entre Stimson et Truman. Stimson avait déjà démissionné et Patterson le remplaçait.

11 octobre. Rupture des négociations entre Tchang Kaï Chek et Mao Tsé-toung.

18 octobre. Le général de Gaulle crée le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dont les objectifs sont scientifiques, industriels et militaires. Joliot est nommé haut-commissaire et Dautry administrateur général du CEA.

27 octobre. Discours de Truman à New-York sur la politique étrangère des Etats-Unis.

Novembre. Rapport Franck sur l'énergie atomique, avis contradictoires au sujet du secret des recherches nucléaires.

6 novembre. Molotov déclare à la radio que le secret atomique est incompatible avec la coopération internationale telle qu'elle a été définie à Yalta.

11 novembre. Conversations du 11 au 15 novembre entre Truman, Attlee et le Premier Canadien Mackenzie King à

Washington sur le contrôle de l'énergie atomique. Refus de partager le «secret» atomique.

13 novembre. Création de l'UNESCO à Paris.

19 novembre. Le conseil d'administration du Fonds National de la recherche scientifique (Belgique) crée une commission ad hoc «pour l'étude des problèmes en rapport avec l'énergie nucléaire».

20 novembre. Première audience du procès de Nuremberg qui durera 315 jours (240 dépositions, 300.000 déclarations, 22 accusés); organisé par les Américains, les Soviétiques, les Britanniques et les Français: 12 condamnations à mort, 7 condamnations à la prison, 3 acquittements.

La commission alliée de contrôle approuve le transfert de 6 millions d'Allemands en provenance de l'Autriche, la Hongrie, la Pologne... en Allemagne de l'Ouest.

29 novembre. Proclamation de la République populaire yougoslave.

Décembre. Paul Libois, sénateur communiste belge, dépose une proposition de loi tendant à la nationalisation des gisements d'uranium du Congo.

14 décembre. Les Etats-Unis envoient George Marshall comme médiateur de la guerre civile en Chine.

15 décembre. Réaction en chaîne dans la pile Zec au fort de Châtillon.

27 décembre. Les ministres de Affaires étrangères de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'URSS, en réunion à Moscou, lancent un appel pour constituer un gouvernement démocratique provisoire en Corée.

NOTES

1. Alamogordo

1. *International Herald Tribune* du 19.10.94.
2. A. Gromyko, *Mémoires*, p. 91-92.
3. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy*, p. 176.
4. *Ibidem*, p. 150.
5. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy*.
6. R. Rhodes, *The Making of the Atomic Bomb*, p. 684.
7. W. Churchill, *Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, Vol. VI, p. 235-236.
8. A Gromyko, *Mémoires*, p. 100-101.
9. Gar Alperovitz, *Atomic Diplomacy*.

2. Hiroshima

1. G. Quester, *Deterrence before Hiroshima*, p. 171.
2. R. Rhodes, *The Making of the Atomic Bomb*, p. 642.
3. D. Holloway, *Stalin and the Bomb*, p. 226.
4. M. Hachiya, *Journal d'Hiroshima*, p. 72.
5. R. Jungh, *Vivre à Hiroshima*, p 37.
6. *Ibidem*, p. 40.

3. Nagasaki

1. H. Truman, *Memoires*, Vol. II, p. 114.
2. S. Sakharov, *Memoires*, p. 221-222.

4. La bombe atomique, catalyseur de la guerre froide

1. Fred J. Cook, *Les vautours de la guerre froide*, p. 90.
2. Wladyslaw Anders, *Mémoires*, p. 359.
3. André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, vol 1, p. 275.
4. In Gar Alperovitz et Kai Bird, *The Centrality of the Bomb*,

- Foreign Policy*, 94, p. 4 (1994).
5. De Gaulle, *Mémoires de guerre*, p. 806.
 6. J. Levesque, *L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, p. 126.
 7. Yves Durand, *Naissance de la guerre froide*, p. 288.
 8. C. Delmas, *Corée 1950*, p. 12.
 9. A. Robbins, *Radioactive Heaven and Earth*, p. 36-37.
 10. *New Scientist*, 12 June 1993, p. 12-13.
 11. *The Lancet*, vol. 344, Nov. 26, p. 1498 (1994).
 12. Bert Roling, *La paix par la dissuasion*, p. 245, 248.

5. Epilogue

1. Kai Bird, «A Humiliating Smithsonian Retreat from the Facts of Hiroshima», *International Herald Tribune*, 12 octobre 1994.
2. Denis Warner, Onkyushu's Shores, «A Death Trap», *International Herald Tribune*, 13 décembre 1994.

6. Alternatives à l'escroquerie de la dissuasion

1. Moriyuki Motono, «For Safety's Sake, Learn about the 1945 Bombs», *International Herald Tribune*, 21 mars 1995.
2. Glenn Seaborg, *Kennedy, Khrushchev and the Test Ban*, p. 74.
3. April Carter, *Success and Failure in Arms Control Negotiations*, p. 53.
4. André Fontaine, *Histoire de la guerre froide*, Vol.II, p. 521.
5. Maurice A. Mallin, *The Non Prolifération Review*, 2, 2, p. 1-11 (1995).
6. Michael Mandelbaum, *Foreign Affairs*, p. 22-37, mars/avril 1995.
7. J.M. Rainaud, *Le droit nucléaire*, p. 72 (1994).
8. E. David, *Principes de droit des conflits armés*, p. 283-284.
9. P. Piérart, *AEPGN Nouvelles*, 5, p. 16 (1994).

10. V. Kiernan, *New Scientist*, p. 14-15, 26 janvier 1994.
11. Harald Miller, *European and Global Security in a World without the N.P.T.*, Geyoud 1995, p. 93-96.
12. J. Goldblat, *Les vingt ans du Traité de non-prolifération nucléaire: mise en œuvre et perspectives*, Dossier du GRIP n° 141-142, p. 34-36.

7. En route vers une puissance militaire nucléaire européenne?

1. R. Yakemtchouk, *L'Europe face aux Etats-Unis, Relations politiques et militaires, contentieux économiques et compétition technologique*. *Studia Diplomatica*, vol. 39, 1986, n° 4-5, pp. 572-574.
2. David Horowitz, *De Yalta au Vietnam*, vol. 1, p. 97.
3. R. Yakemtchouk, *ibidem*, p. 342.
4. Jules Gerard-Libois et Rosine Lewin, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe 1947-1953*, pp. 242-243.
5. David Horowitz, *De Yalta au Vietnam*, vol. 1, pp. 79-80.
6. John Lukacs, *Decline and Rise of Europe*, 1955, p. 47 cité dans David Horowitz, *ibidem*, p. 83.
7. R. Yakemtchouk, *ibidem*, p. 344.
8. Blackett, *Studies of War*, p. 157, cité dans David Horowitz, *De Yalta au Vietnam*, vol. II, p. 42.
9. Horowitz, *ibidem*, pp. 124-125.
10. *Revue de l'OTAN*, n°4, août 1990, pp. 32-33.
11. *Revue de l'OTAN*, n°6, décembre 1990, pp. 26-31.
12. *Revue de l'OTAN*, n°6, décembre 1991, pp. 19-32.
13. *Revue de l'OTAN*, n°3, JUIN 1991, pp. 28-29.
14. *De Morgen*, 09/02/1995.
15. *Revue de l'OTAN*, n°3, juin 1994, p. 29.
16. *International Herald Tribune*, 15/2/1995.
17. *Der Spiegel*, 03/1995, p. 129.
18. *Revue de l'OTAN*, n°6, décembre 1991, p. 4.
19. *Revue de l'OTAN*, n°3, juin 1992, p. 4.

20. *De Morgen*, 06/02/1995.
21. *Revue de l'OTAN*, n°1, février 1994, Manfred Wörner, *Préparer l'Alliance pour l'avenir*. pp. 3-6.
22. *Revue de l'OTAN*, n°4, août 1990, pp. 32-33.
23. *Revue de l'OTAN*, n°6, décembre 1991, pp. 3-8.
24. *Revue de l'OTAN*, n°6, décembre 1991, pp. 3-8.
25. *Revue de l'OTAN* n°1, février 1994, pp. 711, Sir Richard Vincent, *Le sommet de Bruxelles – un point de vue militaire*.
26. *Revue de l'OTAN*, n°1, février 1994, pp. 12-14, Les Aspin, *Une nouvelle Europe, nouvelle OTAN*.
27. Voir Paul-Marie De La Gorce, Comment l'Alliance atlantique tente d'adapter son système de sécurité, *Le Monde Diplomatique*, décembre 1993.
28. *Traité sur l'Union européenne*, Luxembourg: Office des publications officielles des Communautés européennes, 1992, p. 126.
29. *Traité*, *ibidem*..., p. 246.
30. *Union de l'Europe occidentale, Plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité*, La Haye, 27 octobre 1987.
31. *Traité*, *ibidem*..., p. 246.
32. Jules Gerard-Libois et Rosine Lewin, *La Belgique entré dans la guerre froide et l'Europe 1947-53*, p. 99.
33. R. Yakemtchouk, *ibidem*, p. 397.
34. UEO, *Plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité*, La Haye, 27 octobre 1987.
35. Les données pour les paragraphes suivants sont tirées de Hubert Van Wambeke, *Zorgen voor eigen (Europese) veiligheid*, in *Nieuw Tijdschrift voor Politiek*, 1987, n° 5-6, pp. 127-128.
36. *Le Monde*, 16 avril 1987.
37. Alfred Cahen, *Entre l'Europe et l'Alliance atlantique: Quelle place pour l'Union de l'Europe occidentale?*, *Le Monde Atlantique*, septembre 1986.
38. *De Standaard*, 11-12/01/1992.
39. *De Standaard*, 11-12/01/1992.
40. *Le Monde*, 8/07/1987.

41. *De Standaard*, 22/05/1992.
42. *De Standaard*, 6/11/1993.
43. *De Standaard*, 18/10/1991.
44. *De Standaard*, 18/10/1991.
45. *De Vredeskranz*, 1991, n° 3, p. 19.
46. *De Vredeskranz*, 1991, n° 3, p. 19.
47. *Le Soir*, 29/05/1992.
48. *De Morgen*, 7/11/1991.
49. André Leysen, «L'Allemagne prend la première place en Europe», *La Libre Belgique*, 27 décembre 1994.
50. *The Wall Street Journal*, 9 septembre 1993.
51. Dominique Moisi, directeur de l'Institut français de relations internationales. «Insecurities, Old and New, plague the Paris-Bonn Axis», *The Wall Street Journal*, 7 février 1995.
52. Pierre Lellouche, «Europe: le vrai dilemme franco-allemand. Bonn veut réduire la souveraineté des Etats-nations. Paris n'est pas d'accord mais en France, le débat n'est pas encore ouvert», *Le Figaro*, 13 octobre 1994.
53. Daniel Vernet, «La France, l'Allemagne et l'Europe. Bonn attend du gouvernement français qu'il clarifie sa position sur l'approfondissement de la Communauté», *Le Monde*, 13 octobre 1994.
54. En traduction dans le *NRC-Handelsblad*, 17 janvier 1995.
55. *Courrier International*, 11 mars 1993.
56. *De Standaard*, 10 février 1991.
57. *Courrier International*, *ibidem*.
58. *Courrier International*, *ibidem*.
59. *Courrier International*, *ibidem*.
60. *Courrier International*, *ibidem*.
61. Bruno Tertrais, *L'arme nucléaire après la guerre froide. L'Alliance atlantique, l'Europe et l'avenir de la dissuasion*, pp. 217 et suivantes.
62. B. Tertrais, *ibidem*, p. 221.
63. B. Tertrais, *ibidem*, p. 222.
64. B. Tertrais, *ibidem*, p. 215.

65. B. Tertrais, *ibidem*, p. 215.
 66. B. Tertrais, *ibidem*, p. 215.
 67. B. Tertrais, *ibidem*, p. 224-225.

8. L'Allemagne, une grande puissance nucléaire?

1. Laurent Carroué, «De l'Allemagne comme puissance militaire», *Le Monde Diplomatique*, novembre 1990, p. 5.
2. Laurent Carroué, *ibidem*.
3. Laurent Carroué, *ibidem*.
4. Laurent Carroué, *ibidem*.
5. *Die Zeit*, 20 juillet 1993.
6. Paul-Marie de la Gorce, «Les divergences franco-allemandes mises à nu», *Le Monde Diplomatique*, septembre 1993.
7. *International Spectator*, juin 1991, pp. 374-376.
8. *Der Spiegel*, 45/1994
9. «Faits & Arguments. Pour un renoncement à la bombe atomique dans la constitution ouest-allemande», *Die Grünen im Bundestag*, Bonn, mars 1988, 84 pp. Les citations sans référence sont tirées de cette brochure.
10. NUKEM: Nuklear-Chemie und Metallurgie GmbH.
11. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 janvier 1967.
12. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 février 1967.
13. In: Carstens/Mahncke, *Westeuropäische Verteidigungskooperation*, Munich, 1972, pp.248.
14. A. Petri, *Die Entstehung des NV-Vertragen*, Dissertation, Tübingen, 1970.
15. Prof. José Goldemberg, président de l'association scientifique brésilienne, cité dans le *Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt* du 7 juillet 1985.
16. *Die Welt*, 28 août 1987.
17. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 2 septembre 1987.

BIBLIOGRAPHIE

- Albright David, Berkhout Frans and Walker William, *World Inventory of Plutonium and Highly Enriched Uranium*, 1992, SIPRI, Oxford University Press (1993).
- Alperovitz Gar, *Atomic Diplomacy: Hiroshima & Potsdam*, Elisabeth Sifton Books-Penguin Books, First publ. 1965 Expanded and updated ed. (1985).
- Alperovitz Gar, *Atomic Diplomacy: Hiroshima & Potsdam*, Pluto Press, London, Boulder, Colorado (1994).
- Alperovitz Gar & Bird Kai, «The Centrality of the Bomb», *Foreign Policy*, 94, p. 3-20, (1994).
- Anders Wladyslaw, *Mémoires (1939-1946)*, Traduit de J. Rzewuska, La jeune Parque, Paris (1948).
- Aragon, *Histoire parallèle, Histoire de l'URSS de 1917 à 1960*, 2 vol. Presses de la Cité, Paris (1962).
- Behr Edward, *Hiro Hito, l'empereur ambigu*, Robert Laffont, Paris (1989).
- Browne Corinne & Munroe Robert, *Time Bomb, A Nuclear History*, Facet Books International, New York (1981).
- Cannadine David, *The Speeches of Winston Churchill*, Penguin Books (1990).
- Carter April, *Success and Failure in Arms Control Negotiations*, SIPRI, Oxford University Press (1989).
- Cochran Thomas B., Norris Robert S., Arkin William M. &

- Hoenig Milton M., *Unannounced U.S. Nuclear Weapons Tests, 1980-1984*, Natural Resources Defense Council, Washington (1986).
- Cook Fred J., *Les vautours de la guerre froide (Etude sur le militarisme américain, 1962)*, traduit de l'américain par Roger Dadoun, Julliard (1964).
- David Eric, *Principes de droit des conflits armés*, Ed. Bruylant, Bruxelles (1994).
- De La Gorce Paul-Marie, *La guerre et l'atome*, Ed. Plon (1985).
- Delmas Claude, *Corée 1950, Paroxysme de la guerre froide*, Ed. Complexe, Bruxelles (1982).
- Delmas Claude, *La bombe atomique*, Ed. Complexe, Bruxelles (1985).
- De Gaulle, *Mémoires de guerre*, Ed. Plon (1989).
- Durand Yves, *Naissance de la guerre froide 1944-1949*, Messidor, Temps Actuels, Paris (1984).
- Firket Henry, «Cour Internationale de Justice de La Haye et illégitimité des armes nucléaires», *AMPGN Nouvelles*, 45, 1, p. 16-21 (1994).
- Fritsch-Bournazel Renata, *L'Allemagne, un enjeu pour l'Europe*, Ed. Complexe, Bruxelles (1987).
- Funk Arthur, *De Yalta à Potsdam (des illusions à la guerre froide)*, Ed. Complexe, Bruxelles, 2^{ème} édition (1987).
- Gérard-Libois Jules et Lewin Rosine, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe 1947-53*, Pol-His, Bruxelles, 1992.

- Goldblat Josef & Cox David, *The Debate about Nuclear Weapon Tests*, Canadian Institute for International Peace and Security occasional papers, 5, Ottawa (1988).
- Goldblat Josef, *Les vingt ans du Traité de non-prolifération nucléaire: mise en œuvre et perspectives*, Dossier du GRIP, n° 141-142, Bruxelles (1990).
- Gromyko Andreï, *Mémoires*, Pierre Belfond, Paris (1989).
- Hachiya Michihiko, *Le Journal d'Hiroshima*, Préface et Traduction de Benoist-Méchin, Albin Michel, Paris (1956).
- Hersey John, *Hiroshima*, Penguin Books, Harmondsworth (1985).
- Hida Shuntano, *Little Boy, Récit des jours d'Hiroshima*, Préface de Pierre Sudreau. Quintette, Paris (1984).
- Holloway David, «How the Bomb saved Soviet Physics», *The Bulletin of Atomic Scientists*, 50, 6, p. 46-55 (1994).
- Horowitz David, *De Yalta au Vietnam*, UGE, Paris (1974).
- Holloway David, *Stalin and the Bomb*, Yale University Press, New Haven and London, 464 p. (1994).
- Jones Vincent C., *Manhattan: The Army and the Atomic Bomb*, United States Army in World War II, Special Studies, Center of Military History, United States Army, Washington, D.C. (1985).
- Joukov G., *Mémoires*, 2 vol., Fayard (1970).
- Jungk Robert, *Vivre à Hiroshima*, Scherz Verlag, Berne-Stuttgart-Vienne, Traduction de B. Arthaud, Paris (1960).

- Kiernan Vincent, A Bomb waiting to explode, *New Scientist*, p. 14-15 (February 26, 1994).
- Koch (Erwin Erasmus), *Uranium: un espoir, une menace, un problème*, André Bonne, Paris (1960).
- Kolko G., *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy, 1943-1945*, Random House, New York (1968).
- Kolko J. & G., *The Limits of Power: The World and States Foreign Policy, 1945-1954*, Harper & Row, New York (1972).
- Liddell Hart Basil H., *Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, Traduction de J.P. Constantin, Fayard (1973).
- Mallin Maurice A., «CTBT and NPT: Options for US Policy», *The Non-proliferation Review*, 2, 2, p. 1-11 (1995).
- Mandelbaum Michael, «Lessons of the Next Nuclear War», *Foreign Affairs*, p. 22-37, (March/April 1995).
- Marcou Lilly, *La guerre froide, l'engrenage*, Ed. Complexe Bruxelles (1987).
- Martens Ludo, *Un autre regard sur Staline*, EPO, Bruxelles (1994)
- McCarthy Michael, «Cold War Human Radiation Experiments in the USA», *The Lancet*, Vol. 344, p. 1498 (November 26, 1994).
- Menudier Henri & Coll., *La République fédérale d'Allemagne dans les relations internationales*, Ed. Complexe, Bruxelles (1990).
- Messer R.L., *The End of An Alliance: James F. Byrnes, Roosevelt, Truman and the Origins of the Cold War*, Chapel Hill: University of North Carolina Press (1982).

- Müller Harald, *A European Non-Proliferation Policy*, Clarendon Press, Oxford (1987).
- Norris Robert Standish & Cochran Thomas B., *United States Nuclear Tests July 1945 to December 31, 1992*, Natural Resources Defense Council Washington (1994).
- Piérart Pierre, «World Court Project, Réunion du 10 juin 1994 à La Haye», *AEPGN Nouvelles*, 5, p. 16-17 (1994).
- Pilat Joseph F. & Pendley Robert E., *Beyond 1995, The Future of the NPT Regime*, Plenum Press, New York and London (1990).
- Quester George H., *Deterrence Before Hiroshima*, New Brunswick (USA) and Oxford (UK) 1986, Originally published, Wiley, New York (1966).
- Rainaud Jean-Marie, *Le Droit nucléaire*, Presses Universitaires de France (1994).
- Robbins Anthony, *Radioactive Heaven and Earth, A report of the IPPNW International Commission*, The Apex Press, New York Zed Books, London (1991).
- Roling Bert V.A., «La paix par la dissuasion», dans: *La paix par la recherche scientifique*, p. 225-257, Etudes de Sociologie de la guerre, Institut de Sociologie, ULB (1970).
- Russell Bertrand, Préface de Linus Pauling, *L'Homme survivra-t-il?* Eds. J. Didier, Paris (1963).
- Sands Jeffrey I., Norris Robert S. & Cochran Thomas B., *Known Soviet Nuclear Explosions, 1949-1985*, Natural Resources Defense Council, Washington (1986).
- Seaborg Glenn T., Kennedy, *Khrushchev and the Test Ban*, University of California Press (1983).

Shahak Israël, *Jewish History, Jewish Religion*, Pluto Press, London, Boulder, Colorado (1994).

Sykes Lynn R. & Ruggi Steven, *Soviet Underground Nuclear Testing: Inferences from Seismic Observations and Historical Perspective*, Natural Resources Defense Council, Washington (1986).

Williams (H. Mary), *United States Army in World War II Special Studies, Chronology 1941-1945*, Office of the Chief of Military History, Department of the Army, Washington, D.C., 660 p. (1960).

Williams (William Appleman), *The Tragedy of American Diplomacy*, Ed. 1959, Ed. 1962.

L'EGLISE CATHOLIQUE FACE AU FASCISME ET AU NAZISME LES OUTRAGES À LA VÉRITÉ

Henri Fabre

Préface d'Henri Caillavet

Trop d'outrages à la vérité, c'est ce qui a poussé un médecin à se muer en historien et à lancer un nouveau *J'accuse*. Mais là où Zola ne défendait qu'un seul homme, Henri Fabre parle au nom de millions de victimes. Il arrache son masque d'hypocrisie à une Eglise qui s'affirme comme la plus haute autorité morale et qui se rendit sciemment coupable de non assistance à personnes en danger. Bien plus, cette "experte en humanité", a une part de responsabilité directe dans l'Holocauste: n'a-t-elle pas, dès ses origines, justifié comme "châtiment du peuple déicide" ces crimes qui, des premiers pogromes à Auschwitz, ne furent que les fruits de son antisémitisme.

Sans doute, à cette accusation, les bien-pensants vont-ils se boucher les oreilles tout comme ils ont fermé les yeux sur les rafles, les déportations, l'extermination des Juifs. Et pourtant, honnête homme et scientifique rigoureux, Henri Fabre n'avance rien sans preuve. Il le fallait. Le Vatican, avec son génie de la désinformation, a trop camouflé les faits, il a, par des alibis commodes, trop anesthésié les "bonnes consciences" pour qu'on ne s'acharne pas à rétablir la vérité: l'Holocauste n'aurait pas eu lieu sans la complicité tacite d'un Pie XII avec ceux en qui il n'a voulu voir qu'un rempart efficace contre le bolchevisme et qu'alors, il a toujours ménagés.

Jean Mathieu-Rosay, prêtre historien.



Henri Fabre est auteur de *La maternité consciente* (Denoël, 1960).

une coédition EPO-Espace de Libertés
couverture: Compagnie Paul Verrept
janvier 1995

ISBN 2-87262-098-2 (EPO)

ISBN 2-93000-115-1 (Espace de Libertés)

480 pages

1175 FB, 195 FF

L'année 501

La conquête continue

Noam Chomsky

En novembre 1992 Noam Chomsky, professeur de linguistique à MIT et critique célèbre de la politique extérieure américaine, a donné une conférence à Bruxelles sur les Etats-Unis, les médias et le nouvel ordre mondial. Plus de 1200 personnes y ont assisté, malgré le boycott quasi total des médias, conséquence de la querelle qui oppose depuis dix ans ce penseur original aux "intellectuels français".

Ce nouveau livre développe les idées présentées par Chomsky lors de cette conférence: depuis cinq cents ans, les pays européens, auxquels il faut ajouter les anciennes colonies "blanches" et le Japon, poursuivent une politique de spoliation du reste du monde. C'était l'ancien ordre mondial. La thèse de Chomsky est que le nouvel ordre mondial ne diffère en rien de l'ancien et en trois cent pages, faits et chiffres à l'appui, il le démontre de façon magistrale et cinglante.

320 pages
ISBN 2 87262 099 0
avril 1995
750 FB, 160 FF



Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ont-ils vraiment permis de sauver 500.000 vies américaines, comme le prétendait Churchill?

Non, disent les historiens. Le Japon était sur le point de capituler au moment où les avions américains ont largué leur cargaison sinistre.

Pourquoi, alors, avoir pris cette terrible décision?

La thèse des auteurs, tous deux actifs depuis des années dans le mouvement de la paix, est que le bombardement d'Hiroshima était destiné avant tout à faire peur aux Soviétiques...

Ils retracent le rôle joué par l'arme nucléaire dans la diplomatie des grandes puissances, et terminent par un avertissement inquiétant sur l'avenir de la bombe, notamment dans une Europe sous domination allemande.

Aujourd'hui, la guerre froide a pris fin, mais, paradoxalement, le danger d'une conflagration en Europe n'a sans doute jamais été aussi grand depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Les arsenaux nucléaires restent supérieurs à ce qu'ils étaient en 1970, date de l'entrée en vigueur du Traité de Non-prolifération. La France reprend ses essais nucléaires et, cinquante ans après la défaite des nazis, l'Allemagne réunifiée entend de nouveau jouer le rôle politique – et militaire – qui correspond à sa puissance économique.

Pierre Piérart est professeur émérite de l'Université de Mons. Il est coordinateur de l'Association des étudiants pour la prévention de la guerre nucléaire.

Wies Jaspers est sociologue. Il a participé à l'organisation des manifestations anti-missiles des années quatre-vingt.

ISBN 2-87262-073-7

